

gouvernement du Québec comptes publics

de l'année financière terminée le 31 mars 1978

1977-1978

volume 1

états financiers

X0165260 6



Gouvernement
du Québec
Ministère des Finances

gouvernement du Québec comptes publics

de l'année financière terminée le 31 mars 1978

1977-1978

volume 1 états financiers

Publiés conformément aux dispositions de l'article 71 de la
Loi de l'administration financière (chapitre 17 des lois de 1970)

*Bibliothèque
Université du Québec UQAT
Case postale 8000
425, boul. du Collège
Rouyn, Québec, Canada
J9X 5M5*



Gouvernement
du Québec
Ministère des Finances

07-2051/68

TAOU 000000
Bibliothèque
Musée de la Ville de Québec
100, rue de la Capitale
Québec, Québec, Canada
J1X 0M2

ISSN 0706-2869
ISBN 0-7754-3202-4
Dépôt légal, 4e trimestre 1978
Bibliothèque nationale du Québec

À son Honneur le Lieutenant-gouverneur
Monsieur Jean-Pierre Côté, C.P.
Hôtel du Gouvernement
Québec

Monsieur le Lieutenant-gouverneur,

Le soussigné a l'honneur de vous présenter les Comptes publics
du gouvernement du Québec de l'année financière terminée le 31
mars 1978.

Le ministre des Finances,
Jacques Parizeau

Québec, décembre 1978

Au Ministre des Finances
Monsieur Jacques Parizeau
Hôtel du Gouvernement
Québec

Monsieur le Ministre,

Conformément au mandat qui m'a été confié, j'ai l'honneur de vous présenter les Comptes publics du gouvernement du Québec de l'année financière terminée le 31 mars 1978, lesquels ont été préparés selon les dispositions de la section VIII de la Loi de l'administration financière (chapitre 17 des lois de 1970).

Respectueusement soumis,

Le contrôleur des finances,
Marcel Lefavre

Québec, décembre 1978

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
INTRODUCTION	9
ÉTATS FINANCIERS	
Conventions comptables — Énoncé et exposé	11
Revenus et dépenses	16
Actif et passif	18
Continuité de la dette nette	20
Évolution du Fonds consolidé du revenu	20
Notes complémentaires	21
Opinion du Vérificateur général	22
Commentaires sur les remarques formulées dans l'opinion du Vérificateur général	23
Fonds en fidéicommiss et Opinion du Vérificateur général	24
Fonds renouvelable du Service des achats du Gouvernement et Opinion du Vérificateur général	26
Fonds spécial olympique et Opinion du Vérificateur général	29
Fonds des agents de voyage et Opinion du Vérificateur général	32
	SECTION
OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES	1
Revenus	
Dépenses	
OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES	2
Placements	
OPÉRATIONS DE LA DETTE	3
Emprunts effectués	
Emprunts remboursés	
Contributions aux fonds d'amortissement	
FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU	4
Provenance et utilisation des fonds	
Situation du Fonds consolidé du revenu	
ACTIF ET PASSIF	5
Actif et passif	
Continuité de la dette nette	
Notes complémentaires	
ANNEXES DE L'ACTIF ET DU PASSIF	6
FONDS SPÉCIAUX	7
Fonds en fidéicommiss	
Fonds renouvelable du Service des achats du Gouvernement	
Fonds spécial olympique	
Fonds des agents de voyage	
Fonds de relance industrielle du Québec	

INTRODUCTION

Les Comptes publics, préparés selon les dispositions de la section VIII de la Loi de l'administration financière (1970, c. 17), comprennent deux volumes. Le volume 1 « états financiers » regroupe les états financiers du Gouvernement et des fonds spéciaux, le détail des opérations financières du Fonds consolidé du revenu, de même que les revenus par ministères et les dépenses par ministères et par programmes. Le volume 2 « détail des dépenses » renferme la liste des fournisseurs et bénéficiaires de chaque ministère, par catégories de dépenses, et la liste des biens en capital.

Le volume 1 des Comptes publics, dont la présentation est la même que l'an dernier, comprend sept sections et une partie préliminaire qui inclut les conventions comptables, les états financiers du Gouvernement, les états financiers des fonds spéciaux, de même que l'opinion du Vérificateur général sur ces états. Les six premières sections couvrent les opérations financières du Fonds consolidé du revenu alors que la septième couvre les opérations des fonds spéciaux, à l'exception du « fonds de relance industrielle » dans lequel il y a eu très peu d'activités financières en 1977-1978.

Le volume 2 a cependant fait l'objet de modifications quant aux limites et critères de publication des catégories de dépenses suivantes:

1 — Traitements, salaires et allocations

2 — Autres rémunérations

Traitements, salaires et autres rémunérations

- Sous ce titre, les traitements du personnel cadre sont publiés alors qu'auparavant tous les traitements supérieurs à un seuil établi étaient publiés en plus de ceux des hauts fonctionnaires.

Allocations

- Pour maintenir le critère minimal de publication des bénéficiaires à une valeur équivalente à celle qui prévalait le 31 mars 1976, ces limites minimales ont été portées de \$ 7 000 à \$ 8 000 pour les allocations. Pour la même raison, les minimums des catégories et sous-catégories de dépenses suivantes ont également été augmentés:
- Contributions de l'employeur, de \$ 14 000 à \$ 16 000;

3 — Services de transport et de communication

- Frais de déplacement, de \$ 3 500 à \$ 4 000;
- Autres, de \$ 14 000 à \$ 16 000.

10 — Dépenses de transfert

- Pour ces dépenses, lorsque publiées par bénéficiaires seulement, le critère minimal de publication a été porté de \$ 7 000 à \$ 8 000. Comme par les années passées, les dépenses de transfert publiées par districts électoraux ou par districts électoraux et bénéficiaires le sont sans égard au montant.

Par ailleurs, le critère minimal de publication des catégories suivantes a été porté de \$ 14 000 à \$ 16 000:

4 — Services professionnels, administratifs et autres;

5 — Entretien et réparations;

6 — Loyers;

7 — Fournitures et approvisionnements;

8 — Matériel et équipement;

9 — Terrains, immeubles et travaux de génie;

11 — Autres dépenses.

La définition des catégories de dépenses apparaît à la page 1-28 du présent volume.

Enfin, le ministère des Finances publie également un volume « entreprises du gouvernement du Québec » qui ne fait pas partie des Comptes publics proprement dits et qui groupe les états financiers de certaines entreprises du Gouvernement, qui ont généralement été déposés à l'Assemblée nationale en vertu des lois régissant ces entreprises.

Le contrôleur des finances,
MARCEL LEFAIVRE

CONVENTIONS COMPTABLES

ÉNONCÉ

Les conventions comptables actuellement en usage au gouvernement du Québec ont été adoptées par le Conseil de la trésorerie lors d'une assemblée tenue le 17 février 1971 et ratifiées par le Conseil du trésor le 1er avril de la même année.

L'extrait des minutes de cette assemblée, pertinent aux conventions comptables, se lit comme suit:

- I — Il ne sera plus fait de distinction entre les dépenses ordinaires et les dépenses en immobilisations dans l'établissement du résultat des comptes budgétaires;
- II — Les revenus en provenance du gouvernement du Canada seront comptabilisés selon la base de caisse;
- III — Les recettes jusqu'au 31 mars inclusivement seront incluses dans les revenus de l'année, sans égard à la date à laquelle ces sommes seront déposées à la banque. De plus, les cotisations et les comptes émis avant le 1er avril seront compris dans le revenu de l'année financière qui se termine, et apparaîtront comme comptes à recevoir à l'état de l'actif et du passif;
- IV — Les remises encaissées par le Gouvernement pendant le mois d'avril et représentant des sommes perçues ou prélevées par ses agents ou mandataires avant le 1er avril, seront comptabilisées comme revenus de l'année financière qui vient de se terminer. La compensation payable aux municipalités pour tenir lieu du droit d'imposer une taxe de vente en détail et afférente à ces remises, sera comptabilisée comme compte à payer de l'exercice écoulé;
- V — Les dépenses, de même que les contributions, les remboursements et les imputations applicables contre les dépenses, seront comptabilisées sur la base d'exercice. Cependant, le 30 avril sera retenu comme date limite pour la création d'un compte à payer couvrant des services rendus et des marchandises reçues avant le 1er avril;
- VI — Pleine provision sera faite aux estimations budgétaires pour couvrir le coût estimé des subventions d'équilibre budgétaire des commissions scolaires, jusqu'à concurrence de 75% du déficit de l'année scolaire précédente, et de 25% du déficit de l'année scolaire courante basé sur le déficit de l'année scolaire précédente. Le rattrapage se ferait en fonction de la politique gouvernementale;
- VII — Les contributions du Gouvernement aux différents régimes de retraite seront maintenues au montant nécessaire pour satisfaire aux engagements venant à échéance dans l'année financière;
- VIII — Les escomptes sur la dette obligataire et les frais d'émission seront imputés aux dépenses de l'année financière au cours de laquelle ces frais sont initiés;
- IX — Les frais reportés et les immobilisations n'apparaîtront plus à l'état de l'actif et du passif du Québec pour ne laisser apparaître à cet état que les postes compatibles avec un état fondé sur la dette nette. Cependant, un fichier de contrôle des immobilisations sera maintenu et une liste des immobilisations sera incorporée dans les Comptes publics;
- X — Les frais reportés et les immobilisations n'apparaissant plus à l'état de l'actif et du passif, il ne sera plus question de charger aux dépenses l'amortissement annuel comme par le passé.

EXPOSÉ

Pour les fins d'une application pratique, des précisions ont été apportées à cet énoncé par le Contrôleur des finances dans le sens des lignes directrices et de la philosophie qui ont présidé à ces décisions.

Dans l'exposé qui suit, on retrouve l'essentiel de ces précisions qui tiennent compte d'un certain nombre de contraintes administratives et légales.

I—GÉNÉRALITÉS

Il est opportun de souligner les différences qui caractérisent les deux méthodes de comptabilité généralement admises. Selon la comptabilité d'exercice, les revenus sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés et les dépenses, lorsqu'elles sont encourues. Selon la comptabilité de caisse, les revenus sont comptabilisés lorsqu'ils sont encaissés et les dépenses, lorsqu'elles sont payées.

Le Gouvernement tient sa comptabilité selon une méthode mitigée de caisse et d'exercice. Cette méthode a été retenue parce que l'emploi de la comptabilité d'exercice intégrale au Gouvernement comporte trop de difficultés administratives, qu'elle nécessite un grand nombre d'estimations plus ou moins valables et que son application est difficile en raison même de certaines dispositions de la Loi de l'administration financière.

II—REVENUS

Définition

Les revenus proviennent de l'application des lois, règlements et ententes; ils sont répartis à l'état des opérations budgétaires en revenus autonomes et en transferts du gouvernement du Canada.

Les revenus autonomes comprennent: les impôts sur le revenu et sur les biens, les taxes à la consommation, les droits et permis, les revenus divers et les transferts des sociétés d'État. Les revenus divers découlent de certaines activités du Gouvernement et comprennent notamment:

- Les ventes de biens et services, incluant le produit de la disposition des biens en capital;
- La récupération de dépenses faites pour le compte de municipalités, organismes, corporations et individus;
- Les intérêts gagnés sur les placements et autres;
- Les contributions des participants aux régimes de retraite autres que le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP).

Quant aux transferts du gouvernement du Canada, ils comprennent les encaissements en vertu des lois sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur le financement des programmes établis, de l'entente sur le bilinguisme et d'autres lois, ainsi que les contributions du gouvernement du Canada afférentes aux programmes à frais partagés.

Comptabilisation

Revenus autonomes

Sont inscrits sous ce titre:

- Les sommes encaissées à titre de revenus au cours de l'année financière;

- Les cotisations, réclamations ou comptes émis au cours de l'année financière, en autant qu'ils représentent des sommes à recevoir à titre de revenus que le Gouvernement est en droit de réclamer;
- Les factures émises à des débiteurs jusqu'au 31 mai inclusivement, eu égard aux dépenses faites pour leur compte avant le 1er avril et qui ont été imputées à l'année financière écoulée;

Les soldes non perçus au 31 mars sont inclus aux comptes à recevoir à l'état de l'actif et du passif.

Sont également comptabilisées comme revenus de l'année financière et comme comptes à recevoir au 31 mars, les remises encaissées par le Gouvernement pendant le mois d'avril lorsqu'elles représentent des sommes perçues ou prélevées par ses agents ou mandataires avant le 1er avril.

Les sommes perçues en trop au titre de revenus, remboursées jusqu'au 31 mars ainsi que les notes de crédit émises à des débiteurs sont déduites des revenus de l'année financière, quelle que soit l'année où ces revenus ont été inscrits.

Les revenus sont inscrits sans déduction des frais incidents à leur réalisation ou à leur perception. Ces frais sont portés aux dépenses.

Aucune provision n'est établie pour tenir compte des ajustements éventuels susceptibles d'être effectués à l'égard des comptes et cotisations émis avant le 1er avril.

Transferts du gouvernement du Canada

Ces revenus sont comptabilisés comme suit:

- Les transferts inconditionnels de même que les transferts pour les programmes à frais partagés avec compensation fiscale et financière concernant le bien-être social et les ajustements des années antérieures afférents à l'assurance-hospitalisation et à l'enseignement post-secondaire sont enregistrés selon la comptabilité de caisse. Il en est de même pour les transferts dans le cadre de la prime au bilinguisme;
- Les transferts pour les programmes à frais partagés avec compensation financière seulement sont enregistrés aux revenus de l'année financière selon les sommes encaissées avant le 1er avril et les comptes émis jusqu'au 31 mai eu égard aux dépenses qui ont été imputées à l'année financière écoulée.

III—DÉPENSES

Définition

Dans le cadre des opérations budgétaires, toutes les charges imputées sur les crédits autorisés constituent des dépenses, à l'exception de celles couvrant les prêts et avances. Ces dépenses comprennent les frais de fonctionnement, les dépenses en capital et les dépenses de transfert (subventions et allocations). Elles s'effectuent à même les allocations de ressources financières autorisées par l'Assemblée nationale dans le cadre des lois des subsides et de lois particulières qui en permettent le déboursé sur le Fonds consolidé du revenu.

En outre, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, dans certaines conditions, donner un ordre de préparer un mandat spécial pour prélever, à même le Fonds consolidé du revenu, un montant alors jugé nécessaire. Ce mandat spécial est à toutes fins un crédit pour l'année financière au cours de laquelle il est émis.

Cependant, il doit être noté que la dépense relative à la provision pour les créances irrécouvrables n'est pas imputée sur un crédit autorisé. Cette dépense est établie en fonction de la valeur estimative de réalisation et en considérant les facteurs qui sont déterminants sur la valeur réelle de ces créances au 31 mars.

Comptabilisation

Nonobstant le paragraphe V de l'énoncé des conventions comptables et compte tenu de la Loi de l'administration financière, les dépenses sont comptabilisées comme suit:

Toutes les charges qui sont imputées sur les crédits autorisés par l'Assemblée nationale en vertu de lois particulières ou de lois des

subsides et par mandat spécial du lieutenant-gouverneur en conseil sont inscrites aux dépenses.

Les livres demeurent ouverts pour une période de 30 jours après le 31 mars pour permettre l'enregistrement des dépenses afférentes à l'année financière écoulée pour des marchandises reçues ou des services rendus avant le 1er avril.

Les dépenses de transfert sont traitées différemment parce qu'elles ne constituent ni des paiements pour services rendus au Gouvernement, ni des achats. Elles sont comptabilisées comme dépenses de l'année en autant que l'engagement est dûment approuvé avant le 1er avril et que l'imputation aux dépenses est faite au plus tard dans les 30 jours qui suivent la fin de l'année financière. Ainsi, les dépenses de transfert pour les frais de fonctionnement des organismes paragouvernementaux opérant à budget dans le cadre de politiques ministérielles, tels certaines institutions d'enseignement et certains établissements de santé et de bien-être, sont absorbées à même les crédits d'une année financière jusqu'à concurrence des paiements prévus dans une loi spécifique ou autorisés par le Gouvernement conformément aux règlements d'application de la Loi de l'administration financière. Ces paiements sont établis sur recommandation des ministères, à la lumière, dans un premier temps, des prévisions budgétaires des institutions et des établissements concernés et, dans un second temps, de leurs états financiers.

En ce qui concerne spécifiquement les subventions d'équilibre budgétaire des commissions scolaires, les prévisions budgétaires d'une année financière du Gouvernement doivent comprendre des crédits au moins égaux au déficit estimé de l'année scolaire écoulée.

Les coûts d'acquisition des biens en capital sont portés aux dépenses et, de ce fait affectent le résultat des opérations budgétaires d'une année financière. Par conséquent, les édifices gouvernementaux, les routes et ponts et autres biens en capital ne figurent pas à l'état de l'actif et du passif. Cependant, un fichier de contrôle de ces dépenses est tenu à jour et une liste en est publiée annuellement dans les Comptes publics.

La compensation payable aux municipalités, afférente aux remises de taxes à la consommation effectuées en avril par les agents ou mandataires, est comptabilisée comme dépense de l'année financière écoulée.

Les dépenses payées d'avance ne sont pas reportées; elles sont comptabilisées comme dépenses de l'année financière en cours et font partie des opérations budgétaires.

Il ne se fait pas d'imputations pour services rendus entre les ministères ou leurs unités administratives.

Service de la dette

Les intérêts sur les emprunts temporaires ainsi que sur les obligations, les autres emprunts et les dettes assumées sont inscrits selon la comptabilité d'exercice.

Les frais d'émission des obligations sont imputés aux dépenses de l'année financière au cours de laquelle ils sont encourus. Les primes ou les escomptes sont inscrits aux revenus ou aux dépenses lors de la réalisation des emprunts. La fluctuation du change étranger entre la date de l'encaissement de l'emprunt et celle du remboursement est portée aux revenus ou imputée aux dépenses.

L'écart entre la valeur nominale et le coût des obligations acquises pour les fonds d'amortissement ainsi que l'écart entre la valeur nominale et le produit de leur disposition sont portés aux revenus ou aux dépenses.

Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (Lois de 1973, chapitre 12 et modifications)

Selon les dispositions de la loi, les cotisations des employés et les contributions des organismes énumérés aux paragraphes 1 à 9 de l'article 107 et, le cas échéant, les contributions des organismes ou institutions visés au paragraphe 10 du même article, moins les montants dont la Commission administrative du régime

de retraite prévoit avoir un besoin immédiat, sont déposées pour le compte de la Commission à la Caisse de dépôt et placement du Québec.

La contribution du Gouvernement aux sommes requises par la Commission dans le cadre de la loi est prélevée sur le Fonds consolidé du revenu. En vertu des dispositions de l'article 109, le ministre des Finances détermine annuellement le montant à inscrire aux dépenses et à porter au passif à l'égard des engagements du Gouvernement dans le cadre de ce Régime de retraite. Depuis l'entrée en vigueur de ce Régime, la dépense annuelle correspond à 140% des cotisations des employés perçues par la Commission au cours de l'année financière excluant celles des employés des organismes visés à l'article 107.

Autres régimes

Les pensions payées ainsi que la portion courue des paiements échéant en avril sont inscrites comme dépenses. Les cotisations et contributions reçues pendant l'année financière, réduites des cotisations remboursées, sont comptabilisées aux revenus.

IV—ACTIF ET PASSIF

L'état de l'actif et du passif est présenté en tenant compte également des notes explicatives qui suivent:

1. Encaisse

Ce poste représente les espèces en caisse, les dépôts en transit et les soldes des différents comptes de banque.

2. Placements temporaires

Ces placements sont susceptibles de réalisation rapide; ils comprennent des dépôts à terme, des valeurs négociables détenues à titre temporaire, y compris des obligations du gouvernement du Québec. Ils sont comptabilisés au coût.

3. Comptes à recevoir

Les comptes à recevoir représentent les charges, réclamations ou cotisations émises à des débiteurs pour des revenus que le Gouvernement est en droit de réclamer.

Les comptes à recevoir comprennent aussi les avances et les petites caisses utilisées à des fins d'opérations budgétaires, les montants à recevoir pour des dépenses payées en trop ainsi que les remises faites par les mandataires ou agents du Gouvernement au cours d'avril pour des sommes perçues ou prélevées par eux avant le 1^{er} avril.

Est déduite des comptes à recevoir une provision pour créances irrécouvrables qui est établie en fonction de leur valeur estimative de réalisation.

4. Intérêts courus et à recevoir

Ce compte représente les intérêts échus et courus sur les placements y compris les intérêts sur les placements temporaires.

5. Placements

— Entreprises du gouvernement du Québec

Les états financiers des entreprises du gouvernement du Québec ne sont pas consolidés avec ceux du Gouvernement. Par conséquent, les surplus ou déficits accumulés de ces entreprises ne sont pas reflétés à l'état de l'actif et du passif.

Les placements en actions et en obligations sont inscrits au coût et les prêts et avances sont montrés à leur valeur de réalisation estimative.

— Municipalités, organismes municipaux, particuliers, sociétés et autres.

Les placements en obligations sont inscrits au coût et les prêts et avances sont montrés à leur valeur de réalisation estimative.

6. Dette nette

La dette nette représente la différence entre les passifs et les actifs inscrits aux livres et elle est constituée principalement du déficit accumulé des opérations budgétaires depuis 1867.

7. Chèques en circulation

Ce compte représente les chèques émis par le Gouvernement non présentés à la banque pour paiement au 31 mars.

8. Avances des fonds en fidéicommiss

Ce compte interfonds représente la partie des dépôts confiés au Bureau général de dépôts utilisée aux fins de l'administration courante du Gouvernement.

Les comptes du Bureau général de dépôts font l'objet d'une comptabilité distincte et le ministre des Finances rend compte, dans les Comptes publics, de la situation des dépôts et des fonds spéciaux qu'il administre.

9. Emprunts temporaires

Les emprunts temporaires en monnaie du Canada sont inscrits à leur valeur nominale et ceux en monnaie étrangère sont inscrits en équivalent canadien de leur valeur nominale au 31 mars.

10. Comptes à payer

Ce poste représente la partie du coût des opérations du Gouvernement comptabilisée pendant l'année financière et non déboursée au 31 mars.

Les comptes à payer comprennent également les obligations et les coupons d'intérêts échus et non réclamés, les retenues sur contrats d'entretien et de construction, la compensation payable aux municipalités afférente aux remises de taxes à la consommation effectuées en avril par les agents ou mandataires, le montant devenu exigible et afférent aux engagements du Gouvernement dans le cadre du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics de même que les sommes dues à des organismes en vertu d'accords de perception fiscale.

11. Intérêts courus

Ce compte représente la partie courue et non échue des intérêts sur les emprunts temporaires, les obligations, les autres emprunts et les dettes assumées.

Les intérêts courus sur les emprunts en monnaie étrangère sont inscrits en équivalent canadien au 31 mars.

12. Provision pour le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics

Ce compte représente l'accumulation des montants déterminés annuellement par le ministre des Finances, moins les versements nets effectués à la Commission administrative du régime de retraite et les montants inscrits aux comptes à payer en vue de lui être versés.

13. Obligations, autres emprunts et dettes assumées

Les obligations et les autres emprunts en monnaie du Canada sont inscrits à leur valeur nominale et ceux en monnaie étrangère le sont en équivalent canadien de leur valeur nominale aux dates de réalisation des emprunts. Les dettes assumées en monnaie du Canada sont inscrites à leur valeur nominale et celles en monnaie étrangère le sont en équivalent canadien de leur valeur nominale aux dates d'acceptation de ces dettes.

14. Fonds d'amortissement

Les fonds d'amortissement sont déduits des obligations à payer à l'état de l'actif et du passif.

Les obligations en monnaie du Canada détenues à ces fonds sont inscrites à leur valeur nominale. Celles en monnaie étrangère, déjà émises par le Gouvernement, sont inscrites en équivalent canadien de leur valeur nominale aux dates de réalisation des emprunts; les autres obligations en monnaie étrangère sont ins-

crites en équivalent canadien de leur valeur nominale aux dates d'acquisition.

Le Gouvernement a comme politique d'annuler les obligations d'une émission détenue dans un fonds d'amortissement créé en rapport avec la même émission.

V—PASSIFS ÉVENTUELS

Emprunts garantis

Sous cette rubrique, on retrouve le solde au 31 mars des sommes empruntées par certaines entreprises d'État, municipalités, organismes et individus dont le remboursement est garanti par le Gouvernement en vertu de dispositions législatives particulières.

Les emprunts en monnaie étrangère apparaissent en équivalent canadien de leur valeur nominale au 31 mars.

Autres

On ne retrouve sous ce titre que le passif éventuel relatif à certains contrats de cautionnement.

Il n'est pas tenu compte des réclamations en cours contre le Gouvernement.

VI—ENGAGEMENTS ET AUTRES PASSIFS

a) Opérations budgétaires

Ces engagements comprennent ceux autorisés par certaines lois, notamment la Loi de l'habitation familiale, la Loi approuvant la Convention de la Baie James et du Nord québécois et la Loi modifiant la Charte du Centre de recherche industrielle du Québec. Ils incluent également ceux relatifs aux subventions accordées par le lieutenant-gouverneur en conseil et le Conseil du trésor pour le remboursement d'emprunts à long terme contractés pour des dépenses en capital par des institutions d'enseignement, de santé et de bien-être et par des organismes municipaux pour le transport en commun et l'épuration des eaux. Les autres passifs couvrent les soldes dûs sur les acquisitions de biens en capital payables par versements.

Les engagements en monnaie étrangère apparaissent en équivalent canadien de leur valeur nominale au 31 mars.

Ces engagements et autres passifs ne comprennent pas entre autres:

- 1) Les services et marchandises commandés qui n'ont pas encore été rendus ou livrés;
- 2) Les promesses de subventions du ministre de l'Éducation pour le remboursement d'emprunts à long terme contractés par des commissions scolaires pour des dépenses en capital.
- 3) Les promesses de subventions pour d'autres fins que le remboursement d'emprunts à long terme contractés pour des dépenses en capital, notamment:
 - a) Le résidu entre la subvention totale devant être accordée à la suite de l'approbation des états financiers et les sommes déjà versées suivant les prévisions budgétaires des institutions d'enseignement, de santé et de bien-être pour leurs dépenses de fonctionnement;
 - b) Les subventions accordées par le lieutenant-gouverneur en conseil et le Conseil du trésor à être versées aux organismes municipaux pour des dépenses en capital.
- 4) Les engagements relatifs à la prise en charge par la Société de développement industriel du Québec d'une partie du coût des emprunts contractés par des entreprises ainsi que les exonérations de remboursement d'emprunts dans le cadre de la Loi de l'aide au développement industriel du Québec;
- 5) Les indemnités d'expropriation non imputées aux crédits;
- 6) Les obligations du Gouvernement à l'égard des avantages sociaux à ses employés.

b) Opérations non budgétaires

Ces engagements sont autorisés par des lois. Ils comprennent principalement le solde à verser pour les souscriptions en actions au fonds social de certaines entreprises du Gouvernement.

Lorsqu'ils seront liquidés, ces engagements n'auront aucune incidence, tant sur les dépenses que sur la dette nette, parce que le déboursé sera contrebalancé par une augmentation dans le poste « Placements ».

REVENUS ET DÉPENSES

de l'année financière terminée le 31 mars 1978

(\$ milliers)

	1978	1977
		(note 7)
REVENUS		
Impôts sur le revenu et sur les biens		
Impôt sur le revenu des particuliers	3 508 305	2 945 215
Contributions au financement des programmes d'hospitalisation (note 6)	376 814	278 808
Impôts des sociétés	541 549	588 901
Droits de successions	24 615	27 384
	<u>4 451 283</u>	<u>3 840 308</u>
Taxes à la consommation		
Ventes au détail	1 423 120	1 341 111
Carburants	450 980	428 450
Tabacs	82 205	82 844
Repas et hôtellerie	150 075	125 332
Autres	39 481	32 402
	<u>2 145 861</u>	<u>2 010 139</u>
Droits et permis		
Véhicules automobiles	190 121	182 962
Boissons alcooliques	55 143	54 568
Pari mutuel	23 909	22 234
Ressources forestières	30 180	30 105
Ressources hydrauliques	5 116	3 970
Ressources minières	43 357	16 787
Autres	27 717	29 845
	<u>375 543</u>	<u>340 471</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services	170 760	168 702
Intérêts	139 449	160 792
Contributions à des régimes de retraite	134 672	98 668
Amendes et confiscations	20 316	17 281
Recouvrements et autres	35 530	35 397
	<u>500 727</u>	<u>480 840</u>
Transferts des sociétés d'État		
Société des alcools du Québec	180 000	165 000
Société d'exploitation des loteries et courses du Québec	73 339	70 048
Hydro-Québec	20 000	20 000
	<u>273 339</u>	<u>255 048</u>
Total des revenus autonomes	<u>7 746 753</u>	<u>6 926 806</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Inconditionnels	2 167 081	1 774 984
Programmes à frais partagés	828 775	515 475
	<u>2 995 856</u>	<u>2 290 459</u>
Total des revenus	<u>10 742 609</u>	<u>9 217 265</u>

	1978	1977
		(note 7)
DÉPENSES		
Affaires culturelles	56 833	43 046
Affaires intergouvernementales	30 150	23 499
Affaires municipales	210 629	194 853
Affaires sociales	3 850 680	3 473 877
Agriculture	220 044	198 615
Assemblée nationale	26 434	22 141
Communications	80 534	69 722
Conseil exécutif	29 273	46 450
Conseil du trésor	3 104	2 596
Consommateurs, Coopératives et Institutions financières	14 893	11 454
Éducation	3 527 554	3 037 364
Finances	633 050	520 055
Fonction publique	211 281	176 286
Immigration	11 358	10 148
Industrie et Commerce	105 849	90 057
Justice	323 567	318 814
Revenu	481 170	453 128
Richesses naturelles	114 324	54 784
Terres et Forêts	98 936	79 205
Tourisme, Chasse et Pêche	115 622	91 817
Transports	1 060 481	1 038 124
Travail et Main-d'œuvre	61 671	59 156
Travaux publics et Approvisionnement	174 502	138 453
Services de protection de l'environnement	19 568	14 187
Provision pour créances irrécouvrables	38 934	40 599
Perte sur disposition des actions de "Traverse Matane-Godbout Limitée"	2 567	
Total des dépenses	11 503 008	10 208 430
Déficit des opérations budgétaires	760 399	991 165

Les notes afférentes aux états financiers en font intégralement partie.

ACTIF ET PASSIF**au 31 mars 1978**

(\$ milliers)

ACTIF

	1978	1977
Encaisse	330 300	153 873
Placements temporaires	101 094	389 657
Comptes à recevoir	1 033 082	883 458
Intérêts courus et à recevoir	25 649	19 930
	<u>1 490 125</u>	<u>1 446 918</u>
Placements — actions, obligations, billets, prêts et avances		
Entreprises du gouvernement du Québec	1 560 032	1 296 603
Municipalités et organismes municipaux	78 905	77 785
Particuliers, sociétés et autres	42 099	40 479
	<u>1 681 036</u>	<u>1 414 867</u>
Autres actifs	<u>2 251</u>	<u>2 251</u>
TOTAL DE L'ACTIF	3 173 412	2 864 036
DETTE NETTE	<u>5 775 318</u>	<u>5 014 919</u>
	<u><u>8 948 730</u></u>	<u><u>7 878 955</u></u>

Le contrôleur des finances,
MARCEL LEFAIVRELe sous-ministre des Finances,
MICHEL CARON

PASSIF

	1978	1977
Chèques en circulation	213 226	227 903
Avances des fonds en fidéicommis	35 220	34 526
Emprunts temporaires	95 000	
Comptes à payer	1 016 141	1 101 000
Intérêts courus	224 797	199 348
	1 584 384	1 562 777
Provision pour le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (note 2)	599 705	354 214
Obligations moins fonds d'amortissement	6 199 711	5 676 151
Autres emprunts	488 068	201 661
Dettes assumées	76 862	84 152
TOTAL DU PASSIF (notes 2, 3, 4 et 5)	8 948 730	7 878 955

Les notes afférentes aux états financiers en font intégralement partie.

CONTINUITÉ DE LA DETTE NETTE

de l'année financière terminée le 31 mars 1978

(\$ milliers)

	1978	1977
Solde au début	5 014 919	4 023 754
Déficit des opérations budgétaires	760 399	991 165
Solde à la fin	5 775 318	5 014 919

Les notes afférentes aux états financiers en font intégralement partie.

ÉVOLUTION DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

de l'année financière terminée le 31 mars 1978

(\$ milliers)

	1978	1977
Utilisation des fonds		
Opérations budgétaires		
Déficit	760 399	991 165
Déduire:		
Opérations budgétaires ne requérant pas de fonds		
Provision pour le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	245 491	175 081
Provision pour créances irrécouvrables sur les prêts et avances	2 039	759
	247 530	175 840
	512 869	815 325
Opérations non budgétaires		
Placements	268 208	197 782
	781 077	1 013 107
Provenance des fonds		
Opérations de la dette		
Emprunts effectués	1 042 364	1 354 616
Emprunts remboursés et contributions aux fonds d'amortissement	(239 687)	(348 433)
Augmentation de la dette à long terme	802 677	1 006 183
Accroissement (diminution) du déficit du Fonds consolidé du revenu	(21 600)	6 924
Déficit au début	115 859	108 935
Déficit à la fin	94 259	115 859

Les notes afférentes aux états financiers en font intégralement partie.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

1. Conventions comptables

Les états financiers ont été dressés selon les conventions comptables apparaissant à la page 11.

2. Provision pour le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics

Cette provision représente le montant non versé à la Commission administrative du régime de retraite des obligations du Gouvernement à l'égard de ce Régime comptabilisées au 31 mars 1978; elle ne tient pas compte de l'insuffisance de la participation gouvernementale de l'ordre de \$ 100 millions au 31 décembre 1975 établie à la suite d'une évaluation actuarielle de ce Régime.

Cette provision ne couvre pas non plus les obligations du Gouvernement établies à environ \$ 230 millions au 31 décembre 1975, selon les actuaires, pour les participants aux régimes de retraite des fonctionnaires et des enseignants qui ont opté pour ce Régime de retraite.

De plus, elle ne tient pas compte de la différence entre l'augmentation des obligations du Gouvernement envers ce Régime pour la période du 31 décembre 1975 au 31 mars 1978 et les montants portés à la provision au cours de la même période; en particulier, les intérêts n'ont pas été considérés dans le calcul de la provision.

3. Autres régimes de retraite

Au 31 mars 1978, aucun passif n'est inscrit relativement aux obligations du Gouvernement à l'égard des régimes de retraite des fonctionnaires, des enseignants, des membres de la Sûreté du Québec et autres envers leurs participants. Ces obligations sont assumées annuellement par le Gouvernement à même le Fonds consolidé du revenu. Le passif envers ces régimes au 31 décembre 1975 s'élevait à environ \$4.5 milliards selon les évaluations actuarielles.

L'augmentation des obligations du Gouvernement à l'égard de ces mêmes régimes de retraite pour la période du 31 décembre 1975 au 31 mars 1978 n'est pas encore connue.

4. Emprunts en monnaie étrangère

Les obligations, autres emprunts et dettes assumées en monnaie étrangère sont inscrits en équivalent canadien de la valeur nominale aux dates de réalisation des emprunts et d'acceptation des dettes assumées. Si les taux de change en vigueur au 31 mars 1978 avaient été appliqués au montant total des emprunts en monnaie étrangère, ces emprunts auraient été augmentés de \$ 267 788 729 dont \$ 8 554 882 pour le montant venant à échéance au cours de l'année financière 1978-1979.

5. Passifs éventuels et engagements

Le passif ne comprend pas les emprunts garantis de \$ 9 906 350 681, ni les autres passifs éventuels, ni les engagements de \$ 2 517 196 594 qui apparaissent respectivement aux pages 6-52, et 6-64 et 6-65.

6. Contributions au financement des programmes d'hospitalisation et Fonds des services hospitaliers

La Loi pourvoyant au financement des programmes de santé (Lois de 1976, chapitre 27) prévoit des contributions additionnelles des particuliers et des employeurs et la création d'un fonds spécial.

Son article 8 stipule ce qui suit:

"Afin de pourvoir au financement des programmes d'hospitalisation, un fonds spécial, désigné sous l'appellation de "fonds des services hospitaliers" est créé par la présente loi au ministère des Finances.

Ce fonds, affecté exclusivement au financement des services hospitaliers, est constitué et alimenté par les sommes qu'y verse le ministre du Revenu, conformément au premier alinéa de l'article 7.

Le ministre des Finances dispose de ce fonds conformément aux directives que lui donne le ministre des Affaires sociales."

En pratique, les opérations du Fonds des services hospitaliers ont été incorporées à celles du Fonds consolidé du revenu.

Les contributions de \$ 376 814 242 pour la période du 1^{er} avril 1977 au 31 mars 1978 (\$ 278 807 930 pour la période du 30 juin 1976 au 31 mars 1977) sont montrées aux revenus du Gouvernement à titre de "Contributions au financement des programmes d'hospitalisation".

Une somme équivalente à ces contributions est montrée au ministère des Affaires sociales comme dépenses effectuées à même un crédit permanent.

7. Chiffres comparatifs

Pour fins de comparaison, les chiffres de 1977 de l'état des revenus et dépenses ont été redressés pour tenir compte des transferts de juridiction et de certaines reclassifications budgétaires de 1978.

Les emprunts temporaires sont considérés comme un élément du Fonds consolidé du revenu et les transactions qui les affectent ne sont plus reflétées aux opérations de la dette.

OPINION DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

(art. 71a de la Loi de l'administration financière)

J'ai vérifié l'état de l'actif et du passif du Gouvernement du Québec au 31 mars 1978 ainsi que l'état de la continuité de la dette nette, l'état des revenus et dépenses et l'état de l'évolution du Fonds consolidé du revenu de l'année financière terminée à cette date. Les conventions comptables en vertu desquelles les données financières relatives aux actifs, passifs, revenus et dépenses doivent être inscrites à ces états, sont énoncées dans une directive du Conseil du trésor du 17 février 1971 et sont précisées par le Contrôleur des finances dans un exposé aux Comptes publics.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

Les placements du gouvernement dans ses propres entreprises sous forme de prêts et avances doivent être montrés à leur valeur de réalisation estimative en vertu des conventions comptables. Au 31 mars 1978, ces placements comprennent des avances de \$285 millions à l'Office des autoroutes du Québec à l'égard desquelles aucune provision pour pertes n'est inscrite. Cette entreprise du gouvernement enregistre des pertes depuis plusieurs années et elle a accumulé un déficit d'opérations de \$77,7 millions au 31 décembre 1977; elle n'a donc pas démontré jusqu'à maintenant sa capacité de rembourser ces avances.

A mon avis, compte tenu de la restriction formulée ci-dessus, ces états présentent fidèlement les données financières de l'année terminée le 31 mars 1978 selon les conventions comptables susmentionnées, appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Il m'apparaît important, par ailleurs, de formuler des critiques à l'égard de certaines conventions comptables du gouvernement sur des sujets qui, tout comme dans le cas des avances à l'Office des autoroutes du Québec, ont déjà fait l'objet de commentaires dans mes rapports à l'Assemblée nationale.

La note complémentaire 2 des états financiers fait état de l'insuffisance du passif « Provision pour le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics ». De plus, tel qu'exposé à la note complémentaire 3, aucun passif n'est inscrit relativement aux obligations du gouvernement à l'égard d'autres régimes

de retraite, notamment ceux des fonctionnaires et des enseignants; le passif envers ces régimes n'était pas connu à la date des états financiers mais il s'élevait à \$4,5 milliards au 31 décembre 1975 selon les évaluations actuarielles et il s'est accru depuis. Des dispositions devaient être prises pour pouvoir présenter aux états financiers ou en note à ces états des données plus récentes concernant les obligations du gouvernement à l'égard des susdits régimes et des précisions à leur sujet devraient être également apportées aux conventions comptables. Le gouvernement a déjà annoncé des mesures concourant à cette fin dans ses discours sur le budget 1977-1978 et 1978-1979.

Un passif envers des institutions d'enseignement, de santé et de bien-être évalué à \$350 millions, pour des dépenses de fonctionnement auxquelles le gouvernement n'a pas pourvu par le paiement de subventions au 31 mars 1978, n'est pas inscrit aux livres à cette date, les conventions comptables n'exigeant pas l'inscription de dépenses de transfert non imputées aux crédits budgétaires d'une année financière. Ces conventions devraient être modifiées pour demander l'inscription d'un tel passif, même si cette pratique devait avoir pour effet de rapporter des dépassements de crédits. En comparaison du 31 mars 1977, il y a toutefois lieu de noter une diminution d'environ \$250 millions de ce passif non inscrit.

Les conventions comptables du Gouvernement du Québec indiquent que les placements en actions dans les entreprises du gouvernement sont inscrits au coût. Aucune disposition n'a été prise pour que soient reflétés aux états financiers du gouvernement, tant à l'actif « placements » qu'aux revenus et dépenses, les bénéfices réalisés ou les pertes, parfois très importantes, subies par ces entreprises gouvernementales.

Dans la partie de mon rapport à l'Assemblée nationale portant sur les constatations et commentaires sur les états financiers du gouvernement, on retrouvera l'ensemble des remarques résultant de la vérification de ces états; les points soulevés au présent rapport y seront commentés de façon plus détaillée.

Gérard Larose, c.a.,
Vérificateur général

Québec, le 17 novembre 1978.

COMMENTAIRES SUR LES REMARQUES FORMULÉES DANS L'OPINION DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

L'opinion émise par le Vérificateur général sur les états financiers du Gouvernement de l'année financière terminée le 31 mars 1978 traite de situations qui ont déjà fait l'objet de commentaires dans ses rapports annuels antérieurs à l'Assemblée nationale. Il nous apparaît nécessaire de souligner les mesures qui ont été retenues en vue de régulariser ces situations.

Le Ministre des Finances a annoncé, dans ses Discours sur le budget prononcés les 12 avril 1977 et 18 avril 1978, des mesures visant à assainir la situation financière des régimes de retraite. Ces mesures sont en application depuis le 1er avril 1978. L'annexe III du Discours sur le budget 1978-1979 expose le traitement comptable maintenant en vigueur.

Un engagement de l'ordre de \$600 millions envers des institutions d'enseignement, de santé et de bien-être existait au 31 mars 1977. Au 31 mars 1978, cet engagement était réduit à \$350 millions. Un versement additionnel de \$130 millions sera fait au cours de l'année financière 1978-1979. Compte tenu de l'ampleur des crédits qui sont

affectés annuellement au paiement des dépenses de fonctionnement des institutions d'enseignement, de santé et de bien-être, ce solde d'engagements sera ramené à un niveau raisonnable.

L'incorporation aux états financiers du Gouvernement des bénéfices réalisés ou des pertes encourues par les entreprises gouvernementales est une question qui comporte de nombreuses difficultés, et à laquelle il faut apporter une solution globale. Des études ont été effectuées à cet égard, mais avant de prendre une décision, il est préférable d'attendre la publication du résultat d'une étude parrainée par l'Institut canadien des comptables agréés et visant à l'élaboration d'un certain consensus en termes de conventions comptables et de rapports financiers dans le secteur public.

Le sous-ministre des Finances,

Michel Caron

Québec, décembre 1978

FONDS EN FIDÉICOMMIS

ACTIF ET PASSIF

au 31 mars 1978 (note 1)

	1978	1977
ACTIF		
Encaisse	\$ 3 093 212	\$ 2 236 281
Avances au Fonds consolidé du revenu	35 220 076	34 526 111
Valeurs détenues		
Chèques visés	62 617	71 599
Dépôts à terme	22 664 371	14 779 880
Obligations (note 1)	80 542 200	16 975 250
	<u>\$ 141 582 476</u>	<u>\$ 68 589 121</u>
PASSIF		
Dépôts		
Officiers de justice	\$ 16 710 329	\$ 16 984 885
Municipalités et commissions scolaires	7 328 830	7 384 679
Associations d'autochtones	67 664 371	14 779 880
Sociétés, organismes et particuliers (note 2)	49 878 946	29 439 677
	<u>\$ 141 582 476</u>	<u>\$ 68 589 121</u>

Les notes afférentes à cet état financier en font intégralement partie.

Le sous-ministre des Finances,
MICHEL CARON

NOTES COMPLÉMENTAIRES

1. Conventions

Cet état comprend les comptes des fonds en fidéicommis inscrits aux ministères des Finances (Bureau général de dépôts) et de la Justice.

Les obligations détenues sont montrées à leur valeur nominale.

L'article 55 de la Loi des dépôts et consignations se lit comme suit:

"Le ministre des Finances doit voir à ce que les dépenses du Bureau général de dépôts n'excèdent pas les intérêts ou les profits qui reviennent au trésor sur les sommes d'argent déposées; il déduit ces dépenses des intérêts ou profits, et, s'il reste un surplus, il est transporté au Fonds consolidé du revenu et en forme partie".

En pratique:

- Les revenus des dépôts à terme et des obligations sont remis aux déposants de ces valeurs;
- Les avances au Fonds consolidé du revenu ne produisent pas d'intérêts;
- Les frais de fonctionnement relatifs à l'administration des fonds en fidéicommis sont assumés par le Fonds consolidé du revenu.

2. Dépôts de sociétés, organismes et particuliers

Ces dépôts sont effectués par l'entremise de ministères en vertu de lois, de règlements, de directives et de conventions, principalement pour des cautionnements et des garanties.

OPINION DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

J'ai vérifié l'état de l'actif et du passif au 31 mars 1978 des fonds en fidéicomis administrés par le gouvernement du Québec. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement la situation financière de ces fonds en fidéicomis au 31 mars 1978 selon les conventions décrites à la note 1, appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

GÉRARD LAROSE, c. a.,
Vérificateur général.

Québec, le 31 août 1978.

FONDS RENOUELABLE DU SERVICE DES ACHATS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

ACTIF ET PASSIF

au 31 mars 1978

	<u>1978</u>	<u>1977</u>
ACTIF		
Encaisse	\$ 249 984	\$ 995 406
Intérêts courus sur dépôts bancaires	2 182	5 234
Dépôt au Fonds consolidé du revenu encaissable à demande	700 000	
Clients		
Ministères et organismes du gouvernement du Québec	861 862	598 564
Stocks — au dernier coût d'acquisition	718 663	811 184
	<u>\$ 2 532 691</u>	<u>\$ 2 410 388</u>
PASSIF		
Fournisseurs	\$ 433 188	\$ 364 492
Bénéfice net de l'année financière à verser au Fonds consolidé du revenu (note 2)	156 124	102 517
	589 312	467 009
Avance permanente du Fonds consolidé du revenu autorisée par la directive 2-75 du Conseil du trésor	1 943 379	1 943 379
	<u>\$ 2 532 691</u>	<u>\$ 2 410 388</u>

Les notes afférentes aux états financiers en font intégralement partie.

APPROUVÉ PAR:

GASTON OUMET, Directeur général des achats

ÉTIENNE GENEST, Directeur du service de la comptabilité

OPÉRATIONS**de l'année financière terminée le 31 mars 1978**

	1978	1977
VENTES	\$ 4 950 112	\$ 4 117 540
COÛT DES MARCHANDISES VENDUES		
Stocks au début	811 184	886 943
Achats	4 776 724	4 028 797
	5 587 908	4 915 740
Stocks à la fin	718 663	811 184
	4 869 245	4 104 556
BÉNÉFICE BRUT	80 867	12 984
AUTRES REVENUS		
Escomptes au comptant sur achats	28 373	19 923
Intérêts sur dépôts bancaires	46 884	69 610
	75 257	89 533
BÉNÉFICE NET (notes 1 et 2)	\$ 156 124	\$ 102 517

Les notes afférentes aux états financiers
en font intégralement partie.

NOTES COMPLÉMENTAIRES**1. Frais d'opération**

Les frais d'opération du Fonds renouvelable du Service des achats du Gouvernement, à l'exception du coût des marchandises vendues, sont assumés par le ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement.

2. Bénéfice net de l'année financière

Selon la directive du Conseil du trésor, tous les surplus découlant de l'opération du Fonds renouvelable doivent être versés annuellement au Fonds consolidé du revenu du gouvernement du Québec.

**FONDS RENOUELABLE
DU SERVICE DES ACHATS
DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC**

OPINION DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

J'ai vérifié l'état de l'actif et du passif du Fonds renouvelable du Service des achats du gouvernement du Québec au 31 mars 1978 ainsi que l'état des opérations de l'année financière terminée à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Fonds renouvelable au 31 mars 1978 ainsi que les résultats de ses opérations de l'année financière terminée à cette date, selon les principes comptables généralement reconnus appliqués de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

GÉRARD LAROSE, c.a.,
Vérificateur général.

Québec, le 3 juin 1978.

FONDS SPÉCIAL OLYMPIQUE
(Lois de 1976, chapitre 14)

ACTIF ET PASSIF

au 31 mars 1978

	<u>1978</u>	<u>1977</u>
ACTIF		
Encaisse	\$ 20 459 942	\$ 8 848 605
Placements temporaires — au coût	115 841 052	80 703 896
Comptes à recevoir	6 342 759	5 199 471
Intérêts courus et à recevoir	1 307 054	517 420
	<u>\$ 143 950 807</u>	<u>\$ 95 269 392</u>
PASSIF		
Intérêts courus sur la dette à long terme de la Régie des installations olympiques	\$ 8 501 805	\$ 7 180 282
Fonds administrés pour le compte de la Régie des installations olympiques (note 2)		33 618 709
Solde du fonds (note 1)	<u>135 449 002</u>	<u>54 470 401</u>
	<u>\$ 143 950 807</u>	<u>\$ 95 269 392</u>

Les notes afférentes aux états financiers
en font intégralement partie.

Le sous-ministre des Finances,
MICHEL CARON

FONDS SPÉCIAL OLYMPIQUE

OPÉRATIONS

de l'année financière terminée le 31 mars 1978

	1978	Exercice du 30 juin 1976 au 31 mars 1977
PROVENANCE DES FONDS		
Taxe spéciale sur le tabac	\$ 73 197 094	\$ 65 080 047
Loto Canada		
Part destinée à la Régie des installations olympiques	58 662 335	22 343 425
Part destinée au gouvernement du Québec	4 790 233	1 623 460
Intérêts sur dépôts bancaires et placements temporaires	7 288 172	2 959 736
Produit de l'aliénation d'actifs immobiliers de la Régie des installations olympiques	396 662	664 217
	<u>144 334 496</u>	<u>92 670 885</u>
UTILISATION DES FONDS		
Intérêts sur la dette à long terme de la Régie des installations olympiques	60 796 771	38 200 484
Parachèvement des installations olympiques	2 559 124	
	<u>63 355 895</u>	<u>38 200 484</u>
AUGMENTATION DU FONDS	80 978 601	54 470 401
SOLDE DU FONDS AU DÉBUT	<u>54 470 401</u>	
SOLDE DU FONDS À LA FIN	<u>\$ 135 449 002</u>	<u>\$ 54 470 401</u>

Les notes afférentes aux états financiers en font intégralement partie.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

1. Affectation du Fonds spécial olympique

Selon la Loi constituant un Fonds spécial olympique, ce fonds et les revenus qu'il produit sont affectés exclusivement au remboursement du capital et des intérêts des emprunts de la Régie des installations olympiques et au parachèvement des installations olympiques.

En ce qui concerne le remboursement du capital, compte tenu d'un refinancement en date du 6 octobre 1978 de la partie de la dette à long terme en monnaie des États-Unis de la Régie des installations olympiques, la portion de la dette à long terme de la Régie qui devient exigible au cours de la prochaine année financière s'élève à \$ 61 818 182.

2. Fonds administrés pour le compte de la Régie des installations olympiques

Au 31 mars 1977, il demeurait un solde de \$ 33 618 709 provenant d'un surplus d'encaisse de \$ 56 770 709 que la Régie avait confié au Fonds spécial olympique, sujet à rappel pour ses déboursés relatifs aux travaux de construction; en 1977-1978, un montant de \$ 10 067 166 s'est ajouté à ce solde et des sommes totalisant \$ 43 685 875 ont été remises à la Régie à cet égard.

OPINION DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

J'ai vérifié l'état de l'actif et du passif au 31 mars 1978 du Fonds spécial olympique géré par le ministre des Finances du Québec ainsi que l'état des opérations de l'année financière terminée à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Fonds spécial olympique au 31 mars 1978 ainsi que ses opérations de l'année financière terminée à cette date, selon les principes comptables généralement reconnus appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

GÉRARD LAROSE, c.a.,
Vérificateur général.

Québec, le 8 novembre 1978.

FONDS DES AGENTS DE VOYAGES
administrés par le ministre
du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche
(Lois de 1974, Chapitre 53 et modifications)

ACTIF ET PASSIF

au 31 mars 1978

	1978	1977
FONDS EN FIDÉICOMMIS — CAUTIONNEMENTS INDIVIDUELS		
ACTIF		
Encaisse et certificat de dépôt garanti	\$ 98 831	\$ 155 000
Obligations reçues en dépôt (note 2)	526 000	732 000
	<u>\$ 624 831</u>	<u>\$ 887 000</u>
PASSIF		
Cautionnements individuels des agents de voyages (note 3)	\$ 616 500	\$ 887 000
Revenus d'intérêts de l'année financière (note 4)	8 331	
	<u>\$ 624 831</u>	<u>\$ 887 000</u>
FONDS DES CAUTIONNEMENTS COLLECTIFS		
ACTIF		
Encaisse et certificats de dépôts garantis	\$ 1 161 424	\$ 713 750
Intérêts courus	32 693	5 019
	<u>\$ 1 194 117</u>	<u>\$ 718 769</u>
PASSIF		
Avoir des fonds des cautionnements collectifs des agents de voyages		
Contributions de base (note 5)	\$ 1 115 750	\$ 713 750
Revenus d'intérêts accumulés		
Solde au début	5 019	
Revenus de l'année financière	73 348	5 019
Solde à la fin	<u>78 367</u>	<u>5 019</u>
	<u>\$ 1 194 117</u>	<u>\$ 718 769</u>

Les notes afférentes à cet état financier en font intégralement partie.

Le sous-ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche,
MICHEL DUCHESNEAU

NOTES COMPLÉMENTAIRES

1. Conventions comptables

Les cautionnements individuels et les contributions aux fonds des cautionnements collectifs sont comptabilisés selon la méthode de caisse.

Les obligations reçues en dépôt à titre de cautionnements sont montrées à leur valeur nominale.

Les intérêts provenant des dépôts bancaires et des certificats de dépôts garantis sont comptabilisés selon la méthode d'exercice.

2. Obligations reçues en dépôt

Les revenus d'intérêts des obligations reçues en dépôt à titre de cautionnements individuels demeurent la propriété des déposants.

3. Cautionnements individuels des agents de voyages

Évolution au cours de l'année financière

	1978	1977
Solde au début	\$ 887 000	
Dépôts de cautionnements	<u>381 500</u>	<u>\$1 317 000</u>
	<u>1 268 500</u>	<u>1 317 000</u>
Remises de cautionnements	527 000	425 000
Cautionnements remplacés par des polices individuelles de garantie	<u>125 000</u>	<u>5 000</u>
	<u>652 000</u>	<u>430 000</u>
Solde à la fin	<u>\$ 616 500</u>	<u>\$ 887 000</u>

Les cautionnements fournis par les agents de voyages sous forme de polices individuelles de garantie, inscrits à un registre spécial, totalisent \$ 7 870 000 au 31 mars 1978 comparativement à \$ 3 925 000 au 31 mars 1977.

4. Revenus d'intérêts de l'année financière

Le règlement relatif aux agents de voyages adopté par le lieutenant-gouverneur en conseil ne prévoit aucune disposition quant à l'attribution des revenus d'intérêts provenant des dépôts bancaires et du certificat de dépôt garanti détenus à titre de cautionnements individuels.

5. Contributions de base aux fonds des cautionnements collectifs

Évolution au cours de l'année financière

	1978	1977
Solde au début	\$ 713 750	
Contributions reçues	<u>412 750</u>	<u>\$ 713 750</u>
	<u>1 126 500</u>	<u>713 750</u>
Contributions remboursées	<u>10 750</u>	
Solde à la fin	<u>\$1 115 750</u>	<u>\$ 713 750</u>

**FONDS DES AGENTS DE VOYAGES
administrés par le ministre
du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche**

OPINION DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

J'ai vérifié l'état de l'actif et du passif au 31 mars 1978 des fonds des agents de voyages administrés par le ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement la situation financière de ces fonds au 31 mars 1978 ainsi que leurs revenus de l'année financière terminée à cette date, selon les conventions comptables décrites à la note 1 appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

GÉRARD LAROSE, c.a.,
Vérificateur général.

Québec, le 4 août 1978.

SECTION 1

OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES

Les opérations budgétaires sont celles qui regroupent les transactions afférentes aux revenus et dépenses du Gouvernement, y compris celles relatives aux dépenses en capital.

Le résultat net de l'ensemble de ces opérations a une incidence directe sur la dette nette.

SECTION 1

TABLE DES MATIÈRES

OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES	PAGE
Sommaire	
Revenus	1-4
Dépenses	1-5
Revenus	
Sommaire par ministères et par sources	1-6
Dépenses	
Sommaire des crédits, dépenses et variations par ministères	1-8
Sommaire des crédits annuels et permanents, dépenses et variations	1-10
Continuité de la provision pour créances irrécouvrables	1-11
État des crédits dont le droit d'engager a été suspendu par le Conseil du trésor	1-12
Sommaire des dépenses par ministères et par missions	1-14
Sommaire des dépenses par ministères et par missions, domaines et secteurs	1-16
Listes et définitions des catégories et super-catégories de dépenses	1-28
Sommaire des dépenses par ministères et par super-catégories et catégories	1-30
Détail des revenus, des crédits et des dépenses par ministères	
Affaires culturelles	1-34
Affaires intergouvernementales	1-42
Affaires municipales	1-50
Affaires sociales	1-66
Agriculture	1-94
Assemblée nationale	1-110
Communications	1-120
Conseil exécutif	1-132
Conseil du trésor	1-150
Consommateurs, Coopératives et Institutions financières	1-156
Éducation	1-164
Finances	1-186
Fonction publique	1-202
Immigration	1-210
Industrie et Commerce	1-214
Justice	1-228
Revenu	1-250
Richesses naturelles	1-260
Terres et Forêts	1-276
Tourisme, Chasse et Pêche	1-288
Transports	1-300
Travail et Main-d'oeuvre	1-314
Travaux publics et Approvisionnement	1-326
Services de protection de l'environnement	1-336

OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES
de l'année financière terminée le 31 mars 1978
(\$ milliers)

SOMMAIRE

Revenus	10 742 609
Dépenses	11 503 008

DÉFICIT DES OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES	760 399
------------------------------------	---------

REVENUS**Impôts sur le revenu et sur les biens**

Impôt sur le revenu des particuliers	3 508 305	
Contributions au financement des programmes d'hospitalisation (note 6)	376 814	
Impôts des sociétés (1)	541 549	
Droits de successions	24 615	4 451 283

Taxes à la consommation

Ventes au détail	1 423 120	
Carburants	450 980	
Tabacs	82 205	
Repas et hôtellerie	150 075	
Autres (2)	39 481	2 145 861

Droits et permis

Véhicules automobiles	190 121	
Boissons alcooliques	55 143	
Pari mutuel	23 909	
Ressources forestières	30 180	
Ressources hydrauliques	5 116	
Ressources minières	43 357	
Autres	27 717	375 543

Revenus divers

Ventes de biens et services	170 760	
Intérêts	139 449	
Contributions à des régimes de retraite	134 672	
Amendes et confiscations	20 316	
Recouvrements et autres	35 530	500 727

Transferts des sociétés d'État

Société des alcools du Québec	180 000	
Société d'exploitation des loteries et courses du Québec	73 339	
Hydro-Québec	20 000	273 339

Revenus autonomes

7 746 753

Transferts du gouvernement du Canada

Inconditionnels	2 167 081	
Programmes à frais partagés	828 775	2 995 856

Total des revenus

10 742 609

(1) Comprend l'impôt sur les profits des sociétés, la taxe sur le capital, primes d'assurance et places d'affaires.

(2) Comprend la taxe sur les télécommunications et sur la publicité électronique.

DÉPENSES

	Dépenses en capital	Dépenses totales y compris dépenses en capital
Affaires culturelles	3 275	56 833
Affaires intergouvernementales	104	30 150
Affaires municipales	110	210 629
Affaires sociales	973	3 850 680
Agriculture	5 560	220 044
Assemblée nationale	135	26 434
Communications	2 416	80 534
Conseil exécutif	165	29 273
Conseil du trésor	9	3 104
Consommateurs, Coopératives et Institutions financières	52	14 893
Éducation	4 901	3 527 554
Finances	88	633 050
Fonction publique	56	211 281
Immigration	55	11 358
Industrie et Commerce	6 496	105 849
Justice	5 642	323 567
Revenu	1 091	481 170
Richesses naturelles	9 471	114 324
Terres et Forêts	18 242	98 936
Tourisme, Chasse et Pêche	28 722	115 622
Transports	462 503	1 060 481
Travail et Main-d'œuvre	136	61 671
Travaux publics et Approvisionnement	37 203	174 502
Services de protection de l'environnement	404	19 568
Provision pour créances irrécouvrables		38 934
Perte sur disposition des actions de "Traverse Matane-Godbout Limitée"		2 567
	<u>587 809</u>	<u>11 503 008</u>

Les notes à la page 5-7 font partie intégrante de l'état des revenus et dépenses.

SOMMAIRE DES REVENUS PAR MINISTÈRES ET PAR SOURCES
de l'année financière terminée le 31 mars 1978

(\$ milliers)

Détail page	Ministères	Impôts sur le revenu et sur les biens	Taxes à la consommation	Droits et permis
1 1-34	Affaires culturelles			
2 1-42	Affaires intergouvernementales			
3 1-50	Affaires municipales			
4 1-66	Affaires sociales			121
5 1-94	Agriculture			65
6 1-110	Assemblée nationale			
7 1-120	Communications			306
8 1-132	Conseil exécutif			
9 1-150	Conseil du trésor			
10 1-156	Consommateurs, Coopératives et Institutions financières			4 257
11 1-164	Éducation			
12 1-186	Finances			17 286
13 1-202	Fonction publique			
14 1-210	Immigration			
15 1-214	Industrie et Commerce			14 165
16 1-228	Justice			24 236
17 1-250	Revenu	4 451 283	2 145 861	31 983
18 1-260	Richesses naturelles			50 696
19 1-276	Terres et Forêts			24 378
20 1-288	Tourisme, Chasse et Pêche			6 870
21 1-300	Transports			190 086
22 1-314	Travail et Main-d'oeuvre			11 094
23 1-326	Travaux publics et Approvisionnement			
24 1-336	Services de protection de l'environnement			
		4 451 283	2 145 861	375 543

Pour fins de comparaison, les chiffres de 1976-1977 ont
été redressés pour tenir compte des transferts de juridis-
tion et de certaines reclassifications en 1977-1978.

Revenus divers	Transferts des sociétés d'Etat	Revenus autonomes	Transferts du gouvernement du Canada	Total	
				1977-1978	1976-1977
348		348		348	635
169		169	4 783	4 952	2 323
4 522		4 522	25 674	30 196	25 871
87 294		87 415	12 296	99 711	95 623
2 375		2 440	2 688	5 128	8 924
1 126		1 126		1 126	882
5 774		6 080		6 080	4 734
5 119		5 119	124 667	129 786	57 020
					2
1 758		6 015		6 015	5 548
6 325		6 325	6 116	12 441	7 597
88 328	273 339	377 231	2 701 507	3 080 460	2 469 224
130 943		130 943		130 943	97 994
99		99	551	650	507
596		14 761	45	14 806	16 692
47 709		71 945	4 542	76 487	77 384
65 863		6 694 990		6 694 990	5 945 364
4 619		55 315	2 418	57 733	28 104
13 609		37 987	524	38 511	33 080
14 175		21 045	233	21 278	18 067
14 072		204 158	9 240	213 398	209 371
(746)		10 348	100 148	110 496	106 181
6 580		6 580		6 580	5 550
70		70	424	494	588
500 727	273 339	7 745 031	2 995 856	10 742 609	9 217 265

SOMMAIRE DES CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS, PAR MINISTÈRES
de l'année financière terminée le 31 mars 1978

(\$ milliers)

Détail page	Ministères	Crédits	Crédits supplémentaires	Virements (1)
1 1-35	Affaires culturelles	59 103	1 100	2 176
2 1-43	Affaires intergouvernementales	29 626	2 450	135
3 1-51	Affaires municipales	249 718	2 864	3 846
4 1-68	Affaires sociales	3 738 454	130 272	46 138
5 1-96	Agriculture	239 833	1 800	8 922
6 1-111	Assemblée nationale	26 310		613
7 1-121	Communications	78 119	1 900	3 540
8 1-133	Conseil exécutif	56 188	3 170	(15 661)
9 1-151	Conseil du trésor	3 877		61
10 1-157	Consommateurs, Coopératives et Institutions financières	14 375	2 305	345
11 1-165	Éducation	3 492 339	59 536	11 985
12 1-191	Finances	719 392	31 437	(94 775)
13 1-203	Fonction publique	214 850	7 832	260
14 1-211	Immigration	12 799		28
15 1-216	Industrie et Commerce	112 927	12 564	661
16 1-230	Justice	329 733	1 250	4 229
17 1-252	Revenu	525 358		1 646
18 1-263	Richesses naturelles	67 850	49 902	3 326
19 1-278	Terres et Forêts	95 050	10 803	2 857
20 1-290	Tourisme, Chasse et Pêche	106 615	9 387	5 340
21 1-302	Transports	1 071 490	41 862	4 080
22 1-316	Travail et Main-d'œuvre	59 116		7 150
23 1-327	Travaux publics et Approvisionnement	183 481	2 300	2 569
24 1-337	Services de protection de l'environnement	20 554	417	529
25 1-11	Montant porté à la provision pour créances irrécouvrables			
26 6-24	Perte sur disposition des actions de « Traverse Matane-Godbout Limitée »			
		<u>11 507 157</u>	<u>373 151</u>	<u>0</u>
27 1-96	Moins: Prêts et avances Agriculture			230
28 1-134	Conseil exécutif	3 245		(1 208)
29 1-166	Éducation			
30 1-216	Industrie et Commerce		4 200	
31 1-263	Richesses naturelles	960		670
32 1-290	Tourisme, Chasse et Pêche			25
		<u>4 205</u>	<u>4 200</u>	<u>(283)</u>
		<u>11 502 952</u>	<u>368 951</u>	<u>283</u>

(1) Autorisés par lois et arrêtés en conseil.

Crédits autorisés	Crédits (2) non utilisés	Dépassements (2)		Dépenses (3)		
		Crédits statutaires	Divers	1977-1978	1976-1977	
62 379	5 603	57		56 833	43 046	1
32 211	2 061			30 150	23 499	2
256 428	46 014	215		210 629	194 853	3
3 914 864	79 214	15 030		3 850 680	3 473 877	4
250 555	30 426	145		220 274	198 865	5
26 923	876	387		26 434	22 141	6
83 559	3 025			80 534	69 722	7
43 697	14 765	1 456		30 388	58 401	8
3 938	834			3 104	2 596	9
17 025	2 232	100		14 893	11 454	10
3 563 860	44 381	8 075		3 527 554	3 044 490	11
656 054	29 033	6 029		633 050	520 055	12
222 942	13 144	1 483		211 281	176 286	13
12 827	1 469			11 358	10 148	14
126 152	17 158			108 994	90 148	15
335 212	12 406	761		323 567	318 814	16
527 004	48 186	2 352		481 170	453 128	17
121 078	50 179 (2)	45 000 (2)		115 899	54 834	18
108 710	9 774			98 936	79 205	19
121 342	5 720			115 622	91 816	20
1 117 432	57 089	138		1 060 481	1 038 124	21
66 266	4 596	1		61 671	59 156	22
188 350	14 219	371		174 502	138 453	23
21 500	1 932			19 568	14 187	24
			38 934 (2)	38 934	40 599	25
			2 567 (2)	2 567		26
11 880 308	494 336	81 600	41 501	11 509 073	10 227 897	
230				230	250	27
2 037	922			1 115	11 951	28
					7 126	29
4 200	1 055			3 145	91	30
1 630	55			1 575	50	31
25	25					32
8 122	2 057			6 065	19 468	
11 872 186	492 279 (2)	81 600 (2)	41 501 (2)	11 503 008	10 208 429	

(2) Les crédits non utilisés et les dépassements aux crédits statutaires se trouvent majorés de \$ 45 000 000 en raison de la Loi modifiant la Loi approuvant la Convention de la Baie James et du Nord québécois, sanctionnée le 29 novembre 1977. C'est dire que, pour fins de comparaison avec les autres années, il faut considérer \$ 447 279 235 de crédits non utilisés et \$ 78 101 645 de dépassements aux crédits statutaires. Le montant de \$ 78 101 645 comprend \$ 41 501 060 porté à la provision pour créances irrécouvrables et perte sur disposition d'actions qui ne sont pas imputées sur un crédit autorisé.

(3) Pour fins de comparaison, les chiffres de 1976-1977 ont été redressés pour tenir compte des transferts de juridiction et de certaines reclassifications en 1977-1978.

SOMMAIRE DES CRÉDITS ANNUELS ET PERMANENTS, DÉPENSES ET VARIATIONS
de l'année financière terminée le 31 mars 1978

(\$ milliers)

	Crédits annuels	Crédits permanents	Total
Crédits initiaux	9 515 820	1 991 337	11 507 157
Crédits supplémentaires	290 467	82 684	373 151
Crédits autorisés	9 806 287	2 074 021	11 880 308
Dépenses	9 420 686	2 082 322	11 503 008
Prêts et avances	6 065		6 065
	9 426 751	2 082 322	11 509 073
Variations	379 536	(8 301)	371 235 (1)
Crédits non utilisés	421 037	73 299	494 336 (1) (3)
Dépassements	41 501	81 600	123 101 (2) (3)
	379 536	(8 301)	371 235

(1) Dont \$ 2 056 849 pour les prêts et avances.

(2) Y compris \$ 38 934 061 portés à la provision pour créances irrécouvrables et \$ 2 566 999 de perte sur disposition des actions de "Traverse Matane-Godbout Limitée" formant un montant de \$ 41 501 060 non imputé sur les crédits autorisés.

(3) Voir note 2 à l'état des crédits, dépenses et variations, page 1-9.

CONTINUITÉ DE LA PROVISION POUR CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES
de l'année financière terminée le 31 mars 1978

(\$ milliers)

	Solde de la provision au 1er avril 1977	Radiations débitées à la provision	Solde après radiations	Provision au 31 mars 1978	Montant porté à la dépense
COMPTES À RECEVOIR					
Ministères					
Affaires sociales	18 047	274	17 773	29 178	11 405
Agriculture	127		127	107	(20)
Revenu	104 730		104 730	129 978	25 248
Richesses naturelles	211	1	210	200	(10)
Terres et Forêts	210	11	199	160	(39)
Tourisme, Chasse et Pêche	128	6	122	162	40
Transports	797	65	732	920	188
Travail et Main-d'œuvre	222		222	215	(7)
Autres	38*	4	34	124	90
Total — Comptes à recevoir	124 510	361	124 149	161 044	36 895
PRÊTS ET AVANCES					
Entreprises du gouvernement					
Office du crédit agricole du Québec	70		70		(70)
Société d'aménagement de l'Outaouais	828		828	2 528	1 700
	898		898	2 528	1 630
Particuliers, sociétés et autres					
Particuliers					
Étudiants	4 185	262	3 923	4 011	88
Pêcheurs	1 044		1 044	750	(294)
Sociétés et autres					
Coopératives				294	294
Pêcheurs	416	85	331	440	109
Corporations agricoles				212	212
	5 645	347	5 298	5 707	409
Total — Prêts et avances	6 543	347	6 196	8 235	2 039
Total	131 053	708	130 345	169 279	38 934

* Comprend tout ministère dont le montant est inférieur à
\$ 100 000.

**ÉTAT DES CRÉDITS DONT LE DROIT D'ENGAGER A ÉTÉ SUSPENDU PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR
au cours de l'année financière 1977-1978**

1970, c. 17, a. 46 et modifications

(\$ milliers)

Prog. nos	Ministères et programmes	Montants
	Affaires culturelles	
2	Sauvegarde et mise en valeur des biens culturels	163
	Affaires municipales	
2	Aide et surveillance administratives et financières	1 500
6	Aide à l'amélioration de l'habitation	7 250
7	Aide à la réalisation et à l'acquisition de logements	6 000
		14 750
	Affaires sociales	
4	Services communautaires	105
10	Équipement des services sociaux	703
		808
	Agriculture	
3	Aide à la production agricole	100
5	Commercialisation agricole	300
		400
	Conseil exécutif	
3	Organismes-conseils auprès du Premier ministre et du Conseil exécutif	200
4	Coordination du développement économique et régional et interventions de développement régional	2 100
		2 300
	Éducation	
1	Administration générale	49
	Finances	
3	Comptabilité gouvernementale	20
	Industrie et Commerce	
1	Gestion interne et soutien	1 000
5	Administration de la Société de développement industriel du Québec	500
8	Développement des pêches maritimes	100
		1 600

Prog. nos	Ministères et programmes	Montants
	Richesses naturelles	
2	Soutien et surveillance de l'industrie minière	600
5	Contrôle de la ressource eau et de ses usages	400
		<u>1 000</u>
	Terres et Forêts	
4	Utilisation de la forêt	<u>275</u>
	Tourisme, Chasse et Pêche	
2	Protection de la faune	142
6	Réseau de parcs et réserves et d'établissements touristiques et récréatifs	<u>699</u>
		<u>841</u>
	Transports	
3	Construction du réseau routier	500
6	Commission des transports	<u>5</u>
		<u>505</u>
	Travaux publics et Approvisionnement	
2	Exploitation des immeubles	<u>500</u>
	Services de protection de l'environnement	
2	Aide à la gestion de l'eau	<u>500</u>
	Total	<u><u>23 711</u></u>

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRES ET PAR MISSIONS
de l'année financière terminée le 31 mars 1978

(\$ milliers)

Ministères	Mission économique	Mission éducative et culturelle	Mission sociale	Mission gouverne- mentale et admi- nistrative	Total
Affaires culturelles		56 833			56 833
Affaires intergouvernementales				30 150	30 150
Affaires municipales	30 465		67 088	113 076	210 629
Affaires sociales			3 850 680		3 850 680
Agriculture	220 044				220 044
Assemblée nationale				26 434	26 434
Communications	3 608	24 493		52 433	80 534
Conseil exécutif		5 884		23 389	29 273
Conseil du trésor				3 104	3 104
Consommateurs, Coopératives et Institutions financières	8 110			6 783	14 893
Éducation	61 326	3 464 685		1 543	3 527 554
Finances				674 551	674 551
Fonction publique				211 281	211 281
Immigration	11 358				11 358
Industrie et Commerce	101 396			4 453	105 849
Justice			36 476	287 091	323 567
Revenu	2 000		2 086	477 084	481 170
Richesses naturelles	49 035			65 289	114 324
Terres et Forêts	85 694			13 242	98 936
Tourisme, Chasse et Pêche	37 221	78 401			115 622
Transports	888 618	162 458		9 405	1 060 481
Travail et Main-d'œuvre	44 317			17 354	61 671
Travaux publics et Approvisionnement				174 502	174 502
Services de protection de l'environnement	14 762		4 806		19 568
	1 557 954	3 792 754	3 961 136	2 191 164	11 503 008

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRES ET PAR MISSIONS, DOMAINES ET SECTEURS
de l'année financière terminée le 31 mars 1978

(\$ milliers)

	Affaires municipales	Agriculture	Commu- nications
Mission économique			
I—RESSOURCES NATURELLES ET INDUSTRIES PRIMAIRES			
1 Agriculture		220 044	
2 Forêts			
3 Mines			
4 Eau	30 465		
5 Énergie			
6 Pêches maritimes			
7 Faune			
	<u>30 465</u>	<u>220 044</u>	
II—INDUSTRIES SECONDAIRES			
1 Industries secondaires			
III—SERVICES			
1 Commerce			
2 Tourisme			
3 Marché financier			
4 Communications			<u>3 608</u>
			<u>3 608</u>
IV—RESSOURCES HUMAINES			
1 Immigration			
2 Relations et conditions de travail			
3 Main-d'œuvre et emploi			
V—TRANSPORTS			
1 Transports terrestres			
2 Transports maritime et aérien			
	<u>30 465</u>	<u>220 044</u>	<u>3 608</u>

Consomma- teurs, Coo- pératives et Institutions financières	Éducation	Immigration	Industrie et Commerce	Revenu	Richesses naturelles	
				2 000		1
					26 229	2
					18 755	3
			13 163		4 051	4
						5
						6
						7
			13 163	2 000	49 035	
			87 297			1
			87 297			
			936			1
8 110						2
						3
						4
8 110			936			
		11 358				1
	61 326					2
	61 326	11 358				3
						1
						2
8 110	61 326	11 358	101 396	2 000	49 035	

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRES ET PAR MISSIONS, DOMAINES ET SECTEURS
de l'année financière terminée le 31 mars 1978 (suite)

(\$ milliers)

	Terres et Forêts	Tourisme, Chasse et Pêche
Mission économique (suite)		
I— RESSOURCES NATURELLES ET INDUSTRIES PRIMAIRES		
1 Agriculture		
2 Forêts	85 694	
3 Mines		
4 Eau		
5 Énergie		
6 Pêches maritimes		
7 Faune		20 225
	85 694	20 225
II—INDUSTRIES SECONDAIRES		
1 Industries secondaires		
III—SERVICES		
1 Commerce		
2 Tourisme		16 996
3 Marché financier		
4 Communications		
		16 996
IV—RESSOURCES HUMAINES		
1 Immigration		
2 Relations et conditions de travail		
3 Main-d'œuvre et emploi		
V—TRANSPORTS		
1 Transports terrestres		
2 Transports maritime et aérien		
	85 694	37 221

Transports	Travail et Main- d'oeuvre	Services de protection de l'envi- ronnement	Total	
			222 044	1
			85 694	2
			26 229	3
		14 762	63 982	4
			4 051	5
			13 163	6
			20 225	7
		14 762	435 388	
			87 297	1
			87 297	
			936	1
			16 996	2
			8 110	3
			3 608	4
			29 650	
			11 358	1
	11 135		11 135	2
	33 182		94 508	3
	44 317		117 001	
868 974			868 974	1
19 644			19 644	2
888 618			888 618	
888 618	44 317	14 762	1 557 954	

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRES ET PAR MISSIONS, DOMAINES ET SECTEURS
de l'année financière terminée le 31 mars 1978 (suite)

(\$ milliers)

	Affaires culturelles	Communications	Conseil exécutif
Mission éducative et culturelle			
I—ÉDUCATION			
1 Enseignement			
2 Administration et services		20 088	
		<u>20 088</u>	
II—CULTURE			
1 Arts	27 751	4 405	
2 Lettres et biens culturels	29 082		5 884
	<u>56 833</u>	<u>4 405</u>	<u>5 884</u>
III—LOISIRS ET SPORTS			
1 Sports et jeunesse			
2 Loisirs et récréation de plein air			
	<u><u>56 833</u></u>	<u><u>24 493</u></u>	<u><u>5 884</u></u>

Éducation	Tourisme, Chasse et Pêche	Transports	Total	
<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>	
3 253 266			3 253 266	1
<u>153 093</u>		<u>162 458</u>	<u>335 639</u>	2
<u>3 406 359</u>		<u>162 458</u>	<u>3 588 905</u>	
			32 156	1
			<u>34 966</u>	2
			<u>67 122</u>	
22 977			22 977	1
<u>35 349</u>	<u>78 401</u>		<u>113 750</u>	2
<u>58 326</u>	<u>78 401</u>		<u>136 727</u>	
<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>	
<u>3 464 685</u>	<u>78 401</u>	<u>162 458</u>	<u>3 792 754</u>	

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRES ET PAR MISSIONS, DOMAINES ET SECTEURS
de l'année financière terminée le 31 mars 1978 (suite)

(\$ milliers)

	Affaires municipales	Affaires sociales
Mission sociale		
I—SÉCURITÉ DU REVENU		
1 Régimes de compensation du revenu		938 830
2 Régimes de protection du revenu		
		<u>938 830</u>
II—SANTÉ ET ADAPTATION SOCIALE		
1 Prévention et amélioration		226 940
2 Recouvrement de la santé		1 922 245
3 Réadaptation sociale		698 339
4 Administration et services		64 326
		<u>2 911 850</u>
III—HABITATION		
1 Habitation	67 088	
	<u>67 088</u>	
	<u>67 088</u>	<u>3 850 680</u>

Justice	Revenu	Services de protection de l'envi- ronnement	Total	
			938 830	1
	2 086		2 086	2
	2 086		940 916	
		4 806	231 746	1
36 476			1 922 245	2
			734 815	3
			64 326	4
36 476		4 806	2 953 132	
			67 088	1
			67 088	
36 476	2 086	4 806	3 961 136	

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRES ET PAR MISSIONS, DOMAINES ET SECTEURS
de l'année financière terminée le 31 mars 1978 (suite)

(\$ milliers)

	Affaires intergouver- nementales	Affaires municipales	Assemblée nationale
Mission gouvernementale et administrative			
I—INSTITUTIONS POLITIQUES			
1 Assemblée nationale			25 641
2 Direction du gouvernement			793
3 Institutions judiciaires			
4 Gestion municipale		104 664	
		<u>104 664</u>	<u>26 434</u>
II—GESTION ADMINISTRATIVE CENTRALE			
1 Administration du personnel			
2 Administration financière			
3 Services de soutien			
4 Statistiques, planification et coordination		4 000	
		<u>4 000</u>	
III—RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES			
1 Relations intergouvernementales	30 150		
	<u>30 150</u>		
IV—PROTECTION DE LA PERSONNE ET DE LA PROPRIÉTÉ			
1 Gestion juridique du cadre socio-économique			
2 Contentieux		4 412	
3 Sécurité publique			
4 Institutions pénales		4 412	
		<u>4 412</u>	
	<u>30 150</u>	<u>113 076</u>	<u>26 434</u>

Communi- cations	Conseil exécutif	Conseil du trésor	Consomma- teurs, Coo- pératives et Institutions financières	Éducation	Finances	Fonction publique	Industrie et Commerce	
	12 119							1 2 3 4
	<u>12 119</u>							
52 433		3 104			672 586	211 281		1 2 3 4
	10 515						600 3 853	
<u>52 433</u>	<u>10 515</u>	<u>3 104</u>			<u>672 586</u>	<u>211 281</u>	<u>4 453</u>	
								1
	755		6 783	1 543	1 965			1 2 3 4
	<u>755</u>		<u>6 783</u>	<u>1 543</u>	<u>1 965</u>			
<u>52 433</u>	<u>23 389</u>	<u>3 104</u>	<u>6 783</u>	<u>1 543</u>	<u>674 551</u>	<u>211 281</u>	<u>4 453</u>	

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRES ET PAR MISSIONS, DOMAINES ET SECTEURS
de l'année financière terminée le 31 mars 1978 (suite)

(\$ milliers)

	Justice	Revenu	Richesses naturelles
	<hr/>	<hr/>	<hr/>
Mission gouvernementale et administrative (suite)			
I—INSTITUTIONS POLITIQUES			
1 Assemblée nationale			
2 Direction du gouvernement			
3 Institutions judiciaires	69 733		
4 Gestion municipale		376 849	
	<hr/>	<hr/>	
	69 733	376 849	
	<hr/>	<hr/>	
II—GESTION ADMINISTRATIVE CENTRALE			
1 Administration du personnel		99 779	
2 Administration financière			
3 Service de soutien	9 504		
4 Statistiques, planification et coordination			65 289
	<hr/>	<hr/>	<hr/>
	9 504	99 779	65 289
	<hr/>	<hr/>	<hr/>
III—RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES			
1 Relations intergouvernementales			
IV—PROTECTION DE LA PERSONNE ET DE LA PROPRIÉTÉ			
1 Gestion juridique du cadre socio-économique	12 805	456	
2 Contentieux	9 201		
3 Sécurité publique	140 953		
4 Institution pénales	44 895		
	<hr/>	<hr/>	
	207 854	456	
	<hr/>	<hr/>	
	287 091	477 084	65 289
	<hr/>	<hr/>	<hr/>

Terres et Forêts	Transports	Travail et Main- d'oeuvre	Travaux publics et Approvi- sionnement	Total	
				25 641	1
				12 912	2
				69 733	3
				481 513	4
				<u>589 799</u>	
				211 281	1
				775 469	2
				246 444	3
				92 534	4
<u>8 877</u>	<u>9 405</u>		<u>174 502</u>	<u>1 325 728</u>	
<u>8 877</u>	<u>9 405</u>		<u>174 502</u>		
				<u>30 150</u>	1
				<u>30 150</u>	
4 365		971		29 643	1
		16 383		9 201	2
				161 748	3
				44 895	4
<u>4 365</u>		<u>17 354</u>		<u>245 487</u>	
<u>13 242</u>	<u>9 405</u>	<u>17 354</u>	<u>174 502</u>	<u>2 191 164</u>	

LISTES ET DÉFINITIONS DES CATÉGORIES ET SUPER-CATÉGORIES DE DÉPENSES

LISTE DES CATÉGORIES DE DÉPENSES

Titre complet

Titre abrégé

1—Traitements, salaires et allocations	Traitements
2—Autres rémunérations	Autres rémunérations
3—Services de transport et de communication	Communications
4—Services professionnels, administratifs et autres	Services
5—Entretien et réparations	Entretien
6—Loyers	Loyers
7—Fournitures et approvisionnements	Fournitures
8—Matériel et équipement	Équipement
9—Terrains, immeubles et travaux de génie	Immobilisations
10—Dépenses de transfert	Transfert
11—Autres dépenses	Autres dépenses
12—Service de la dette	Service de la dette

DÉFINITIONS DES CATÉGORIES DE DÉPENSES

1—Traitements, salaires et allocations

Cette catégorie comprend la rémunération normale, les heures supplémentaires et certaines autres indemnités versées directement par le Gouvernement aux employés permanents du secteur public. Elle comprend en plus le traitement et les indemnités versés aux membres de l'Assemblée nationale, aux ministres, aux juges et aux membres de la Sûreté du Québec. Elle inclut également le paiement des avantages sociaux et autres contributions du Gouvernement à titre d'employeur, ainsi que les pensions de retraite ou autres pensions versées directement par le Gouvernement.

2—Autres rémunérations

Cette catégorie comprend la rémunération normale, les heures supplémentaires et certaines autres indemnités versées directement par le Gouvernement aux employés à temps partiel tels les étudiants, les occasionnels, les saisonniers et les surnuméraires du secteur public. Elle inclut également le paiement des avantages sociaux et autres contributions du Gouvernement à titre d'employeur.

3—Services de transport et de communication

Cette catégorie comprend les frais de déplacement des individus, les frais de poste et de messagerie, les dépenses de communication, de publicité et d'information.

4—Services professionnels, administratifs et autres

Cette catégorie regroupe les achats de services suivants : a) services professionnels et administratifs; b) honoraires et dépenses des membres de jurys, comités et commissions; c) assurances et indemnités; d) taxes et services gouvernementaux; e) services divers.

5—Entretien et réparations

Cette catégorie comprend l'entretien et la réparation du matériel, de l'équipement et des biens immobiliers effectués en vertu d'un contrat; elle inclut également certains travaux sur les territoires forestiers ou agricoles qui s'apparentent à de l'entretien.

6—Loyers

Cette catégorie comprend les loyers d'immeubles ainsi que la location de matériel ou d'équipement.

7—Fournitures et approvisionnements

Cette catégorie regroupe les achats de biens de consommation courante.

8—Matériel et équipement

Cette catégorie regroupe les achats de biens meubles durables.

9—Terrains, immeubles et travaux de génie

Cette catégorie comprend l'achat de biens immobiliers existants ainsi que les contrats passés pour l'acquisition de nouveaux biens immobiliers.

10—Dépenses de transfert

Cette catégorie regroupe les paiements effectués à des personnes, corporations ou institutions et qui ne constituent ni des paiements pour services au Gouvernement, ni des achats.

11—Autres dépenses

Cette catégorie est prévue pour les dépenses qui ne peuvent pas être incluses dans les autres catégories.

12—Service de la dette

Cette catégorie comprend les intérêts et autres frais occasionnés par les emprunts du Gouvernement.

LISTE DES SUPER-CATÉGORIES DE DÉPENSES

Titre complet

Titre abrégé

Dépenses de fonctionnement
Dépenses en capital
Dépenses de transfert

Fonctionnement
Capital
Transfert

DÉFINITIONS DES SUPER-CATÉGORIES DE DÉPENSES

Dépenses de fonctionnement

Cette super-catégorie regroupe les catégories 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 11, ainsi que les dépenses des catégories 8 et 9 lorsqu'elles sont inférieures à \$1 000 par élément de programme. À l'exception de la catégorie 12 "Service de la dette", elle représente les dépenses courantes en biens et services du Gouvernement.

Dépenses en capital

Cette super-catégorie couvre principalement les catégories 8 et 9. Elle inclut également les catégories 1, 2, 3, 4, 6, 7 et 11 pour les travaux de construction exécutés en régie.

Dépenses de transfert

Cette super-catégorie correspond à la seule catégorie 10 en raison de l'importance des montants en jeu.

PRÊTS, PLACEMENTS ET AVANCES

Ce compte regroupe les paiements à effectuer en vue d'acquérir certains éléments de l'actif. On y retrouve les apports de capitaux et avances aux sociétés d'État, les avances pour l'établissement ou le fonctionnement de fonds renouvelables ainsi que les prêts consentis à des municipalités, à des organismes sans but lucratif ou à des personnes physiques ou morales du secteur privé.

* Super-catégorie et catégorie.

Fonctionnement et Capital					
Services	Entretien	Loyers	Fournitures	Équipement	
3 107	819	289	1 035		1
378				453	
6 038	59	333	520	104	2
2 380	25	217	469	1	3
16 568	283	2 332	1 991	110	4
7 697	11 710	2 021	4 062	961	
106		9	44	1	5
360	35	881	943	2 047	6
7 936	1 213	4 978	4 380	135	7
2 606	12	342	539	2 318	8
100		34	30	165	9
				9	
918	7	181	252		10
12 429	178	4 079	2 358	52	11
1 356	19	415	356	4 901	12
426	10	383	353	88	13
2 106	6	79	278	56	14
				55	
2 800	388	424	1 310	426	15
401					
13 934	2 588	5 524	13 043	5 642	16
18 616	107	2 381	3 379	1 091	17
5 599	912	1 030	4 513		18
200		1 776	430	1 127	
27 560	695	1 887	6 571		19
839		5 817	1 018	2 063	
5 410	2 507	1 307	10 832	1	20
1 422		920	2 045	4 491	
9 440	58 712	18 896	68 164	1	21
31 059		10 161	19 000	9 961	
1 716	17	355	601		22
				136	
8 955	26 270	48 854	11 121		23
2 997			2	5 012	
2 150	346	175	875	1	24
				404	
					25
					26
160 207	106 918	97 397	137 975	5	
37 402		18 683	22 539	41 807	
197 609	106 918	116 080	160 514	41 812	

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRES ET PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES
de l'année financière terminée le 31 mars 1978 (suite)

(\$ milliers)

Fonctionnement et Capital			Immobi- li-sations	Autres dépenses
1	Affaires culturelles	F		1 071
2	Affaires intergouvernementales	C	2 389	55
3	Affaires municipales	F		11
4	Affaires sociales	C		1 760
5	Agriculture	F	12	46
6	Assemblée nationale	C	3 266	179
7	Communications	F		33
8	Conseil exécutif	C	98	17
9	Conseil du trésor	F		1 398
10	Consommateurs, Coopératives et Institutions financières	C		2
11	Éducation	F		10
12	Finances	C		941
13	Fonction publique	F		400
14	Immigration	C		79
15	Industrie et Commerce	F		50
16	Justice	C	5 669	2 606
17	Revenu	F		624
18	Richesses naturelles	C		7 375
19	Terres et Forêts	F	5 151	14
20	Tourisme, Chasse et Pêche	C	5 374	13
21	Transports	F	13 865	17
22	Travail et Main-d'oeuvre	C	324 125	719
23	Travaux publics et Approvisionnement	F		205
24	Services de protection de l'environnement	C	28 701	228
25	Provision pour créances irrécouvrables	F		14 726
26	Perte sur disposition des actions de Traverse Matane-Godbout Limitée	C		118
		F		50
		C	388 650	485
				5
				38 934
				2 567
				59 254
				15 484
			388 650	74 738

Fonctionnement et Capital			
	Service de la dette	Transfert*	Total
		28 625	53 558 1
		8 319	3 275 2
		184 817	30 046 104 3
		3 762 511	210 519 110 4
		119 619	3 849 707 973 5
		1 088	214 484 5 560 6
		7 147	26 299 135 7
			78 118 2 416 8
			29 108 165 9
		800	3 095 9
		3 448 846	14 841 52 10
			3 522 653 4 901 11
610 132	1		632 962 88 12
			211 225 56 13
		280	11 303 55 14
		65 805	99 353 6 496 15
		34 907	317 925 5 642 16
		380 936	480 079 1 091 17
		63 563	104 853 9 471 18
		602	80 694 18 242 19
		6 252	86 900 28 722 20
		291 065	597 978 462 503 21
		18 015	61 535 136 22
		145	137 299 37 203 23
		4 458	19 164 404 24
			38 934 25
			2 567 26
	610 132	8 427 801	10 915 199 587 809
	610 132	8 427 801	11 503 008

AFFAIRES CULTURELLES

REVENUS

	<u>1977-1978</u>	<u>1976-1977</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	\$ 28 521	\$ 31 552
Matériel et fournitures		410
Photocopies de documents	26 487	15 312
Véhicules usagés	505	49
Location de terrains et bâtisses	226 120	170 842
Location d'espaces de stationnement	3 934	4 190
Location d'espaces pour boîtes		
téléphoniques	91	96
Assurance-édition	140	455
Spectacles	4 839	
	<u>290 637</u>	<u>222 906</u>
	-----	-----
Recouvrements		
Subventions d'années antérieures	70	
Dépenses sous forme d'indemnités	4 226	8 082
Autres dépenses	52 710	33 808
	<u>57 006</u>	<u>41 890</u>
	-----	-----
Revenus autonomes	<u>347 643</u>	<u>264 796</u>
	-----	-----
Transferts du gouvernement du Canada		
Programme à frais partagés		370 220
Aide aux musées associés		
	<u>\$ 347 643</u>	<u>\$ 635 016</u>
	=====	=====

DÉPENSES PAR SECTEURS ET PROGRAMMES

	Crédits autorisés	Dépenses	
		1977-1978	1976-1977
Secteur: Lettres et biens culturels			
1—Livres et autres imprimés	\$ 11 748 200	\$ 11 587 608	\$ 8 199 212
2—Sauvegarde et mise en valeur des biens culturels	16 989 200	13 815 860	9 436 328
3—Gestion interne et soutien	4 107 509	3 678 166	4 728 387
Secteur: Arts			
4—Arts plastiques	9 124 013	8 732 988	5 535 717
5—Arts d'interprétation	20 410 200	19 018 147	15 146 710
	<u>\$ 62 379 122</u>	<u>\$ 56 832 769</u>	<u>\$ 43 046 354</u>
<hr/>			
Crédits votés	\$ 60 379 122	\$ 54 776 312	
Crédits statutaires	<u>2 000 000</u>	<u>2 056 457</u>	
	62 379 122	56 832 769	
Crédits non utilisés			
Votés	(5 602 810)		
Dépassements aux crédits statutaires	<u>56 457</u>		
	<u>\$ 56 832 769</u>	<u>\$ 56 832 769</u>	

AFFAIRES CULTURELLES

DÉTAIL DU PROGRAMME 1

LIVRES ET AUTRES IMPRIMÉS		Ce programme vise à favoriser l'essor de la littérature et à en faciliter l'accès à la publication.		
	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
Crédits et dépenses par éléments	Aide à la publication et à la vente du livre	Développement d'un réseau de bibliothèques publiques	Bibliothèque nationale	Total
Crédits	\$ 1 760 900	\$ 7 201 800	\$ 2 742 900	\$ 11 705 600
Additions et modifications:				
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	2 800	3 000	36 800	42 600
Autres	(10 000)	10 000		
Crédits autorisés	1 753 700	7 214 800	2 779 700	11 748 200
Dépenses	1 647 803	7 201 934	2 737 871	11 587 608
Crédits non utilisés	\$ 105 897	\$ 12 866	\$ 41 829	\$ 160 592
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES				
Fonctionnement				
1—Traitements	\$ 175 501	\$ 247 113	\$ 1 984 054	\$ 2 406 668
2—Autres rémunérations		4 378	92 775	97 153
3—Communications	139 822	15 922	136 292	292 036
4—Services	36 116	16 917	144 032	197 065
5—Entretien			4 308	4 308
6—Loyers	199	212	21 914	22 325
7—Fournitures	9 873	3 093	234 727	247 693
11—Autres dépenses			36 836	36 836
	361 511	287 635	2 654 938	3 304 084
Capital				
8—Équipement	1 079	1 010	82 933	85 022
Transfert				
10—Transfert	1 285 213	6 913 289		8 198 502
	\$ 1 647 803	\$ 7 201 934	\$ 2 737 871	\$ 11 587 608

DÉTAIL DU PROGRAMME 2

**SAUVEGARDE ET MISE EN VALEUR
DES BIENS CULTURELS**

Ce programme vise la conservation et la mise en valeur des objets, œuvres d'art, documents, meubles ou immeubles présentant un intérêt historique, esthétique ou pittoresque pour le Québec.

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
	Conservation et utilisation des archives	Conservation des sites et des biens historiques et archéolo- giques	Commission des biens culturels	Total
Crédits et dépenses par éléments				
Crédits	\$ 1 569 100	\$ 14 075 000	\$ 124 400	\$ 15 768 500
Additions et modifications:				
Crédits supplémentaires		1 100 000		1 100 000
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	12 700	87 700	400	100 800
Aux ministères suivants				
Affaires intergouvernementales		(12 200)		(12 200)
Conseil exécutif	(5 800)			(5 800)
Des ministères suivants				
Agriculture		26 000		26 000
Travaux publics et Approvisionnement		11 900		11 900
Autres	183 000	(193 000)	10 000	
Crédits autorisés	1 759 000	15 095 400	134 800	16 989 200
Dépenses	1 571 672	12 118 445	125 743	13 815 860
Crédits non utilisés	\$ 187 328	\$ 2 976 955	\$ 9 057	\$ 3 173 340
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES				
Fonctionnement				
1—Traitements	\$ 951 535	\$ 2 122 250	\$ 73 897	\$ 3 147 682
2—Autres rémunérations	35 260	810 300		845 560
3—Communications	52 495	315 230	8 702	376 427
4—Services	42 193	1 706 689	39 946	1 788 828
5—Entretien	934	748 967		749 901
6—Loyers	17 580	37 479	903	55 962
7—Fournitures	166 443	226 845	1 914	395 202
8—Équipement			381	381
11—Autres dépenses	140 813	15 314		156 127
	1 407 253	5 983 074	125 743	7 516 070
Capital				
4—Services		377 737		377 737
8—Équipement	55 070	85 646		140 716
9—Immobilisations		2 389 442		2 389 442
11—Autres dépenses		54 904		54 904
	55 070	2 907 729		2 962 799
Transfert				
10—Transfert	109 349	3 227 642		3 336 991
	\$ 1 571 672	\$ 12 118 445	\$ 125 743	\$ 13 815 860

AFFAIRES CULTURELLES

DÉTAIL DU PROGRAMME 3

GESTION INTERNE ET SOUTIEN

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Direction et gestion interne	Bureaux régionaux	Total
Crédits	\$ 3 141 100	\$ 767 600	\$ 3 908 700
Additions et modifications:			
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	27 600	11 100	38 700
De la provision du programme 4 du ministère du Conseil exécutif		126 909	126 909
Des ministères suivants			
Affaires sociales		30 500	30 500
Communications	2 700		2 700
Autres	(25 000)	25 000	
Crédits autorisés	3 146 400	961 109	4 107 509
Dépenses	2 861 460	816 706	3 678 166
Crédits non utilisés	\$ 284 940	\$ 144 403	\$ 429 343

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement

1—Traitements	\$ 1 790 912	\$ 554 996	\$ 2 345 908
2—Autres rémunérations	140 347	86 590	226 937
3—Communications	289 861	111 882	401 743
4—Services	257 828	16 353	274 181
5—Entretien	6 892	328	7 220
6—Loyers	73 084	18 968	92 052
7—Fournitures	97 733	15 978	113 711
11—Autres dépenses	10 385	2 996	13 381
	2 667 042	808 091	3 475 133

Capital

8—Équipement	34 618	5 242	39 860
--------------	--------	-------	--------

Transfert

10—Transfert	159 800	3 373	163 173
	\$ 2 861 460	\$ 816 706	\$ 3 678 166

DÉTAIL DU PROGRAMME 4

ARTS PLASTIQUES

Ce programme vise à développer les arts plastiques et à en favoriser l'accès au public.

	Élément 1	Élément 2	
	Incitation à la création et à la recherche	Conservation et diffusion des arts plastiques	Total
Crédits et dépenses par éléments			
Crédits	\$ 459 100	\$ 8 532 300	\$ 8 991 400
Additions et modifications:			
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	1 300	22 300	23 600
De la provision du programme 4 du ministère du Conseil exécutif		109 013	109 013
Crédits autorisés	460 400	8 663 613	9 124 013
Dépenses	405 480	8 327 508	8 732 988
Crédits non utilisés	\$ 54 920	\$ 336 105	\$ 391 025

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 133 101	\$ 1 039 169	\$ 1 172 270
2—Autres rémunérations		316 744	316 744
3—Communications	7 679	285 740	293 419
4—Services	26 274	484 512	510 786
5—Entretien		12 478	12 478
6—Loyers	58	27 424	27 482
7—Fournitures	860	190 439	191 299
11—Autres dépenses		862 073	862 073
	167 972	3 218 579	3 386 551
Capital			
8—Équipement	7 508	138 135	145 643
Transfert			
10—Transfert	230 000	4 970 794	5 200 794
	\$ 405 480	\$ 8 327 508	\$ 8 732 988

AFFAIRES CULTURELLES

DÉTAIL DU PROGRAMME 5

ARTS D'INTERPRÉTATION

Ce programme vise à favoriser l'accès du public aux arts d'interprétation par la formation d'artistes de la scène et par l'aide à la production.

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Enseignement des arts d'interprétation	Soutien aux arts d'interprétation	Total
Crédits	\$ 7 291 800	\$ 11 437 200	\$ 18 729 000
Additions et modifications:			
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	278 600	1 369 100	1 647 700
Du ministère des Affaires inter-gouvernementales		33 500	33 500
Autres	15 000	(15 000)	
* Crédits autorisés	7 585 400	12 824 800	20 410 200
* Dépenses	7 487 535	11 530 612	19 018 147
Crédits non utilisés	\$ 97 865	\$ 1 350 645	\$ 1 448 510
Dépassements aux crédits statutaires		\$ (56 457)	\$ (56 457)
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 5 245 038	\$ 580 004	\$ 5 825 042
2—Autres rémunérations	574 251	13 327	587 578
3—Communications	222 866	51 817	274 683
4—Services	210 291	126 841	337 132
5—Entretien	30 711	15 000	45 711
6—Loyers	79 742	11 425	91 167
7—Fournitures	75 148	12 094	87 242
11—Autres dépenses	1 841	785	2 626
	6 439 888	811 293	7 251 181
Capital			
8—Équipement	41 297		41 297
Transfert			
10—Transfert Statutaires	1 006 350	8 662 862 2 056 457	9 669 212 2 056 457
	1 006 350	10 719 319	11 725 669
	\$ 7 487 535	\$ 11 530 612	\$ 19 018 147

* Y compris à l'élément 2, une prévision statutaire de \$ 2 000 000 alors que la dépense s'est établie à \$ 2 056 457 pour l'exécution de la Loi de la Place des Arts, 1964, c. 19 et modifications.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPER-
CATÉGORIES ET CATÉGORIES

	Fonctionnement	Capital	Transfert	Total
1—Traitements	\$ 14 897 570			\$ 14 897 570
2—Autres rémunérations	2 073 972			2 073 972
3—Communications	1 638 308			1 638 308
4—Services	3 107 992	\$ 377 737		3 485 729
5—Entretien	819 618			819 618
6—Loyers	288 988			288 988
7—Fournitures	1 035 147			1 035 147
8—Équipement	381	452 538		452 919
9—Immobilisations		2 389 442		2 389 442
10—Transfert			\$ 28 625 129	28 625 129
11—Autres dépenses	1 071 043	54 904		1 125 947
	<u>\$ 24 933 019</u>	<u>\$ 3 274 621</u>	<u>\$ 28 625 129</u>	<u>\$ 56 832 769</u>

AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

REVENUS

	<u>1977-1978</u>	<u>1976-1977</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Matériel et fournitures	\$ 5 149	\$ 826
Location de services de personnel	55 344	
	<u>60 493</u>	<u>826</u>
	-----	-----
Intérêts		
Remboursement de dépenses	621	
Gain sur fluctuation de change	17 539	
	<u>18 160</u>	

Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	41 300	107 038
Accord France-Québec	48 418	249 238
Autres dépenses	1 006	49 053
	<u>90 724</u>	<u>405 329</u>
	-----	-----
Revenus autonomes	<u>169 377</u>	<u>406 155</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Programme à frais partagés		
Coopération internationale	4 782 620	1 917 119
	<u>\$ 4 951 997</u>	<u>\$ 2 323 274</u>
	=====	=====

DÉPENSES PAR SECTEURS ET PROGRAMMES

	Crédits autorisés	Dépenses	
		1977-1978	1976-1977
Secteur: Relations Intergouvernementales			
1—Affaires fédérales-provinciales et interprovinciales	\$ 1 543 000	\$ 1 396 574	\$ 1 206 490
2—Affaires internationales	26 081 900	24 435 793	18 005 760
3—Office franco-québécois pour la jeunesse	1 267 000	1 267 000	1 267 000
4—Gestion interne et soutien	3 319 400	3 050 585	3 019 306
	<u>\$ 32 211 300</u>	<u>\$ 30 149 952</u>	<u>\$ 23 498 556</u>
<hr/>			
Crédits votés	\$ 32 211 300	\$ 30 149 952	
Crédits non utilisés			
Votés	(2 061 348)		
	<u>\$ 30 149 952</u>	<u>\$ 30 149 952</u>	

AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

DÉTAIL DU PROGRAMME 1

AFFAIRES FÉDÉRALES-PROVINCIALES
ET INTERPROVINCIALES

Ce programme vise à maintenir et à développer les relations entre le gouvernement du Québec et les autres gouvernements au Canada.

	Élément 1	Élément 2	
	Relations fédérales- provinciales et inter- provinciales	Coopération inter- provinciale	Total
Crédits et dépenses par éléments			
Crédits	\$ 1 330 900	\$ 181 300	\$ 1 512 200
Additions et modifications:			
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	132 300		132 300
Aux ministères suivants			
Conseil du trésor	(26 600)		(26 600)
Terres et Forêts	(26 700)		(26 700)
Tourisme, Chasse et Pêche	(21 100)		(21 100)
Services de protection de l'environnement	(27 100)		(27 100)
Autres	(51 200)	51 200	
Crédits autorisés	1 310 500	232 500	1 543 000
Dépenses	1 213 702	182 872	1 396 574
Crédits non utilisés	\$ 96 798	\$ 49 628	\$ 146 426

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 774 344		\$ 774 344
2—Autres rémunérations	45 912	\$ 4 800	50 712
3—Communications	46 087	36 145	82 232
4—Services	185 063	9 041	194 104
6—Loyers	2 538	1 450	3 988
7—Fournitures	11 060		11 060
	1 065 004	51 436	1 116 440
Capital			
8—Équipement	4 598		4 598
Transfert			
10—Transfert	144 100	131 436	275 536
	\$ 1 213 702	\$ 182 872	\$ 1 396 574

DÉTAIL DU PROGRAMME 2

AFFAIRES INTERNATIONALES

Ce programme vise à assurer le prolongement international des responsabilités constitutionnelles et politiques du gouvernement.

	Élément 1	Élément 2	
	Relations inter-nationales	Coopération inter-nationales	Total
Crédits et dépenses par éléments			
Crédits	\$ 8 158 900	\$ 15 425 900	\$ 23 584 800
Additions et modifications:			
Crédits supplémentaires	600 000	1 850 000	2 450 000
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	17 600	29 500	47 100
Autres	450 000	(450 000)	
Crédits autorisés	9 226 500	16 855 400	26 081 900
Dépenses	8 652 404	15 783 389	24 435 793
Crédits non utilisés	\$ 574 096	\$ 1 072 011	\$ 1 646 107

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 3 599 945	\$ 2 503 393	\$ 6 103 338
2—Autres rémunérations	113 777	250 057	363 834
3—Communications	1 623 120	3 195 954	4 819 074
4—Services	2 021 313	3 568 091	5 589 404
5—Entretien	24 817	12 415	37 232
6—Loyers	163 084	73 717	236 801
7—Fournitures	271 544	166 317	437 861
11—Autres dépenses	10 433		10 433
	7 828 033	9 769 944	17 597 977
Capital			
8—Équipement	54 831	6 831	61 662
Transfert			
10—Transfert	769 540	6 006 614	6 776 154
	\$ 8 652 404	\$ 15 783 389	\$ 24 435 793

AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

DÉTAIL DU PROGRAMME 3

OFFICE FRANCO-QUÉBÉCOIS POUR LA JEUNESSE

Ce programme vise le rapprochement de deux communautés francophones en permettant aux jeunes de les mieux connaître par le moyen de voyages-échanges.

	Élément 1	Élément 2	
	Recrutement et prépa- ration des stagiaires québécois	Préparation du stage accueil et encadre- ment des stagiaires français	Total
Crédits et dépenses par éléments			
Crédits autorisés	\$ 603 400	\$ 663 600	\$ 1 267 000
Dépenses	<u>\$ 603 400</u>	<u>\$ 663 600</u>	<u>\$ 1 267 000</u>
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Transfert			
10—Transfert	<u>\$ 603 400</u>	<u>\$ 663 600</u>	<u>\$ 1 267 000</u>

DÉTAIL DU PROGRAMME 4

GESTION INTERNE ET SOUTIEN

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
Crédits et dépenses par éléments	Direction	Soutien administratif	Service du protocole	Total
Crédits	\$ 1 156 700	\$ 1 631 600	\$ 473 400	\$ 3 261 700
Additions et modifications:				
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	8 700	15 000	42 600	66 300
Aux ministères suivants				
Affaires culturelles	(33 500)			(33 500)
Éducation	(34 200)			(34 200)
Transports	(14 700)			(14 700)
Des ministères suivants				
Affaires culturelles			12 200	12 200
Affaires sociales	20 000			20 000
Conseil exécutif	37 600			37 600
Travaux publics et Approvisionnement			4 000	4 000
Crédits autorisés	1 140 600	1 646 600	532 200	3 319 400
Dépenses	1 057 364	1 500 757	492 464	3 050 585
Crédits non utilisés	\$ 83 236	\$ 145 843	\$ 39 736	\$ 268 815

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement				
1—Traitements	\$ 962 508	\$ 1 060 970	\$ 236 641	\$ 2 260 119
2—Autres rémunérations	20 084	67 288	7 789	95 161
3—Communications	47 493	150 375	20 002	217 870
4—Services	9 671	111 164	133 836	254 671
5—Entretien	2 282	40	18 898	21 220
6—Loyers	50	78 033	14 133	92 216
7—Fournitures	9 132	27 557	34 179	70 868
11—Autres dépenses			1 071	1 071
	1 051 220	1 495 427	466 549	3 013 196
Capital				
8—Équipement	6 144	5 330	25 915	37 389
	\$ 1 057 364	\$ 1 500 757	\$ 492 464	\$ 3 050 585

AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALESSOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPER-
CATÉGORIES ET CATÉGORIES

	Fonctionnement	Capital	Transfert	Total
1—Traitements	\$ 9 137 801			\$ 9 137 801
2—Autres rémunérations	509 707			509 707
3—Communications	5 119 176			5 119 176
4—Services	6 038 179			6 038 179
5—Entretien	58 452			58 452
6—Loyers	333 005			333 005
7—Fournitures	519 789			519 789
8—Équipement		\$ 103 649		103 649
10—Transfert			\$ 8 318 690	8 318 690
11—Autres dépenses	11 504			11 504
	<u>\$ 21 727 613</u>	<u>\$ 103 649</u>	<u>\$ 8 318 690</u>	<u>\$ 30 149 952</u>

AFFAIRES MUNICIPALES

REVENUS

	<u>1977-1978</u>	<u>1976-1977</u>
Droits et permis		
Autres droits et permis		
Études de dossiers	\$ 75	
Prêts de la Société d'habitation du Québec		\$ 1 070 828
	<u>75</u>	<u>1 070 828</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	35	14 876
Photocopies de documents	210	569
Location de terrains et bâtisses	2	
Équipement usagé	22	445
Location d'espaces de stationnement	2 230	2 390
Coopératives d'habitation	678 214	661 391
Formation des évaluateurs fonciers	10 960	
Aide technique	69 567	33 926
	<u>761 240</u>	<u>713 597</u>
Intérêts		
Prêts	<u>2 290 183</u>	<u>2 436 132</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	1 469 644	729 153
Dépenses sous forme d'indemnités	321	
	<u>1 469 965</u>	<u>729 153</u>
Revenus autonomes	<u>4 521 463</u>	<u>4 949 710</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Programmes à frais partagés		
Recherche sur le logement et urbanisme	50 000	50 000
Rénovation urbaine	6 127 479	2 121 001
Déficits d'exploitation de logements municipaux	19 496 945	18 749 907
	<u>25 674 424</u>	<u>20 920 908</u>
	<u>\$ 30 195 887</u>	<u>\$ 25 870 618</u>

DÉPENSES PAR SECTEURS ET PROGRAMMES

	Crédits autorisés	Dépenses	
		1977-1978	1976-1977
Secteur: Gestion municipale			
1—Aide à la planification et à la restructuration municipale	\$ 5 281 500	\$ 4 972 356	\$ 4 101 084
2—Aide et surveillance administratives et financières	99 472 500	93 977 914	100 946 905
3—Gestion interne et soutien	6 500 600	5 713 990	5 561 660
Secteur: Statistiques, planification et coordination			
4—Aide financière à la Société d'aména- gement de l'Outaouais	5 000 000	4 000 000	3 000 000
Secteur: Sécurité publique			
5—Sécurité-incendie	4 891 500	4 411 436	3 609 310
Secteur: Habitation			
6—Aide à l'amélioration de l'habitation	20 478 100	10 208 729	6 472 016
7—Aide à la réalisation et à l'acquisition de logements	15 738 600	7 628 852	8 235 447
8—Administration des hypothèques et des propriétés et aide financière à l'exploitation des logements municipaux	43 520 500	42 122 946	32 770 754
9—Gestion interne du secteur habitation	1 763 400	1 681 892	1 225 329
10—Conciliation entre locataires et propriétaires	5 564 700	5 445 136	3 543 653
Secteur: Eau			
11—Aide financière à la construction de réseaux d'aqueducs et d'égouts	48 215 900	30 465 428	25 386 764
	<u>\$ 256 427 300</u>	<u>\$ 210 628 679</u>	<u>\$ 194 852 922</u>

AFFAIRES MUNICIPALES

DÉPENSES PAR SECTEURS ET PROGRAMMES (suite)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		1977-1978	1976-1977
Crédits votés	\$ 194 379 600	\$ 149 353 274	
Crédits statutaires	62 047 700	61 275 405	
	256 427 300	210 628 679	
Crédits non utilisés			
Votés	(45 026 326)		
Statutaires	(987 680)		
Dépassements aux crédits statutaires	215 385		
	<u>\$ 210 628 679</u>	<u>\$ 210 628 679</u>	

DÉTAIL DU PROGRAMME 1

AIDE À LA PLANIFICATION ET À LA RESTRUCTURATION MUNICIPALE

Ce programme vise à aider les municipalités à planifier leur développement par une aide à la réalisation de projets de restructuration, de schémas d'aménagement et d'urbanisme.

	Élément 1	Élément 2	
	Aide à la restructuration municipale	Aide à la préparation de plans d'urbanisme et d'aménagement	Total
Crédits et dépenses par éléments			
Crédits	\$ 2 518 400	\$ 1 650 400	\$ 4 168 800
Additions et modifications:			
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	4 300	15 400	19 700
De la provision du programme 4 du ministère du Conseil exécutif		1 093 000	1 093 000
Autres	(90 000)	90 000	
Crédits autorisés	2 432 700	2 848 800	5 281 500
Dépenses	2 378 213	2 594 143	4 972 356
Crédits non utilisés	\$ 54 487	\$ 254 657	\$ 309 144

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 304 939	\$ 1 005 246	\$ 1 310 185
2—Autres rémunérations	3 522	204 927	208 449
3—Communications	9 113	56 589	65 702
4—Services	18 818	90 148	108 966
5—Entretien		271	271
6—Loyers	10 258	4 961	15 219
7—Fournitures	610	11 915	12 525
8—Équipement	30	482	512
	347 290	1 374 539	1 721 829
Transfert			
10—Transfert	2 030 923	1 219 604	3 250 527
	\$ 2 378 213	\$ 2 594 143	\$ 4 972 356

AFFAIRES MUNICIPALES

DÉTAIL DU PROGRAMME 2

AIDE ET SURVEILLANCE ADMINISTRATIVES
ET FINANCIÈRES

Ce programme vise à fournir aux municipalités l'assistance technique et à exercer la surveillance requise en matière de gestion et d'évaluation foncière ainsi qu'à alléger leur fardeau fiscal.

	Élément 1	Élément 2	Élément 3
Crédits et dépenses par éléments	Aide à la gestion municipale	Surveillance de la gestion municipale	Évaluation foncière
Crédits	\$ 432 900	\$ 2 744 600	\$ 4 508 500
Additions et modifications:			
Crédits supplémentaires			
Virements			
Du Fonds de suppléance du			
ministère des Finances	4 800	32 500	9 300
Au ministère de la Fonction publique			(3 800)
Autres			(1 186 600)
* Crédits autorisés	437 700	2 777 100	3 327 400
* Dépenses	287 490	2 578 897	1 544 318
Crédits non utilisés	\$ 150 210	\$ 198 203	\$ 1 783 082
Dépassements aux crédits statutaires			
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 230 921	\$ 2 234 702	\$ 762 984
2—Autres rémunérations	17 868	50 517	20 169
3—Communications	18 799	202 918	218 685
4—Services	11 328	46 996	294 027
5—Entretien	29	648	509
6—Loyers	3 464	11 698	18 438
7—Fournitures	4 112	26 918	20 351
8—Équipement	969		
	287 490	2 574 397	1 335 163
Capital			
8—Équipement		4 500	20 545
Transfert			
10—Transfert			188 610
Statutaires			188 610
	\$ 287 490	\$ 2 578 897	\$ 1 544 318

* Y compris à l'élément 5, une prévision statutaire de \$ 55 477 700 alors que la dépense s'est établie à \$ 55 693 085 pour l'exécution de la Loi sur les subventions aux municipalités de 10 000 habitants ou plus, 1977, c. 54.

Élément 4	Élément 5	Élément 6	
Compensation en guise d'impôt foncier municipal	Aide finan- cière aux municipalités	Aide finan- cière aux communautés urbaines	Total
\$ 9 870 000	\$ 61 915 800	\$ 17 093 900	\$ 96 565 700
	2 864 000		2 864 000
			46 600 (3 800)
1 186 600			
11 056 600	64 779 800	17 093 900	99 472 500
10 698 831	62 568 378	16 300 000	93 977 914
\$ 357 769	\$ 2 426 807	\$ 793 900	\$ 5 709 971
	\$ (215 385)		\$ (215 385)
			\$ 3 228 607
			88 554
			440 402
			352 351
			1 186
			33 600
			51 381
			969
			4 197 050
			25 045
\$ 10 698 831	\$ 6 875 293	\$16 300 000	34 062 734
	55 693 085		55 693 085
10 698 831	62 568 378	16 300 000	89 755 819
\$ 10 698 831	\$ 62 568 378	\$ 16 300 000	\$ 93 977 914

AFFAIRES MUNICIPALES

DÉTAIL DU PROGRAMME 3

GESTION INTERNE ET SOUTIEN

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
	Direction et gestion interne du ministère	Services quasi-judi- ciaires en gestion municipale	Services quasi-judi- ciaires en évaluation foncière	Total
Crédits et dépenses par éléments				
Crédits	\$ 3 498 700	\$ 940 000	\$ 2 004 500	\$ 6 443 200
Additions et modifications:				
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	33 400	3 700	10 400	47 500
Au ministère de l'Industrie et Commerce	(5 500)			(5 500)
De la Société d'habitation du Québec (prog. 9)	15 400			15 400
Autres	(11 500)	11 500		
Crédits autorisés	3 530 500	955 200	2 014 900	6 500 600
Dépenses	2 971 228	904 329	1 838 433	5 713 990
Crédits non utilisés	\$ 559 272	\$ 50 871	\$ 176 467	\$ 786 610
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES				
Fonctionnement				
1—Traitements	\$ 2 238 775	\$ 809 937	\$ 1 652 483	\$ 4 701 195
2—Autres rémunérations	74 202	13 870	44 869	132 941
3—Communications	236 010	45 930	81 213	363 153
4—Services	82 213	26 661	5 390	114 264
5—Entretien	9 779		851	10 630
6—Loyers	45 096	5 385	29 855	80 336
7—Fournitures	75 505	2 546	21 221	99 272
11—Autres dépenses	22 316			22 316
	2 783 896	904 329	1 835 882	5 524 107
Capital				
8—Équipement	37 163		2 551	39 714
Transfert				
10—Transfert	150 169			150 169
	\$ 2 971 228	\$ 904 329	\$ 1 838 433	\$ 5 713 990

DÉTAIL DU PROGRAMME 4

**AIDE FINANCIÈRE À LA SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT
DE L'OUTAOUAIS**

Ce programme vise à favoriser l'essor économique de la région de l'Outaouais par la réalisation de projets d'équipement industriel, commercial, récréatif et touristique.

Crédits et dépenses	Montant
Crédits autorisés	\$ 5 000 000
Dépenses	<u>4 000 000</u>
Crédits non utilisés	<u><u>\$ 1 000 000</u></u>
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES	
Transfert	
10—Transfert	<u><u>\$ 4 000 000</u></u>

AFFAIRES MUNICIPALES

DÉTAIL DU PROGRAMME 5

SÉCURITÉ-INCENDIE

Ce programme vise à prévenir et à réduire, par l'assistance technique et financière, les pertes de vie et de biens causées par le feu.

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
Crédits et dépenses par éléments	Prévention	Aide aux municipalités	Gestion interne	Total
Crédits	\$ 452 500	\$ 4 251 400	\$ 172 900	\$ 4 876 800
Additions et modifications:				
Virements				
Du Fonds de suppléance du				
ministère des Finances	4 800	8 700	1 200	14 700
Crédits autorisés	457 300	4 260 100	174 100	4 891 500
Dépenses	426 680	3 817 174	167 582	4 411 436
Crédits non utilisés	\$ 30 620	\$ 442 926	\$ 6 518	\$ 480 064

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement				
1—Traitements	\$ 238 591	\$ 545 643	\$ 140 677	\$ 924 911
2—Autres rémunérations		1 053		1 053
3—Communications	14 321	100 376	2 376	117 073
4—Services	159 768	38 080	70	197 918
5—Entretien		10 145		10 145
6—Loyers			5 786	5 786
7—Fournitures	14 000	28 492	18 673	61 165
11—Autres dépenses		3 464		3 464
	426 680	727 253	167 582	1 321 515
Capital				
8—Équipement		9 210		9 210
Transfert				
10—Transfert		3 080 711		3 080 711
	\$ 426 680	\$ 3 817 174	\$ 167 582	\$ 4 411 436

DÉTAIL DU PROGRAMME 6

AIDE À L'AMÉLIORATION DE L'HABITATION

Ce programme vise à permettre aux municipalités d'améliorer la qualité de l'habitation et des équipements complémentaires, de même qu'à aider financièrement les propriétaires intéressés à restaurer leurs immeubles résidentiels.

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Aide à la mise en oeuvre des projets de rénovation	Aide financière pour la restauration, la démolition et la reconstruction d'immeubles résidentiels	Total
Crédits	\$ 9 920 500	\$ 10 500 000	\$ 20 420 500
Additions et modifications:			
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	9 600		9 600
De la provision du programme 4 du ministère du Conseil exécutif	48 000		48 000
Crédits autorisés	9 978 100	10 500 000	20 478 100
Dépenses	7 585 216	2 623 513	10 208 729
Crédits non utilisés	\$ 2 392 884	\$ 7 876 487	\$ 10 269 371
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 604 179	\$ 25 226	\$ 629 405
2—Autres rémunérations	42 570	76 132	118 702
3—Communications	39 332	13 806	53 138
4—Services	18 648	10 150	28 798
7—Fournitures		3 055	3 055
11—Autres dépenses	51 744		51 744
	756 473	128 369	884 842
Capital			
8—Équipement	1 861	3 870	5 731
Transfert			
10—Transfert	6 826 882	2 491 274	9 318 156
	\$ 7 585 216	\$ 2 623 513	\$ 10 208 729

AFFAIRES MUNICIPALES

DÉTAIL DU PROGRAMME 7

AIDE À LA RÉALISATION ET À
L'ACQUISITION DE LOGEMENTS

Ce programme vise à réaliser des logements convenables pour les familles ou individus à revenu insuffisant et à rendre accessible à un nombre accru de familles la propriété de leur logement.

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Analyse et négociation des projets des municipalités et des organismes sans but lucratif	Aide financière pour faciliter l'accès à la propriété	Total
Crédits	\$ 1 997 700	\$ 13 693 600	\$ 15 691 300
Additions et modifications:			
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	34 100	2 000	36 100
Du ministère des Finances	11 200		11 200
* Crédits autorisés	2 043 000	13 695 600	15 738 600
* Dépenses	1 936 892	5 691 960	7 628 852
Crédits non utilisés	\$ 106 108	\$ 8 003 640	\$ 8 109 748
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 1 738 996	\$ 108 500	\$ 1 847 496
2—Autres rémunérations	104 967		104 967
3—Communications	65 119	1 140	66 259
4—Services	1 500		1 500
6—Loyers	12 162		12 162
11—Autres dépenses	10 000		10 000
	1 932 744	109 640	2 042 384
Capital			
8—Équipement	4 148		4 148
Transfert			
10—Transfert Statutaires		5 582 320	5 582 320
	\$ 1 936 892	\$ 5 691 960	\$ 7 628 852

* Y compris à l'élément 2, une prévision statutaire de \$ 6 570 000 alors que la dépense s'est établie à \$ 5 582 320 pour l'exécution de la Loi de l'habitation familiale, S.R., c. 110 et modifications.

DÉTAIL DU PROGRAMME 8

ADMINISTRATION DES HYPOTHÈQUES ET DES PROPRIÉTÉS ET AIDE FINANCIÈRE À L'EXPLOITATION DES LOGEMENTS MUNICIPAUX

Ce programme vise à aider financièrement les municipalités dans l'exploitation des logements sociaux et à s'assurer du remboursement des prêts de la Société d'habitation du Québec.

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Administra- tion des hypothèques et des propriétés	Financement des déficits d'exploita- tion des logements municipaux	Total
Crédits	\$ 1 394 800	\$ 40 000 000	\$ 41 394 800
Additions et modifications:			
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	25 700	2 100 000	2 125 700
Autres	1 700 000	(1 700 000)	
Crédits autorisés	3 120 500	40 400 000	43 520 500
Dépenses	2 994 537	39 128 409	42 122 946
Crédits non utilisés	\$ 125 963	\$ 1 271 591	\$ 1 397 554

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 1 127 101		\$ 1 127 101
2—Autres rémunérations	17 095		17 095
3—Communications	68 567		68 567
4—Services	102 784		102 784
6—Loyers	1 679		1 679
7—Fournitures	7 767		7 767
11—Autres dépenses	1 662 417		1 662 417
	2 987 410		2 987 410
Capital			
8—Équipement	7 127		7 127
Transfert			
10—Transfert		\$ 39 128 409	39 128 409
	\$ 2 994 537	\$ 39 128 409	\$ 42 122 946

AFFAIRES MUNICIPALES

DÉTAIL DU PROGRAMME 9

GESTION INTERNE DU SECTEUR HABITATION

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du secteur.

	Élément 1	Élément 2	
	Direction et soutien administratif du secteur	Recherches et normes	Total
Crédits et dépenses par éléments			
Crédits	\$ 1 396 400	\$ 354 500	\$ 1 750 900
Additions et modifications:			
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	13 300	2 700	16 000
Aux ministères suivants			
Affaires municipales	(15 400)		(15 400)
Fonction publique	(7 600)		(7 600)
Richesses naturelles	(1 300)		(1 300)
Des Services de protection de l'environnement	20 800		20 800
Autres	70 000	(70 000)	
Crédits autorisés	<u>1 476 200</u>	<u>287 200</u>	<u>1 763 400</u>
Dépenses	<u>1 422 752</u>	<u>259 140</u>	<u>1 681 892</u>
Crédits non utilisés	<u>\$ 53 448</u>	<u>\$ 28 060</u>	<u>\$ 81 508</u>

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 1 088 794	\$ 199 649	\$ 1 288 443
2—Autres rémunérations	46 727	3 316	50 043
3—Communications	53 517	10 873	64 390
4—Services	51 506	45 302	96 808
5—Entretien	1 834		1 834
6—Loyers	23 792		23 792
7—Fournitures	49 760		49 760
11—Autres dépenses	9 468		9 468
	<u>1 325 398</u>	<u>259 140</u>	<u>1 584 538</u>
Capital			
8—Équipement	<u>11 508</u>		<u>11 508</u>
Transfert			
10—Transfert	<u>85 846</u>		<u>85 846</u>
	<u>\$ 1 422 752</u>	<u>\$ 259 140</u>	<u>\$ 1 681 892</u>

DÉTAIL DU PROGRAMME 10

**CONCILIATION ENTRE LOCATAIRES
ET PROPRIÉTAIRES**

Ce programme vise à concilier les relations entre locataires et propriétaires, et à régler leurs conflits.

Crédits et dépenses	Montant
Crédits	\$ 5 189 400
Additions et modifications:	
Virements	
Du Fonds de suppléance du	
ministère des Finances	361 900
Du ministère de la Justice	13 400
Crédits autorisés	<u>5 564 700</u>
Dépenses	<u>5 445 136</u>
Crédits non utilisés	<u><u>\$ 119 564</u></u>

**DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES
ET CATÉGORIES**

Fonctionnement	
1—Traitements	\$ 3 300 331
2—Autres rémunérations	393 440
3—Communications	137 914
4—Services	1 376 378
5—Entretien	1 220
6—Loyers	44 164
7—Fournitures	183 914
11—Autres dépenses	165
	<u>5 437 526</u>
Capital	
8—Équipement	<u>7 610</u>
	<u><u>\$ 5 445 136</u></u>

AFFAIRES MUNICIPALES**DÉTAIL DU PROGRAMME 11****AIDE FINANCIÈRE À LA CONSTRUCTION DE RÉSEAUX
D'AQUEDUCS ET D'ÉGOUTS**

Ce programme vise à faciliter la construction de réseaux d'aqueducs et d'égouts dans les municipalités, à capacité financière insuffisante.

Crédits et dépenses	Montant
Crédits	\$ 48 215 900
Crédits autorisés	48 215 900
Dépenses	30 465 428
Crédits non utilisés	\$ 17 750 472

**DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES
ET CATÉGORIES****Transfert**

10—Transfert	\$ 30 465 428
--------------	---------------

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPER-
CATÉGORIES ET CATÉGORIES

	Fonctionnement	Capital	Transfert	Total
1—Traitements	\$ 18 357 674			\$ 18 357 674
2—Autres rémunérations	1 115 244			1 115 244
3—Communications	1 376 598			1 376 598
4—Services	2 379 767			2 379 767
5—Entretien	25 286			25 286
6—Loyers	216 738			216 738
7—Fournitures	468 839			468 839
8—Équipement	1 481	\$ 110 093		111 574
10—Transfert			\$ 184 817 385	184 817 385
11—Autres dépenses	1 759 574			1 759 574
	<u>\$ 25 701 201</u>	<u>\$ 110 093</u>	<u>\$ 184 817 385</u>	<u>\$ 210 628 679</u>

AFFAIRES SOCIALES

REVENUS

	<u>1977-1978</u>	<u>1976-1977</u>
Droit et permis		
Autres droits et permis		
Hôpitaux privés et autres institutions	\$ 120 275	\$ 162 725
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	104 641	88 329
Matériel et fournitures	5 118	4 550
Terrains et bâtisses	1	61 011
Statistiques démographiques	11 867	25 423
Certificats de naissance, mariage et décès	135 822	122 225
Location de terrains et bâtisses	11 845	4 865
Location de services de personnel		42 027
Service communautaire hospitalier de Québec	258 980	258 980
Aide sociale — R.R.Q.	17 978 686	10 546 410
Aide sociale — R.A.M.Q.	1 283 415	923 049
Aide sociale — pension alimentaire	420 886	130 708
Placements des enfants mésadaptés	(6 773)	(75 343)
Placements d'enfants — R.R.Q.		13 633
Soins généraux	467 452	688 256
Soins des maladies physiques	31 604 720	31 575 107
Soins des maladies mentales	6 721 398	21 198 840
Soins aux convalescents		(687)
Tierces responsabilités-internes	7 316 206	8 467 845
Tierces responsabilités-externes	268 887	187 334
Assurance-hospitalisation — étrangers	40 126	14 923
Patients payants et curatelle publique	(995 504)	(1 739)
Placements d'étudiants	50	
	<u>65 627 823</u>	<u>74 275 746</u>
Intérêts		
Comptes de banque	6 854	
Comptes à recevoir	<u>1 430 849</u>	
	<u>1 437 703</u>	

REVENUS

	<u>1977-1978</u>	<u>1976-1977</u>
Recouvrements		
Subventions d'années antérieures pour la recherche	24 378	132 800
Subventions d'années antérieures pour le fonctionnement du réseau des Affaires sociales	448 940	1 285 485
Aide sociale	15 743 553	12 656 357
Dépenses sous forme d'indemnités	6 972	3 662
Autres dépenses	<u>4 004 808</u>	<u>1 009 533</u>
	<u>20 228 651</u>	<u>15 087 837</u>
	<u>87 294 177</u>	<u>89 363 583</u>
Revenus autonomes	<u>87 414 452</u>	<u>89 526 308</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Programmes à frais partagés		
Développement des services consultatifs		300 150
Caisse d'aide à la santé	8 362 898	3 871 787
Placement d'enfants indiens		(12 343)
Formation professionnelle	634 852	627 183
Adaptation au travail	<u>3 298 520</u>	<u>1 310 392</u>
	<u>12 296 270</u>	<u>6 097 169</u>
	<u>\$ 99 710 722</u>	<u>\$ 95 623 477</u>

AFFAIRES SOCIALES

DÉPENSES PAR SECTEURS ET PROGRAMMES

	Crédits autorisés	Dépenses	
		1977-1978	1976-1977
Secteur: Régimes de compensation du revenu			
1—Soutien du revenu familial	\$ 152 845 500	\$ 151 096 897	\$ 115 465 786
2—Aide sociale	749 804 618	737 018 796	650 561 392
3—Assistance-maladie	33 342 800	33 082 038	31 207 567
Secteur: Prévention et amélioration			
4—Services communautaires	210 062 700	210 720 726	184 277 283
5—Services en milieu scolaire	14 691 000	14 676 005	14 112 861
6—Soutien aux organismes volontaires	1 549 800	1 544 001	1 463 480
Secteur: Réadaptation sociale			
7—Consultation psycho-sociale	99 897 000	101 115 764	94 371 899
8—Réadaptation de l'enfance et des adultes	285 030 700	287 463 633	227 458 051
9—Protection et hébergement	265 386 300	259 568 360	220 766 000
10—Équipement des services sociaux	53 877 100	50 191 188	34 390 328
Secteur: Recouvrement de la santé			
11—Soins spécialisés et ultra-spécialisés	1 464 789 990	1 459 369 260	1 472 839 342
12—Soins prolongés	308 724 400	308 716 403	260 589 770
13—Équipement des services de santé	115 200 200	114 159 128	97 010 829
Secteur: Administration et services			
14—Recherche	11 744 900	11 378 869	7 757 123
15—Développement de moyens d'intervention	10 087 400	6 088 428	5 552 591
16—Direction et gestion du ministère	55 312 680	46 858 814	44 170 909
Secteur: Régimes de compensation du revenu			
17—Contribution à l'impôt foncier scolaire	22 517 000	17 632 051	11 881 629
Secteur: Recouvrement de la santé			
18—Contribution au financement du régime d'assurance-maladie	60 000 000	40 000 000	
	<u>\$ 3 914 864 088</u>	<u>\$ 3 850 680 361</u>	<u>\$ 3 473 876 840</u>

	Crédits autorisés	Dépenses	
		1977-1978	1976-1977
Crédits votés	\$ 3 267 205 088	\$ 3 200 491 695	
Crédits statutaires	647 659 000	650 188 666	
	3 914 864 088	3 850 680 361	
Crédits non utilisés			
Votés	(66 713 393)		
Statutaires	(12 501 048)		
Dépassements aux crédits statutaires	15 030 714		
	<u>\$ 3 850 680 361</u>	<u>\$ 3 850 680 361</u>	

* Y compris \$ 128 282 771 pour les engagements du gouvernement du Québec dans le cadre du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics.

AFFAIRES SOCIALES

DÉTAIL DU PROGRAMME 1

SOUTIEN DU REVENU FAMILIAL

Ce programme vise à compenser une partie des charges familiales.

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Allocations familiales	Administration	Total
Crédits	\$ 113 289 500	\$ 4 918 900	\$ 118 208 400
Additions et modifications:			
Crédits supplémentaires	33 280 700	1 356 400	34 637 100
* Crédits autorisés	146 570 200	6 275 300	152 845 500
* Dépenses	144 953 634	6 143 263	151 096 897
Crédits non utilisés	\$ 1 616 566	\$ 132 037	\$ 1 748 603

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement

4—Services

\$ 6 143 263

\$ 6 143 263

Transfert

10—Transfert
Statutaires

\$ 144 953 634

144 953 634

\$ 144 953 634

\$ 6 143 263

\$ 151 096 897

* Y compris à l'élément 1, une prévision statutaire de \$ 146 570 200 alors que la dépense s'est établie à \$ 144 953 634 concernant le Régime des allocations familiales du Québec, 1973, c. 36 et modifications.

DÉTAIL DU PROGRAMME 2

AIDE SOCIALE

Ce programme vise à assurer à tout ménage un revenu fondé sur la différence entre ses ressources et ses besoins essentiels.

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
Crédits et dépenses par éléments	Aide aux ménages privés de moyens de subsistance	Aide préventive	Administration	Total
Crédits	\$ 633 020 000	\$ 19 560 000	\$ 35 493 800	\$ 688 073 800
Additions et modifications:				
Crédits supplémentaires	59 000 000	1 700 000	627 000	61 327 000
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances			403 818	403 818
Autres	7 900 000	(7 900 000)		
Crédits autorisés	699 920 000	13 360 000	36 524 618	749 804 618
Dépenses	687 722 880	13 194 788	36 101 128	737 018 796
Crédits non utilisés	\$ 12 197 120	\$ 165 212	\$ 423 490	\$ 12 785 822

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES**Fonctionnement**

1—Traitements			\$ 24 219 054	\$ 24 219 054
2—Autres rémunérations			518 755	518 755
3—Communications			1 390 376	1 390 376
4—Services			1 412	1 412
7—Fournitures			16 561	16 561
			<u>26 146 158</u>	<u>26 146 158</u>

Transfert

10—Transfert	\$ 687 722 880	\$ 13 194 788	9 954 970	710 872 638
	<u>\$ 687 722 880</u>	<u>\$ 13 194 788</u>	<u>\$ 36 101 128</u>	<u>\$ 737 018 796</u>

AFFAIRES SOCIALES

DÉTAIL DU PROGRAMME 3

ASSISTANCE-MALADIE

Ce programme vise à défrayer le coût de médicaments et de services dentaires et optométriques requis par les bénéficiaires de l'aide sociale.

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
	Prestations de médicaments et d'appareils médicaux	Prestations de services	Administration	Total
Crédits et dépenses par éléments				
Crédits	\$ 25 745 300	\$ 3 079 300	\$ 3 601 400	\$ 32 426 000
Additions et modifications:				
Crédits supplémentaires		916 800		916 800
Virements				
Autres	3 000	297 000	(300 000)	
Crédits autorisés	25 748 300	4 293 100	3 301 400	33 342 800
Dépenses	25 714 485	4 219 542	3 148 011	33 082 038
Crédits non utilisés	\$ 33 815	\$ 73 558	\$ 153 389	\$ 260 762
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES				
Fonctionnement				
3—Communications		\$ 786 785		\$ 786 785
4—Services			\$ 3 148 011	3 148 011
		786 785	3 148 011	3 934 796
Transfert				
10—Transfert	\$ 25 714 485	3 432 757		29 147 242
	\$ 25 714 485	\$ 4 219 542	\$ 3 148 011	\$ 33 082 038

DÉTAIL DU PROGRAMME 4

SERVICES COMMUNAUTAIRES

Ce programme vise à assurer aux individus, aux groupes et aux communautés locales l'accessibilité à des services de santé et des services sociaux de base.

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Soins généraux	Soins à domicile	Total
Crédits	\$ 179 739 500	\$ 28 356 900	\$ 208 096 400
Additions et modifications:			
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	1 698 000	268 300	1 966 300
Autres	574 000	(574 000)	
* Crédits autorisés	182 011 500	28 051 200	210 062 700
* Dépenses	182 812 327	27 908 399	210 720 726
Crédits non utilisés	\$ 846 890	\$ 222 954	\$ 1 069 844
Dépassements aux crédits statutaires	\$ (1 647 717)	\$ (80 153)	\$ (1 727 870)

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES**Fonctionnement**

1—Traitements	\$ 2 296 836		\$ 2 296 836
3—Communications	95 431		95 431
4—Services	34 894		34 894
5—Entretien	323		323
6—Loyers	568		568
7—Fournitures	87 870		87 870
	<u>2 515 922</u>		<u>2 515 922</u>

Transfert

10—Transfert	177 294 588	\$ 27 703 146	204 997 734
Statutaires	3 001 817	205 253	3 207 070
	<u>180 296 405</u>	<u>27 908 399</u>	<u>208 204 804</u>
	<u>\$ 182 812 327</u>	<u>\$ 27 908 399</u>	<u>\$ 210 720 726</u>

* Y compris à l'élément 1, une prévision statutaire de \$ 1 354 100 alors que la dépense s'est établie à \$ 3 001 817 et à l'élément 2 une prévision statutaire de \$ 125 100 alors que la dépense s'est établie à \$ 205 253 concernant le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, 1973, c. 12 et modifications.

AFFAIRES SOCIALES

DÉTAIL DU PROGRAMME 5

SERVICES EN MILIEU SCOLAIRE

Ce programme vise à promouvoir la santé et l'équilibre psycho-social de la jeunesse par la prévention et le dépistage en milieu scolaire.

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Services de santé en milieu scolaire	Services sociaux en milieu scolaire	Total
Crédits	\$ 8 017 300	\$ 6 513 400	\$ 14 530 700
Additions et modifications:			
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	84 100	76 200	160 300
Crédits autorisés	8 101 400	6 589 600	14 691 000
Dépenses	8 101 400	6 574 605	14 676 005
Crédits non utilisés		\$ 14 995	\$ 14 995
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Transfert			
10—Transfert	\$ 8 101 400	\$ 6 574 605	\$ 14 676 005

DÉTAIL DU PROGRAMME 6

SOUTIEN AUX ORGANISMES VOLONTAIRES

Ce programme vise à favoriser la participation de groupes volontaires dont les services contribuent à la réalisation des programmes de santé et de services sociaux.

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Soutien aux organismes de santé	Soutien aux organismes sociaux	Total
Crédits autorisés	\$ 993 400	\$ 556 400	\$ 1 549 800
Dépenses	988 531	555 470	1 544 001
Crédits non utilisés	<u>\$ 4 869</u>	<u>\$ 930</u>	<u>\$ 5 799</u>
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Transfert			
10—Transfert	<u>\$ 988 531</u>	<u>\$ 555 470</u>	<u>\$ 1 544 001</u>

AFFAIRES SOCIALES

DÉTAIL DU PROGRAMME 7

CONSULTATION PSYCHO-SOCIALE

Ce programme offre des services de consultation, de traitement et d'orientation visant à restaurer l'autonomie des personnes et des groupes.

Crédits et dépenses	Montant
Crédits	\$ 97 365 800
Additions et modifications:	
Virements	
Du Fonds de suppléance du	
ministère des Finances	2 553 100
Au ministère des Affaires	
culturelles	(21 900)
* Crédits autorisés	99 897 000
* Dépenses	101 115 764
Crédits non utilisés	\$ 55 519
Dépassements aux crédits statutaires	\$ (1 274 283)

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement	
1—Traitements	\$ 351 132
3—Communications	30 612
4—Services	17 300
	399 044
Transfert	
10—Transfert	93 738 137
Statutaires	6 978 583
	100 716 720
	\$ 101 115 764

* Y compris une prévision statutaire de \$ 5 704 300 alors que la dépense s'est établie à \$ 6 978 583 concernant le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, 1973, c. 12 et modifications.

DÉTAIL DU PROGRAMME 8

RÉADAPTATION DE L'ENFANCE ET DES ADULTES

Ce programme vise à promouvoir la réadaptation de certains enfants en leur fournissant en milieu interne des services adaptés à leurs besoins; Il vise également à permettre aux adultes inadaptés la pratique d'activités de nature à faciliter leur retour à une vie normale.

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	Élément 4	
Crédits et dépenses par éléments	Service aux enfants mésadaptés sociaux	Service aux enfants déficients mentaux	Service aux enfants handicapés moteurs ou sensoriels	Réadaptation des adultes	Total
Crédits	\$ 121 554 200	\$ 87 542 500	\$ 22 145 900	\$ 47 984 900	\$ 279 227 500
Additions et modifications:					
Crédits supplémentaires	689 600	400 000		2 000 000	3 089 600
Virements					
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	1 096 500	846 600	207 700	562 800	2 713 600
Autres		3 000 000	(3 000 000)		
* Crédits autorisés	123 340 300	91 789 100	19 353 600	50 547 700	285 030 700
* Dépenses	123 774 460	92 114 088	19 602 339	51 972 746	287 463 633
Crédits non utilisés	\$ 15 393	\$ 290	\$ 86 121	\$ 15 492	\$ 117 296
Dépassements aux crédits statutaires	\$ (449 553)	\$ (325 278)	\$ (334 860)	\$ (1 440 538)	\$ (2 550 229)

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES**Fonctionnement**
4—Services

\$ 127 507	\$ 127 507
------------	------------

Transfert10—Transfert
Statutaires

117 861 400	\$ 88 086 010	\$ 18 486 279	\$ 49 868 908	274 302 597
5 785 553	4 028 078	1 116 060	2 103 838	13 033 529
123 646 953	92 114 088	19 602 339	51 972 746	287 336 126
\$ 123 774 460	\$ 92 114 088	\$ 19 602 339	\$ 51 972 746	\$ 287 463 633

* Y compris à l'élément 1, une prévision statutaire de \$ 5 336 000, alors que la dépense s'est établie à \$ 5 785 553, à l'élément 2, une prévision statutaire de \$ 3 702 800, alors que la dépense s'est établie à \$ 4 028 078, à l'élément 3, une prévision statutaire de \$ 781 200, alors que la dépense s'est établie à \$ 1 116 060, à l'élément 4, une prévision statutaire de \$ 663 300, alors que la dépense s'est établie à \$ 2 103 838 concernant le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics 1973, c. 12 et modifications.

AFFAIRES SOCIALES

DÉTAIL DU PROGRAMME 9

PROTECTION ET HÉBERGEMENT

Ce programme vise à procurer un milieu de vie aussi normal que possible aux personnes qui en seraient privées.

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Protection de l'enfance	Hébergement des adultes et personnes âgées	Total
Crédits	\$ 42 274 000	\$ 216 256 200	\$ 258 530 200
Additions et modifications:			
Crédits supplémentaires	1 053 300	3 300 000	4 353 300
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances		2 502 800	2 502 800
* Crédits autorisés	43 327 300	222 059 000	265 386 300
* Dépenses	40 122 799	219 445 561	259 568 360
Crédits non utilisés	\$ 3 204 501	\$ 4 992 274	\$ 8 196 775
Dépassements aux crédits statutaires		\$ (2 378 835)	\$ (2 378 835)
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Fonctionnement			
4—Services	\$ 69 732	\$ 34 200	\$ 103 932
Transfert			
10—Transfert	39 937 612	207 917 226	247 854 838
Statutaires	115 455	11 494 135	11 609 590
	40 053 067	219 411 361	259 464 428
	\$ 40 122 799	\$ 219 445 561	\$ 259 568 360

* Y compris à l'élément 1, une prévision statutaire de \$ 1 053 300 alors que la dépense s'est établie à \$ 115 455, à l'élément 2, une prévision statutaire de \$ 9 115 300 alors que la dépense s'est établie à \$ 11 494 135 concernant le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, 1973, c. 12 et modifications.

DÉTAIL DU PROGRAMME 10

ÉQUIPEMENT DES SERVICES SOCIAUX

Ce programme vise à assurer le maintien et le développement de l'équipement nécessaire à la prestation des services sociaux.

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Acquisition, location, amélioration, et conservation de l'équipement	Service de la dette	Total
Crédits	\$ 24 517 200	\$ 19 859 900	\$ 44 377 100
Additions et modifications:			
Crédits supplémentaires	7 000 000		7 000 000
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	2 500 000		2 500 000
Crédits autorisés	34 017 200	19 859 900	53 877 100
Dépenses	33 304 376	16 886 812	50 191 188
Crédits non utilisés	\$ 712 824	\$ 2 973 088	\$ 3 685 912
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Transfert			
10—Transfert	\$ 33 304 376	\$ 16 886 812	\$ 50 191 188

AFFAIRES SOCIALES

DÉTAIL DU PROGRAMME 11

SOINS SPÉCIALISÉS ET ULTRA-SPÉCIALISÉS

Ce programme vise à rendre accessibles aux personnes malades les soins spécialisés et ultra-spécialisés que requiert leur état.

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
	Soins des maladies physiques	Soins des maladies mentales	Autres soins spécialisés et ultra- spécialisés	Total
Crédits et dépenses par éléments				
Crédits	\$ 1 158 232 400	\$ 101 993 000	\$ 171 267 900	\$ 1 431 493 300
Additions et modifications:				
Crédits supplémentaires	7 222 300	650 000	1 040 000	8 912 300
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	21 515 890	1 067 500	1 801 000	24 384 390
Autres	5 850 000	150 000	(6 000 000)	
* Crédits autorisés	1 192 820 590	103 860 500	168 108 900	1 464 789 990
* Dépenses	1 189 192 516	103 614 012	166 562 732	1 459 369 260
Crédits non utilisés	\$ 10 247 552	\$ 246 488	\$ 1 546 168	\$ 12 040 208
Dépassements aux crédits statutaires	\$ (6 619 478)			\$ (6 619 478)

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES
ET CATÉGORIES

Fonctionnement				
4—Services	\$ 416 045			\$ 416 045
Transfert				
10—Transfert	795 737 278	\$ 97 854 115	\$ 109 256 000	1 002 847 393
Statutaires	393 039 193	5 759 897	57 306 732	456 105 822
	1 188 776 471	103 614 012	166 562 732	1 458 953 215
	\$ 1 189 192 516	\$ 103 614 012	\$ 166 562 732	\$ 1 459 369 260

* Y compris à l'élément 1, une prévision statutaire de \$ 59 061 300 alors que la dépense s'est établie à \$ 65 680 778, à l'élément 2, une prévision statutaire de \$ 6 001 800 alors que la dépense s'est établie à \$ 5 759 897, à l'élément 3, une prévision statutaire de \$ 9 352 900 alors que la dépense s'est établie à \$ 7 850 905 concernant le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, 1973, c. 12 et modifications; y compris aussi à l'élément 1, une prévision statutaire de \$ 335 500 000 alors que la dépense s'est établie à \$ 327 358 415, et à l'élément 3, une prévision statutaire de \$ 49 500 000 alors que la dépense s'est établie à \$ 49 455 827 pour la Loi pourvoyant au financement des programmes de santé, 1976, c. 27 (voir note 6 à la page 5-7).

DÉTAIL DU PROGRAMME 12

SOINS PROLONGÉS

Ce programme vise à assurer aux convalescents et aux malades à long terme les soins prolongés que requiert leur état.

	Élément 1	Élément 2	
	Soins aux malades à long terme	Soins aux convalescents	Total
Crédits et dépenses par éléments			
Crédits	\$ 284 097 300	\$ 19 835 300	\$ 303 932 600
Additions et modifications:			
Crédits supplémentaires	1 331 800		1 331 800
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	3 239 200	220 800	3 460 000
Autres	500 000	(500 000)	
* Crédits autorisés	289 168 300	19 556 100	308 724 400
* Dépenses	288 869 959	19 846 444	308 716 403
Crédits non utilisés	\$ 376 217	\$ 20 035	\$ 396 252
Dépassements aux crédits statutaires	\$ (77 876)	\$ (310 379)	\$ (388 255)
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Transfert			
10—Transfert	\$ 275 951 883	\$ 18 948 465	\$ 294 900 348
Statutaires	12 918 076	897 979	13 816 055
	\$ 288 869 959	\$ 19 846 444	\$ 308 716 403

* Y compris à l'élément 1, une prévision statutaire de \$ 12 840 200 alors que la dépense s'est établie à \$ 12 918 076 et à l'élément 2, une prévision statutaire de \$ 587 600 alors que la dépense s'est établie à \$ 897 979 concernant le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, 1973, c. 12 et modifications.

AFFAIRES SOCIALES

DÉTAIL DU PROGRAMME 13

ÉQUIPEMENT DES SERVICES DE SANTÉ

Ce programme vise à assurer le maintien et le développement de l'équipement nécessaire à la prestation des services de santé.

	Élément 1	Élément 2	
	Acquisition, location, amélioration et conservation de l'équipement	Service de la dette	Total
Crédits et dépenses par éléments			
Crédits	\$ 23 475 700	\$ 77 521 200	\$ 100 996 900
Additions et modifications:			
Crédits supplémentaires	8 703 300		8 703 300
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	5 500 000		5 500 000
Crédits autorisés	37 679 000	77 521 200	115 200 200
Dépenses	36 648 234	77 510 894	114 159 128
Crédits non utilisés	\$ 1 030 766	\$ 10 306	\$ 1 041 072
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Transfert			
10—Transfert	\$ 36 648 234	\$ 77 510 894	\$ 114 159 128

DÉTAIL DU PROGRAMME 14

RECHERCHE

Ce programme vise à favoriser l'acquisition des connaissances nécessaires à la définition et à la mise en oeuvre des programmes d'intervention dans les domaines de la sécurité du revenu, de la santé et des services sociaux.

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Recherche dans le domaine de la santé	Recherche socio-économique	Total
Crédits	\$ 10 455 300	\$ 1 252 800	\$ 11 708 100
Additions et modifications:			
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	36 800		36 800
Autres	200 000	(200 000)	
Crédits autorisés	10 692 100	1 052 800	11 744 900
Dépenses	10 502 933	875 936	11 378 869
Crédits non utilisés	\$ 189 167	\$ 176 864	\$ 366 031
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Fonctionnement			
4—Services	\$ 22 361	\$ 31 374	\$ 53 735
Transfert			
10—Transfert	10 480 572	844 562	11 325 134
	\$ 10 502 933	\$ 875 936	\$ 11 378 869

AFFAIRES SOCIALES

DÉTAIL DU PROGRAMME 15

DÉVELOPPEMENT DE MOYENS D'INTERVENTION

Ce programme vise à permettre la participation de la population à la définition de ses besoins et l'expérimentation de moyens d'intervention dans les domaines de la sécurité du revenu, de la santé et des services sociaux.

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Démonstration	Participation	Total
Crédits	\$ 593 900	\$ 9 440 100	\$ 10 034 000
Additions et modifications:			
Virements			
Du Fonds de suppléance du			
ministère des Finances		53 400	53 400
* Crédits autorisés	593 900	9 493 500	10 087 400
* Dépenses	517 632	5 570 796	6 088 428
Crédits non utilisés	\$ 76 268	\$ 4 014 468	\$ 4 090 736
Dépassements aux crédits statutaires		\$ (91 764)	\$ (91 764)

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement			
2—Autres rémunérations		\$ 52 129	\$ 52 129
Statutaires		12 801	12 801
3—Communications		2 476	2 476
Statutaires		44 435	44 435
4—Services		39 191	39 191
Statutaires		80 582	80 582
7—Fournitures			
Statutaires		201	201
		231 815	231 815
Transfert			
10—Transfert	\$ 517 632	4 992 617	5 510 249
Statutaires		346 364	346 364
	517 632	5 338 981	5 856 613
	\$ 517 632	\$ 5 570 796	\$ 6 088 428

* Y compris à l'élément 2, une prévision statutaire de \$ 254 600 alors que la dépense s'est établie à \$ 346 364 concernant le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, 1973, c. 12 et modifications, aussi une prévision statutaire de \$ 155 000 alors que la dépense s'est établie à \$ 138 019 pour la Loi approuvant la Convention de la Baie James et du Nord québécois, 1976, c. 46 et modifications.

AFFAIRES SOCIALES

DÉTAIL DU PROGRAMME 16

DIRECTION ET GESTION DU MINISTÈRE

Ce programme vise à procurer au ministère les ressources et les services requis pour établir et mettre en oeuvre ses politiques en matière de sécurité du revenu, de santé et de services sociaux.

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	Élément 4
Crédits et dépenses par éléments	Direction et administration interne	Conseil des affaires sociales	Commission des affaires sociales	Agrément
Crédits	\$ 28 973 100	\$ 429 000	\$ 1 349 900	\$ 4 909 200
Additions et modifications:				
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	226 690	3 800	9 515	68 983
Aux ministères suivants				
Affaires culturelles	(8 600)			
Affaires intergouvernementales	(20 000)			
Communications	(238 900)			
Conseil exécutif	(27 400)			
Consommateurs, Coopératives et Institutions financières	(24 600)			
Finances	(22 400)			
Fonction publique	(35 300)			
Immigration				
Justice	(34 800)			
Richesses naturelles	(55 200)			
Terres et Forêts	(18 600)			
Travaux publics et				
Approvisionnement	(63 600)			
Services de protection de l'environnement	(2 800)			(27 300)
Des ministères suivants				
Conseil exécutif	2 340			
Richesses naturelles				
Autres	(276 200)	500	191 200	101 600
Crédits autorisés	28 373 730	433 300	1 550 615	5 052 483
Dépenses	24 115 735	377 317	1 332 006	4 569 137
Crédits non utilisés	\$ 4 257 995	\$ 55 983	\$ 218 609	\$ 483 346

Élément 5	Élément 6	Élément 7	Élément 8	Élément 9	
Planification	Program- mation	Financement	Relations profes- sionnelles	Équipement	Total
\$ 3 082 500	\$ 5 671 200	\$ 5 185 700	\$ 3 300 200	\$ 2 485 700	\$ 55 386 500
52 722	68 210	75 675	33 558	35 187	574 340
					(8 600)
					(20 000)
					(238 900)
					(27 400)
					(24 600)
					(22 400)
					(80 600)
					(10 700)
					(50 300)
					(55 200)
					(18 600)
					(63 600)
					(38 600)
					9 000
					2 340
24 100	66 500	(137 800)	12 100	18 000	
3 159 322	5 763 610	5 123 575	3 317 158	2 538 887	55 312 680
2 729 352	4 893 677	4 276 916	2 258 247	2 306 427	46 858 814
<u>\$ 429 970</u>	<u>\$ 869 933</u>	<u>\$ 846 659</u>	<u>\$ 1 058 911</u>	<u>\$ 232 460</u>	<u>\$ 8 453 866</u>

AFFAIRES SOCIALES

DÉTAIL DU PROGRAMME 16 (suite)

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	Élément 4
	Direction et administration interne	Conseil des affaires sociales	Commission des affaires sociales	Agrément
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES				
Fonctionnement				
1—Traitements	\$ 12 829 235	\$ 307 012	\$ 983 362	\$ 3 513 743
2—Autres rémunérations	321 986	1 972	163 552	50 156
3—Communications	1 688 679	9 654	106 581	164 682
4—Services	4 550 872	56 848	50 996	74 460
5—Entretien	91 181		196	191 332
6—Loyers	2 299 034		23 310	8 527
7—Fournitures	1 415 831	1 097	4 009	465 359
8—Équipement		734		
11—Autres dépenses	46 947			
	<u>23 243 765</u>	<u>377 317</u>	<u>1 332 006</u>	<u>4 468 259</u>
Capital				
8—Équipement	871 970			88 555
9—Immobilisations				12 323
	<u>871 970</u>			<u>100 878</u>
	<u>\$ 24 115 735</u>	<u>\$ 377 317</u>	<u>\$ 1 332 006</u>	<u>\$ 4 569 137</u>

Élément 5	Élément 6	Élément 7	Élément 8	Élément 9	
Planification	Program- mation	Finance- ment	Relations profes- sionnelles	Équipement	Total
\$ 2 526 109	\$ 4 421 356	\$ 4 071 955	\$ 1 875 761	\$ 2 094 953	\$ 32 623 486
41 018	75 971	34 259	17 162	21 530	727 606
77 618	358 373	151 300	144 578	122 075	2 823 540
84 607	37 677	19 402	220 746	67 869	5 163 477
	300				282 709
					2 331 171
					1 886 296
					734
					46 947
<u>2 729 352</u>	<u>4 893 677</u>	<u>4 276 916</u>	<u>2 258 247</u>	<u>2 306 427</u>	<u>45 885 966</u>
					960 525
					12 323
					972 848
<u>\$ 2 729 352</u>	<u>\$ 4 893 677</u>	<u>\$ 4 276 916</u>	<u>\$ 2 258 247</u>	<u>\$ 2 306 427</u>	<u>\$ 46 858 814</u>

AFFAIRES SOCIALES

DÉTAIL DU PROGRAMME 17

CONTRIBUTION À L'IMPÔT FONCIER SCOLAIRE

Ce programme vise à alléger le fardeau de l'impôt foncier scolaire pour les personnes âgées.

Crédits et dépenses	Montant
Crédits autorisés	\$ 22 517 000
Dépenses	<u>17 632 051</u>
Crédits non utilisés	<u><u>\$ 4 884 949</u></u>

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement
4—Services

\$ 1 238 352

Transfert
10—Transfert

16 393 699

\$ 17 632 051

DÉTAIL DU PROGRAMME 18

**CONTRIBUTION AU FINANCEMENT DU RÉGIME
D'ASSURANCE-MALADIE****Ce programme vise à défrayer une partie du coût
du régime d'assurance-maladie.**

Crédits et dépenses	Montant
Crédits autorisés	\$ 60 000 000
Dépenses	<u>40 000 000</u>
Crédits non utilisés	<u><u>\$ 20 000 000</u></u>

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Transfert	
10—Transfert	<u>\$ 40 000 000</u>
	<u><u>\$ 40 000 000</u></u>

AFFAIRES SOCIALESSOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPER-
CATÉGORIES ET CATÉGORIES

	Fonctionnement	Capital	Transfert	Total
1—Traitements	\$ 59 490 508			\$ 59 490 508
2—Autres rémunérations	1 311 291			1 311 291
3—Communications	5 173 655			5 173 655
4—Services	16 567 701			16 567 701
5—Entretien	283 032			283 032
6—Loyers	2 331 739			2 331 739
7—Fournitures	1 990 928			1 990 928
8—Équipement	734	\$ 960 525		961 259
9—Immobilisations		12 323		12 323
10—Transfert			\$ 3 762 510 978	3 762 510 978
11—Autres dépenses	46 947			46 947
	<u>\$ 87 196 535</u>	<u>\$ 972 848</u>	<u>\$ 3 762 510 978</u>	<u>\$ 3 850 680 361</u>

AGRICULTURE**REVENUS**

	1977-1978	1976-1977
Droits et permis		
Véhicules automobiles		
Régie des marchés agricoles du Québec	\$ 35 052	\$ 51 111
Autres droits et permis		
Mise en marché	28 300	24 034
Inséminateurs	1 004	1 128
	29 304	25 162
	64 356	76 273
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	21 695	16 256
Matériel et fournitures	18 699	3 123
Terrains et bâtisses	41 063	500
Plans et devis	20 920	8 770
Animaux	75 852	82 397
Produits de la ferme	171 498	191 374
Spermes	795 560	578 766
Médicaments	77	3 341 997
Lots de colonisation	(623)	1 980
Location de terrains et bâtisses	72 269	19 681
Location de machinerie et d'équipement	136	
Location de services de personnel	146 024	
Cours	10 785	900
Constitution de titres de lots de colonisation	5 967	4 460
Entreposage et congélation	458 197	216 984
Amélioration des terres	80 298	57 494
Creusage de puits	35 272	55 078
Décoration des expositions	5 355	5 375
Autres aides à l'agriculteur	190 044	140 986
Aide financière aux entreprises agricoles		1 027 654
	2 149 088	5 753 775

	1977-1978	1976-1977
Intérêts		
Comptes de banque	\$ 3 725	\$ 409
Ristournes	377	640
Paievements de lots de colonisation	19 283	14 406
Paievements de terrains	260	
	<u>23 645</u>	<u>15 455</u>
Amendes et confiscations		
Dépôts et cautionnements	<u>25 702</u>	<u>3 588</u>
Recouvrements		
Dépenses sous forme d'indemnités	10 189	3 749
Autres dépenses	166 474	393 522
	<u>176 663</u>	<u>397 271</u>
	<u>2 375 098</u>	<u>6 170 089</u>
Revenus autonomes	<u>2 439 454</u>	<u>6 246 362</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Programmes à frais partagés		
Transport de moutons	492	3 234
Indemnisation des propriétaires d'animaux morts de la rage	(2 600)	4 952
Jeunes ruraux	23 940	23 940
Assurance-récolte	2 301 299	2 364 790
Main-d'oeuvre agricole	354 589	264 711
Transport d'animaux à l'exposition de Toronto	10 621	16 119
	<u>2 688 341</u>	<u>2 677 746</u>
	<u>\$ 5 127 795</u>	<u>\$ 8 924 108</u>

AGRICULTURE**DÉPENSES PAR SECTEURS ET PROGRAMMES**

	Crédits autorisés	Dépenses	
		1977-1978	1976-1977
Secteur: Agriculture			
1—Recherche et enseignement	\$ 15 669 400	\$ 15 194 244	\$ 12 684 547
2—Financement agricole	42 450 600	38 054 058	35 323 574
3—Aide à la production agricole	113 568 103	101 093 360	96 019 351
4—Régie de l'assurance-récolte du Québec	6 302 494	4 178 492	4 028 323
5—Commercialisation agricole	32 737 350 (1)	27 661 898 (1)	25 676 464
6—Régie des marchés agricoles du Québec	1 126 100	935 154	854 469
7—Assurance-stabilisation des revenus agricoles	8 482 800	4 274 867	1 325 179
8—Gestion interne et soutien	30 217 639	28 881 676	22 952 653
	<u>\$ 250 554 486 (1)</u>	<u>\$ 220 273 749 (1)</u>	<u>\$ 198 864 560</u>
<hr/>			
Crédits votés	\$ 233 636 786 (1)	\$ 204 702 300 (1)	
Crédits statutaires	<u>16 917 700</u>	<u>15 571 449 (1)</u>	
	250 554 486	220 273 749	
Crédits non utilisés			
Votés	(28 934 486)		
Statutaires	(1 491 953)		
Dépassements aux crédits statutaires	<u>145 702</u>		
	<u>\$ 220 273 749</u>	<u>\$ 220 273 749</u>	

(1) Y compris pour les prêts \$ 230 000 aux crédits autorisés, et
\$ 230 000 aux dépenses.

AGRICULTURE

DÉTAIL DU PROGRAMME 1

RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT

Ce programme vise à élaborer des solutions aux problèmes techniques et économiques ainsi que de formation professionnelle en agriculture.

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Recherche agricole	Enseignement agricole	Total
Crédits	\$ 9 097 500	\$ 6 254 200	\$ 15 351 700
Additions et modifications:			
Crédits supplémentaires	105 000	30 000	135 000
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	72 100	110 600	182 700
Crédits autorisés	9 274 600	6 394 800	15 669 400
Dépenses	8 931 842	6 262 402	15 194 244
Crédits non utilisés	\$ 342 758	\$ 132 398	\$ 475 156

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 4 204 028	\$ 3 784 397	\$ 7 988 425
2—Autres rémunérations	379 447	419 073	798 520
3—Communications	211 209	89 732	300 941
4—Services	93 191	166 157	259 348
5—Entretien	112 507	393 988	506 495
6—Loyers	100 267	38 267	138 534
7—Fournitures	659 130	417 502	1 076 632
11—Autres dépenses	457	29	486
	5 760 236	5 309 145	11 069 381
Capital			
4—Services	42 819		42 819
8—Équipement	258 094	177 984	436 078
9—Immobilisations	1 382 285	32 413	1 414 698
	1 683 198	210 397	1 893 595
Transfert			
10—Transfert	1 488 408	742 860	2 231 268
	\$ 8 931 842	\$ 6 262 402	\$ 15 194 244

AGRICULTURE

DÉTAIL DU PROGRAMME 2

FINANCEMENT AGRICOLE		Ce programme vise à promouvoir la rentabilité des exploitations agricoles en leur procurant un financement adéquat.			
	Élément 1	Élément 2	Élément 3	Élément 4	
Crédits et dépenses par éléments	Gestion interne et soutien	Crédit agricole	Amélioration des fermes	Crédit à la production	
Crédits	\$ 5 822 400	\$ 18 030 900	\$ 3 996 700	\$ 100 000	
Additions et modifications:					
Virements					
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	74 900				
Autres					
* Crédits autorisés	5 897 300	18 030 900	3 996 700	100 000	
* Dépenses	5 295 076	16 463 995	3 851 110	84 495	
Crédits non utilisés	\$ 602 224	\$ 1 566 905	\$ 286 667	\$ 15 505	
Dépassements aux crédits statutaires			\$ (141 077)		
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES					
Fonctionnement					
1—Traitements	\$ 4 802 518				
2—Autres rémunérations	61 777				
3—Communications	279 214				
4—Services	36 923				
5—Entretien	1 477				
6—Loyers	36 593				
7—Fournitures	62 283				
	5 280 785				
Capital					
4—Services					
8—Équipement	14 291				
9—Immobilisations					
	14 291				
Transfert					
10—Transfert		\$ 1 232 267	\$ 3 660 033		
Statutaires		15 231 728	191 077	\$ 84 495	
		16 463 995	3 851 110	84 495	
	\$ 5 295 076	\$ 16 463 995	\$ 3 851 110	\$ 84 495	

* Y compris, à l'élément 2, une prévision statutaire de \$ 16 704 100 alors que la dépense s'est établie à \$ 15 231 728 concernant la Loi du crédit agricole, S.R., c. 108 et modifications; à l'élément 3, une prévision statutaire de \$ 50 000 alors que la dépense s'est établie à \$ 191 077 concernant la Loi de l'amélioration des fermes, S.R., c. 109 et modifications; à l'élément 4, une prévision statutaire de \$ 100 000 alors

que la dépense s'est établie à \$ 84 495 concernant la Loi favorisant le crédit à la production agricole, 1972, c. 38 et modifications et à l'élément 5, une prévision statutaire de \$ 8 600 alors que la dépense s'est établie à \$ 10 488 concernant la Loi favorisant un crédit spécial pour les producteurs agricoles au cours de périodes critiques, 1972, c. 39.

Élément 5	Élément 6	Élément 7	Élément 8	
Crédit spécial	Prêt agricole	Mise en valeur des exploitations agricoles	Réaménagement foncier	Total
\$ 161 600	\$ 6 028 100	\$ 4 600 000	\$ 3 632 000	\$ 42 371 700
			4 000	78 900
	(800 000)	800 000		
161 600	5 228 100	5 400 000	3 636 000	42 450 600
140 997	5 095 737	5 271 635	1 851 013	38 054 058
\$ 22 491	\$ 132 363	\$ 128 365	\$ 1 784 987	\$ 4 539 507
\$ (1 888)				\$ (142 965)
			\$ 169 107	\$ 4 971 625
			106 322	168 099
			30 023	309 237
			1 412	38 335
			24	1 501
			1 000	37 593
			6 271	68 554
			314 159	5 594 944
			19 485	19 485
			2 127	16 418
			948 056	948 056
			969 668	983 959
\$ 130 509	\$ 5 095 737	\$ 5 271 635	567 186	15 957 367
10 488				15 517 788
140 997	5 095 737	5 271 635	567 186	31 475 155
\$ 140 997	\$ 5 095 737	\$ 5 271 635	\$ 1 851 013	\$ 38 054 058

AGRICULTURE

DÉTAIL DU PROGRAMME 3

AIDE À LA PRODUCTION AGRICOLE

Ce programme vise à améliorer le rendement des cultures et de l'élevage et à diversifier la production selon les possibilités du milieu.

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	Élément 4	
	Mise en valeur des productions animales	Mise en valeur des productions végétales	Amélioration foncière, assainissement des sols et conservation des eaux	Vulgarisation et gestion des fermes	Total
Crédits et dépenses par éléments					
Crédits	\$ 29 580 200	\$ 5 696 800	\$ 51 481 700	\$ 20 789 700	\$ 107 548 400
Additions et modifications:					
Crédits supplémentaires		225 000		140 000	365 000
Virements					
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	51 100	23 000	73 300	274 800	422 200
De la provision du programme 4 du ministère du Conseil exécutif	1 300 150	20 000	2 999 503	939 850	5 259 503
Au ministère des Terres et Forêts				(27 000)	(27 000)
Autres	(1 766 000)	1 846 000	(512 000)	432 000	
Crédits autorisés	29 165 450	7 810 800	54 042 503	22 549 350	113 568 103
Dépenses	23 385 307	7 297 484	49 149 444	21 261 125	101 093 360
Crédits non utilisés	\$ 5 780 143	\$ 513 316	\$ 4 893 059	\$ 1 288 225	\$ 12 474 743
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES					
Fonctionnement					
1—Traitements	\$ 2 962 164	\$ 1 081 495	\$ 4 320 823	\$ 14 865 328	\$ 23 229 810
2—Autres rémunérations	144 550	485 331	1 898 288	1 536 423	4 064 592
3—Communications	313 171	132 486	761 074	1 651 149	2 857 880
4—Services	1 755 541	9 862	3 786 822	134 924	5 687 149
5—Entretien	140 548	59 555	10 845 967	22 866	11 068 936
6—Loyers	19 693	14 940	1 382 486	163 944	1 581 063
7—Fournitures	857 634	205 190	105 216	183 995	1 352 035
11—Autres dépenses	151	124		323	598
	6 193 452	1 988 983	23 100 676	18 558 952	49 842 063
Capital					
4—Services	13 573			30 257	43 830
8—Équipement	154 251	100 010	129 219	90 872	474 352
9—Immobilisations	128 886			403 906	532 792
	296 710	100 010	129 219	525 035	1 050 974
Transfert					
10—Transfert	16 895 145	5 208 491	25 919 549	2 177 138	50 200 323
	\$ 23 385 307	\$ 7 297 484	\$ 49 149 444	\$ 21 261 125	\$ 101 093 360

DÉTAIL DU PROGRAMME 4

RÉGIE DE L'ASSURANCE-RÉCOLTE DU QUÉBEC

Ce programme vise à compenser en partie les pertes de rendement dans les récoltes, causées par la mauvaise température.

Crédits et dépenses	Montant
Crédits	\$ 6 249 500
Additions et modifications:	
Virements	
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	64 894
Au ministère du Tourisme, Chasse et Pêche	(9 400)
Au programme 5—Commercialisation agricole	(2 500)
Crédits autorisés	6 302 494
Dépenses	4 178 492
Crédits non utilisés	\$ 2 124 002

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement	
1—Traitements	\$ 1 425 065
2—Autres rémunérations	177 331
3—Communications	230 444
4—Services	789 434
5—Entretien	6 986
6—Loyers	18 283
7—Fournitures	39 112
11—Autres dépenses	1 373
	2 688 028
Capital	
8—Équipement	22 510
Transfert	
10—Transfert	1 467 954
	\$ 4 178 492

AGRICULTURE

DÉTAIL DU PROGRAMME 5

COMMERCIALISATION AGRICOLE

Ce programme vise à consolider le secteur secondaire agro-alimentaire et à assurer des prix équitables aux producteurs et des produits de qualité aux consommateurs.

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	Élément 4	
	Développement des entreprises de transformation des produits agricoles	Études économiques agro-alimentaires	Rationalisation de la mise en marché agricole	Contrôle de la qualité des produits	Total
Crédits et dépenses par éléments					
Crédits	\$ 10 835 800	\$ 1 476 200	\$ 9 931 500	\$ 8 973 800	\$ 31 217 300
Additions et modifications:					
Crédits supplémentaires			300 000		300 000
Virements					
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	6 600	11 400	12 000	95 800	125 800
De la provision du programme 4 du ministère du Conseil exécutif	1 091 750				1 091 750
De la Régie de l'assurance-récolte du Québec (prog. 4)		2 500			2 500
Autres	(1 000 000)		1 000 000		
Crédits autorisés	10 934 150**	1 490 100	11 243 500	9 069 600	32 737 350**
* Dépenses	7 464 430**	1 175 162	10 488 421	8 533 885	27 661 898**
Crédits non utilisés	\$ 3 472 457	\$ 314 938	\$ 755 079	\$ 535 715	\$ 5 078 189
Dépassements aux crédits statutaires	\$ (2 737)				\$ (2 737)

* Y compris, à l'élément 1, une dépense statutaire sans prévision budgétaire de \$ 2 737 pour la garantie payable par le Gouvernement en vertu de la Loi du ministère de l'Agriculture, S.R., c. 101 et modifications.

** Y compris, par un virement de la super-catégorie "Transfert", \$ 230 000 pour les prêts aux crédits autorisés et \$ 230 000 aux dépenses.

**DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES
ET CATEGORIES**

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	Élément 4	Total
Fonctionnement					
1—Traitements	\$ 482 266	\$ 638 858	\$ 621 069	\$ 6 566 239	\$ 8 308 432
2—Autres rémunérations	8 773	136 707	38 095	122 778	306 353
3—Communications	45 832	54 551	75 534	1 009 122	1 185 039
4—Services	71 796	82 105	102 224	188 056	444 181
5—Entretien	6 206		164	5 219	11 589
6—Loyers	1 117	3 922	8 685	3 088	16 812
7—Fournitures	13 141	4 951	6 578	254 269	278 939
11—Autres dépenses Statutaires	75 006 2 737			1 052	76 058 2 737
	<u>706 874</u>	<u>921 094</u>	<u>852 349</u>	<u>8 149 823</u>	<u>10 630 140</u>
Capital					
8—Équipement	<u>145 300</u>	<u>25 477</u>	<u>4 815</u>	<u>384 062</u>	<u>559 654</u>
Transfert					
10—Transfert	<u>6 382 256</u>	<u>228 591</u>	<u>9 631 257</u>		<u>16 242 104</u>
Prêts					
13—Prêts	<u>230 000</u>				<u>230 000</u>
	<u>\$ 7 464 430</u>	<u>\$ 1 175 162</u>	<u>\$ 10 488 421</u>	<u>\$ 8 533 885</u>	<u>\$ 27 661 898</u>

AGRICULTURE

DÉTAIL DU PROGRAMME 6

RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES DU QUÉBEC

Ce programme vise à surveiller, coordonner et améliorer la mise en marché des produits agricoles ainsi qu'à renforcer le pouvoir de marchandage des producteurs.

Crédits et dépenses	Montant
Crédits	\$ 1 116 200
Additions et modifications:	
Virements	
Du Fonds de suppléance du	
ministère des Finances	9 900
Crédits autorisés	1 126 100
Dépenses	935 154
Crédits non utilisés	\$ 190 946

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement	
1—Traitements	\$ 812 656
2—Autres rémunérations	23 299
3—Communications	70 453
4—Services	12 024
5—Entretien	460
6—Loyers	6 747
7—Fournitures	8 811
8—Équipement	704
	\$ 935 154

DÉTAIL DU PROGRAMME 7

ASSURANCE-STABILISATION DES REVENUS AGRICOLES

Ce programme vise à garantir un revenu annuel aux producteurs agricoles qui opèrent selon les structures de production et de mise en marché prévues par un régime.

Crédits et dépenses	Montant
Crédits	\$ 8 500 600
Additions et modifications:	
Virements	
Du Fonds de suppléance du	
ministère des Finances	2 500
Au ministère de la Justice	(20 300)
Crédits autorisés	8 482 800
Dépenses	4 274 867
Crédits non utilisés	\$ 4 207 933

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES**Fonctionnement**

1—Traitements	\$ 240 889
2—Autres rémunérations	75 526
3—Communications	14 980
4—Services	60 860
6—Loyers	190
7—Fournitures	5 542
	397 987

Capital

8—Équipement	17 121
--------------	--------

Transfert

10—Transfert	3 859 759
	\$ 4 274 867

AGRICULTURE

DÉTAIL DU PROGRAMME 8

GESTION INTERNE ET SOUTIEN

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
Crédits et dépenses par éléments	Direction	Soutien administratif et technique	Contribution aux taxes foncières municipales et scolaires sur les fermes	Total
Crédits	\$ 1 054 100	\$ 18 523 000	\$ 7 900 000	\$ 27 477 100
Additions et modifications:				
Crédits supplémentaires		1 000 000		1 000 000
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	54 800	1 379 139		1 433 939
De la provision du programme 4 du ministère du Conseil exécutif		440 000		440 000
Aux ministères suivants				
Affaires culturelles	(26 000)			(26 000)
Assemblée nationale	(14 500)			(14 500)
Communications	(12 700)			(12 700)
Justice		(5 300)		(5 300)
Terres et Forêts	(74 900)			(74 900)
* Crédits autorisés	980 800	21 336 839	7 900 000	30 217 639
* Dépenses	889 132	20 093 944	7 898 600	28 881 676
Crédits non utilisés	\$ 91 668	\$ 1 242 895	\$ 1 400	\$ 1 335 963

* Y compris, à l'élément 2, une prévision statutaire de \$ 55 000 alors que la dépense s'est établie à \$ 50 924 pour l'exécution de la Loi des sociétés d'agriculture, S.R., c. 112 et modifications.

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES	Élément 1	Élément 2	Élément 3	Total
Fonctionnement				
1—Traitements	\$ 832 357	\$ 7 456 641		\$ 8 288 998
2—Autres rémunérations	14 488	1 691 577		1 706 065
3—Communications	42 058	1 598 268		1 640 326
4—Services	229	405 643		405 872
5—Entretien		114 176		114 176
6—Loyers		221 692		221 692
7—Fournitures		1 231 989		1 231 989
11—Autres dépenses		97 835		97 835
	<u>889 132</u>	<u>12 817 821</u>		<u>13 706 953</u>
Capital				
2—Autres rémunérations		86 784		86 784
3—Communications		837		837
6—Loyers		9 406		9 406
7—Fournitures		44 340		44 340
8—Équipement		520 428		520 428
9—Immobilisations		370 083		370 083
		<u>1 031 878</u>		<u>1 031 878</u>
Transfert				
10—Transfert Statutaires		6 193 321	\$ 7 898 600	14 091 921
		50 924		50 924
		<u>6 244 245</u>	<u>7 898 600</u>	<u>14 142 845</u>
	<u>\$ 889 132</u>	<u>\$ 20 093 944</u>	<u>\$ 7 898 600</u>	<u>\$ 28 881 676</u>

AGRICULTURE**SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR
SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES**

	Fonctionnement	Capital	Transfert	Total
1—Traitements	\$ 55 265 900			\$ 55 265 900
2—Autres rémunérations	7 319 785	\$ 86 784		7 406 569
3—Communications	6 609 300	837		6 610 137
4—Services	7 697 203	106 134		7 803 337
5—Entretien	11 710 143			11 710 143
6—Loyers	2 020 914	9 406		2 030 320
7—Fournitures	4 061 614	44 340		4 105 954
8—Équipement	704	2 046 561		2 047 265
9—Immobilisations		3 265 629		3 265 629
10—Transfert			\$ 119 619 408	119 619 408
11—Autres dépenses	179 087			179 087
	<u>\$ 94 864 650</u>	<u>\$ 5 559 691</u>	<u>\$ 119 619 408</u>	<u>\$ 220 043 749*</u>

* Excluant \$ 230 000 pour les prêts.

ASSEMBLÉE NATIONALE**REVENUS**

	1977-1978	1976-1977
Revenus divers		
Ventes de biens et services		\$ 502
Formules et documents		5 177
Photocopies de documents	\$ 5 765	27 679
Projets de loi	56 401	39 516
Projets de loi privés	64 192	40 617
Journaux de la Chambre	43 073	418 126
Restaurant Le Parlementaire	433 274	
Restaurant Le Mini-Débat	135 353	
Livres, journaux et souvenirs	18 256	6 911
Location d'espaces de stationnement — députés et journalistes	8 050	9 245
	<u>764 364</u>	<u>547 773</u>
Contributions des membres de l'Assemblée nationale au régime de retraite	<u>347 168</u>	<u>234 192</u>
Contributions volontaires des membres de l'Assemblée nationale	<u>6 006</u>	<u>96 802</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	<u>8 633</u>	<u>2 949</u>
Revenus autonomes	<u>1 126 171</u>	<u>881 716</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Programme à frais partagés		166
Assurance-hospitalisation — contribution		
	<u>\$ 1 126 171</u>	<u>\$ 881 882</u>

DÉPENSES PAR SECTEURS ET PROGRAMMES

	Crédits autorisés	Dépenses	
		1977-1978	1976-1977
Secteur: Assemblée nationale			
1—Législation	\$ 9 339 900	\$ 9 471 951	\$ 8 009 675
2—Gestion interne et soutien	12 919 250	12 505 531	10 046 453
3—Protecteur du citoyen	749 100	683 330	611 118
4—Vérificateur général	3 082 900	2 980 562	2 760 106
Secteur: Direction du gouvernement			
5—Traitements et allocations de l'exécutif	832 100	792 703	713 758
	<u>\$ 26 923 250</u>	<u>\$ 26 434 077</u>	<u>\$ 22 141 110</u>
Crédits votés	\$ 17 536 650	\$ 16 699 495	
Crédits statutaires	<u>9 386 600</u>	<u>9 734 582</u>	
	26 923 250	26 434 077	
Crédits non utilisés			
Votés	(837 155)		
Statutaires	(39 397)		
Dépassements aux crédits statutaires	<u>387 379</u>		
	<u>\$ 26 434 077</u>	<u>\$ 26 434 077</u>	

ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉTAIL DU PROGRAMME 1

LÉGISLATION		Ce programme vise à assurer à l'Assemblée nationale les moyens nécessaires à l'exercice du pouvoir législatif.		
	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
Crédits et dépenses par éléments	Traitements et allocations des députés	Commissions parlementaires	Services de recherche	Total
Crédits	\$ 8 554 500	\$ 463 000	\$ 320 000	\$ 9 337 500
Additions et modifications:				
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances		2 400		2 400
*Crédits autorisés	8 554 500	465 400	320 000	9 339 900
*Dépenses	8 941 879	213 980	316 092	9 471 951
Crédits non utilisés		\$ 251 420	\$ 3 908	\$ 255 328
Dépassements aux crédits statutaires	\$ (387 379)			\$ (387 379)
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES				
Fonctionnement				
1—Traitements		\$ 197 824		\$ 197 824
Statutaires	\$ 6 147 034			6 147 034
2—Autres rémunérations		12 461	\$ 216 354	228 815
Statutaires	1 491 302			1 491 302
3—Communications		3 049	28 120	31 169
Statutaires	591 511			591 511
4—Services		125	56 582	56 707
5—Entretien			48	48
6—Loyers			738	738
Statutaires	712 032			712 032
7—Fournitures		521	14 250	14 771
	\$ 8 941 879	\$ 213 980	\$ 316 092	\$ 9 471 951

* Y compris à l'élément 1, une prévision statutaire de \$ 8 554 500 alors que la dépense s'est établie à \$ 8 941 879 concernant la Loi de la Législature, S.R. c. 6 et modifications.

ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉTAIL DU PROGRAMME 2

GESTION INTERNE ET SOUTIEN

Ce programme vise à fournir les ressources humaines et techniques nécessaires au fonctionnement de l'Assemblée nationale.

	Élément 1	Élément 2	Élément 3
Crédits et dépenses par éléments	Soutien administratif et technique	Journal des débats	Bibliothèque de la Législature
Crédits	\$ 5 740 300	\$ 2 288 100	\$ 1 272 600
Additions et modifications:			
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	302 700	18 800	109 100
Aux ministères suivants			
Fonction publique	(18 600)		
Justice	(3 000)		
Des ministères suivants			
Agriculture	14 500		
Conseil exécutif	15 200		12 000
Travail et Main-d'oeuvre	5 850		
Autres	6 000		
Crédits autorisés	6 062 950	2 306 900	1 393 700
Dépenses	5 955 784	2 187 442	1 330 970
Crédits non utilisés	\$ 107 166	\$ 119 458	\$ 62 730

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement

1—Traitements	\$ 4 068 389	\$ 1 287 311	\$ 945 546
2—Autres rémunérations	286 823	257 458	122 311
3—Communications	1 060 988	497 788	14 148
4—Services	132 934	16 178	85 378
5—Entretien	14 601	12 732	2 036
6—Loyers	99 745	24 428	31 485
7—Fournitures	219 851	65 122	120 970
11—Autres dépenses	2 723	355	305
	5 886 054	2 161 372	1 322 179
Capital			
8—Équipement	69 730	26 070	8 791
	\$ 5 955 784	\$ 2 187 442	\$ 1 330 970

Élément 4	Élément 5	Élément 6	
Bureau d'accueil et d'information	Services des édifices	Le Parle- mentaire, restaurant de l'Assemblée nationale	Total
\$ 455 400	\$ 1 847 700	\$ 737 900	\$ 12 342 000
4 100	7 100	109 500	551 300
			(18 600)
			(3 000)
			14 500
			27 200
			5 850
(6 000)			
453 500	1 854 800	847 400	12 919 250
413 431	1 796 728	821 176	12 505 531
\$ 40 069	\$ 58 072	\$ 26 224	\$ 413 719
\$ 215 506	\$ 1 605 100	\$ 169 131	\$ 8 290 983
52 090	139 565	251 479	1 109 726
33 101	9 156		1 615 181
1 720	516	16 664	253 390
65		1 645	31 079
73 247	42 391	371 314	155 658
23 770		990	892 895
399 499	1 796 728	811 223	12 377 055
13 932		9 953	128 476
\$ 413 431	\$ 1 796 728	\$ 821 176	\$ 12 505 531

ASSEMBLÉE NATIONALE**DÉTAIL DU PROGRAMME 3****PROTECTEUR DU CITOYEN**

Ce programme vise à permettre au Protecteur du citoyen de se saisir de griefs des citoyens à l'endroit de l'administration publique.

Crédits et dépenses	Montant
Crédits	\$ 742 700
Additions et modifications:	
Virements	
Du Fonds de suppléance du	
ministère des Finances	6 400
Crédits autorisés	749 100
Dépenses	683 330
Crédits non utilisés	\$ 65 770

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement	
1—Traitements	\$ 610 964
2—Autres rémunérations	18 210
3—Communications	30 801
4—Services	3 745
5—Entretien	737
6—Loyers	4 238
7—Fournitures	9 449
11—Autres dépenses	640
	678 784
Capital	
8—Équipement	4 546
	\$ 683 330

DÉTAIL DU PROGRAMME 4

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

Ce programme vise à effectuer la vérification après paiement des opérations financières des ministères et de plusieurs entreprises gouvernementales et à communiquer le résultat de cette vérification dans un rapport à l'Assemblée nationale.

Crédits et dépenses	Montant
Crédits	\$ 3 055 500
Additions et modifications:	
Virements	
Du Fonds de suppléance du	
ministère des Finances	27 400
Crédits autorisés	3 082 900
Dépenses	2 980 562
Crédits non utilisés	\$ 102 338

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement	
1—Traitements	\$ 2 799 528
2—Autres rémunérations	18 948
3—Communications	72 542
4—Services	46 067
5—Entretien	2 833
6—Loyers	8 543
7—Fournitures	25 576
11—Autres dépenses	4 450
	2 978 487
Capital	
8—Équipement	2 075
	\$ 2 980 562

ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉTAIL DU PROGRAMME 5

TRAITEMENTS ET ALLOCATIONS DE L'EXÉCUTIF	Ce programme vise à assurer aux membres du Conseil exécutif le paiement de leurs traitements et allocations.
--	--

Crédits et dépenses	Montant
* Crédits autorisés	\$ 832 100
* Dépenses	792 703
Crédits non utilisés	\$ 39 397

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES	
Fonctionnement	
1—Traitements	
Statutaires	\$ 792 703

* Prévion et dépense statutaires concernant la Loi de l'exécutif, S.R., c. 9 et modifications.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPER-
CATÉGORIES ET CATÉGORIES

	Fonctionnement	Capital	Transfert	Total
1—Traitements	\$ 18 839 036			\$ 18 839 036
2—Autres rémunérations	2 867 001			2 867 001
3—Communications	2 341 204			2 341 204
4—Services	359 909			359 909
5—Entretien	34 697			34 697
6—Loyers	881 209			881 209
7—Fournitures	942 691			942 691
8—Équipement		\$ 135 097		135 097
11—Autres dépenses	33 233			33 233
	<u>\$ 26 298 980</u>	<u>\$ 135 097</u>		<u>\$ 26 434 077</u>

COMMUNICATIONS

REVENUS

	<u>1977-1978</u>	<u>1976-1977</u>
Droits et permis		
Autres droits et permis		
Films de l'Office du film du Québec	\$ 31 950	\$ 19 516
Exploitation d'un service téléphonique	81 696	56 135
Exploitation d'une entreprise de câblodistribution	10 691	346 723
Examen de films et de la publicité cinématographique	181 654	170 097
Exploitation de ciné-parcs		991
	<u>305 991</u>	<u>593 462</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Avis de la Gazette officielle du Québec	496 502	369 814
Publications de l'Éditeur officiel du Québec	1 816 511	1 412 377
Production de l'Office de radio-télédiffusion du Québec	290 161	410 412
Machinerie et véhicules automobiles usagés	6 079	533
Location de machinerie et d'équipement		21
Location d'espaces pour cabines téléphoniques	14 008	14 981
Téléphone	2 930 400	1 735 106
Traitement électronique des données	147 109	102 046
Location de services de personnel	8 824	31 483
	<u>5 709 594</u>	<u>4 076 773</u>
Recouvrements		
Autres dépenses	64 407	63 658
	<u>5 774 001</u>	<u>4 140 431</u>
Revenus autonomes	<u>\$ 6 079 992</u>	<u>\$ 4 733 893</u>

DÉPENSES PAR SECTEURS ET PROGRAMMES

	Crédits autorisés	Dépenses	
		1977-1978	1976-1977
Secteur: Services de soutien			
1—Réseaux et équipements gouvernementaux de communication	\$ 27 770 100	\$ 27 288 747	\$ 23 495 068
2—Communications gouvernementales et renseignements	4 727 100	4 373 340	4 683 043
3—Édition gouvernementale	11 351 926	10 715 979	9 843 056
4—Gestion interne et soutien	2 194 400	2 056 704	1 762 167
Secteur: Communications			
5—Développement des télécommunications	2 361 600	2 093 288	1 845 408
6—Régie des services publics	1 752 000	1 514 260	1 372 203
Secteur: Administration et services			
7—Office de radio-télédiffusion du Québec	20 089 979	20 088 186	17 560 026
Secteur: Arts			
8—Cinéma et audio-visuel	4 990 300	4 404 863	2 166 063
Secteur: Services de soutien			
9—Bureau central de l'informatique	8 322 000	7 998 685	6 995 190
	<u>\$ 83 559 405</u>	<u>\$ 80 534 052</u>	<u>\$ 69 722 224</u>
Crédits votés	\$ 83 559 405	\$ 80 534 052	
Crédits non utilisés			
Votés	(3 025 353)		
	<u>\$ 80 534 052</u>	<u>\$ 80 534 052</u>	

COMMUNICATIONS

DÉTAIL DU PROGRAMME 1

RÉSEAUX ET ÉQUIPEMENTS GOUVERNEMENTAUX DE COMMUNICATION

Ce programme vise à planifier, coordonner et surveiller l'acquisition, l'implantation et l'utilisation des équipements de communication par le gouvernement ainsi que sous certains aspects, par les organismes publics.

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	Élément 4	
	Service téléphonique	Communications informatiques	Radiocommunications	Études et expertises techniques	Total
Crédits et dépenses par éléments					
Crédits	\$ 18 671 200	\$ 2 622 900	\$ 3 291 000	\$ 819 400	\$ 25 404 500
Additions et modifications:					
Crédits supplémentaires		368 600			368 600
Virements					
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	1 905 700	3 000	60 500	7 100	1 976 300
Du ministère des Affaires sociales				20 700	20 700
Autres	30 000	(100 000)	70 000		
Crédits autorisés	20 606 900	2 894 500	3 421 500	847 200	27 770 100
Dépenses	20 441 620	2 828 300	3 309 678	709 149	27 288 747
Crédits non utilisés	\$ 165 280	\$ 66 200	\$ 111 822	\$ 138 051	\$ 481 353
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES					
Fonctionnement					
1—Traitements	\$ 837 849	\$ 281 529	\$ 1 222 161	\$ 534 327	\$ 2 875 866
2—Autres rémunérations	49 687	21 597	77 551	18 898	167 733
3—Communications	19 373 409	2 513 309	932 150	13 408	22 832 276
4—Services	6 883	10 129	30 535	37 941	85 488
5—Entretien	93 337		617 038	2 668	713 043
6—Loyers	5 473		27 979	6 649	40 101
7—Fournitures	74 452	1 736	86 400	30 126	192 714
11—Autres dépenses	530		600	55	1 185
	20 441 620	2 828 300	2 994 414	644 072	26 908 406
Capital					
8—Équipement			315 264	65 077	380 341
	\$ 20 441 620	\$ 2 828 300	\$ 3 309 678	\$ 709 149	\$ 27 288 747

DÉTAIL DU PROGRAMME 2

**COMMUNICATIONS GOUVERNEMENTALES
ET RENSEIGNEMENTS**

Ce programme vise à informer le public sur les objectifs, les activités et les services du gouvernement et à assister les ministères et organismes gouvernementaux dans la réalisation de leurs programmes d'information.

	Élément 1	Élément 2	
	Services centraux	Services régionaux	Total
Crédits et dépenses par éléments			
Crédits	\$ 1 950 400	\$ 2 424 200	\$ 4 374 600
Additions et modifications:			
Crédits supplémentaires		225 000	225 000
Virements			
Du Fonds de suppléance			
du ministère des Finances	102 400	29 400	131 800
Au ministère de la Justice	(20 800)		(20 800)
Du ministère du Conseil exécutif		16 500	16 500
Autres	245 000	(245 000)	
Crédits autorisés	2 277 000	2 450 100	4 727 100
Dépenses	1 972 373	2 400 967	4 373 340
Crédits non utilisés	\$ 304 627	\$ 49 133	\$ 353 760

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 841 217	\$ 1 625 502	\$ 2 466 719
2—Autres rémunérations	11 717	308 438	320 155
3—Communications	782 982	274 328	1 057 310
4—Services	253 881	66 125	320 006
5—Entretien	3 926	5 906	9 832
6—Loyers	574	48 651	49 225
7—Fournitures	74 604	42 865	117 469
11—Autres dépenses		1 269	1 269
	1 968 901	2 373 084	4 341 985
Capital			
8—Équipement	3 472	27 883	31 355
	\$ 1 972 373	\$ 2 400 967	\$ 4 373 340

COMMUNICATIONS

DÉTAIL DU PROGRAMME 3

ÉDITION GOUVERNEMENTALE

Ce programme vise à la disposition du public des publications et des documents audio-visuels et à assister les ministères et organismes gouvernementaux en matière d'édition.

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
		Commercialisation d'imprimés et de documents audio- visuels	Documenta- tion admini- strative	
Crédits et dépenses par éléments	Production d'imprimés			Total
Crédits	\$ 9 248 500	\$ 955 400	\$ 822 200	\$ 11 026 100
Additions et modifications:				
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	90 222	21 804	10 000	122 026
Au ministère de la Justice		(4 000)		(4 000)
Des ministères suivants				
Affaires sociales	183 600	11 500		195 100
Agriculture	12 700			12 700
Autres	(109 000)	109 000		
Crédits autorisés	9 426 022	1 093 704	832 200	11 351 926
Dépenses	8 951 350	972 917	791 712	10 715 979
Crédits non utilisés	\$ 474 672	\$ 120 787	\$ 40 488	\$ 635 947
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES				
Fonctionnement				
1—Traitements	\$ 4 231 495	\$ 631 891	\$ 620 595	\$ 5 483 981
2—Autres rémunérations	108 842	51 261	31 559	191 662
3—Communications	1 257 483	118 061	5 233	1 380 777
4—Services	916 308	19 945	77 877	1 014 130
5—Entretien	132 640	1 631	1 061	135 332
6—Loyers	366 007	7 122	4 442	377 571
7—Fournitures	1 824 872	129 654	42 756	1 997 282
11—Autres dépenses	3 641		2	3 643
	8 841 288	959 565	783 525	10 584 378
Capital				
8—Équipement	105 737	13 352	8 187	127 276
Transfert				
10—Transfert	4 325			4 325
	\$ 8 951 350	\$ 972 917	\$ 791 712	\$ 10 715 979

DÉTAIL DU PROGRAMME 4

GESTION INTERNE ET SOUTIEN

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.

	Élément 1	Élément 2	
		Soutien admi- nistratif et technique	
Crédits et dépenses par éléments	Direction		Total
Crédits	\$ 981 000	\$ 1 184 000	\$ 2 165 000
Additions et modifications:			
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	6 800	14 800	21 600
Du ministère des Affaires sociales		7 800	7 800
Crédits autorisés	987 800	1 206 600	2 194 400
Dépenses	915 234	1 141 470	2 056 704
Crédits non utilisés	\$ 72 566	\$ 65 130	\$ 137 696

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 760 420	\$ 1 022 102	\$ 1 782 522
2—Autres rémunérations	32 078	33 437	65 515
3—Communications	66 829	19 238	86 067
4—Services	40 933	5 551	46 484
5—Entretien	245	1 361	1 606
6—Loyers	412	13 953	14 365
7—Fournitures	11 169	26 091	37 260
11—Autres dépenses	30	2 929	2 959
	912 116	1 124 662	2 036 778
Capital			
8—Équipement	3 118	16 808	19 926
	\$ 915 234	\$ 1 141 470	\$ 2 056 704

COMMUNICATIONS

DÉTAIL DU PROGRAMME 5

DÉVELOPPEMENT DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Ce programme vise à favoriser, orienter, coordonner et surveiller le développement des réseaux et des moyens de communication au Québec.

	Élément 1	Élément 2	
	Planification du développe- ment des réseaux	Planification du développe- ment des média	Total
Crédits et dépenses par éléments			
Crédits	\$ 1 422 800	\$ 909 100	\$ 2 331 900
Additions et modifications:			
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	8 900	5 500	14 400
Du ministère des Affaires sociales		15 300	15 300
Autres	(106 000)	106 000	
Crédits autorisés	1 325 700	1 035 900	2 361 600
Dépenses	1 160 940	932 348	2 093 288
Crédits non utilisés	\$ 164 760	\$ 103 552	\$ 268 312

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 655 146	\$ 278 447	\$ 933 593
2—Autres rémunérations	82 927	17 166	100 093
3—Communications	53 989	32 989	86 978
4—Services	207 408	57 086	264 494
5—Entretien	559	490	1 049
6—Loyers	13 857	3 760	17 617
7—Fournitures	15 237	10 290	25 527
11—Autres dépenses	855	86	941
	1 029 978	400 314	1 430 292
Capital			
8—Équipement	54 291	29 493	83 784
Transfert			
10—Transfert	76 671	502 541	579 212
	\$ 1 160 940	\$ 932 348	\$ 2 093 288

DÉTAIL DU PROGRAMME 6

RÉGIE DES SERVICES PUBLICS

Ce programme vise à assurer la surveillance et le contrôle nécessaire à la protection de l'intérêt public dans l'opération et le développement de certaines entreprises de services publics, particulièrement en télécommunication.

Crédits et dépenses	Montant
Crédits	\$ 1 743 000
Additions et modifications:	
Virements	
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	11 700
Au ministère des Affaires culturelles	(2 700)
Crédits autorisés	1 752 000
Dépenses	1 514 260
Crédits non utilisés	\$ 237 740

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement	
1—Traitements	\$ 1 310 252
2—Autres rémunérations	39 151
3—Communications	40 219
4—Services	49 564
5—Entretien	2 828
6—Loyers	22 634
7—Fournitures	29 841
11—Autres dépenses	645
	1 495 134
Capital	
8—Équipement	19 126
	\$ 1 514 260

COMMUNICATIONS

DÉTAIL DU PROGRAMME 7

OFFICE DE RADIO-TÉLÉDIFFUSION DU QUÉBEC

Ce programme vise à procurer aux organismes gouvernementaux un service de production de documents audio-visuels et à offrir au public un programme de promotion intellectuelle au moyen d'émissions radiotélédiffusées.

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
	Télédiffusion	Exploitation	Gestion interne et soutien	Total
Crédits et dépenses par éléments				
Crédits	\$ 8 365 900	\$ 5 922 300	\$ 3 641 800	\$ 17 930 000
Additions et modifications:				
Crédits supplémentaires	161 000	1 010 800	135 000	1 306 800
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	594 600	130 079	128 500	853 179
Autres	100 000	(100 000)		
Crédits autorisés	9 221 500	6 963 179	3 905 300	20 089 979
Dépenses	9 220 845	6 962 454	3 904 887	20 088 186
Crédits non utilisés	\$ 655	\$ 725	\$ 413	\$ 1 793

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement				
1—Traitements	\$ 3 073 325	\$ 4 175 949	\$ 1 454 530	\$ 8 703 804
2—Autres rémunérations	1 212 731	255 305	213 911	1 681 947
3—Communications	738 302	98 646	205 470	1 042 418
4—Services	3 546 468	158 047	500 174	4 204 689
5—Entretien	1 617	81 799	210 038	293 454
6—Loyers	443 941	428 514	945 388	1 817 843
7—Fournitures	202 482	900 734	328 281	1 431 497
11—Autres dépenses	1 979	1 999	456	4 434
	9 220 845	6 100 993	3 858 248	19 180 086
Capital				
8—Équipement		763 961	46 639	810 600
9—Immobilisations		97 500		97 500
		861 461	46 639	908 100
	\$ 9 220 845	\$ 6 962 454	\$ 3 904 887	\$ 20 088 186

DÉTAIL DU PROGRAMME 8

CINÉMA ET AUDIO-VISUEL**Ce programme vise à contribuer au développement du cinéma québécois.**

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
Crédits et dépenses par éléments	Production	Distribution	Information	Total
Crédits	\$ 1 138 500	\$ 3 293 000	\$ 535 800	\$ 4 967 300
Additions et modifications:				
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	8 200	9 500	5 300	23 000
Autres	(112 000)	112 000		
Crédits autorisés	1 034 700	3 414 500	541 100	4 990 300
Dépenses	853 940	3 081 239	469 684	4 404 863
Crédits non utilisés	\$ 180 760	\$ 333 261	\$ 71 416	\$ 585 437

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement				
1—Traitements	\$ 589 409	\$ 524 433	\$ 406 637	\$ 1 520 479
2—Autres rémunérations	21 945	14 496	11 099	47 540
3—Communications	98 585	249 120	29 100	376 805
4—Services	59 836	1 755 634	10 263	1 825 733
5—Entretien	960	725	222	1 907
6—Loyers	8 278	4 133	1 918	14 329
7—Fournitures	38 321	20 363	6 047	64 731
11—Autres dépenses	664	275		939
	817 998	2 569 179	465 286	3 852 463
Capital				
8—Équipement	35 942	7 060	4 398	47 400
Transfert				
10—Transfert		505 000		505 000
	\$ 853 940	\$ 3 081 239	\$ 469 684	\$ 4 404 863

COMMUNICATIONS

DÉTAIL DU PROGRAMME 9

BUREAU CENTRAL DE L'INFORMATIQUE

Ce programme vise à assurer la coordination du développement et de l'exploitation des systèmes informatiques et à fournir des services d'informatique aux ministères.

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Coordination interministérielle	Développement et exploitation des systèmes	Total
Crédits	\$ 645 600	\$ 7 531 200	\$ 8 176 800
Additions et modifications:			
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	4 500	157 300	161 800
Au ministère des Finances		(16 600)	(16 600)
Autres	(125 000)	125 000	
Crédits autorisés	525 100	7 796 900	8 322 000
Dépenses	382 857	7 615 828	7 998 685
Crédits non utilisés	\$ 142 243	\$ 181 072	\$ 323 315
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 320 131	\$ 3 407 954	\$ 3 728 085
2—Autres rémunérations		129 405	129 405
3—Communications	8 326	46 792	55 118
4—Services	53 515	71 624	125 139
5—Entretien		53 741	53 741
6—Loyers	885	2 623 185	2 624 070
7—Fournitures		483 776	483 776
11—Autres dépenses		930	930
	382 857	6 817 407	7 200 264
Capital			
8—Équipement		798 421	798 421
	\$ 382 857	\$ 7 615 828	\$ 7 998 685

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR
SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

	Fonctionnement	Capital	Transfert	Total
1—Traitements	\$ 28 805 301			\$ 28 805 301
2—Autres rémunérations	2 743 201			2 743 201
3—Communications	26 957 968			26 957 968
4—Services	7 935 727			7 935 727
5—Entretien	1 212 792			1 212 792
6—Loyers	4 977 755			4 977 755
7—Fournitures	4 380 097			4 380 097
8—Équipement		\$ 2 318 229		2 318 229
9—Immobilisations		97 500		97 500
10—Transfert			\$ 1 088 537	1 088 537
11—Autres dépenses	16 945			16 945
	<u>\$ 77 029 786</u>	<u>\$ 2 415 729</u>	<u>\$ 1 088 537</u>	<u>\$ 80 534 052</u>

CONSEIL EXÉCUTIF**REVENUS**

	1977-1978	1976-1977
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	\$ 4 309	\$ 1 507
Location de terrains et bâtisses		5 855
Location d'espaces de stationnement	1 890	3 210
Location de services de personnel	46 196	56 724
	<u>52 395</u>	<u>67 296</u>
Intérêts		
Prêts à des municipalités et organismes municipaux	4 905 700	4 135 591
Prêts à des sociétés d'État	41 273	81 707
Prêts à des coopératives	52 400	55 710
Comptes de banque	3 989	
	<u>5 003 362</u>	<u>4 273 008</u>
Amendes et confiscations		
Dépôts		64 600
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	63 692	80 217
Revenus autonomes	<u>5 119 449</u>	<u>4 485 121</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Programmes à frais partagés		
Aménagement rural et développement agricole		1 726 697
Développement de l'Est du Québec	5 109 940	5 566 691
Zones spéciales	3 017 964	2 985 471
Indemnités aux victimes des inondations de 1974	(483 417)	
Ententes auxiliaires		
Axes routiers prioritaires	23 477 277	8 106 072
Financement du plan d'expansion de Sidbec		5 000 000
Infrastructures industrielles	7 198 662	6 130 138
Parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel (PICA)	1 119 233	1 462 748
Usine de pâte kraft à St-Félicien	7 000 000	8 000 000
Études industrielles	155 615	73 251
Accès aux ressources forestières	14 604 378	3 253 463
Développement minéral	3 402 372	1 565 129
Développement de l'agriculture	10 064 606	8 664 923
Épuration des eaux	50 000 000	
	<u>124 666 630</u>	<u>52 534 583</u>
	<u>\$ 129 786 079</u>	<u>\$ 57 019 704</u>

DÉPENSES PAR SECTEURS ET PROGRAMMES

	Crédits autorisés	Dépenses	
		1977-1978	1976-1977
Secteur: Direction du gouvernement			
1—Bureau du lieutenant-gouverneur	\$ 365 600	\$ 318 528	\$ 299 853
2—Administration des élections	6 412 100	2 472 725	16 525 314
3—Organismes-conseils auprès du Premier ministre et du Conseil exécutif	10 512 100	8 882 699	5 753 167
12—Financement des partis politiques		444 850	
Secteur: Statistiques, planification et coordination			
4—Coordination du développement économique et régional et interventions de développement régional	9 947 661 (1)	4 177 065 (1)	23 293 799
5—Planification économique et régionale, consultation et administration de l'O.P.D.Q.	7 799 300	7 199 237	6 774 292
6—Consultation des agents socio-économiques	312 856	253 525	217 297
Secteur: Gestion juridique du cadre socio-économique			
7—Promotion du droit et du statut de la femme	875 100	755 524	478 160
Secteur: Lettres et biens culturels			
8—Régie de la langue française	4 269 600	2 308 532	5 059 379
9—Office de la langue française	2 887 800	3 235 708	
10—Commission de surveillance de la langue française	148 600	132 229	
11—Conseil de la langue française	166 300	207 554	
	<u>\$ 43 697 017 (1)</u>	<u>\$ 30 388 176 (1)</u>	<u>\$ 58 401 261</u>

CONSEIL EXÉCUTIF

DÉPENSES PAR SECTEURS ET PROGRAMMES (suite)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		1977-1978	1976-1977
Crédits votés	\$ 37 284 917	\$ 26 513 937	
Crédits statutaires	6 412 100	3 874 239	
	43 697 017	30 388 176	
Crédits non utilisés			
Votés	(10 770 980)		
Statutaires	(3 994 020) (2)		
Dépassements aux crédits statutaires	1 456 159		
	<u>\$ 30 388 176</u>	<u>\$ 30 388 176</u>	

(1) Y compris pour les prêts, \$ 2 037 000 aux crédits autorisés et \$ 1 115 218 aux dépenses.

(2) Y compris \$ 921 782 pour les prêts.

DÉTAIL DU PROGRAMME 1

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

Ce programme vise à permettre au lieutenant-gouverneur d'assumer les fonctions qui lui sont dévolues par la loi.

Crédits et dépenses	Montant
Crédits	\$ 363 200
Additions et modifications:	
Virements	
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	2 400
Crédits autorisés	365 600
Dépenses	318 528
Crédits non utilisés	\$ 47 072

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement	
1—Traitements	\$ 248 485
2—Autres rémunérations	11 192
3—Communications	545
4—Services	52 022
5—Entretien	20
6—Loyers	1 388
7—Fournitures	4 788
11—Autres dépenses	88
	\$ 318 528

CONSEIL EXÉCUTIF**DÉTAIL DU PROGRAMME 2****ADMINISTRATION DES ÉLECTIONS**

Ce programme vise à l'application de la Loi électorale et de la Loi de la Commission permanente de la réforme des districts électoraux.

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Loi électorale	Réforme des districts électoraux	Total
* Crédits autorisés	\$ 6 263 400	\$ 148 700	\$ 6 412 100
* Dépenses	<u>2 269 380</u>	<u>203 345</u>	<u>2 472 725</u>
Crédits non utilisés	\$ 3 994 020		\$ 3 994 020
Dépassements aux crédits Statutaires	<u><u></u></u>	<u><u>\$ (54 645)</u></u>	<u><u>\$ (54 645)</u></u>

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES**Fonctionnement**

1—Traitements Statutaires	\$ 450 866	\$ 134 199	\$ 585 065
2—Autres rémunérations Statutaires	83 848	32 330	116 178
3—Communications Statutaires	15 263	1 801	17 064
4—Services Statutaires	3 719	9 846	13 565
5—Entretien Statutaires	3 186		3 186
6—Loyers Statutaires	14 330		14 330
7—Fournitures Statutaires	152 969	23 333	176 302
11—Autres dépenses Statutaires	<u>1 370 846</u>	<u>365</u>	<u>1 371 211</u>
	<u>2 095 027</u>	<u>201 874</u>	<u>2 296 901</u>

Capital

8—Équipement Statutaires	<u>1 286</u>	<u>1 471</u>	<u>2 757</u>
-----------------------------	--------------	--------------	--------------

Transfert

10—Transfert Statutaires	<u>173 067</u>	<u></u>	<u>173 067</u>
	<u><u>\$ 2 269 380</u></u>	<u><u>\$ 203 345</u></u>	<u><u>\$ 2 472 725</u></u>

* À l'élément 1, une prévision et dépense statutaires concernant la Loi électorale, S.R., c. 7 et modifications; à l'élément 2, une prévision et dépense statutaires concernant la Loi de la Commission permanente de la réforme des districts électoraux, 1971, c. 7.

DÉTAIL DU PROGRAMME 3

ORGANISMES-CONSEILS AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE ET DU CONSEIL EXÉCUTIF

Ce programme vise à fournir au Premier Ministre et au Conseil exécutif les ressources humaines et techniques requises dans l'accomplissement de leurs fonctions.

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
	Cabinet du Premier Ministre et bureaux des ministres d'État	Secrétariat général et greffe du Conseil exécutif	Gestion interne et soutien administratif	Total
Crédits et dépenses par éléments				
Crédits	\$ 2 650 800	\$ 2 904 300	\$ 1 639 700	\$ 7 194 800
Additions et modifications:				
Crédits supplémentaires	2 000 000	800 000	369 600	3 169 600
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	7 100	15 700	20 800	43 600
De la provision du programme 4		122 500		122 500
Aux ministères suivants				
Affaires intergouvernementales	(37 600)			(37 600)
Assemblée nationale		(12 000)		(12 000)
Terres et Forêts		(7 000)		(7 000)
Des ministères suivants				
Affaires sociales			10 800	10 800
Richesses naturelles		15 500		15 500
Du programme suivant				
Régie de la langue française (prog. 8)		2 800	9 100	11 900
Autres	(50 000)	35 000	15 000	
Crédits autorisés	4 570 300	3 876 800	2 065 000	10 512 100
Dépenses	3 788 475	3 204 992	1 889 232	8 882 699
Crédits non utilisés	\$ 781 825	\$ 671 808	\$ 175 768	\$ 1 629 401
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES				
Fonctionnement				
1—Traitements	\$ 1 492 012	\$ 1 984 862	\$ 1 111 304	\$ 4 588 178
2—Autres rémunérations	69 189	46 236	338 983	454 408
3—Communications	228 640	183 824	15 635	428 099
4—Services	76 306	978 234	60 373	1 114 913
5—Entretien			2 819	2 819
6—Loyers	955	4 845	141 085	146 885
7—Fournitures	750	6 811	133 473	141 034
11—Autres dépenses	192	180	403	775
	1 868 044	3 204 992	1 804 075	6 877 111
Capital				
8—Équipement			85 157	85 157
Transfert				
10—Transfert	1 920 431			1 920 431
	\$ 3 788 475	\$ 3 204 992	\$ 1 889 232	\$ 8 882 699

CONSEIL EXÉCUTIF

DÉTAIL DU PROGRAMME 4

COORDINATION DU DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUE ET RÉGIONAL ET INTERVENTIONS DE
DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

Ce programme vise à favoriser la concertation interministérielle et de divers agents économiques en vue de réaliser des interventions prioritaires de développement régional.

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
	Entente "Zones spéciales"	Fonds de développe- ment régional	Provision pour augmen- ter tout crédit pour la réalisa- tion par les ministères de projets de développe- ment et d'aménage- ment régional	Total
Crédits et dépenses par éléments				
Crédits	\$ 5 200 000	\$ 19 700 000	\$ 880 000	\$ 25 780 000
Additions et modifications:				
Virements				
Aux ministères suivants				
Affaires culturelles			(235 922)	(235 922)
Affaires municipales			(1 141 000)	(1 141 000)
Agriculture			(6 791 253)	(6 791 253)
Conseil exécutif			(122 500)	(122 500)
Consommateurs, Coopératives et Institutions financières			(41 000)	(41 000)
Éducation			(193 000)	(193 000)
Richesses naturelles			(941 050)	(941 050)
Terres et Forêts			(1 871 600)	(1 871 600)
Tourisme, Chasse et Pêche			(2 792 514)	(2 792 514)
Travaux publics et Approvisionnement			(1 700 000)	(1 700 000)
Services de protection de l'environnement			(147 500)	(147 500)
Des ministères suivants				
Conseil exécutif			100 000	100 000
Industrie et Commerce			45 000	45 000
Autres		(15 065 739)	15 065 739	
Crédits autorisés	5 200 000*	4 634 261	113 400	9 947 661*
Dépenses	3 767 061*	410 004		4 177 065*
Crédits non utilisés	\$ 1 432 939*	\$ 4 224 257	\$ 113 400	\$ 5 770 596*

* Y compris pour les prêts \$ 3 245 000 aux crédits, modifiés à \$ 2 037 000 par virement de \$ 1 208 000 de la super-catégorie "Transfert", \$ 1 115 218 aux dépenses et \$ 921 782 aux crédits non utilisés.

DÉTAIL DU PROGRAMME 4 (suite)

Élément 1

Élément 2

Élément 3

Total

**DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES
ET CATÉGORIES****Fonctionnement**

3—Communications

4—Services

\$ 6 117

122 397

\$ 6 117

122 397

128 514

128 514

Transfert

10—Transfert

\$ 2 651 843

281 490

2 933 333

Prêts

13—Prêts

1 115 218

1 115 218

\$ 3 767 061

\$ 410 004

\$ 4 177 065

CONSEIL EXÉCUTIF

DÉTAIL DU PROGRAMME 5

**PLANIFICATION ÉCONOMIQUE ET RÉGIONALE,
CONSULTATION ET ADMINISTRATION
DE L'O.P.D.Q.**

Ce programme vise à élaborer des dossiers de planification en matière économique et régionale. Il vise également à coordonner et diriger les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes de l'O.P.D.Q. tout en y associant les organismes consultatifs.

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
Crédits et dépenses par éléments	Travaux de planification	Aide à la consultation	Direction et soutien administratif	Total
Crédits	\$ 1 500 000	\$ 1 565 400	\$ 4 868 200	\$ 7 933 600
Additions et modifications:				
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	22 800		47 000	69 800
À la provision du programme 4	(100 000)			(100 000)
Aux ministères suivants				
Assemblée nationale			(15 200)	(15 200)
Communications			(16 500)	(16 500)
Transport			(80 000)	(80 000)
Du ministère des Affaires sociales			7 600	7 600
Crédits autorisés	1 422 800	1 565 400	4 811 100	7 799 300
Dépenses	1 277 564	1 504 330	4 417 343	7 199 237
Crédits non utilisés	\$ 145 236	\$ 61 070	\$ 393 757	\$ 600 063
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES				
Fonctionnement				
1—Traitements			\$ 3 696 162	\$ 3 696 162
2—Autres rémunérations	\$ 617 456		286 160	903 616
3—Communications	32 239		218 255	250 494
4—Services	595 702		53 899	649 601
5—Entretien			2 769	2 769
6—Loyers	4 655		54 745	59 400
7—Fournitures	27 512		68 463	95 975
11—Autres dépenses			7 397	7 397
	1 277 564		4 387 850	5 665 414
Capital				
8—Équipement			29 493	29 493
Transfert				
10—Transfert		\$ 1 504 330		1 504 330
	\$ 1 277 564	\$ 1 504 330	\$ 4 417 343	\$ 7 199 237

DÉTAIL DU PROGRAMME 6

CONSULTATION DES AGENTS SOCIO-ÉCONOMIQUES

Ce programme vise à fournir à l'O.P.D.Q. des avis en matière de développement socio-économique et régional.

Crédits et dépenses	Montant
Crédits	\$ 309 700
Additions et modifications:	
Virements	
Du Fonds de suppléance du	
ministère des Finances	1 400
Du ministère du Tourisme, Chasse et Pêche	1 756
Crédits autorisés	312 856
Dépenses	253 525
Crédits non utilisés	\$ 59 331

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement	
1—Traitements	\$ 113 668
2—Autres rémunérations	17 226
3—Communications	10 334
4—Services	103 981
5—Entretien	94
6—Loyers	6 804
7—Fournitures	1 418
	\$ 253 525

CONSEIL EXÉCUTIF**DÉTAIL DU PROGRAMME 7****PROMOTION DU DROIT ET DU STATUT DE LA FEMME**

Ce programme vise à permettre au Conseil du statut de la femme de travailler à la promotion de l'égalité et du respect du droit et du statut de la femme.

Crédits et dépenses	Montant
Crédits	\$ 827 300
Additions et modifications:	
Virements	
Du Fonds de suppléance du	
ministère des Finances	47 800
Crédits autorisés	875 100
Dépenses	755 524
Crédits non utilisés	\$ 119 576

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement	
1—Traitements	\$ 433 876
2—Autres rémunérations	134 027
3—Communications	57 569
4—Services	96 995
6—Loyers	15 445
7—Fournitures	14 645
11—Autres dépenses	675
	753 232
Capital	
8—Équipement	2 292
	\$ 755 524

DÉTAIL DU PROGRAMME 8

RÉGIE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Ce programme vise à assurer le respect et la diffusion du français dans tous les secteurs d'activités, en particulier dans les organisations de travail, tout en développant un usage correct de la langue française.

Crédits et dépenses	Montant
Crédits	\$ 7 367 300
Additions et modifications:	
Virements	
Du Fonds de suppléance du	
ministère des Finances	77 500
Au ministère du Conseil exécutif	(11 900)
Aux programmes suivants	
Commission de surveillance	
de la langue française (prog. 10)	(148 600)
Conseil de la langue française (prog. 11)	(166 300)
Office de la langue française (prog. 9)	(2 854 200)
Du ministère des Affaires	
culturelles	5 800
Crédits autorisés	4 269 600
Dépenses	2 308 532
Crédits non utilisés	\$ 1 961 068

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement	
1—Traitements	\$ 1 742 496
2—Autres rémunérations	96 428
3—Communications	105 285
4—Services	164 261
5—Entretien	1 860
6—Loyers	31 968
7—Fournitures	32 409
11—Autres dépenses	390
	2 175 097
Capital	
8—Équipement	28 035
Transfert	
10—Transfert	105 400
	\$ 2 308 532

CONSEIL EXÉCUTIF**DÉTAIL DU PROGRAMME 9****OFFICE DE LA LANGUE FRANÇAISE**

Ce programme vise à assurer la diffusion, le développement, la qualité et le respect du français dans tous les secteurs d'activités.

Crédits et dépenses	Montant
Crédits	
Additions et modifications:	
Virements	
De la Régie de la langue française (prog. 8)	\$ 2 854 200
Du ministère des Terres et Forêts	33 600
Crédits autorisés	2 887 800
* Dépenses	3 235 708
Crédits non utilisés	\$ 509 361
Dépassements aux crédits statutaires	\$ (857 269)

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement	
1—Traitements	\$ 2 378 439
Statutaires	3 877
2—Autres rémunérations	
Statutaires	169 101
3—Communications	
Statutaires	141 938
4—Services	
Statutaires	241 602
5—Entretien	
Statutaires	691
6—Loyers	
Statutaires	62 848
7—Fournitures	
Statutaires	65 544
11—Autres dépenses	
Statutaires	16 965
	3 081 005
Capital	
8—Équipement	
Statutaires	3 833
Transfert	
10—Transfert	
Statutaires	150 870
	\$ 3 235 708

* Y compris une dépense statutaire sans prévision budgétaire de \$ 857 269 afférente à la Charte de la langue française, 1977, c. 5.

DÉTAIL DU PROGRAMME 10

**COMMISSION DE SURVEILLANCE
DE LA LANGUE FRANÇAISE**

Ce programme vise à assurer la diffusion, le développement, la qualité et le respect du français dans tous les secteurs d'activités.

Crédits et dépenses	Montant
Crédits	
Additions et modifications:	
Virements	
De la Régie de la langue française (prog. 8)	\$ 148 600
Crédits autorisés	148 600
* Dépenses	132 229
Crédits non utilisés	\$ 36 170
Dépassements aux crédits statutaires	\$ (19 799)

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement	
1—Traitements	\$ 112 430
Statutaires	1 223
2—Autres rémunérations	
Statutaires	11 566
3—Communications	
Statutaires	4 161
4—Services	
Statutaires	412
7—Fournitures	
Statutaires	2 100
8—Équipement	
Statutaires	337
	<u>\$ 132 229</u>

* Y compris une dépense statutaire sans prévision budgétaire de \$ 19 799 afférente à la Charte de la langue française, 1977, c. 5.

CONSEIL EXÉCUTIF**DÉTAIL DU PROGRAMME 11****CONSEIL DE LA LANGUE FRANÇAISE**

Ce programme vise à assurer la diffusion, le développement, la qualité et le respect du français dans tous les secteurs d'activités.

Crédits et dépenses	Montant
Crédits	
Additions et modifications:	
Virements	
De la Régie de la langue française (prog. 8)	\$ 166 300
Crédits autorisés	166 300
* Dépenses	207 554
Crédits non utilisés	\$ 38 342
Dépassements aux crédits statutaires	\$ (79 596)

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement	
1—Traitements	\$ 127 958
2—Autres rémunérations	
Statutaires	5 117
3—Communications	
Statutaires	17 883
4—Services	
Statutaires	44 835
6—Loyers	
Statutaires	2 385
7—Fournitures	
Statutaires	2 989
	201 167
Capital	
8—Équipement	
Statutaires	6 387
	\$ 207 554

* Y compris une dépense statutaire sans prévision budgétaire de \$ 79 596 afférente à la Charte de la langue française, 1977, c. 5.

DÉTAIL DU PROGRAMME 12

FINANCEMENT DES PARTIS POLITIQUES

Ce programme vise à l'application des lois concernant le financement des partis politiques.

Crédits et dépenses	Montant
* Dépenses	\$ 444 850
Dépassements aux crédits statutaires	<u><u>\$ (444 850)</u></u>
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES	
Fonctionnement	
1—Traitements Statutaires	\$ 39 453
2—Autres rémunérations Statutaires	3 537
3—Communications Statutaires	31 098
4—Services Statutaires	1 901
7—Fournitures Statutaires	<u>2 265</u>
	<u>78 254</u>
Capital	
8—Équipement Statutaires	<u>7 453</u>
Transfert	
10—Transfert Statutaires	<u>359 143</u>
	<u><u>\$ 444 850</u></u>

* Y compris, une dépense statutaire sans prévision budgétaire afférente à la Loi régissant le financement des partis politiques, 1977, c. 11 et modifications.

CONSEIL EXÉCUTIF**SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPER-
CATÉGORIES ET CATÉGORIES**

	Fonctionnement	Capital	Transfert	Total
1—Traitements	\$ 14 071 310			\$ 14 071 310
2—Autres rémunérations	1 922 396			1 922 396
3—Communications	1 070 587			1 070 587
4—Services	2 606 485			2 606 485
5—Entretien	11 439			11 439
6—Loyers	341 453			341 453
7—Fournitures	539 469			539 469
8—Équipement	337	\$ 165 407		165 744
10—Transfert			\$ 7 146 574	7 146 574
11—Autres dépenses	1 397 501			1 397 501
	<u>\$ 21 960 977</u>	<u>\$ 165 407</u>	<u>\$ 7 146 574</u>	<u>\$ 29 272 958*</u>

* Excluant \$ 1 115 218 pour les prêts.

CONSEIL DU TRÉSOR

REVENUS

	<u>1977-1978</u>	<u>1976-1977</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Location de services de personnel		\$ 2 167
Revenus autonomes		\$ 2 167

DÉPENSES PAR SECTEURS ET PROGRAMMES

	Crédits autorisés	Dépenses	
		1977-1978	1976-1977
Secteur: Administration financière			
1—Gestion budgétaire et politique administrative	<u>\$ 3 938 500</u>	<u>\$ 3 104 340</u>	<u>\$ 2 596 347</u>
<hr/>			
Crédits votés	\$ 3 938 500	\$ 3 104 340	
Crédits non utilisés			
Votés	<u>(834 160)</u>		
	<u>\$ 3 104 340</u>	<u>\$ 3 104 340</u>	

CONSEIL DU TRÉSOR

DÉTAIL DU PROGRAMME 1

GESTION BUDGÉTAIRE ET POLITIQUE ADMINISTRATIVE

Ce programme vise à déterminer l'allocation des ressources conformément aux priorités du gouvernement et à veiller à ce que les ministères et les organismes qui en dépendent utilisent efficacement ces ressources humaines, matérielles et financières dans l'exécution de leurs programmes.

	Élément 1	Élément 2
Crédits et dépenses par éléments	Programmation et contrôle budgétaire	Politique administrative
Crédits	\$ 1 295 300	\$ 760 300
Additions et modifications:		
Virements		
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	12 800	5 000
Du ministère des Affaires intergouvernementales	26 600	
Autres		
Crédits autorisés	1 334 700	765 300
Dépenses	1 056 144	542 723
Crédits non utilisés	\$ 278 556	\$ 222 577
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES		
Fonctionnement	\$ 1 035 888	\$ 514 770
1—Traitements	5 019	
2—Autres rémunérations	4 979	5 288
3—Communications	6 272	17 733
4—Services		100
5—Entretien		
6—Loyers	2 978	2 847
7—Fournitures		
11—Autres dépenses		
	1 055 136	540 738
Capital		
8—Équipement	1 008	1 985
	\$ 1 056 144	\$ 542 723

Élément 3	Élément 4	Élément 5	
Politique de personnel et relations de travail	Soutien administratif et technique	Provision pour augmenter tout crédit pour la réalisation par les ministères, de projets ou d'expériences pilotes destinés à améliorer la gestion administrative	Total
\$ 1 166 900	\$ 553 300	\$ 101 400	\$ 3 877 200
12 900	4 000		34 700
(82 500)	82 500		26 600
1 097 300	639 800	101 400	3 938 500
905 047	600 426		3 104 340
<u>\$ 192 253</u>	<u>\$ 39 374</u>	<u>\$ 101 400</u>	<u>\$ 834 160</u>
\$ 812 924	\$ 480 760		\$ 2 844 342
20 081	8 417		33 517
34 749	6 241		51 257
18 968	56 934		99 907
3 226	219		319
8 917	31 164		34 390
1 440	15 169		29 911
<u>900 305</u>	<u>598 904</u>		<u>3 095 083</u>
4 742	1 522		9 257
<u>\$ 905 047</u>	<u>\$ 600 426</u>		<u>\$ 3 104 340</u>

CONSEIL DU TRÉSORSOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPER-
CATÉGORIES ET CATÉGORIES

	Fonctionnement	Capital	Transfert	Total
1—Traitements	\$ 2 844 342			\$ 2 844 342
2—Autres rémunérations	33 517			33 517
3—Communications	51 257			51 257
4—Services	99 907			99 907
5—Entretien	319			319
6—Loyers	34 390			34 390
7—Fournitures	29 911			29 911
8—Équipement		\$ 9 257		9 257
11—Autres dépenses	1 440			1 440
	<u>\$ 3 095 083</u>	<u>\$ 9 257</u>		<u>\$ 3 104 340</u>

CONSUMMATEURS, COOPÉRATIVES ET INSTITUTIONS FINANCIÈRES

REVENUS

	<u>1977-1978</u>	<u>1976-1977</u>
Droits et permis		
Autres droits et permis		
Constitution de compagnies d'assurance	\$ 2 975	
Compagnies d'assurance et agents d'assurance	284 945	\$ 274 942
Constitution de compagnies minières	100	
Constitution de compagnies de fidéicommiss	100	600
Compagnies de fidéicommiss	15 590	10 915
Compagnies étrangères à fonds social	9 678	9 387
Constitution d'autres compagnies	1 513 202	1 591 954
Sociétés de prêts et placements	4 925	30
Courtage mobilier	304 426	319 539
Courtage immobilier	286 987	285 347
Prospectus	1 421 757	1 417 135
Mainmorte	115	2 050
Vendeurs d'automobiles usagées	248 990	242 590
Vendeurs itinérants	142 360	114 010
Agents de réclamation	20 695	48 895
	<u>4 256 845</u>	<u>4 317 394</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	48 920	42 416
Matériel et fournitures		12
Photocopies de documents	19 125	18 848
Location d'espaces de stationnement	360	180
Location de services de personnel	509	29 622
Assurance-dépôts	44 101	21 199
Contrôle et surveillance des compagnies de fiducie et de finance	226 208	180 482
Contrôle et surveillance des compagnies d'assurance	1 414 285	930 873
	<u>1 753 508</u>	<u>1 223 632</u>
Amendes et confiscations		
Infractions à diverses lois	2 519	1 812
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	2 616	4 897
	<u>1 758 643</u>	<u>1 230 341</u>
Revenus autonomes	<u>\$ 6 015 488</u>	<u>\$ 5 547 735</u>

DÉPENSES PAR SECTEURS ET PROGRAMMES

	Crédits autorisés	Dépenses	
		1977-1978	1976-1977
Secteur: Gestion juridique du cadre socio-économique			
1—Protection du public	\$ 5 647 804	\$ 4 209 849	\$ 2 152 357
2—Contrôle et surveillance du développement des entreprises	2 686 100	2 573 040	2 157 380
Secteur: Marché financier			
3—Contrôle, surveillance et développement des institutions financières	4 066 700	3 618 739	3 148 624
4—Gestion interne et soutien	4 624 200	4 491 509	3 996 091
	<u>\$ 17 024 804</u>	<u>\$ 14 893 137</u>	<u>\$ 11 454 452</u>
Crédits votés	\$ 16 919 804	\$ 14 690 822	
Crédits statutaires	<u>105 000</u>	<u>202 315</u>	
	17 024 804	14 893 137	
Crédits non utilisés			
Votés	(2 228 982)		
Statutaires	(2 685)		
Dépassements aux crédits statutaires	<u>100 000</u>		
	<u>\$ 14 893 137</u>	<u>\$ 14 893 137</u>	

**CONSUMMATEURS, COOPÉRATIVES
ET INSTITUTIONS FINANCIÈRES**
DÉTAIL DU PROGRAMME 1
PROTECTION DU PUBLIC

Ce programme vise à assurer la protection du public en exerçant un contrôle et une surveillance de certaines activités commerciales et immobilières.

	Élément 1	Élément 2	
	Protection du consom- mateur	Contrôle et surveillance du courtage immobilier	Total
Crédits et dépenses par éléments			
Crédits	\$ 2 782 300	\$ 403 900	\$ 3 186 200
Additions et modifications:			
Virements			
Crédits supplémentaires	2 305 000		2 305 000
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	129 604	4 400	134 004
Au ministère de la Justice	(2 000)		(2 000)
Du ministère des Affaires sociales	24 600		24 600
Crédits autorisés	5 239 504	408 300	5 647 804
Dépenses	3 820 147	389 702	4 209 849
Crédits non utilisés	\$ 1 419 357	\$ 18 598	\$ 1 437 955

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 1 658 909	\$ 335 560	\$ 1 994 469
2—Autres rémunérations	161 731	30 867	192 598
3—Communications	1 003 221	10 329	1 013 550
4—Services	485 335	8 477	493 812
5—Entretien	455		455
6—Loyers	2 553		2 553
7—Fournitures	26 746	4 265	31 011
8—Équipement		204	204
	3 338 950	389 702	3 728 652
Capital			
8—Équipement	15 710		15 710
Transfert			
10—Transfert	465 487		465 487
	\$ 3 820 147	\$ 389 702	\$ 4 209 849

DÉTAIL DU PROGRAMME 2

**CONTRÔLE ET SURVEILLANCE DU DÉVELOPPEMENT
DES ENTREPRISES**

Ce programme vise à assurer un contrôle sur la création et la modification des entreprises opérant au Québec et à maintenir un contrôle et une surveillance du développement des associations coopératives.

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
Crédits et dépenses par éléments	Fichier central des entreprises	Création et modification de personnes morales	Contrôle, surveillance et développement des associations coopératives	Total
Crédits	\$ 730 100	\$ 1 352 300	\$ 531 500	\$ 2 613 900
Additions et modifications:				
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	11 200	16 000	4 000	31 200
Du Conseil exécutif			41 000	41 000
Autres	(60 000)	60 000		
Crédits autorisés	681 300	1 428 300	576 500	2 686 100
* Dépenses	634 791	1 278 981	659 268	2 573 040
Crédits non utilisés	\$ 46 509	\$ 149 319	\$ 17 232	\$ 213 060
Dépassements aux crédits statutaires			\$ (100 000)	\$ (100 000)
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES				
Fonctionnement				
1—Traitements	\$ 555 395	\$ 1 072 325	\$ 338 536	\$ 1 966 256
2—Autres rémunérations	47 378	58 290		105 668
3—Communications	760	14 734	37 226	52 720
4—Services	596	11 208	318	12 122
5—Entretien	105	3 057	15	3 177
6—Loyers	13 267	14 931		28 198
7—Fournitures	16 795	101 924	2 877	121 596
8—Équipement	495		96	591
	634 791	1 276 469	379 068	2 290 328
Capital				
8—Équipement		2 512		2 512
Transfert				
10—Transfert Statutaires			180 200	180 200
			100 000	100 000
			280 200	280 200
	\$ 634 791	\$ 1 278 981	\$ 659 268	\$ 2 573 040

* Y compris, à l'élément 3, une dépense statutaire sans prévision budgétaire de \$ 100 000 afférente à la Loi constituant la Société de développement coopératif, 1977, c. 69.

**CONSUMMATEURS, COOPÉRATIVES
ET INSTITUTIONS FINANCIÈRES**
DÉTAIL DU PROGRAMME 3
**CONTRÔLE, SURVEILLANCE ET DÉVELOPPEMENT
DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES**

Ce programme vise à permettre le maintien et le développement d'un réseau financier répondant aux besoins de l'économie par un contrôle constant des opérations des institutions financières.

	Élément 1	Élément 2
Crédits et dépenses par éléments		
Crédits	\$ 529 500	\$ 217 200
Additions et modifications:		
Virements		
Du Fonds de suppléance du		
ministère des Finances	3 300	2 000
Autres	(70 000)	(10 000)
Crédits autorisés	462 800	209 200
Dépenses	358 563	163 952
Crédits non utilisés	\$ 104 237	\$ 45 248
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATEGORIES		
Fonctionnement		
1—Traitements	\$ 290 677	\$ 144 551
2—Autres rémunérations	11 259	
3—Communications	3 399	5 605
4—Services	1 208	11 778
5—Entretien		
6—Loyers		
7—Fournitures	412	95
	306 955	162 029
Capital		
8—Équipement	1 608	1 923
Transfert		
10—Transfert	50 000	
	\$ 358 563	\$ 163 952

Élément 3	Élément 4	Élément 5	
Contrôle et surveillance des compagnies d'assurance	Contrôle, surveillance et développement du commerce des valeurs mobilières	Gestion du régime de l'assurance-dépôts	Total
\$ 1 366 500	\$ 1 559 300	\$ 297 000	\$ 3 969 500
76 100	14 200	1 600	97 200
<u>160 000</u>		<u>(80 000)</u>	
1 602 600	1 573 500	218 600	4 066 700
<u>1 497 809</u>	<u>1 423 872</u>	<u>174 543</u>	<u>3 618 739</u>
\$ 104 791	\$ 149 628	\$ 44 057	\$ 447 961
\$ 1 064 521	\$ 1 172 020	\$ 162 312	\$ 2 834 081
177 696	43 545	2 794	235 294
103 614	55 288	2 970	170 876
127 287	119 313	6 154	265 740
732	186	59	977
2 835	13 252		16 087
<u>13 753</u>	<u>12 201</u>	<u>254</u>	<u>26 715</u>
1 490 438	1 415 805	174 543	3 549 770
2 906	8 067		14 504
4 465			54 465
<u>\$ 1 497 809</u>	<u>\$ 1 423 872</u>	<u>\$ 174 543</u>	<u>\$ 3 618 739</u>

CONSUMMATEURS, COOPÉRATIVES ET INSTITUTIONS FINANCIÈRES

DÉTAIL DU PROGRAMME 4

GESTION INTERNE ET SOUTIEN				
Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières et à fournir les services d'inspection et d'enquête nécessaires au bon fonctionnement des autres programmes du ministère.				
	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
Crédits et dépenses par éléments	Direction et soutien administratif	Soutien technique	Inspections et enquêtes	Total
Crédits	\$ 2 398 900	\$ 536 100	\$ 1 670 700	\$ 4 605 700
Additions et modifications:				
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	24 700	4 800	18 100	47 600
Au ministère de la Justice	(7 500)			(7 500)
Au ministère de l'Immigration	(21 600)			(21 600)
Autres	40 000	(20 000)	(20 000)	
* Crédits autorisés	2 434 500	520 900	1 668 800	4 624 200
* Dépenses	2 363 575	486 940	1 640 994	4 491 509
Crédits non utilisés	\$ 70 925	\$ 33 960	\$ 27 806	\$ 132 691
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES				
Fonctionnement				
1—Traitements	\$ 1 722 146	\$ 366 305	\$ 1 498 462	\$ 3 586 913
Statutaires	102 315			102 315
2—Autres rémunérations	85 366	2 798	18 572	106 736
3—Communications	111 177	87 933	112 608	311 718
4—Services	119 478	23 843	2 651	145 972
5—Entretien	1 835	117	363	2 315
6—Loyers	134 534		105	134 639
7—Fournitures	66 451	2 829	3 351	72 631
11—Autres dépenses	9 604			9 604
	2 352 906	483 825	1 636 112	4 472 843
Capital				
8—Équipement	10 669	3 115	4 882	18 666
	\$ 2 363 575	\$ 486 940	\$ 1 640 994	\$ 4 491 509

* Y compris à l'élément 1, une prévision budgétaire de \$ 105 000 alors que la dépense s'est établie à \$ 102 315 pour l'exécution de la Loi des valeurs mobilières, S.R., c. 274 et modifications.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPER-
CATÉGORIES ET CATÉGORIES

	Fonctionnement	Capital	Transfert	Total
1—Traitements	\$ 10 484 034			\$ 10 484 034
2—Autres rémunérations	640 296			640 296
3—Communications	1 548 864			1 548 864
4—Services	917 646			917 646
5—Entretien	6 924			6 924
6—Loyers	181 477			181 477
7—Fournitures	251 953			251 953
8—Équipement	795	\$ 51 392		52 187
10—Transfert			\$ 800 152	800 152
11—Autres dépenses	9 604			9 604
	<u>\$ 14 041 593</u>	<u>\$ 51 392</u>	<u>\$ 800 152</u>	<u>\$ 14 893 137</u>

ÉDUCATION

REVENUS

	1977-1978	1976-1977
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	\$ 39 078	\$ 29 873
Matériel et fournitures	4 590	2 149
Audio-visuel	140 915	62 613
Véhicules usagés		282
CADRE	530 167	
Location de terrains et bâtisses	316 314	316 314
Location de l'ordinateur	548 923	521 841
Location d'espaces de stationnement	2 280	380
Cours	605 114	213 951
Cours par correspondance	491 081	430 311
Aide financière aux étudiants	759 094	1 043 865
Location de services de personnel		9 741
Aide financière à des comités paritaires	32 685	
	<u>3 470 241</u>	<u>2 631 320</u>
Intérêts		
Bourses d'études	518 528	570 045
Divers		2
	<u>518 528</u>	<u>570 047</u>
Recouvrements		
Subventions d'années antérieures	1 497 352	236 927
Dépenses sous formes d'indemnités		75 656
Bourses d'études	529 319	569 158
Autres dépenses	309 682	217 122
	<u>2 336 353</u>	<u>1 098 863</u>
Revenus autonomes	<u>6 325 122</u>	<u>4 300 230</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Programmes à frais partagés		
Bilinguisme en éducation	3 991 730	3 050 639
Formation dans les pénitenciers fédéraux	1 076 807	245 899
Recyclage des employés de postes	315 761	
Recyclage des employés de la garde côtière	32 400	
Recyclage des employés du CN	29 740	
Enseignement aux enfants indiens	669 115	
	<u>6 115 553</u>	<u>3 296 538</u>
	<u>\$ 12 440 675</u>	<u>\$ 7 596 768</u>

DÉPENSES PAR SECTEURS ET PROGRAMMES

	Crédits autorisés	Dépenses	
		1977-1978	1976-1977
Secteur: Administration et services			
1—Administration générale	\$ 54 472 000	\$ 49 316 643	\$ 40 732 285
2—Administration des réseaux	28 531 821	24 238 927	21 430 343
3—Aide financière aux étudiants	87 643 800	79 537 782	58 762 800
Secteur: Enseignement			
4—Enseignement élémentaire et secondaire public	2 049 870 500	2 056 663 082	1 845 553 201
5—Enseignement collégial public	444 840 400	440 853 778	351 606 900
6—Enseignement universitaire	586 510 000	580 468 328	478 923 443
7—Formation générale et socio- culturelle des adultes	41 192 400	37 507 999	33 701 334
8—Enseignement privé	142 013 600	137 773 069	117 570 617
Secteur: Sports et jeunesse			
9—Promotion du sport	23 322 200	22 976 601	11 884 822
Secteur: Loisirs et récréation de plein air			
10—Développement des loisirs	35 831 684	35 348 848	27 705 157
Secteur: Main-d'œuvre et emploi			
11—Formation professionnelle des adultes	67 878 900	61 325 224	55 217 809
Secteur: Gestion juridique du cadre socio-économique			
12—Organisation et réglementation des professions	1 752 400	1 543 220	1 401 726
	<u>\$ 3 563 859 705</u>	<u>\$ 3 527 553 501*</u>	<u>\$ 3 044 490 437</u>

ÉDUCATION

DÉPENSES PAR SECTEURS ET PROGRAMMES

	Crédits autorisés	Dépenses	
		1977-1978	1976-1977
Crédits votés	\$ 3 465 817 705	\$ 3 422 210 868	
Crédits statutaires	98 042 000	105 342 633	
	3 563 859 705	3 527 553 501	
Crédits non utilisés			
Votés	(43 606 837)		
Statutaires	(773 991)		
Dépassements aux crédits statutaires	8 074 624		
	<u>\$ 3 527 553 501</u>	<u>\$ 3 527 553 501</u>	

* Y compris \$ 105 303 171 pour les engagements du gouvernement du Québec dans le cadre du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, 1973, c. 12 et modifications.

DÉTAIL DU PROGRAMME 1

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

Ce programme vise à assurer l'administration de l'ensemble des programmes confiés au ministère de l'Éducation, à fournir un certain nombre de services d'appoint au ministère et aux organismes d'enseignement de même qu'à fournir à l'autorité compétente des avis relatifs à l'état et aux besoins de l'éducation.

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
Crédits et dépenses par éléments	Administration interne	Soutien	Consultation	Total
Crédits	\$ 15 407 900	\$ 33 279 500	\$ 2 111 000	\$ 50 798 400
Additions et modifications:				
Crédits supplémentaires		3 236 300		3 236 300
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	100 800	336 400	11 300	448 500
Au ministère des Travaux publics et Approvisionnement	(11 200)			(11 200)
Crédits autorisés	15 497 500	36 852 200	2 122 300	54 472 000
* Dépenses	12 574 787	34 964 555	1 777 301	49 316 643
Crédits non utilisés	\$ 2 929 019	\$ 1 887 645	\$ 344 999	\$ 5 161 663
Dépassements aux crédits statutaires	\$ (6 306)			\$ (6 306)

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES**Fonctionnement**

1—Traitements	\$ 7 608 122	\$ 12 169 618	\$ 983 383	\$ 20 761 123
2—Autres rémunérations	621 928	1 610 614	30 492	2 263 034
3—Communications	283 242	2 868 101	74 153	3 225 496
4—Services	1 567 745	6 518 365	651 658	8 737 768
Statutaires	6 306			6 306
5—Entretien	14 255	152 177	59	166 491
6—Loyers	366 561	3 522 699	19 562	3 908 822
7—Fournitures	442 200	1 089 115	14 940	1 546 255
11—Autres dépenses	7 385	1 121	131	8 637
	<u>10 917 744</u>	<u>27 931 810</u>	<u>1 774 378</u>	<u>40 623 932</u>

Capital

8—Équipement	<u>20 926</u>	<u>4 793 976</u>	<u>2 923</u>	<u>4 817 825</u>
--------------	---------------	------------------	--------------	------------------

Transfert

10—Transfert	<u>1 636 117</u>	<u>2 238 769</u>		<u>3 874 886</u>
	<u>\$ 12 574 787</u>	<u>\$ 34 964 555</u>	<u>\$ 1 777 301</u>	<u>\$ 49 316 643</u>

* Y compris à l'élément 1, une dépense statutaire sans prévision budgétaire de \$ 6 306 afférente à la Charte de la langue française, 1977, c. 5.

ÉDUCATION

DÉTAIL DU PROGRAMME 2

ADMINISTRATION DES RÉSEAUX

Ce programme vise à assurer la coordination des différents réseaux d'enseignement et à leur fournir les services nécessaires en matière de soutien à l'enseignement et à la gestion.

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
Crédits et dépenses par éléments	Administration de l'enseignement élémentaire et secondaire	Administration de l'enseignement post-secondaire	Administration de l'enseignement privé	Total
Crédits	\$ 16 393 700	\$ 11 047 500	\$ 455 200	\$ 27 896 400
Additions et modifications:				
Crédits supplémentaires		281 100		281 100
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	155 800	117 200	4 300	277 300
Des ministères suivants				
Affaires intergouvernementales	34 200			34 200
Finances	20 831			20 831
Travail et Main-d'œuvre		21 990		21 990
Crédits autorisés	16 604 531	11 467 790	459 500	28 531 821
Dépenses	14 095 252	9 729 030	414 645	24 238 927
Crédits non utilisés	\$ 2 509 279	\$ 1 738 760	\$ 44 855	\$ 4 292 894

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement				
1—Traitements	\$ 10 497 469	\$ 7 326 465	\$ 366 334	\$ 18 190 268
2—Autres rémunérations	578 616	717 274	8 503	1 304 393
3—Communications	546 329	435 896	13 011	995 236
4—Services	1 841 726	749 588	25 165	2 616 479
5—Entretien	4 374	893		5 267
6—Loyers	7 713	97 724		105 437
7—Fournitures	266 253	381 251	388	647 892
11—Autres dépenses	5 361	1 190	24	6 575
	13 747 841	9 710 281	413 425	23 871 547
Capital				
8—Équipement	33 216	18 749	1 220	53 185
Transfert				
10—Transfert	314 195			314 195
	\$ 14 095 252	\$ 9 729 030	\$ 414 645	\$ 24 238 927

ÉDUCATION

DÉTAIL DU PROGRAMME 3

AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDIANTS

Ce programme vise à favoriser l'accessibilité aux études, en fournissant un soutien financier aux étudiants.

	Élément 1	Élément 2
Crédits et dépenses par éléments	Bourses aux étudiants de l'enseignement élémentaire et secondaire	Prêts et bourses aux étudiants de l'enseignement collégial
Crédits	\$ 590 800	\$ 32 036 000
Additions et modifications:		
Crédits supplémentaires		
Virements		
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances		
Crédits autorisés	590 800	32 036 000
Dépenses	276 759	30 253 605
Crédits non utilisés	\$ 314 041	\$ 1 782 395
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES		
Fonctionnement		
1—Traitements		
2—Autres rémunérations		
3—Communications		
4—Services		
5—Entretien		
6—Loyers		
7—Fournitures		
11—Autres dépenses		\$ 175 261
		175 261
Capital		
8—Équipement		
Transfert		
10—Transfert	\$ 276 759	30 078 344
	\$ 276 759	\$ 30 253 605

Élément 3	Élément 4	Élément 5	
Prêts et bourses aux étudiants de l'enseignement universitaire	Bourses d'excellence	Gestion des prêts et bourses	Total
\$ 34 258 800	\$ 8 041 000	\$ 2 557 900	\$ 77 484 500
10 129 100			10 129 100
		30 200	30 200
44 387 900	8 041 000	2 588 100	87 643 800
38 936 470	7 827 351	2 243 597	79 537 782
<u>\$ 5 451 430</u>	<u>\$ 213 649</u>	<u>\$ 344 503</u>	<u>\$ 8 106 018</u>
		\$ 1 547 813	\$ 1 547 813
		562 931	562 931
		13 648	13 648
		51 851	51 851
		291	291
		1 400	1 400
		57 266	57 266
		2 700	923 964
\$ 746 003		2 237 900	3 159 164
746 003		5 697	5 697
38 190 467	\$ 7 827 351		76 372 921
<u>\$ 38 936 470</u>	<u>\$ 7 827 351</u>	<u>\$ 2 243 597</u>	<u>\$ 79 537 782</u>

ÉDUCATION

DÉTAIL DU PROGRAMME 4

ENSEIGNEMENT ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE PUBLIC		Ce programme vise à rendre accessibles aux élèves de ces niveaux les services d'enseigne- ment et de support à l'enseignement en fournis- sant aux commissions scolaires les ressources nécessaires à leur fonctionnement et à leur déve- loppement.			
		Élément 1	Élément 2	Élément 3	Élément 4
Crédits et dépenses par éléments	Enseigne- ment	Soutien à l'enseigne- ment	Investis- sements	Service de la dette	Total
Crédits	\$ 1 321 245 000	\$ 510 477 600	\$ 3 000 000	\$ 190 600 000	\$ 2 025 322 600
Additions et modifications:					
Crédits supplémentaires	15 293 500	6 554 400			21 847 900
Virements					
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	1 900 000	800 000			2 700 000
* Crédits autorisés	1 338 438 500	517 832 000	3 000 000	190 600 000	2 049 870 500
* Dépenses	1 343 356 061	519 839 223	2 900 122	190 567 676	2 056 663 082
Crédits non utilisés			\$ 99 878	\$ 32 324	\$ 132 202
Dépassements aux crédits statutaires	\$ (4 917 561)	\$ (2 007 223)			\$ (6 924 784)
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES					
Transfert					
10—Transfert	\$ 1 286 545 000	\$ 496 177 600	\$ 2 900 122	\$ 190 534 520	\$ 1 976 157 242
Statutaires	56 811 061	23 661 623		33 156	80 505 840
	\$ 1 343 356 061	\$ 519 839 223	\$ 2 900 122	\$ 190 567 676	\$ 2 056 663 082

* Y compris à l'élément 1, une prévision statutaire de \$ 51 893 500 alors que la dépense s'est établie à \$ 56 811 061, à l'élément 2, une prévision statutaire de \$ 21 654 400 alors que la dépense s'est établie à \$ 23 661 623 pour l'exécution du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, 1973, c. 12 et modifications; à l'élément 4, une prévision statutaire de \$ 35 000 alors que la dépense s'est établie à \$ 33 156 pour l'exécution de la Loi facilitant davantage les progrès scolaires dans la province, 1955-56, c. 39 et modifications.

DÉTAIL DU PROGRAMME 5

ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL PUBLIC

Ce programme vise à rendre accessibles aux étudiants de ce niveau les services d'enseignement et de support à l'enseignement en fournissant aux CEGEP les ressources financières nécessaires à leur fonctionnement et leur développement.

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
Crédits et dépenses par éléments	Enseignement	Soutien à l'enseignement	Service de la dette	Total
Crédits	\$ 228 509 400	\$ 140 649 500	\$ 52 400 000	\$ 421 558 900
Additions et modifications:				
Crédits supplémentaires	12 048 700	7 069 000		19 117 700
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	2 777 300	1 386 500		4 163 800
* Crédits autorisés	243 335 400	149 105 000	52 400 000	444 840 400
* Dépenses	243 844 009	149 213 680	47 796 089	440 853 778
Crédits non utilisés	\$ 250 916	\$ 275 329	\$ 4 603 911	\$ 5 130 156
Dépassements aux crédits statutaires	\$ (759 525)	\$ (384 009)		\$ (1 143 534)

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Transfert				
10—Transfert	\$ 234 387 784	\$ 144 590 871	\$ 47 796 089	\$ 426 774 744
Statutaires	9 456 225	4 622 809		14 079 034
	<u>\$ 243 844 009</u>	<u>\$ 149 213 680</u>	<u>\$ 47 796 089</u>	<u>\$ 440 853 778</u>

* Y compris à l'élément 1 une prévision statutaire de \$ 8 696 700 alors que la dépense s'est établie à \$ 9 456 225; à l'élément 2, une prévision statutaire de \$ 4 238 800 alors que la dépense s'est établie à \$ 4 622 809 pour l'exécution du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, 1973, c. 12 et modifications.

ÉDUCATION

DÉTAIL DU PROGRAMME 6

ENSEIGNEMENT UNIVERSITAIRE	Ce programme vise à promouvoir l'enseignement et la recherche en fournissant aux universités les ressources financières nécessaires à leur fonctionnement et à leur développement.	
	Élément 1 Enseignement et recherche	Élément 2 Programmes particuliers d'enseignement et de recherche
Crédits autorisés	\$ 329 625 000	\$ 34 881 000
Dépenses	<u>329 625 000</u>	<u>34 881 000</u>
Crédits non utilisés	<u><u> </u></u>	<u><u> </u></u>
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES		
Transfert		
10—Transfert	<u><u>\$ 329 625 000</u></u>	<u><u>\$ 34 881 000</u></u>

Élément 3	Élément 4	Élément 5	
Soutien à l'enseignement et à la recherche	Investissements	Service de la dette	Total
\$ 177 138 000	\$ 5 000 000	\$ 39 866 000	\$ 586 510 000
<u>177 138 000</u>	<u>1 655 794</u>	<u>37 168 534</u>	<u>580 468 328</u>
<u><u></u></u>	<u><u>\$ 3 344 206</u></u>	<u><u>\$ 2 697 466</u></u>	<u><u>\$ 6 041 672</u></u>
<u><u>\$ 177 138 000</u></u>	<u><u>\$ 1 655 794</u></u>	<u><u>\$ 37 168 534</u></u>	<u><u>\$ 580 468 328</u></u>

ÉDUCATION

DÉTAIL DU PROGRAMME 7

FORMATION GÉNÉRALE ET SOCIO-CULTURELLE DES ADULTES	Ce programme vise à contribuer par l'activité éducative au développement social et culturel des individus et des collectivités.	
	Élément 1	Élément 2
Crédits et dépenses par éléments	Formation	Soutien à la formation
Crédits	\$ 24 633 100	\$ 973 100
Additions et modifications:		
Virements		
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	<u>314 900</u>	<u>13 500</u>
Crédits autorisés	<u>24 948 000</u>	<u>986 600</u>
Dépenses	<u>22 761 083</u>	<u>896 132</u>
Crédits non utilisés	<u><u>\$ 2 186 917</u></u>	<u><u>\$ 90 468</u></u>
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES		
Fonctionnement		
2—Autres rémunérations	<u>\$ 80 158</u>	
Transfert		
10—Transfert	<u>22 680 925</u>	<u>\$ 896 132</u>
	<u><u>\$ 22 761 083</u></u>	<u><u>\$ 896 132</u></u>

Élément 3	Élément 4	Élément 5	
Gestion	Recherche et développement	Investissements	Total
\$ 11 167 200	\$ 3 334 800	\$ 568 200	\$ 40 676 400
149 300	38 300		516 000
11 316 500	3 373 100	568 200	41 192 400
10 337 948	2 994 508	518 328	37 507 999
<u>\$ 978 552</u>	<u>\$ 378 592</u>	<u>\$ 49 872</u>	<u>\$ 3 684 401</u>
			\$ 80 158
\$ 10 337 948	\$ 2 994 508	\$ 518 328	37 427 841
<u>\$ 10 337 948</u>	<u>\$ 2 994 508</u>	<u>\$ 518 328</u>	<u>\$ 37 507 999</u>

ÉDUCATION

DÉTAIL DU PROGRAMME 8

ENSEIGNEMENT PRIVÉ

Ce programme vise à favoriser le maintien et la qualité des institutions privées de niveaux élémentaire, secondaire et collégial en leur fournissant le support administratif et financier nécessaire.

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Enseignement élémentaire et secondaire	Enseignement collégial	Total
Crédits	\$ 106 686 300	\$ 31 903 500	\$ 138 589 800
Additions et modifications:			
Crédits supplémentaires	2 567 800	856 000	3 423 800
Virements			
Autres	(1 715 300)	1 715 300	
* Crédits autorisés	107 538 800	34 474 800	142 013 600
* Dépenses	104 423 916	33 349 153	137 773 069
Crédits non utilisés	\$ 3 114 884	\$ 1 125 647	\$ 4 240 531
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Transfert			
10—Transfert	\$ 96 515 648	\$ 30 505 968	\$ 127 021 616
Statutaires	7 908 268	2 843 185	10 751 453
	\$ 104 423 916	\$ 33 349 153	\$ 137 773 069

* Y compris à l'élément 1, une prévision statutaire de \$ 8 482 000 alors que la dépense s'est établie à \$ 7 908 268, à l'élément 2, une prévision statutaire de \$ 3 041 600 alors que la dépense s'est établie à \$ 2 843 185 pour l'exécution du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, 1973, c. 12 et modifications.

DÉTAIL DU PROGRAMME 9

PROMOTION DU SPORT

Ce programme vise à favoriser l'accessibilité de la population aux activités physiques et sportives, par une assistance financière et technique.

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
	Assistance aux organismes sportifs	Organisation et prépara- tion des compétitions sportives	Régie des installations olympiques	Total
Crédits et dépenses par éléments				
Crédits	\$ 11 412 800	\$ 1 900 000	\$ 10 000 000	\$ 23 312 800
Additions et modifications:				
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	9 400			9 400
Autres	38 600	(38 600)		
Crédits autorisés	11 460 800	1 861 400	10 000 000	23 322 200
Dépenses	11 439 205	1 837 396	9 700 000	22 976 601
Crédits non utilisés	\$ 21 595	\$ 24 004	\$ 300 000	\$ 345 599
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES				
Fonctionnement				
3—Communications		\$ 8 442		\$ 8 442
4—Services		575		575
7—Fournitures		18 540		18 540
		27 557		27 557
Transfert				
10—Transfert	\$ 11 439 205	1 809 839	\$ 9 700 000	22 949 044
	\$ 11 439 205	\$ 1 837 396	\$ 9 700 000	\$ 22 976 601

ÉDUCATION

DÉTAIL DU PROGRAMME 10

DÉVELOPPEMENT DES LOISIRS

Ce programme vise à favoriser à la population l'accessibilité aux activités socio-culturelles et de plein air par une assistance financière et technique.

	Élément 1	Élément 2
Crédits et dépenses par éléments	Développement des activités socio-culturelles	Développement des activités de plein air
Crédits	\$ 6 961 900	\$ 4 151 300
Additions et modifications:		
Crédits supplémentaires		
Virements		
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	1 118 730	
De la provision du programme 4 du ministère du Conseil exécutif		
Du ministère de la Fonction publique		
Autres	182 070	
Crédits autorisés	8 262 700	4 151 300
Dépenses	8 170 952	4 125 918
Crédits non utilisés	\$ 91 748	\$ 25 382

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement

1—Traitements	
2—Autres rémunérations	\$ 62 535
3—Communications	589 575
4—Services	
5—Entretien	
6—Loyers	
7—Fournitures	2 000
11—Autres dépenses	
	654 110

Capital

8—Équipement

Transfert

10—Transfert	7 516 842	\$ 4 125 918
	\$ 8 170 952	\$ 4 125 918

Élément 3	Élément 4	Élément 5	
Soutien au fonctionnement des organismes locaux et régionaux	Développement des équipements récréatifs	Administration du Haut-commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports	Total
\$ 5 859 300	\$ 7 000 000	\$ 7 340 800	\$ 31 313 300
	1 500 000		1 500 000
	1 648 054	32 800	2 799 584
	193 000		193 000
20 930	800 000	25 800 (1 003 000)	25 800
5 880 230	11 141 054	6 396 400	35 831 684
5 763 312	11 076 907	6 211 759	35 348 848
\$ 116 918	\$ 64 147	\$ 184 641	\$ 482 836
		\$ 2 483 620 205 189 584 928 648 821 4 435 34 882 61 878 1 633 4 025 386	\$ 2 483 620 267 724 1 174 503 648 821 4 435 34 882 63 878 1 633 4 679 496
		21 459	21 459
\$ 5 763 312	\$ 11 076 907	2 164 914	30 647 893
\$ 5 763 312	\$ 11 076 907	\$ 6 211 759	\$ 35 348 848

ÉDUCATION

DÉTAIL DU PROGRAMME 11

FORMATION PROFESSIONNELLE DES ADULTES

Ce programme vise à permettre aux travailleurs de se recycler et de se perfectionner selon les exigences des changements technologiques.

	Élément 1	Élément 2
Crédits et dépenses par éléments	Formation	Soutien à la formation
Crédits	\$ 40 404 400	\$ 1 621 100
Additions et modifications:		
Virements		
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	412 700	22 500
Crédits autorisés	40 817 100	1 643 600
Dépenses	36 752 320	1 492 647
Crédits non utilisés	\$ 4 064 780	\$ 150 953
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES		
Transfert		
10—Transfert	\$ 36 752 320	\$ 1 492 647

Élément 3	Élément 4	Élément 5	
Gestion	Recherche et dévelop- pement	Investis- sements	Total
\$ 18 602 600	\$ 5 556 100	\$ 947 100	\$ 67 131 300
<u>248 600</u>	<u>63 800</u>		<u>747 600</u>
18 851 200	5 619 900	947 100	67 878 900
<u>17 202 706</u>	<u>5 027 306</u>	<u>850 245</u>	<u>61 325 224</u>
<u>\$ 1 648 494</u>	<u>\$ 592 594</u>	<u>\$ 96 855</u>	<u>\$ 6 553 676</u>
 <u>\$ 17 202 706</u>	 <u>\$ 5 027 306</u>	 <u>\$ 850 245</u>	 <u>\$ 61 325 224</u>

ÉDUCATION

DÉTAIL DU PROGRAMME 12

**ORGANISATION ET RÉGLEMENTATION
DES PROFESSIONS**

Ce programme vise à permettre à l'Office des professions du Québec de veiller à ce que chaque corporation professionnelle assure la protection du public.

Crédits et dépenses	Montant
Crédits	\$ 1 744 500
Additions et modifications:	
Virements	
Du Fonds de suppléance	
du ministère des Finances	7 900
Crédits autorisés	1 752 400
Dépenses	1 543 220
Crédits non utilisés	\$ 209 180

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES**Fonctionnement**

1—Traitements	\$ 817 983
2—Autres rémunérations	34 999
3—Communications	90 903
4—Services	367 139
5—Entretien	1 121
6—Loyers	28 480
7—Fournitures	24 072
11—Autres dépenses	265
	1 364 962

Capital

8—Équipement	3 258
--------------	-------

Transfert

10—Transfert	175 000
	\$ 1 543 220

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR
SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

	Fonctionnement	Capital	Transfert	Total
1—Traitements	\$ 43 800 807			\$ 43 800 807
2—Autres rémunérations	4 513 239			4 513 239
3—Communications	5 508 228			5 508 228
4—Services	12 428 939			12 428 939
5—Entretien	177 605			177 605
6—Loyers	4 079 021			4 079 021
7—Fournitures	2 357 903			2 357 903
8—Équipement		\$ 4 901 424		4 901 424
10—Transfert			\$ 3 448 845 261	3 448 845 261
11—Autres dépenses	941 074			941 074
	<u>\$ 73 806 816</u>	<u>\$ 4 901 424</u>	<u>\$ 3 448 845 261</u>	<u>\$ 3 527 553 501</u>

FINANCES**REVENUS**

	<u>1977-1978</u>	<u>1976-1977</u>
Droits et permis		
Boissons alcooliques		
Vente de bière par les brasseurs	\$ 17 285 110	\$ 15 875 204
Production industrielle de boissons alcooliques	840	18 440
	<u>17 285 950</u>	<u>15 893 644</u>
Autres droits et permis		
Loterie olympique du Canada	- - - - *	- 2 751 565
	<u>17 285 950</u>	<u>18 645 209</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	80	1 898
Matériel et fournitures	678	1 740
Location d'espaces de stationnement	2 520	2 720
Curatelle publique	1 444 588	1 222 287
	<u>1 447 866</u>	<u>1 228 645</u>
Intérêts		
Comptes de banque	1 640 981	2 420 596
Placements temporaires	3 611 459	37 151 317
Prêts	65 441 455 (1)	55 784 104 (1)
Obligations et billets	80 064	141 948
Compte du gouvernement du Canada	186 236	186 236
Fonds d'amortissement	9 144 595	8 146 361
Gain sur fluctuation de change	26 475	2 392 225
Escompte sur remboursements d'obligations	22 722	170 694
	<u>80 153 987</u>	<u>106 393 481</u>

	1977-1978	1976-1977
Amendes et confiscations		
Dépôts judiciaires	\$ _ _ 266 965	\$ _ _ 181 764
Recouvrements		
Taxe de vente fédérale	5 339 149	5 350 104
Autres dépenses	1 120 515	83 867
	<u>6 459 664</u>	<u>5 433 971</u>
	<u>88 328 482</u>	<u>113 237 861</u>
Transferts des sociétés d'État		
Société des alcools du Québec		
Dividendes	180 000 000	165 000 000
Société d'exploitation des loteries et courses du Québec		
Revenu net d'exploitation	73 338 820	70 048 109
Hydro-Québec		
Prélèvement sur le revenu net	20 000 000	20 000 000
	<u>273 338 820</u>	<u>255 048 109</u>
Revenus autonomes	<u>378 953 252</u>	<u>386 931 179</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Inconditionnels	2 167 080 868 (2)	1 774 983 652**
Programmes à frais partagés	534 426 265 (2)	307 309 527**
	<u>2 701 507 133 (2)</u>	<u>2 082 293 179 (2)</u>
	<u>\$ 3 080 460 385</u>	<u>\$ 2 469 224 358</u>

* Après déduction d'un montant de \$ 4 790 233 versé au fonds spécial olympique.

** Pour fins de comparaison, les chiffres de 1976-1977 ont été modifiés pour tenir compte de la structure 1977-1978 en portant aux "Transferts inconditionnels" les "Programmes à frais partagés" suivants:

Assurance-hospitalisation — année civile 1976	\$ 19 278 500
Enseignement post-secondaire 1976-1977	380 250 473

\$ 399 528 973

FINANCES

REVENUS (suite)

	<u>1977-1978</u>	<u>1976-1977</u>
(1) Provenant de		
Commission administrative des régimes d'assurance-stabilisation des revenus agricoles	\$ 249 750	\$ 2 053
Office des autoroutes du Québec	19 486 119	17 873 756
Office du crédit agricole du Québec	28 191 087	23 513 860
Raffinerie de sucre de Québec	167 273	197 384
Régie de l'assurance-automobile du Québec	19 546	
Sidbec	1 122 088	
Société d'aménagement de l'Outaouais	2 372 920	1 966 372
Société de développement coopératif	336	
Société de développement immobilier du Québec	252 500	539 473
Société de développement industriel du Québec	4 331 712	4 648 153
Société d'habitation du Québec	5 654 882	4 604 811
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec	884 712	260 030
Société du parc industriel du centre du Québec	2 502 126	2 178 212
Société générale de financement du Québec	206 404	
	<u>\$ 65 441 455</u>	<u>\$ 55 784 104</u>

(2) Transferts du gouvernement du Canada**1977-1978**

Transferts inconditionnels

Péréquation globale

1977-1978	\$ 1 273 973 000
1976-1977	(12 148 000)
1975-1976	(12 141 000)
1974-1975	10 187 000
1973-1974	8 955 000
1972-1973	2 686 000

\$ 1 271 512 000

Garantie des recettes fiscales

Année civile

1976	85 875 000
1975	49 441 000
1974	(577 000)
1973	(8 716 000)
1972	3 661 000

129 684 000

Subside basé sur la population

1977-1978

4 356 658

Régime canadien de prêts aux étudiants

1976-1977

12 441 692

Part de l'impôt sur le revenu
de certaines entreprises
d'utilité publique

Année civile

1977	2 329 500
1975	(664 267)

1 665 233

Part de l'impôt sur les profits
non distribués

Année civile

1976

3 495 286

Assurance-hospitalisation

1977-1978

374 238 000

Enseignement post-secondaire

1977-1978

242 634 999

Programmes complémentaires de santé

1977-1978

125 660 000

Réciprocité fiscale-péréquation

1 393 000

\$ 2 167 080 868

FINANCES

REVENUS

1977-1978			
	Contribution	Abattement fiscal*	Compensation financière
Programmes à frais partagés			
Allocations aux jeunes			
Année civile			
1977		\$ (121 857 000)	\$ (121 857 000)
1976		(682 829)	(682 829)
		<u>(122 539 829)</u>	<u>(122 539 829)</u>
Assurance-hospitalisation			
Année civile			
1977	\$ 206 910 000	(178 826 000)	28 084 000
1976	57 184 000	(2 345 752)	54 838 248
1975	14 307 000		14 307 000
	<u>278 401 000</u>	<u>(181 171 752)</u>	<u>97 229 248</u>
Bien-être			
1977-1978	569 285 501**	(203 095 000)	366 190 501
1976-1977		(1 138 048)	(1 138 048)
	<u>569 285 501</u>	<u>(204 233 048)</u>	<u>365 052 453</u>
Bilinguisme			
Année civile			
1977	54 802 620		54 802 620
1976	12 914 176		12 914 176
1975	18 575 176		18 575 176
1974	10 904 329		10 904 329
1973	5 781 380		5 781 380
1972	2 693 790		2 693 790
	<u>105 671 471</u>		<u>105 671 471</u>
Enseignement post-secondaire			
1975-1976	5 988 000		5 988 000
1973-1974	66 637 768	(8 710 277)	57 927 491
1972-1973	25 866 296		25 866 296
1971-1972	369 913		369 913
1970-1971	(1 138 778)		(1 138 778)
	<u>97 723 199</u>	<u>(8 710 277)</u>	<u>89 012 922</u>
	<u>\$ 1 051 081 171</u>	<u>\$ (516 654 906)</u>	<u>534 426 265</u>
			<u>\$ 2 701 507 133</u>

* L'abattement fiscal représente la valeur des impôts sur le revenu des particuliers et des sociétés qui ont été consentis au Québec par le gouvernement du Canada pour le financement des programmes d'assurance-hospitalisation, de bien-être, des allocations aux jeunes et de l'enseignement post-secondaire.

** Après déduction d'un remboursement de \$ 22 899 pour le "Refuge Meurling", Montréal.

DÉPENSES PAR SECTEURS ET PROGRAMMES

	Crédits autorisés	Dépenses	
		1977-1978	1976-1977
Secteur: Administration financière			
1—Études des politiques économiques et fiscales	\$ 678 300	\$ 653 510	\$ 532 733
2—Gestion de la caisse et de la dette publique	608 767 000	613 253 408	500 166 565
3—Comptabilité gouvernementale	15 883 800	14 903 231	13 960 196
4—Fonds de suppléance	26 018 226		
5—Gestion interne et soutien	2 665 125	2 274 539	2 264 704
6—Mesures anti-inflationnistes*			1 316 162
Secteur: Gestion juridique de cadre socio-économique			
7—Curatelle publique	2 041 700	1 965 564	1 814 960
	<u>\$ 656 054 151</u>	<u>\$ 633 050 252</u>	<u>\$ 520 055 320</u>
<hr/>			
Crédits votés	\$ 50 479 651	\$ 22 916 488	
Crédits statutaires	<u>605 574 500</u>	<u>610 133 764</u>	
	656 054 151	633 050 252	
Crédits non utilisés			
Votés	(27 563 163)		
Statutaires	(1 470 167)		
Dépassements aux crédits statutaires	<u>6 029 431</u>		
	<u>\$ 633 050 252</u>	<u>\$ 633 050 252</u>	

* En vertu de l'arrêté en conseil 780-77 du 16 mars 1977, la Loi concernant les mesures anti-inflationnistes (chapitre 16 des lois de 1975) a cessé d'avoir effet. En conséquence, ce programme a été aboli en 1977-1978.

FINANCES**DÉTAIL DU PROGRAMME 1****ÉTUDES DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES
ET FISCALES**

Ce programme vise à conseiller le gouvernement en matière de politique financière, économique et fiscale ainsi que de relations financières avec le gouvernement fédéral.

Crédits et dépenses	Montant
Crédits	\$ 581 100
Additions et modifications:	
Virements	
Du Fonds de suppléance	
du programme 4	97 200
Crédits autorisés	678 300
Dépenses	653 510
Crédits non utilisés	\$ 24 790

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement	
1—Traitements	\$ 551 968
3—Autres rémunérations	7 631
3—Communications	13 333
4—Services	11 898
5—Entretien	576
6—Loyers	66 097
7—Fournitures	1 479
8—Équipement	528
	\$ 653 510

DÉTAIL DU PROGRAMME 2

GESTION DE LA CAISSE ET DE LA DETTE PUBLIQUE

Ce programme vise à gérer la caisse gouvernementale ainsi qu'à effectuer et administrer les emprunts du gouvernement et certains organismes para-publics.

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Gestion de la caisse	Gestion de la dette publique	Total
Crédits	\$ 4 958 400	\$ 603 784 700	\$ 608 743 100
Additions et modifications:			
Virements			
Du Fonds de suppléance du programme 4	16 800	7 100	23 900
Crédits autorisés	4 975 200	603 791 800	608 767 000
Dépenses	10 880 618	602 372 790	613 253 408
Crédits non utilisés	\$ 124 013	\$ 1 419 010	\$ 1 543 023
Dépassements au crédits statutaires	\$ (6 029 431)		\$ (6 029 431)
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 1 062 510	\$ 431 686	\$ 1 494 196
2—Autres rémunérations	31 083	22 781	53 864
3—Communications	4 797	6 546	11 343
4—Services	963 843	2 782	966 625
5—Entretien	8 437	1 289	9 726
6—Loyers	5 326		5 326
7—Fournitures	185 346	1 112	186 458
11—Autres dépenses	384 065		384 065
12—Service de la dette			
Statutaires	8 229 431	601 902 833	610 132 264
	10 874 838	602 369 029	613 243 867
Capital			
8—Équipement	5 780	3 761	9 541
	\$ 10 880 618	\$ 602 372 790	\$ 613 253 408

* Y compris à l'élément 1, une prévision statutaire de \$ 2 200 000 alors que la dépense s'est établie à \$ 8 229 431 et à l'élément 2, une prévision statutaire de \$ 603 309 500 alors que la dépense s'est établie à \$ 601 902 833 concernant la Loi de l'administration financière, 1970, c. 17 et modifications.

FINANCES**DÉTAIL DU PROGRAMME 3****COMPTABILITÉ GOUVERNEMENTALE**

Ce programme vise à exercer le contrôle de la régularité des dépenses, à préparer les états financiers et à apporter aux gestionnaires toute information comptable pertinente.

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Comptabilité des ministères	Coordination centrale	Total
Crédits	\$ 11 261 200	\$ 4 347 000	\$ 15 608 200
Additions et modifications:			
Virements			
Du Fonds de suppléance du programme 4	179 200	57 400	236 600
Des ministères suivants			
Affaires sociales	22 400		22 400
Communications		16 600	16 600
Autres	6 000	(6 000)	
Crédits autorisés	11 468 800	4 415 000	15 883 800
Dépenses	11 111 109	3 792 122	14 903 231
Crédits non utilisés	<u>\$ 357 691</u>	<u>\$ 622 878</u>	<u>\$ 980 569</u>

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES**Fonctionnement**

1—Traitements	\$ 10 507 712	\$ 3 302 704	\$ 13 810 416
2—Autres rémunérations	377 539	99 420	476 959
3—Communications	25 562	94 171	119 733
4—Services	99 686	30 240	129 926
5—Entretien	3 130	194	3 324
6—Loyers	32 558	239 803	272 361
7—Fournitures	19 223	19 912	39 135
	<u>11 065 410</u>	<u>3 786 444</u>	<u>14 851 854</u>

Capital

8—Équipement	45 699	5 678	51 377
	<u>\$ 11 111 109</u>	<u>\$ 3 792 122</u>	<u>\$ 14 903 231</u>

FINANCES

DÉTAIL DU PROGRAMME 4

FONDS DE SUPPLÉANCE		Ce programme vise à pourvoir aux dépenses imprévues qui peuvent survenir dans l'administration des programmes gouvernementaux.	
	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Provision pour augmenter tout crédit, avec l'approbation du Conseil du trésor, à condition que le montant ainsi ajouté ne dépasse pas le montant le plus élevé de \$ 50 000 ou de 10% du crédit ainsi augmenté; tous les montants remboursés au présent crédit peuvent être utilisés à nouveau pour les mêmes fins	Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit applicable aux traitements, salaires et allocations des employés du gouvernement et du secteur para-public	
Crédits	\$ 21 984 000	\$ 60 000 000	
Additions et modifications:			
Crédits supplémentaires		30 000 000	
Virements			
Autres	13 729 400	(13 729 400)	
	<u>35 713 400</u>	<u>76 270 600</u>	
Virements			
Aux ministères suivants			
Affaires culturelles	1 359 500	464 900	
Affaires intergouvernementales	165 000	80 700	
Affaires municipales	2 100 000	577 800	
Affaires sociales	18 715 000	27 982 390	
Agriculture	599 000	1 323 600	
Assemblée nationale	250 000	337 500	
Communications	2 233 300	1 042 179	
Conseil exécutif	40 000	202 500	
Conseil du trésor		34 700	
Consommateurs, Coopératives et Institutions financières	157 504	152 500	
Éducation	2 884 584	8 815 700	
Finances	30 500	668 116	
Fonction publique		249 700	
Industrie et Commerce	231 000	509 300	
Justice	270 500	3 709 700	
Revenu	855 043	833 600	
Richesses naturelles	1 914 700	312 200	
Terres et Forêts		520 700	
Tourisme, Chasse et Pêche	1 236 895	1 018 400	
Transports	180 000	3 242 400	
Travail et Main-d'oeuvre		646 300	
Travaux publics et Approvisionnement	42 000	753 300	
Services de protection de l'environnement	70 000	254 600	
	<u>33 334 526</u>	<u>53 732 785</u>	
Crédits autorisés	2 378 874	22 537 815	
Dépenses			
Crédits non utilisés	<u>\$ 2 378 874</u>	<u>\$ 22 537 815</u>	

Élément 3

Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets favorisant l'emploi de bénéficiaires d'aide sociale et d'étudiants

Total

\$ 8 100 000	\$ 90 084 000
1 437 400	31 437 400
<u>9 537 400</u>	<u>121 521 400</u>
29 000	1 853 400
	245 700
	2 677 800
111 458	46 808 848
398 233	2 320 833
	587 500
40 326	3 315 805
	242 500
	34 700
	310 004
	11 700 284
21 840	720 456
	249 700
	740 300
96 100	4 076 300
11 050	1 699 693
64 844	2 291 744
303 415	824 115
249 300	2 504 595
560 200	3 982 600
6 531 397	7 177 697
7 200	802 500
11 500	336 100
<u>8 435 863</u>	<u>95 503 174</u>
1 101 537	26 018 226
<u>\$ 1 101 537</u>	<u>\$ 26 018 226</u>

FINANCES

DÉTAIL DU PROGRAMME 5

GESTION INTERNE ET SOUTIEN

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.

Crédits et dépenses	Montant
Crédits	\$ 2 364 900
Additions et modifications:	
Virements	
Du Fonds de suppléance du programme 4	
Aux ministères suivants	332 256
Affaires municipales	(11 200)
Éducation	(20 831)
* Crédits autorisés	2 665 125
* Dépenses	2 274 539
Crédits non utilisés	\$ 390 586

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES**Fonctionnement**

1—Traitements	\$ 1 384 884
2—Autres rémunérations	395 542
3—Communications	57 466
4—Services	234 212
Statutaires	1 500
5—Entretien	4 966
6—Loyers	59 654
7—Fournitures	101 849
11—Autres dépenses	15 553
	2 255 626

Capital

8—Équipement	17 913
--------------	--------

Transfert

10—Transfert	1 000
	\$ 2 274 539

* Y compris une prévision statutaire de \$ 65 000 alors que la dépense s'est établie à \$ 1 500 pour l'exécution de la Loi des employés publics, S.R., c. 12 et modifications.

DÉTAIL DU PROGRAMME 7

CURATELLE PUBLIQUE

Ce programme vise à administrer les biens de malades mentaux et les biens sans maîtres et à surveiller l'administration des curateurs privés et des tuteurs.

	Élément 1	Élément 2	
	Administra- tion de biens sous curatelle publique	Surveillance de l'adminis- tration des curateurs privés et des tuteurs	Total
Crédits et dépenses par éléments			
Crédits	\$ 1 509 400	\$ 501 800	\$ 2 011 200
Additions et modifications:			
Virements			
Du Fonds de suppléance du programme 4	22 500	8 000	30 500
Crédits autorisés	1 531 900	509 800	2 041 700
Dépenses	1 486 557	479 007	1 965 564
Crédits non utilisés	\$ 45 343	\$ 30 793	\$ 76 136

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES**Fonctionnement**

1—Traitements	\$ 1 348 120	\$ 423 027	\$ 1 771 147
2—Autres rémunérations	39 567	24 002	63 569
3—Communications	55 320	16 191	71 511
4—Services	7 795	3 480	11 275
5—Entretien	568		568
6—Loyers	10 163	450	10 613
7—Fournitures	20 632	7 425	28 057
	1 482 165	474 575	1 956 740

Capital

8—Équipement	4 392	4 432	8 824
	\$ 1 486 557	\$ 479 007	\$ 1 965 564

FINANCESSOMMAIRE DES DÉPENSES PAR
SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

	Fonctionnement	Capital	Transfert	Total
1—Traitements	\$ 19 012 611			\$ 19 012 611
2—Autres rémunérations	997 564			997 564
3—Communications	273 386			273 386
4—Services	1 355 436			1 355 436
5—Entretien	19 160			19 160
6—Loyers	414 051			414 051
7—Fournitures	356 978			356 978
8—Équipement	528	\$ 87 655		88 183
10—Transfert			\$ 1 000	1 000
11—Autres dépenses	399 619			399 619
12—Service de la dette	610 132 264			610 132 264
	<u>\$ 632 961 597</u>	<u>\$ 87 655</u>	<u>\$ 1 000</u>	<u>\$ 633 050 252</u>

FONCTION PUBLIQUE

REVENUS

	<u>1977-1978</u>	<u>1976-1977</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	\$ 30	\$ 310
Matériel et fournitures		32
Photocopies de documents	720	
Location de services de personnel	67 266	65 409
Absences pour activités syndicales	<u>1 784 876</u>	<u>1 265 768</u>
	<u>1 852 892</u>	<u>1 331 519</u>
Contributions à des régimes de retraite		
Fonctionnaires	64 061 132	31 627 075
Enseignants	63 566 461	60 859 265
Employés du gouvernement et des organismes publics	<u>799 657</u>	<u>633 663</u>
	<u>128 427 250</u>	<u>93 120 003</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	659 410	3 542 061
Autres dépenses	<u>3 316</u>	
	<u>662 726</u>	<u>3 542 061</u>
Revenus autonomes	<u>\$ 130 942 868</u>	<u>\$ 97 993 583</u>

DÉPENSES PAR SECTEURS ET PROGRAMMES

	Crédits autorisés	Dépenses	
		1977-1978	1976-1977
Secteur: Administration du personnel			
1—Gestion du personnel et aménagement des conditions de travail dans les secteurs de la Fonction publique et du péri-public	\$ 56 179 800	\$ 53 113 959	\$ 47 629 749
2—Régimes de retraite et assurance collective sur la vie des fonctionnaires ou employés publics	161 314 100	153 088 333	124 339 498
3—Commission de la fonction publique	5 447 800	5 079 242	4 316 618
	<u>\$ 222 941 700</u>	<u>\$ 211 281 534*</u>	<u>\$ 176 285 865</u>
<hr/>			
Crédits votés	\$ 69 737 900	\$ 64 524 511	
Crédits statutaires	<u>153 203 800</u>	<u>146 757 023</u>	
	222 941 700	211 281 534	
Crédits non utilisés			
Votés	(5 213 389)		
Statutaires	(7 929 933)		
Dépassements aux crédits statutaires	<u>1 483 156</u>		
	<u>\$ 211 281 534</u>	<u>\$ 211 281 534</u>	

* Y compris \$29 203 736 pour les engagements du Gouvernement dans le cadre du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics.

FONCTION PUBLIQUE

DÉTAIL DU PROGRAMME 1

GESTION DU PERSONNEL ET AMÉNAGEMENT DES CONDITIONS DE TRAVAIL DANS LES SECTEURS DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU PÉRI-PUBLIC

Ce programme vise à améliorer la connaissance du personnel de la Fonction publique, à conseiller les ministères et organismes en matière d'organisation administrative et de développement des ressources humaines, à préparer les négociations des conventions collectives dans les secteurs de la Fonction publique et du péri-public et à en coordonner l'application. Il vise également le paiement des bénéfices marginaux et autres contributions du gouvernement à titre d'employeur.

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	Élément 4	
	Amélioration de la gestion du personnel et de l'orga- nisation	Aménage- ment des conditions de travail dans le sec- teur public	Gestion interne et soutien	Contributions du gouverne- ment à titre d'employeur	Total
Crédits et dépenses par éléments					
Crédits	\$ 4 846 200	\$ 1 299 700	\$ 1 331 300	\$ 48 500 000	\$ 55 977 200
Additions et modifications:					
Virements					
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	60 900	8 900	10 500		80 300
Des ministères suivants					
Affaires municipales	11 400				11 400
Affaires sociales	75 100	5 500			80 600
Assemblée nationale	18 600				18 600
De la Commission administrative du régime de retraite (prog. 2)	11 700				11 700
* Crédits autorisés	5 023 900	1 314 100	1 341 800	48 500 000	56 179 800
* Dépenses	4 418 550	934 765	1 080 248	46 680 396	53 113 959
Crédits non utilisés	\$ 605 350	\$ 379 335	\$ 261 552	\$ 2 057 322	\$ 3 303 559
Dépassements aux crédits statutaires				\$ (237 718)	\$ (237 718)

* Y compris à l'élément 4, une prévision statutaire de \$ 4 000 000 alors que la dépense s'est établie à \$ 4 237 718 pour l'exécution de la Loi des employés publics, S.R., c. 12 et modifications.

DÉTAIL DU PROGRAMME 1 (suite)

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	Élément 4	
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES	Amélioration de la gestion du personnel et de l'orga- nisation	Aménage- ment des conditions de travail dans le sec- teur public	Gestion interne et soutien	Contributions du gouverne- ment à titre d'employeur	Total
Fonctionnement					
1—Traitements Statutaires	\$ 3 788 913	\$ 815 692	\$ 805 844	\$ 36 293 236	\$ 41 703 685
2—Autres rémunérations	122 326	11 998	57 564	4 237 718	4 237 718
3—Communications	111 338	43 620	18 719	6 149 442	6 341 330
4—Services	165 350	55 032	83 447		173 677
5—Entretien	1 293		2 094		303 829
6—Loyers	119 950		43 904		3 387
7—Fournitures	91 225	6 005	35 559		163 854
11—Autres dépenses	6 343		20 318		132 789
	<u>4 406 738</u>	<u>932 347</u>	<u>1 067 449</u>	<u>46 680 396</u>	<u>53 086 930</u>
Capital					
8—Équipement	11 812	2 418	12 799		27 029
	<u>\$ 4 418 550</u>	<u>\$ 934 765</u>	<u>\$ 1 080 248</u>	<u>\$ 46 680 396</u>	<u>\$ 53 113 959</u>

FONCTION PUBLIQUE

DÉTAIL DU PROGRAMME 2

RÉGIMES DE RETRAITE ET ASSURANCE COLLECTIVE SUR LA VIE DES FONCTIONNAIRES OU EMPLOYÉS PUBLICS	Ce programme vise à l'administration des régimes de retraite et au paiement de l'assurance collective sur la vie des fonctionnaires ou employés publics.	
	Élément 1	Élément 2
Crédits et dépenses par éléments Crédits Additions et modifications: Crédits supplémentaires Virements Du Fonds de suppléance du ministère des Finances Aux ministères suivants Éducation Fonction publique Tourisme, Chasse et Pêche Travaux publics et Approvisionnement	Régime de retraite des fonction- naires \$ 51 070 500	Régime de retraite des enseignants \$ 62 395 300
* Crédits autorisés	51 070 500	62 395 300
* Dépenses	52 275 884	60 999 631
Crédits non utilisés Dépassements aux crédits statutaires	\$ (1 205 384)	\$ 1 395 669
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES		
Fonctionnement 1—Traitements Statutaires 2—Autres rémunérations 3—Communications 4—Services 5—Entretien 6—Loyers 7—Fournitures 11—Autres dépenses Statutaires	\$ 52 275 884	\$ 60 999 631
Capital 8—Équipement	\$ 52 275 884	\$ 60 999 631

* Y compris à l'élément 1, une prévision statutaire de \$ 51 070 500 alors que la dépense s'est établie à \$ 52 275 884 pour l'exécution de la Loi des pensions, S.R. c. 14 et modifications; à l'élément 2, une prévision statutaire de \$ 62 395 300 alors que la dépense s'est établie à \$ 60 999 631 pour l'exécution du Régime de retraite des enseignants 1965, sess. 1, c. 68 et modifications; à l'élément 3, une prévision

statutaire de \$ 35 738 000 alors que la dépense s'est établie à \$ 29 203 736 pour l'exécution du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, 1973, c. 12 et modifications; à l'élément 5 une dépense statutaire sans prévision budgétaire de \$ 40 054 afférente au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, 1973, c. 12 et modifications.

Élément 3	Élément 4	Élément 5	
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	Assurance collective sur la vie des fonctionnaires ou employés publics	Administration	Total
\$ 27 905 800	\$ 4 095 000	\$ 7 982 000	\$ 153 448 600
7 832 200			7 832 200
		105 400	105 400
		(25 800)	(25 800)
		(11 700)	(11 700)
		(17 200)	(17 200)
		(17 400)	(17 400)
35 738 000	4 095 000	8 015 300	161 314 100
29 203 736	3 874 500	6 734 582	153 088 333
\$ 6 534 264	\$ 220 500	\$ 1 320 772	\$ 9 471 205
		\$ (40 054)	\$ (1 245 438)
\$ 29 203 736	\$ 3 874 500	\$ 5 937 250	\$ 9 811 750
		187 366	142 479 251
		229 893	187 366
		74 386	229 893
		4 291	74 386
		109 676	4 291
		130 079	109 676
		8 543	130 079
		40 054	8 543
29 203 736	3 874 500	6 721 538	153 075 289
		13 044	13 044
\$ 29 203 736	\$ 3 874 500	\$ 6 734 582	\$ 153 088 333

FONCTION PUBLIQUE

DÉTAIL DU PROGRAMME 3

COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE

Ce programme vise à recruter et sélectionner des candidats pour combler les postes vacants, à établir et maintenir à jour une classification du personnel de la Fonction publique et à s'assurer que les employés non assujettis à une convention collective de travail soient traités de façon impartiale et équitable.

	Élément 1	Élément 2	
	Classification, dotation et vérification	Gestion interne et soutien technique	Total
Crédits et dépenses par éléments			
Crédits	\$ 4 413 400	\$ 1 010 600	\$ 5 424 000
Additions et modifications:			
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	56 800	7 200	64 000
Au ministère des Terres et Forêts		(40 200)	(40 200)
Crédits autorisés	4 470 200	977 600	5 447 800
Dépenses	4 153 380	925 862	5 079 242
Crédits non utilisés	\$ 316 820	\$ 51 738	\$ 368 558

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES
ET CATÉGORIES

Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 3 911 124	\$ 716 757	\$ 4 627 881
2—Autres rémunérations	3 147	51 005	54 152
3—Communications	115 551	12 198	127 749
4—Services	21 570	25 647	47 217
5—Entretien	44	2 687	2 731
6—Loyers	44 924	64 755	109 679
7—Fournitures	46 170	44 132	90 302
11—Autres dépenses		3 287	3 287
	4 142 530	920 468	5 062 998
Capital			
8—Équipement	10 850	5 394	16 244
	\$ 4 153 380	\$ 925 862	\$ 5 079 242

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR
SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

	Fonctionnement	Capital	Transfert	Total
1—Traitements	\$ 202 860 285			\$ 202 860 285
2—Autres rémunérations	6 582 848			6 582 848
3—Communications	531 319			531 319
4—Services	425 432			425 432
5—Entretien	10 409			10 409
6—Loyers	383 209			383 209
7—Fournitures	353 170			353 170
8—Équipement		\$ 56 317		56 317
11—Autres dépenses	78 545			78 545
	<u>\$ 211 225 217</u>	<u>\$ 56 317</u>		<u>\$ 211 281 534</u>

IMMIGRATION**REVENUS**

	<u>1977-1978</u>	<u>1976-1977</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Location de terrains et bâtisses		\$ 350
Location d'espaces de stationnement	\$ 560	180
	<u>560</u>	<u>530</u>
Intérêts		
Gain sur fluctuation de change	16	
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	98 279	96 446
Revenus autonomes	<u>98 855</u>	<u>96 976</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Programmes à frais partagés		
Cours de préparation à la citoyenneté	479 629	342 101
Manuels de langue	71 254	68 159
	<u>550 883</u>	<u>410 260</u>
	<u>\$ 649 738</u>	<u>\$ 507 236</u>

DÉPENSES PAR SECTEURS ET PROGRAMMES

	Crédits autorisés	Dépenses	
		1977-1978	1976-1977
Secteur: Immigration			
1—Immigration	<u>\$ 12 827 500</u>	<u>\$ 11 357 894</u>	<u>\$ 10 147 754</u>
<hr/>			
Crédits votés	\$ 12 827 500	\$ 11 357 894	
Crédits non utilisés			
Votés	<u>(1 469 606)</u>	<u></u>	
	<u>\$ 11 357 894</u>	<u>\$ 11 357 894</u>	

IMMIGRATION**DÉTAIL DU PROGRAMME 1****IMMIGRATION**

Ce programme vise à assurer la participation et l'intégration des immigrants à la vie québécoise.

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
Crédits et dépenses par éléments	Établissement des immigrants	Adaptation des immigrants	Direction et gestion interne	Total
Crédits	\$ 1 568 500	\$ 8 368 200	\$ 2 862 600	\$ 12 799 300
Additions et modifications:				
Virements				
Au ministère de la Justice			(4 100)	(4 100)
Des ministères suivants				
Affaires sociales			10 700	10 700
Consommateurs, Coopératives et Institutions financières	21 600			21 600
Autres	127 100	(112 100)	(15 000)	
Crédits autorisés	1 717 200	8 256 100	2 854 200	12 827 500
Dépenses	1 626 847	7 387 638	2 343 409	11 357 894
Crédits non utilisés	\$ 90 353	\$ 868 462	\$ 510 791	\$ 1 469 606

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES				
Fonctionnement				
1—Traitements	\$ 1 509 366	\$ 4 336 007	\$ 1 624 016	\$ 7 469 389
2—Autres rémunérations		586 104	174 694	760 798
3—Communications	107 588	59 103	107 393	274 084
4—Services	9 727	1 897 264	199 131	2 106 122
5—Entretien		384	5 338	5 722
6—Loyers		19 834	58 751	78 585
7—Fournitures	166	167 567	110 135	277 868
11—Autres dépenses		15 233	34 760	49 993
	1 626 847	7 081 496	2 314 218	11 022 561
Capital				
8—Équipement		26 143	29 191	55 334
Transfert				
10—Transfert		279 999		279 999
	\$ 1 626 847	\$ 7 387 638	\$ 2 343 409	\$ 11 357 894

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR
SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

	Fonctionnement	Capital	Transfert	Total
1—Traitements	\$ 7 469 389			\$ 7 469 389
2—Autres rémunérations	760 798			760 798
3—Communications	274 084			274 084
4—Services	2 106 122			2 106 122
5—Entretien	5 722			5 722
6—Loyers	78 585			78 585
7—Fournitures	277 868			277 868
8—Équipement		\$ 55 334		55 334
10—Transfert			\$ 279 999	279 999
11—Autres dépenses	49 993			49 993
	<u>\$ 11 022 561</u>	<u>\$ 55 334</u>	<u>\$ 279 999</u>	<u>\$ 11 357 894</u>

INDUSTRIE ET COMMERCE

REVENUS

	<u>1977-1978</u>	<u>1976-1977</u>
Droits et permis		
Boissons alcooliques		
Ventes de bière par les brasseurs	\$ 14 037 427	\$ 15 875 204
Production industrielle de boissons	-----	-----
Autres droits et permis		
Pêche commerciale	56 678	48 328
Préparation ou mise en conserve du poisson	117	117
Remboursement	71 243	65 595
	-----	-----
	128 038	114 040
	-----	-----
	14 165 465	15 989 244
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	420	372
Matériel et fournitures	2 665	2 047
Terrains et bâtisses		300
Bateaux usagés		1
Électricité		122
Fourniture d'eau douce	7 465	165
Location de terrains et bâtisses	12 480	21 468
Location de machinerie et d'équipement	5 462	1 820
Location d'espaces de stationnement	11 393	11 130
Location de services de personnel	2 681	104 566
Location d'entrepôts frigorifiques	402 540	327 276
Location de bateaux		715
Analyses		
Cale de halage	36 328	52 341
Expositions et séminars	11 551	4 539
Office canadien du poisson salé		9 282
	-----	-----
	492 985	536 144
	-----	-----

	<u>1977-1978</u>	<u>1976-1977</u>
Intérêts		
Prêts	<u>\$ 28 618</u>	
Amendes et confiscations		
Infractions aux lois de la pêche	5 404	\$ 6 618
Autres infractions		
Dépôts	<u>275</u>	<u>800</u>
	<u>5 679</u>	<u>7 418</u>
Recouvrements		
Subventions d'années antérieures	2 283	10 599
Dépenses sous forme d'indemnités	66 213	105 839
Autres dépenses		
	<u>68 496</u>	<u>116 438</u>
	<u>595 778</u>	<u>660 000</u>
Revenus autonomes	<u>14 761 243</u>	<u>16 649 244</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Programme à frais partagés		
Développement des pêcheries	<u>44 814</u>	<u>42 705</u>
	<u>\$14 806 057</u>	<u>\$16 691 949</u>

INDUSTRIE ET COMMERCE**DÉPENSES PAR SECTEURS ET PROGRAMMES**

	Crédits autorisés	Dépenses	
		1977-1978	1976-1977
Secteur: Industries secondaires			
1—Gestion interne et soutien	\$ 6 448 000 (1)	\$ 4 965 674 (1)	\$ 4 153 233
2—Recherche économique	1 366 500	1 269 538	1 381 761
3—Orientation et développement de l'industrie secondaire	55 663 700 (1)	48 526 016 (1)	39 695 253
4—Centre de recherche industrielle du Québec	5 500 000	5 500 000	5 000 000
5—Administration de la Société de développement industriel du Québec	31 119 800	24 373 096	19 658 386
6—Administration de la Société du parc industriel du centre du Québec	3 418 200	3 162 397	2 709 625
Secteur: Commerce			
7—Services aux établissements commerciaux	1 168 600	935 751	719 925
Secteur: Pêches maritimes			
8—Développement des pêches maritimes	16 398 300 (1)	15 808 600 (1)	12 608 620
Secteur: Statistiques, planification et coordination			
9—Services statistiques centraux	4 394 900	3 852 835	3 664 479
Secteur: Services de soutien			
10—Normalisation et spécifications	673 500	599 787	556 540
	<u>\$ 126 151 500 (1)</u>	<u>\$ 108 993 694 (1)</u>	<u>\$ 90 147 822</u>
 Crédits votés	 \$ 120 651 500	 \$ 103 493 694	
Crédits statutaires	<u>5 500 000</u>	<u>5 500 000</u>	
	126 151 500	108 993 694	
 Crédits non utilisés			
Votés	<u>(17 157 806) (2)</u>		
	<u>\$ 108 993 694</u>	<u>\$ 108 993 694</u>	

(1) Y compris pour les prêts, \$ 4 200 000 aux crédits autorisés et
\$ 3 145 075 aux dépenses.

(2) Y compris \$ 1 054 925 pour les prêts.

DÉTAIL DU PROGRAMME 1

GESTION INTERNE ET SOUTIEN

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.

	Élément 1	Élément 2	
	Direction et soutien administratif du ministère	Soutien technique du ministère	Total
Crédits et dépenses par éléments			
Crédits	\$ 1 439 400	\$ 3 429 200	\$ 4 868 600
Additions et modifications:			
Crédits supplémentaires		1 300 000	1 300 000
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	287 100	34 800	321 900
Au ministère des Richesses naturelles		(42 500)	(42 500)
Crédits autorisés	1 726 500	4 721 500*	6 448 000*
Dépenses	1 594 455	3 371 219*	4 965 674*
Crédits non utilisés	\$ 132 045	\$ 1 350 281*	\$ 1 482 326*
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 1 245 580	\$ 2 296 616	\$ 3 542 196
2—Autres rémunérations	91 998	71 734	163 732
3—Communications	121 870	256 922	378 792
4—Services	32 376	120 864	153 240
5—Entretien	3 218	10 320	13 538
6—Loyers	14 633	54 234	68 867
7—Fournitures	73 061	244 302	317 363
11—Autres dépenses		78 349	78 349
	1 582 736	3 133 341	4 716 077
Capital			
8—Équipement	11 719	28 213	39 932
Transfert			
10—Transfert		114 490	114 490
Prêts			
13—Prêts		95 175	95 175
	\$ 1 594 455	\$ 3 371 219	\$ 4 965 674

* Y compris pour les prêts, \$ 700 000 aux crédits supplémentaires, \$ 95 175 aux dépenses et \$ 604 825 aux crédits non utilisés.

INDUSTRIE ET COMMERCE**DÉTAIL DU PROGRAMME 2****RECHERCHE ÉCONOMIQUE**

Ce programme vise à parfaire la connaissance de l'économie industrielle du Québec dans ses aspects sectoriels, régionaux et conjoncturels afin de mieux dégager les possibilités d'action du gouvernement dans ce domaine.

Crédits et dépenses	Montant
Crédits	\$ 1 346 000
Additions et modifications:	
Virements	
Du Fonds de suppléance du	
ministère des Finances	20 500
Crédits autorisés	1 366 500
Dépenses	1 269 538
Crédits non utilisés	\$ 96 962

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement	
1—Traitements	\$1 168 683
2—Autres rémunérations	18 256
3—Communications	28 617
4—Services	33 586
5—Entretien	335
6—Loyers	15 143
7—Fournitures	3 923
11—Autres dépenses	995
	\$ 1 269 538

DÉTAIL DU PROGRAMME 3

**ORIENTATION ET DÉVELOPPEMENT
DE L'INDUSTRIE SECONDAIRE**

Ce programme vise à stimuler l'implantation de nouvelles industries et à faciliter le maintien ou la croissance des entreprises existantes.

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	Élément 4	
	Politiques et stratégies sectorielles	Prospection de l'investissement et expansion des marchés	Infra-structure d'accueil à l'industrie	Aide et conseils aux entreprises	Total
Crédits et dépenses par éléments					
Crédits	\$ 4 385 000	\$ 4 200 100	\$ 35 538 100	\$ 4 478 900	\$ 48 602 100
Additions et modifications:					
Crédits supplémentaires	3 000 000	750 000	839 100	3 375 000	7 964 100
Virements					
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	27 100	19 600	7 300	40 200	94 200
À la provision du programme 4 du ministère du Conseil exécutif			(1 000 000)		(1 000 000)
Du ministère des Travaux publics et de l'approvisionnement		3 300			3 300
Autres	(250 000)			250 000	
Crédits autorisés	7 162 100*	4 973 000	35 384 500	8 144 100	55 663 700*
Dépenses	6 148 454*	3 932 539	30 920 049	7 524 974	48 526 016*
Crédits non utilisés	\$ 1 013 646*	\$ 1 040 461	\$ 4 464 451	\$ 619 126	\$ 7 137 684*
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES					
Fonctionnement					
1—Traitements	\$ 1 662 272	\$ 1 506 833	\$ 428 212	\$ 2 642 724	\$ 6 240 041
2—Autres rémunérations	88 614	73 306	7 730	322 582	492 232
3—Communications	121 015	504 929	98 286	315 407	1 039 637
4—Services	541 291	778 201	76 946	242 350	1 638 788
5—Entretien	133	43		2 763	2 939
6—Loyers	8 466	37 751	416	26 545	73 178
7—Fournitures	22 249	16 865		18 743	57 857
11—Autres dépenses	2 435	567	2 250	3 219	8 471
	2 446 475	2 918 495	613 840	3 574 333	9 553 143
Capital					
4—Services			100 965		100 965
8—Équipement	2 900	14 332		7 881	25 113
9—Immobilisations			1 107 234		1 107 234
	2 900	14 332	1 208 199	7 881	1 233 312
Transfert					
10—Transfert	1 149 179	999 712	29 098 010	3 942 760	35 189 661
Prêts					
13—Prêts	2 549 900				2 549 900
	\$ 6 148 454	\$ 3 932 539	\$ 30 920 049	\$ 7 524 974	\$ 48 526 016

* Y compris pour les prêts, \$ 3 000 000 aux crédits supplémentaires, \$ 2 549 900 aux dépenses et \$ 450 100 aux crédits non utilisés.

INDUSTRIE ET COMMERCE**DÉTAIL DU PROGRAMME 4****CENTRE DE RECHERCHE INDUSTRIELLE DU QUÉBEC**

Ce programme vise à assumer le fonctionnement de l'organisme chargé de réaliser ou de participer à la réalisation de recherches industrielles.

Crédits et dépenses	Montant
* Crédits autorisés	\$ 5 500 000
* Dépenses	<u>5 500 000</u>
Crédits non utilisés	<u><u> </u></u>

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES**Transfert**

10—Transfert
Statutaires

\$5 500 000

* Prévion et dépense statutaires concernant la Charte du Centre de recherche industrielle du Québec, 1969, c. 62 et modifications.

DÉTAIL DU PROGRAMME 5

**ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT
INDUSTRIEL DU QUÉBEC**

Ce programme vise à assurer le fonctionnement de l'organisme chargé de faciliter la transformation de la structure industrielle par une aide sélective à l'investissement et par l'octroi de crédits à des entreprises viables.

Crédits et dépenses	Montant
Crédits	\$ 30 256 400
Additions et modifications:	
Crédits supplémentaires	700 000
Virements	
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	157 900
Du ministère des Affaires municipales	5 500
Crédits autorisés	31 119 800
Dépenses	24 373 096
Crédits non utilisés	\$ 6 746 704

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement	
1—Traitements	\$ 1 553 154
2—Autres rémunérations	139 519
3—Communications	210 304
4—Services	127 726
5—Entretien	410
6—Loyers	30 674
7—Fournitures	29 943
11—Autres dépenses	3 925
	2 095 655
Capital	
8—Équipement	13 490
Transfert	
10—Transfert	22 263 951
	\$ 24 373 096

INDUSTRIE ET COMMERCE

DÉTAIL DU PROGRAMME 6

**ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ DU PARC
INDUSTRIEL DU CENTRE DU QUÉBEC**

Ce programme vise à assurer le fonctionnement de l'organisme chargé d'aménager et de développer un parc industriel d'envergure au centre du Québec.

Crédits et dépenses	Montant
Crédits	\$ 3 413 100
Additions et modifications:	
Virements	
Du Fonds de suppléance du	
ministère des Finances	5 100
Crédits autorisés	3 418 200
Dépenses	3 162 397
Crédits non utilisés	\$ 255 803

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement	
1—Traitements	\$ 284 117
2—Autres rémunérations	63 312
3—Communications	30 305
4—Services	25 280
5—Entretien	118 807
6—Loyers	10 536
7—Fournitures	115 570
11—Autres dépenses	2 502 126
	3 150 053
Capital	
8—Équipement	12 344
	\$ 3 162 397

DÉTAIL DU PROGRAMME 7

SERVICES AUX ÉTABLISSEMENTS COMMERCIAUX

Ce programme vise à contribuer à la promotion de la vente de produits québécois, à diffuser des conseils techniques auprès des associations de commerçants et de leurs membres et à administrer la Loi des heures d'affaires des établissements commerciaux.

Crédits et dépenses	Montant
Crédits	\$ 1 060 200
Additions et modifications:	
Crédits supplémentaires	100 000
Virements	
Du Fonds de suppléance du	
ministère des Finances	8 400
Crédits autorisés	1 168 600
Dépenses	935 751
Crédits non utilisés	\$ 232 849

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement	
1—Traitements	\$ 545 858
2—Autres rémunérations	7 819
3—Communications	37 432
4—Services	306 917
7—Fournitures	941
11—Autres dépenses	1 149
	900 116
Capital	
8—Équipement	1 410
Transfert	
10—Transfert	34 225
	\$ 935 751

INDUSTRIE ET COMMERCE

DÉTAIL DU PROGRAMME 8

DÉVELOPPEMENT DES PÊCHES MARITIMES		Ce programme vise à orienter le développement des pêches maritimes et à fournir aux entreprises et travailleurs une aide financière, des services et des équipements d'appui aptes à améliorer le rendement du secteur.		
	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
Crédits et dépenses par éléments	Inventaires, recherches et gestion interne du secteur	Contribution à l'exploitation de la ressource	Contribution à la transformation de la ressource	Total
Crédits	\$ 2 075 900	\$ 4 898 100	\$ 5 902 000	\$ 12 876 000
Additions et modifications:				
Crédits supplémentaires		400 000	2 100 000	2 500 000
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	25 900	15 200	27 100	68 200
De la provision du programme 4 du ministère du Conseil exécutif			955 000	955 000
Aux Services de protection de l'environnement	(900)			(900)
Autres	(127 000)	(744 000)	871 000	
Crédits autorisés	1 973 900	4 569 300	9 855 100*	16 398 300*
Dépenses	1 902 713	4 505 704	9 400 183*	15 808 600*
Crédits non utilisés	\$ 71 187	\$ 63 596	\$ 454 917	\$ 589 700
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES				
Fonctionnement				
1—Traitements	\$ 1 215 191	\$ 1 972 454	\$ 1 652 704	\$ 4 840 349
2—Autres rémunérations	200 396	63 365	489 776	753 537
3—Communications	100 853	175 771	93 595	370 219
4—Services	55 804	108 090	135 385	299 279
5—Entretien	8 824	164 341	72 581	245 746
6—Loyers	123 002	19 831	15 095	157 928
7—Fournitures	100 286	168 581	477 960	746 827
11—Autres dépenses	768	5 499	2 020	8 287
	1 805 124	2 677 932	2 939 116	7 422 172
Capital				
4—Services			300 864	300 864
8—Équipement	97 589	124 172	98 741	320 502
9—Immobilisations			4 561 986	4 561 986
	97 589	124 172	4 961 591	5 183 352
Transfert				
10—Transfert		1 703 600	999 476	2 703 076
Prêts				
13—Prêts			500 000	500 000
	\$ 1 902 713	\$ 4 505 704	\$ 9 400 183	\$ 15 808 600

* Y compris pour les prêts, \$ 500 000 aux crédits supplémentaires et \$ 500 000 aux dépenses.

DÉTAIL DU PROGRAMME 9

SERVICES STATISTIQUES CENTRAUX

Ce programme vise à recueillir, compiler, exploiter et diffuser des informations statistiques sur les aspects économiques et sociaux du Québec.

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
Crédits et dépenses par éléments	Production statistique	Analyse et information statistiques	Gestion interne et soutien technique	Total
Crédits	\$ 1 862 300	\$ 2 130 100	\$ 344 600	\$ 4 337 000
Additions et modifications:				
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	30 500	26 300	1 100	57 900
Crédits autorisés	1 892 800	2 156 400	345 700	4 394 900
Dépenses	1 681 730	1 903 373	267 732	3 852 835
Crédits non utilisés	\$ 211 070	\$ 253 027	\$ 77 968	\$ 542 065

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement				
1—Traitements	\$ 1 584 276	\$ 1 636 851	\$ 173 928	\$ 3 395 055
2—Autres rémunérations	21 654	61 036		82 690
3—Communications	42 068	44 545	2 110	88 723
4—Services	26 641	151 153	8 414	186 208
5—Entretien			5 939	5 939
6—Loyers			60 689	60 689
7—Fournitures	4 203	5 033	11 098	20 334
11—Autres dépenses		1 570	914	2 484
	1 678 842	1 900 188	263 092	3 842 122
Capital				
8—Équipement	2 888	3 185	4 640	10 713
	\$ 1 681 730	\$ 1 903 373	\$ 267 732	\$ 3 852 835

INDUSTRIE ET COMMERCE**DÉTAIL DU PROGRAMME 10****NORMALISATION ET SPÉCIFICATIONS**

Ce programme vise à préparer des normes et spécifications pour les organismes acheteurs du secteur public et pour les industries manufacturières.

Crédits et dépenses	Montant
Crédits	\$ 667 300
Additions et modifications:	
Virements	
Du Fonds de suppléance du	
ministère des Finances	6 200
Crédits autorisés	673 500
Dépenses	599 787
Crédits non utilisés	\$ 73 713

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement	
1—Traitements	\$ 489 359
2—Autres rémunérations	14 581
3—Communications	41 186
4—Services	29 203
6—Loyers	6 521
7—Fournitures	17 602
11—Autres dépenses	214
	598 666
Capital	
8—Équipement	1 121
	\$ 599 787

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR
SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

	Fonctionnement	Capital	Transfert	Total
1—Traitements	\$ 22 058 813			\$ 22 058 813
2—Autres rémunérations	1 735 678			1 735 678
3—Communications	2 225 215			2 225 215
4—Services	2 800 227	\$ 401 829		3 202 056
5—Entretien	387 714			387 714
6—Loyers	423 536			423 536
7—Fournitures	1 310 360			1 310 360
8—Équipement		424 624		424 624
9—Immobilisations		5 669 220		5 669 220
10—Transfert			\$ 65 805 403	65 805 403
11—Autres dépenses	2 606 000			2 606 000
	<u>\$ 33 547 543</u>	<u>\$ 6 495 673</u>	<u>\$ 65 805 403</u>	<u>\$ 105 848 619*</u>

* Excluant \$3 145 075 pour les prêts.

JUSTICE**REVENUS**

	<u>1977-1978</u>	<u>1976-1977</u>
Droits et permis		
Boissons alcooliques		
Ventes de bière par les détaillants	\$ 5 806 179	\$ 5 887 194
Ventes de spiritueux et de vins aux détenteurs de permis	11 561 461	9 463 121
Détaillants	6 451 780	7 448 873
	<u>23 819 420</u>	<u>22 799 188</u>
 Autres droits et permis		
Changements de nom	10 605	10 624
Cités et villes	675	1 125
Agences d'investigation ou de sécurité	314 367	308 799
Assermentation	68 607	52 445
Huissiers	22 715	19 600
	<u>416 969</u>	<u>392 593</u>
	<u>24 236 389</u>	<u>23 191 781</u>
 Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	66 013	4 367
Matériel et fournitures	70 715	53 061
Location de chambres et pensions	1 629 681	1 331 844
Location d'espaces de stationnement	21 660	21 595
Location de services de personnel	3 312	68 785
Enregistrement de droits	9 286 383	8 767 844
Actes judiciaires	8 632 488	7 773 817
Actes juridiques	1 535 437	1 282 159
Cours de formation et de perfectionnement des policiers	18 818	22 760
Signification et témoins par les policiers	128 269	143 071
Absences pour activités syndicales	88 869	83 207
Soins aux détenus	149 614	130 831
	<u>21 631 259</u>	<u>19 683 341</u>

	<u>1977-1978</u>	<u>1976-1977</u>
Intérêts		
Comptes de banque	\$ 69	\$ 105
Contributions au régime de retraite		
Membres de la Sûreté du Québec	5 897 486	5 313 593
Amendes et confiscations		
Infractions au Code de la route	11 769 776	8 799 606
Infractions au Code criminel	5 666 503	5 270 943
Infractions à la Loi de la Commission de		
contrôle des permis d'alcool	337 859	338 855
Infractions aux lois de la conservation		
de la faune	358 004	283 419
Infractions à d'autres lois	1 256 134	1 014 762
Dépôts et cautionnements	2 666	2 757
	<u>19 390 942</u>	<u>15 710 342</u>
Recouvrements		
Dépenses sous forme d'indemnités	566 764	296 763
Autres dépenses	222 209	461 378
	<u>788 973</u>	<u>758 141</u>
	<u>47 708 729</u>	<u>41 465 522</u>
Revenus autonomes	<u>71 945 118</u>	<u>64 657 303</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Programmes à frais partagés		
Aide juridique	4 682 250	3 094 000
Indemnisation — victimes d'actes		
criminels	312 150	411 633
Inondations	(847 497)	8 847 497
Protection civile	395 140	373 248
	<u>4 542 043</u>	<u>12 726 378</u>
	<u>\$ 76 487 161</u>	<u>\$ 77 383 681</u>

JUSTICE**DÉPENSES PAR SECTEURS ET PROGRAMMES**

	Crédits autorisés	Dépenses	
		1977-1978	1976-1977
Secteur: Institutions judiciaires			
1—Fonctionnement du système judiciaire	\$ 54 144 000	\$ 52 352 459	\$ 49 559 881
2—Protection des droits et libertés de la personne	2 414 500	2 325 724	1 452 799
3—Gestion interne et soutien	13 186 400	11 692 788	10 340 004
Secteur: Institutions pénales			
4—Garde des prévenus et des détenus	45 599 700	44 895 262	39 819 718
Secteur: Réadaptation sociale			
5—Réinsertion sociale des délinquants	8 216 600	7 227 785	6 450 400
6—Aide juridique et financière	28 978 300	29 247 983	27 819 824
Secteur: Gestion juridique du cadre socio-économique			
7—Enregistrement officiel	8 485 600	8 158 967	7 482 689
8—Contrôle des permis d'alcool	4 982 600	4 645 589	4 459 929
Secteur: Services de soutien			
9—Contentieux général du gouvernement	9 774 700	9 503 609	7 232 236
Secteur: Contentieux			
10—Contentieux pénal	2 276 100	2 000 150	2 957 112
11—Contentieux criminel	7 314 681	7 201 054	6 172 424
Secteur: Sécurité publique			
12—Coordination des activités de la sécurité publique	4 368 517	3 670 931	3 401 022
13—Normalisation et surveillance de l'exercice des fonctions de police	2 061 300	1 902 906	2 147 812
14—Protection civile	4 436 300	4 298 191	16 679 344
15—Sûreté du Québec	135 435 528	131 080 749	129 558 493
Secteur: Institutions judiciaires			
16—Enquêtes et expertises scientifiques pour fins judiciaires	3 537 000	3 362 744	3 280 009
	<u>\$ 335 211 826</u>	<u>\$ 323 566 891</u>	<u>\$ 318 813 696</u>

	Crédits autorisés	Dépenses	
		1977-1978	1976-1977
Crédits votés	\$ 315 990 026	\$ 304 232 761	
Crédits statutaires	19 221 800	19 334 130	
	<u>335 211 826</u>	<u>323 566 891</u>	
Crédits non utilisés			
Votés	(11 757 265)		
Statutaires	(648 413)		
Dépassements aux crédits statutaires	760 743		
	<u>\$ 323 566 891</u>	<u>\$ 323 566 891</u>	

JUSTICE**DÉTAIL DU PROGRAMME 1****FONCTIONNEMENT DU SYSTÈME JUDICIAIRE**

Ce programme vise à assurer le fonctionnement des cours de justice et à leur fournir le soutien administratif nécessaire.

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
Crédits et dépenses par éléments	Formulation de jugements	Soutien administratif aux cours de justice	Tribunal de l'expropriation	Total
Crédits	\$ 11 377 500	\$ 40 123 200	\$ 1 500 000	\$ 53 000 700
Additions et modifications:				
Crédits supplémentaires		700 000		700 000
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances		435 200	12 300	447 500
Au ministère des Travaux publics et Approvisionnement		(4 200)		(4 200)
* Crédits autorisés	11 377 500	41 254 200	1 512 300	54 144 000
* Dépenses	11 377 333	39 677 236	1 297 890	52 352 459
Crédits non utilisés	\$ 167	\$ 1 576 964	\$ 214 410	\$ 1 791 541

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement				
1—Traitements		\$ 31 193 094	\$ 1 165 117	\$ 32 358 211
Statutaires	\$ 11 005 685			11 005 685
2—Autres rémunérations		2 183 011	11 240	2 194 251
Statutaires	365			365
3—Communications		677 735	69 733	747 468
Statutaires	365 033			365 033
4—Services		4 095 602	29 694	4 125 296
Statutaires	6 250			6 250
5—Entretien		28 727	496	29 223
6—Loyers		461 499	6 345	467 844
7—Fournitures		762 778	13 065	775 843
11—Autres dépenses		35 803		35 803
	11 377 333	39 438 249	1 295 690	52 111 272
Capital				
8—Équipement		238 987	2 200	241 187
	\$ 11 377 333	\$ 39 677 236	\$ 1 297 890	\$ 52 352 459

* Y compris, à l'élément 1, une prévision statutaire de \$ 11 377 500 alors que la dépense s'est établie à \$ 11 377 333 pour l'application de la Loi des tribunaux judiciaires, S.R., c. 20 et modifications et la Loi des coroners 1966-67, c. 19 et modifications.

DÉTAIL DU PROGRAMME 2

**PROTECTION DES DROITS ET LIBERTÉS
DE LA PERSONNE**

Ce programme vise à promouvoir, par toute mesure appropriée, les principes contenus dans la Charte des droits et libertés de la personne, exercer les pouvoirs et exécuter les devoirs prescrits par la charte. Il vise également à assurer la protection des enfants soumis à des mauvais traitements.

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Commission des droits et libertés de la personne	Comité pour la protection de la jeunesse	Total
Crédits	\$ 1 548 000	\$ 853 900	\$ 2 401 900
Additions et modifications:			
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances		12 600	12 600
Autres	(91 000)	91 000	
Crédits autorisés	1 457 000	957 500	2 414 500
Dépenses	1 393 619	932 105	2 325 724
Crédits non utilisés	\$ 63 381	\$ 25 395	\$ 88 776

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement			
1—Traitements		\$ 660 978	\$ 660 978
2—Autres rémunérations	\$ 1 171 724	162 763	1 334 487
3—Communications	126 577	75 951	202 528
4—Services	24 802	18 657	43 459
5—Entretien	829	60	889
6—Loyers	15 266	7 269	22 535
7—Fournitures	41 253	5 297	46 550
	1 380 451	930 975	2 311 426
Capital			
8—Équipement	13 168	1 130	14 298
	\$ 1 393 619	\$ 932 105	\$ 2 325 724

JUSTICE

DÉTAIL DU PROGRAMME 3

GESTION INTERNE ET SOUTIEN

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.

	Élément 1	Élément 2	Élément 3
	Direction	Administration du personnel	Administration de l'équipement
Crédits et dépenses par éléments			
Crédits	\$ 3 217 000	\$ 1 963 500	\$ 1 142 000
Additions et modifications:			
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	105 700	33 100	7 200
Aux ministères suivants	(13 400)		
Affaires municipales			
Travaux publics et Approvisionnement			(3 600)
Du ministère des Affaires sociales	15 400		
Autres	(334 000)	20 000	
* Crédits autorisés	2 990 700	2 016 600	1 145 600
* Dépenses	2 597 066	1 965 566	1 116 147
Crédits non utilisés	\$ 393 634	\$ 51 034	\$ 29 453
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 1 074 697	\$ 1 778 376	\$ 499 730
2—Autres rémunérations	588 790	75 117	27 419
3—Communications	157 017	55 350	35 017
4—Services	611 516	8 363	7 897
5—Entretien	1 115	747	1 152
6—Loyers	42 932	16 911	
7—Fournitures	20 749	15 813	529 154
11—Autres dépenses	8 683		
	2 505 499	1 950 677	1 100 369
Capital			
8—Équipement	16 150	14 889	15 778
Statutaires			
	16 150	14 889	15 778
Transfert			
10—Transfert	75 417		
	\$ 2 597 066	\$ 1 965 566	\$ 1 116 147

* Y compris, à l'élément 6, une prévision statutaire de \$ 824 600 alors que la dépense s'est établie à \$ 229 489 pour l'exécution de la Loi sur la refonte des lois, 1976, c. 11.

Élément 4	Élément 5	Élément 6	
Administra- tion financière	Systèmes de gestion	Affaires législatives	Total
\$ 649 000	\$ 3 999 300	\$ 2 024 000	\$ 12 994 800
7 500	34 700	5 000	193 200
			(13 400)
			(3 600)
			15 400
30 000		284 000	
686 500	4 034 000	2 313 000	13 186 400
653 547	3 665 407	1 695 055	11 692 788
\$ 32 953	\$ 368 593	\$ 617 945	\$ 1 493 612
\$ 519 133	\$ 2 094 229	\$ 648 428	\$ 6 614 593
50 515	105 583	67 198	914 622
74 681	62 297	226 563	226 563
2 200	849 763	15 641	400 003
154	58 439	21 315	1 501 054
4 445	332 840	755	755
545	131 663	80	61 687
		12 007	409 135
		5 708	703 632
			8 683
651 673	3 634 814	997 695	10 840 727
1 874	30 593	1 189	80 473
		2 171	2 171
1 874	30 593	3 360	82 644
		694 000	769 417
\$ 653 547	\$ 3 665 407	\$ 1 695 055	\$ 11 692 788

JUSTICE

DÉTAIL DU PROGRAMME 4

GARDE DES PRÉVENUS ET DES DÉTENUS

Ce programme vise à protéger la société en gardant dans les établissements prévus à cette fin les personnes condamnées à l'incarcération par les tribunaux et certaines personnes en attente de procès.

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Hébergement	Surveillance et transport	Total
Crédits	\$ 7 584 300	\$ 35 531 200	\$ 43 115 500
Additions et modifications:			
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	671 400	1 812 800	2 484 200
Crédits autorisés	8 255 700	37 344 000	45 599 700
Dépenses	7 732 639	37 162 623	44 895 262
Crédits non utilisés	\$ 523 061	\$ 181 377	\$ 704 438

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 3 498 885	\$ 35 193 190	\$ 38 692 075
2—Autres rémunérations	220 752	364 264	585 016
3—Communications	41 280	266 397	307 677
4—Services	474 611	341 574	816 185
5—Entretien	12 845	105 240	118 085
6—Loyers	272	90 324	90 596
7—Fournitures	3 450 978	498 428	3 949 406
11—Autres dépenses	125	650	775
	7 699 748	36 860 067	44 559 815
Capital			
8—Équipement	32 891	302 556	335 447
	\$ 7 732 639	\$ 37 162 623	\$ 44 895 262

DÉTAIL DU PROGRAMME 5

RÉINSERTION SOCIALE DES DÉLINQUANTS**Ce programme vise à amener les personnes délinquantes à réintégrer un cadre social normal.**

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Réinsertion sociale des probationnaires	Réinsertion sociale des détenus	Total
Crédits	\$ 3 429 100	\$ 4 139 900	\$ 7 569 000
Additions et modifications:			
Crédits supplémentaires		550 000	550 000
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	54 200	10 700	64 900
Du ministère des Affaires sociales	15 500	17 200	32 700
Crédits autorisés	3 498 800	4 717 800	8 216 600
Dépenses	3 444 335	3 783 450	7 227 785
Crédits non utilisés	\$ 54 465	\$ 934 350	\$ 988 815

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 3 142 234	\$ 897 112	\$ 4 039 346
2—Autres rémunérations	86 498	120 169	206 667
3—Communications	150 767	9 607	160 374
4—Services	8 090	1 341 372	1 349 462
5—Entretien	990	9 837	10 827
6—Loyers	29 468	754	30 222
7—Fournitures	10 121	81 111	91 232
11—Autres dépenses		10 155	10 155
	3 428 168	2 470 117	5 898 285
Capital			
8—Équipement	16 167	171 933	188 100
Transfert			
10—Transfert		1 141 400	1 141 400
	\$ 3 444 335	\$ 3 783 450	\$ 7 227 785

JUSTICE**DÉTAIL DU PROGRAMME 6****AIDE JURIDIQUE ET FINANCIÈRE**

Ce programme vise à assurer l'accès à la justice aux personnes économiquement défavorisées ainsi que l'indemnisation de victimes d'actes criminels.

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Aide juridique	Indemnisation des victimes d'actes criminels	Total
* Crédits autorisés	\$ 26 366 900	\$ 2 611 400	\$ 28 978 300
* Dépenses	<u>26 304 000</u>	<u>2 943 983</u>	<u>29 247 983</u>
Crédits non utilisés	\$ 62 900		\$ 62 900
Dépassements aux crédits statutaires	<u><u></u></u>	<u><u>\$ (332 583)</u></u>	<u><u>\$ (332 583)</u></u>
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Fonctionnement			
4—Services			
Statutaires		<u>\$ 177 369</u>	<u>\$ 177 369</u>
Transfert			
10—Transfert	\$ 26 304 000		26 304 000
Statutaires		<u>2 766 614</u>	<u>2 766 614</u>
	<u>26 304 000</u>	<u>2 766 614</u>	<u>29 070 614</u>
	<u><u>\$ 26 304 000</u></u>	<u><u>\$ 2 943 983</u></u>	<u><u>\$ 29 247 983</u></u>

* Y compris, à l'élément 2, une prévision statutaire de \$ 2 611 400 alors que la dépense s'est établie à \$ 2 943 983 pour l'exécution de la Loi de l'indemnisation des victimes d'actes criminels, 1971, c. 18 et modifications.

DÉTAIL DU PROGRAMME 7

ENREGISTREMENT OFFICIEL

Ce programme vise à assurer la conservation des actes de l'état civil, des actes relatifs au patrimoine et d'autres documents officiels.

	Élément 1	Élément 2	
	Enregistre- ment de l'état civil, des régimes matrimoniaux et de changements de nom des individus	Enregistre- ment d'actes relatifs au patrimoine	Total
Crédits et dépenses par éléments			
Crédits	\$ 462 800	\$ 7 921 800	\$ 8 384 600
Additions et modifications:			
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	4 200	96 800	101 000
Crédits autorisés	467 000	8 018 600	8 485 600
Dépenses	433 490	7 725 477	8 158 967
Crédits non utilisés	\$ 33 510	\$ 293 123	\$ 326 633

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 372 668	\$ 6 945 499	\$ 7 318 167
2—Autres rémunérations	21 232	301 620	322 852
3—Communications	23 626	95 486	119 112
4—Services	294	1 660	1 954
5—Entretien	372	7 236	7 608
6—Loyers	3 065	136 112	139 177
7—Fournitures	6 302	189 726	196 028
11—Autres dépenses		528	528
	427 559	7 677 867	8 105 426
Capital			
8—Équipement	5 931	47 610	53 541
	\$ 433 490	\$ 7 725 477	\$ 8 158 967

JUSTICE**DÉTAIL DU PROGRAMME 8****CONTRÔLE DES PERMIS D'ALCOOL**

Ce programme vise à protéger le public en contrôlant l'exploitation des débits d'alcool.

Crédits et dépenses	Montant
Crédits	\$ 4 947 100
Additions et modifications:	
Virements	
Du Fonds de suppléance du	
ministère des Finances	35 500
Crédits autorisés	4 982 600
Dépenses	4 645 589
Crédits non utilisés	\$ 337 011

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement	
1—Traitements	\$ 2 434 929
2—Autres rémunérations	29 598
3—Communications	341 084
4—Services	25 231
5—Entretien	868
6—Loyers	21 990
7—Fournitures	52 310
	2 906 010
Capital	
8—Équipement	13 819
Transfert	
10—Transfert	1 725 760
	\$ 4 645 589

DÉTAIL DU PROGRAMME 9

CONTENTIEUX GÉNÉRAL DU GOUVERNEMENT

Ce programme vise à assurer les services juridiques aux différents ministères.

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Contentieux général du ministère de la Justice et des autres ministères	Réclamations	Total
Crédits	\$ 9 351 500	\$ 355 000	\$ 9 706 500
Additions et modifications:			
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	34 400	4 000	38 400
Des ministères suivants			
Agriculture	20 300		20 300
Consommateurs, Coopératives et Institutions financières	9 500		9 500
Crédits autorisés	9 415 700	359 000	9 774 700
Dépenses	9 154 000	349 609	9 503 609
Crédits non utilisés	\$ 261 700	\$ 9 391	\$ 271 091

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES**Fonctionnement**

1—Traitements	\$ 6 858 127	\$ 274 135	\$ 7 132 262
2—Autres rémunérations	794 780	5 848	800 628
3—Communications	315 044	38 074	353 118
4—Services	1 094 833	24 135	1 118 968
5—Entretien	118	258	376
6—Loyers	31 312	2 819	34 131
7—Fournitures	29 635	2 805	32 440
11—Autres dépenses	94		94
	9 123 943	348 074	9 472 017

Capital

8—Équipement	30 057	1 535	31 592
	\$ 9 154 000	\$ 349 609	\$ 9 503 609

1-242

JUSTICE

DÉTAIL DU PROGRAMME 10

CONTENTIEUX PÉNAL

Ce programme vise à assurer l'application des diverses lois pénales du Québec.

Crédits et dépenses	Montant
Crédits	\$ 2 264 000
Additions et modifications:	
Virements	
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	12 100
* Crédits autorisés	2 276 100
* Dépenses	2 000 150
Crédits non utilisés	\$ 275 950

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement	
1—Traitements	\$ 776 372
2—Autres rémunérations	147 923
3—Communications	4 602
4—Services	707 732
5—Entretien	77
6—Loyers	13 614
7—Fournitures	105 109
	1 755 429
Capital	
8—Équipement	3 465
Transfert	
10—Transfert Statutaires	241 256
	\$ 2 000 150

* Y compris, une prévision statutaire de \$ 245 000 alors que la dépense s'est établie à \$ 241 256 pour l'application de la Loi du Code de la route, S.R., c. 231 et modifications.

DÉTAIL DU PROGRAMME 11

CONTENTIEUX CRIMINEL**Ce programme vise à assurer l'application du Code criminel.**

Crédits et dépenses	Montant
Crédits	\$ 6 999 900
Additions et modifications:	
Virements	
Du Fonds de suppléance du	
ministère des Finances	308 400
Du ministère du Tourisme,	
Chasse et Pêche	6 381
Crédits autorisés	7 314 681
Dépenses	7 201 054
Crédits non utilisés	\$ 113 627

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement	
1—Traitements	\$ 5 982 792
2—Autres rémunérations	499 825
3—Communications	226 673
4—Services	365 358
5—Entretien	1 877
6—Loyers	46 892
7—Fournitures	53 615
	7 177 032
Capital	
8—Équipement	24 022
	\$ 7 201 054

JUSTICE

DÉTAIL DU PROGRAMME 12

**COORDINATION DES ACTIVITÉS
DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**

Ce programme vise à informer le ministère sur l'évolution de la criminalité au Québec, à suggérer les politiques et les programmes au ministère dans le domaine de la police et à assurer la coordination de l'activité policière.

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
Crédits et dépenses par éléments	Recherche et program- mation	Formation et perfectionne- ment des policiers	Sécurité interne	Total
Crédits	\$ 674 100	\$ 2 507 600	\$ 1 003 900	\$ 4 185 600
Additions et modifications:				
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	3 100	11 900	115 200	130 200
Des ministères suivants				
Affaires sociales			2 200	2 200
Agriculture			5 300	5 300
Assemblée nationale			3 000	3 000
Immigration			4 100	4 100
Revenu			11 400	11 400
Richesses naturelles			3 100	3 100
Tourisme, Chasse et Pêche			3 217	3 217
Transports			5 900	5 900
Travaux publics et Approvisionnement			14 500	14 500
Autres		(100 000)	100 000	
Crédits autorisés	677 200	2 419 500	1 271 817	4 368 517
Dépenses	586 660	2 086 869	997 402	3 670 931
Crédits non utilisés	\$ 90 540	\$ 332 631	\$ 274 415	\$ 697 586

**DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES
ET CATÉGORIES**

Fonctionnement				
1—Traitements	\$ 318 254	\$ 779 960	\$ 694 370	\$ 1 792 584
2—Autres rémunérations	5 513	5 502		11 015
3—Communications	57 065	139 143	151 382	347 590
4—Services	104 255	626 488	118 521	849 264
5—Entretien	244	17 837	8 265	26 346
6—Loyers	5 248	23 782	3 033	32 063
7—Fournitures	1 482	437 759	13 473	452 714
	492 061	2 030 471	989 044	3 511 576
Capital				
8—Équipement	3 599	56 398	8 358	68 355
Transfert				
10—Transfert	91 000			91 000
	\$ 586 660	\$ 2 086 869	\$ 997 402	\$ 3 670 931

DÉTAIL DU PROGRAMME 13

**NORMALISATION ET SURVEILLANCE
DE L'EXERCICE DES FONCTIONS DE POLICE**

Ce programme vise à assurer l'élaboration de politiques et normes concernant les activités des corps de police du Québec, leur surveillance et leur coordination.

Crédits et dépenses	Montant
Crédits	\$ 2 025 100
Additions et modifications:	
Virements	
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	15 400
Du ministère des Communications	20 800
Crédits autorisés	2 061 300
Dépenses	1 902 906
Crédits non utilisés	\$ 158 394

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement	
1—Traitements	\$ 1 413 139
2—Autres rémunérations	24 944
3—Communications	119 872
4—Services	302 904
5—Entretien	519
6—Loyers	22 543
7—Fournitures	18 149
8—Équipement	836
	\$ 1 902 906

JUSTICE**DÉTAIL DU PROGRAMME 14****PROTECTION CIVILE**

Ce programme vise à assurer la protection de la population en cas de désastre.

Crédits et dépenses	Montant
* Crédits autorisés	\$ 4 436 300
* Dépenses	4 298 191
Crédits non utilisés	\$ 138 109

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES**Fonctionnement**

2—Autres rémunérations	\$ 8 047
Statutaires	1 720 369
3—Communications	1 879
Statutaires	64 605
4—Services	33 028
Statutaires	322 386
5—Entretien	30
Statutaires	12 387
6—Loyers	593
Statutaires	19 301
7—Fournitures	318
Statutaires	107 456
11—Autres dépenses	
Statutaires	41 051
	2 331 450

Capital

8—Équipement	
Statutaires	99 354

Transfert

10—Transfert	1 867 387
	\$ 4 298 191

* Y compris, une prévision statutaire de \$2 436 300 alors que la dépense s'est établie à \$2 386 909 pour l'application de la Loi de la protection civile, S.R., c. 53.

DÉTAIL DU PROGRAMME 15

SÛRETÉ DU QUÉBEC

Ce programme vise à protéger la société, ses citoyens et leurs biens contre toutes les formes d'activité criminelle.

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Protection de la société, des citoyens et de leurs biens	Gestion interne et soutien	Total
Crédits	\$ 99 904 200	\$ 35 309 400	\$ 135 213 600
Additions et modifications:			
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	116 200	90 100	206 300
Des ministères suivants			
Communications		4 000	4 000
Revenu	11 628		11 628
* Crédits autorisés	100 032 028	35 403 500	135 435 528
* Dépenses	98 413 586	32 667 163	131 080 749
Crédits non utilisés	\$ 1 618 442	\$ 3 164 497	\$ 4 782 939
Dépassements au crédits statutaires		\$ (428 160)	\$ (428 160)
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 95 329 554	\$ 9 644 275	\$ 104 973 829
Statutaires		2 155 160	2 155 160
2—Autres rémunérations	265 991	152 175	418 166
3—Communications	2 326 584	2 292 653	4 619 237
4—Services	16 529	1 246 709	1 263 238
5—Entretien		2 306 926	2 306 926
6—Loyers		4 161 701	4 161 701
7—Fournitures		6 366 170	6 366 170
11—Autres dépenses	474 928	51 864	526 792
	98 413 586	28 377 633	126 791 219
Capital			
8—Équipement		4 289 530	4 289 530
	\$ 98 413 586	\$ 32 667 163	\$ 131 080 749

* Y compris, à l'élément 2 une prévision statutaire de \$ 1 727 000 alors que la dépense s'est établie à \$ 2 155 160 pour l'exécution de la Loi concernant le régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec, 1971, c. 17.

JUSTICE

DÉTAIL DU PROGRAMME 16

**ENQUÊTES ET EXPERTISES SCIENTIFIQUES
POUR FINS JUDICIAIRES**

Ce programme vise à renseigner la Justice par des enquêtes qui ont pour objet de déterminer quels décès ou incendies sont de nature criminelle et par des expertises scientifiques qui permettent une connaissance plus approfondie de la perpétration de certains crimes et méfaits.

	Élément 1	Élément 2	
	Enquêtes sur les décès et les incendies	Expertises médico-lé- gales et scien- tifiques	Total
Crédits et dépenses par éléments			
Crédits	\$ 1 338 200	\$ 2 172 200	\$ 3 510 400
Additions et modifications:			
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	4 300	22 300	26 600
Autres	(60 000)	60 000	
Crédits autorisés	1 282 500	2 254 500	3 537 000
Dépenses	1 267 558	2 095 186	3 362 744
Crédits non utilisés	\$ 14 942	\$ 159 314	\$ 174 256

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 565 817	\$ 1 494 974	\$ 2 060 791
2—Autres rémunérations	599	16 926	17 525
3—Communications	4 011	45 770	49 781
4—Services	686 836	237 785	924 621
5—Entretien	120	10 124	10 244
6—Loyers	6 389	5 167	11 556
7—Fournitures	3 786	87 481	91 267
	1 267 558	1 898 227	3 165 785
Capital			
8—Équipement		196 959	196 959
	\$ 1 267 558	\$ 2 095 186	\$ 3 362 744

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR
SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

	Fonctionnement	Capital	Transfert	Total
1—Traitements	\$ 229 410 913			\$ 229 410 913
2—Autres rémunérations	9 462 863			9 462 863
3—Communications	8 430 636			8 430 636
4—Services	13 934 514			13 934 514
5—Entretien	2 587 969			2 587 969
6—Loyers	5 523 893			5 523 893
7—Fournitures	13 042 239			13 042 239
8—Équipement	836	\$ 5 642 313		5 643 149
10—Transfert			\$ 34 906 834	34 906 834
11—Autres dépenses	623 881			623 881
	<u>\$ 283 017 744</u>	<u>\$ 5 642 313</u>	<u>\$ 34 906 834</u>	<u>\$ 323 566 891</u>

REVENU**REVENUS**

	1977-1978	1976-1977
Impôt sur le revenu et sur les biens		
Impôt sur le revenu des particuliers	\$ 3 508 304 716	\$ 2 945 214 627
Contributions au financement des programmes d'hospitalisation	376 814 242*	278 807 930**
Impôts des sociétés***	541 548 459	588 900 982
Droits de successions	24 615 458	27 384 519
	<u>4 451 282 875</u>	<u>3 840 308 058</u>
Taxes à la consommation		
Ventes au détail	1 423 120 191	1 341 110 731
Carburants	450 979 679	428 449 625
Tabacs	82 204 992	82 844 226
Repas et hôtellerie	150 075 133	125 331 703
Télécommunications	37 302 119	32 402 181
Publicité	2 179 514	
	<u>2 145 861 628</u>	<u>2 010 138 466</u>
Droits et permis		
Ressources forestières		
Profits d'exploitation forestière	5 802 298	8 517 446
Pari mutuel	23 909 636	22 233 933
Autres		
Loi des licences	2 271 246	1 945 726
	<u>31 983 180</u>	<u>32 697 105</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	10 384	9 502
Location d'espaces de stationnement	1 260	525
Frais de perception R.R.Q.	9 769 852	8 947 660
Frais de perception R.A.M.Q.	6 747 008	5 851 307
Officiers publics	(15 287)	2 677
Matériel et fournitures	866 078	
Actes judiciaires	80	
	<u>17 379 375</u>	<u>14 811 671</u>
Intérêts		
Impôt sur le revenu des particuliers	25 313 335	16 555 398
Impôts des sociétés	15 066 853	20 779 977
Droits de successions	1 870 152	1 867 597
Ventes au détail	4 886 380	5 288 705
Carburants	332 728	250 462

	1977-1978	1976-1977
Tabacs	\$ 14 439	\$ 256
Repas et hôtellerie	896 427	551 006
Télécommunications	27 294	15 030
Profits d'exploitation forestière	62 020	377 265
Officiers publics		804
	<u>48 469 628</u>	<u>45 686 500</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	13 883	1 697 341
Autres		25 167
	<u>13 883</u>	<u>1 722 508</u>
	<u>65 862 886</u>	<u>62 220 679</u>
Revenus autonomes	<u>\$ 6 694 990 569</u>	<u>\$ 5 945 364 308</u>

Notes

1—Les remboursements suivants ont été déduits du revenu

Impôt sur le revenu des particuliers	\$ 358 843 243	\$ 441 013 199
Impôts des sociétés	22 028 333	16 202 008
Droits de successions	867 959	829 768
Ventes au détail	10 754 715	10 012 583
Carburants	2 776 748	3 994 816
Tabacs	500 399	361 838
Repas et hôtellerie	146 182	40 580
Télécommunications	78 032	31 837
Profits d'exploitation forestière	193 449	548 085
Loi des licences	55 982	
Autres		24 911
	<u>\$ 396 245 042</u>	<u>\$ 473 059 625</u>

2—Recettes et déboursés non imputables au revenu

a) Contributions au régime de rentes du Québec	<u>\$ 653 391 007</u>	<u>\$ 597 613 406</u>
b) Contributions au régime de l'assurance-maladie du Québec	<u>\$ 450 510 050</u>	<u>\$ 390 918 506</u>
c) Fonds spécial olympique	<u>\$ 75 529 579</u>	<u>\$ 58 549 171</u>
d) Fonds de relance industrielle	<u>\$ 256</u>	

* Voir note à la page 5-7.

** Pour une période de 10 mois commençant le 1^{er} juin 1976.

*** Comprend l'impôt sur les profits des sociétés, la taxe sur le capital, primes d'assurance et places d'affaires.

REVENU**DÉPENSES PAR SECTEURS ET PROGRAMMES**

	Crédits autorisés	Dépenses	
		1977-1978	1976-1977
Secteur: Administration financière			
1—Administration fiscale	\$ 108 195 590	\$ 99 778 737	\$ 95 629 574
Secteur: Gestion municipale			
2—Aide financière aux municipalités	413 700 000	376 849 237	353 412 636
Secteur: Gestion juridique du cadre socio-économique			
3—Contrôle des jeux de hasard et des courses	708 100	455 663	505 475
Secteur: Régimes de protection du revenu			
4—Remboursements à certains travailleurs autonomes d'une partie de leurs contributions au Régime de rentes du Québec	2 400 000	2 086 320	2 470 246
Secteur: Agriculture			
5—Aide financière à l'industrie des courses de chevaux	2 000 000	2 000 000	1 109 784
	<u>\$ 527 003 690</u>	<u>\$ 481 169 957</u>	<u>\$ 453 127 715</u>
<hr/>			
Crédits votés	\$ 79 903 690	\$ 74 979 055	
Crédits statutaires	<u>447 100 000</u>	<u>406 190 902</u>	
	527 003 690	481 169 957	
Crédits non utilisés			
Votés	(4 924 635)		
Statutaires	(43 260 920)		
Dépassements aux crédits statutaires	<u>2 351 822</u>		
	<u>\$ 481 169 957</u>	<u>\$ 481 169 957</u>	

DÉTAIL DU PROGRAMME 1

ADMINISTRATION FISCALE

Ce programme vise à percevoir les sommes dues par les mandataires et contribuables assujettis aux lois fiscales et à réprimer l'évasion et la fraude fiscales.

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	Élément 4	
Crédits et dépenses par éléments	Perception	Vérification	Soutien technique	Direction et soutien administratif	Total
Crédits	\$ 69 220 000	\$ 29 014 800	\$ 4 861 500	\$ 3 457 400	\$ 106 553 700
Additions et modifications:					
Virements					
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	1 216 093	379 800	62 600	36 900	1 695 393
Aux ministères suivants					
Justice				(23 028)	(23 028)
Richesses naturelles				(22 316)	(22 316)
Transports				(8 159)	(8 159)
* Crédits autorisés	70 436 093	29 394 600	4 924 100	3 440 797	108 195 590
* Dépenses	63 669 702	28 436 139	4 527 865	3 145 031	99 778 737
Crédits non utilisés	\$ 9 118 213	\$ 958 461	\$ 396 235	\$ 295 766	\$ 10 768 675
Dépassements aux crédits statutaires	\$ (2 351 822)				\$ (2 351 822)
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES					
Fonctionnement					
1—Traitements	\$ 24 446 280	\$ 25 075 096	\$ 4 340 748	\$ 2 636 376	\$ 56 498 500
2—Autres rémunérations	5 141 150	155 129	29 419	38 029	5 363 727
3—Communications	2 245 461	2 430 805	33 640	276 480	4 986 386
4—Services	354 434	150 046	88 874	115 124	708 478
Statutaires (1)	11 011 584				11 011 584
Statutaires (2)	2 457 995				2 457 995
Statutaires (3)	2 806 806				2 806 806
Statutaires (4)	1 590 229				1 590 229
Statutaires (5)	36 909				36 909
5—Entretien	99 287	6 407	150	599	106 443
6—Loyers	2 346 802	4 765	19 598	2 679	2 373 844
7—Fournitures	2 798 385	545 992	8 197	19 823	3 372 397
11—Autres dépenses				23 534	23 534
Statutaires	7 351 822				7 351 822
	62 687 144	28 368 240	4 520 626	3 112 644	98 688 654
Capital					
8—Équipement	982 558	67 899	7 239	32 387	1 090 083
	\$ 63 669 702	\$ 28 436 139	\$ 4 527 865	\$ 3 145 031	\$ 99 778 737

* Y compris à l'élément 1, une prévision statutaire de \$ 5 000 000, alors que la dépense s'est établie à \$ 7 351 822 concernant la Loi du ministre du Revenu 1972, c. 22 et modifications; y compris aussi une prévision statutaire de \$ 24 000 000 alors que la dépense s'est établie à \$ 17 903 523 concernant les indemnités allouées aux mandataires pour la perception et la remise des taxes en vertu des lois suivantes:

- 1—Loi de l'impôt sur la vente en détail, S.R., c. 71 et modifications
- 2—Loi de la taxe sur les carburants, 1972, c. 30 et modifications
- 3—Loi de l'impôt sur le tabac, S.R., c. 72 et modifications
- 4—Loi de la taxe sur les repas et l'hôtellerie, S.R., c. 73 et modifications
- 5—Loi de la taxe sur les télécommunications, 1965, sess. 1, c. 28 et modifications.

REVENU**DÉTAIL DU PROGRAMME 2****AIDE FINANCIÈRE AUX MUNICIPALITÉS**

Ce programme vise à promouvoir le développement des municipalités en leur procurant une aide financière.

	Élément 1	Élément 2	
	Redistribution aux municipalités d'une partie du produit de la taxe sur la vente en détail	Subventions aux municipalités d'au moins 150 000 habitants	Total
Crédits et dépenses par éléments			
* Crédits autorisés	\$ 385 500 000	\$ 28 200 000	\$ 413 700 000
* Dépenses	349 153 560	27 695 677	376 849 237
Crédits non utilisés	<u>\$ 36 346 440</u>	<u>\$ 504 323</u>	<u>\$ 36 850 763</u>

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES**Transfert**

10—Transfert
Statutaires

	<u>\$ 349 153 560</u>	<u>\$ 27 695 677</u>	<u>\$ 376 849 237</u>
--	-----------------------	----------------------	-----------------------

* À l'élément 1, une prévision et dépense statutaires concernant la Loi de l'impôt sur la vente en détail, S.R., c. 71 et modifications et à l'élément 2, une prévision et dépense statutaires concernant la Loi de la taxe sur les repas et hôtellerie, S.R., c. 73 et modifications.

DÉTAIL DU PROGRAMME 3

CONTRÔLE DES JEUX DE HASARD ET DES COURSES

Ce programme vise à protéger le public à l'occasion de l'organisation et la conduite de jeux de hasard et de courses sur lesquelles le pari mutuel est permis.

Crédits et dépenses	Montant
Crédits	\$ 703 800
Additions et modifications:	
Virements	
Du Fonds de suppléance	
du ministère des Finances	4 300
Crédits autorisés	708 100
Dépenses	455 663
Crédits non utilisés	\$ 252 437

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement	
1—Traitements	\$ 391 609
2—Autres rémunérations	29 223
3—Communications	15 819
4—Services	3 713
5—Entretien	486
6—Loyers	7 449
7—Fournitures	6 135
	454 434
Capital	
8—Équipement	1 229
	\$ 455 663

REVENU**DÉTAIL DU PROGRAMME 4****REMBOURSEMENTS À CERTAINS TRAVAILLEURS
AUTONOMES D'UNE PARTIE DE LEURS CONTRIBUTIONS
AU RÉGIME DE RENTES DU QUÉBEC**

Ce programme vise à alléger la contribution de
certains travailleurs autonomes au Régime de
rentes du Québec.

Crédits et dépenses	Montant
* Crédits autorisés	\$ 2 400 000
* Dépenses	<u>2 086 320</u>
Crédits non utilisés	<u>\$ 313 680</u>

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Transfert
10—Transfert
Statutaires

\$ 2 086 320

* Prévision et dépense statutaires concernant la Loi autorisant le
paiement d'allocations à certains travailleurs autonomes, S.R., c. 66 et
modifications.

DÉTAIL DU PROGRAMME 5

**AIDE FINANCIÈRE À L'INDUSTRIE DES
COURSES DE CHEVAUX****Ce programme vise à promouvoir l'industrie des
courses de chevaux.**

Crédits et dépenses	Montant
* Crédits autorisés	<u>\$ 2 000 000</u>
* Dépenses	<u><u>\$ 2 000 000</u></u>

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Transfert	
10—Transfert Statutaires	<u><u>\$ 2 000 000</u></u>

* Prévion et dépense statutaires concernant la Loi des licences, S.R.,
c. 79 et modifications.

REVENUSOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPER-
CATÉGORIES ET CATÉGORIES

	Fonctionnement	Capital	Transfert	Total
1—Traitements	\$ 56 890 109			\$ 56 890 109
2—Autres rémunérations	5 392 950			5 392 950
3—Communications	5 002 205			5 002 205
4—Services	18 615 714			18 615 714
5—Entretien	106 929			106 929
6—Loyers	2 381 293			2 381 293
7—Fournitures	3 378 532			3 378 532
8—Équipement		\$ 1 091 312		1 091 312
10—Transfert			\$ 380 935 557	380 935 557
11—Autres dépenses	7 375 356			7 375 356
	<u>\$ 99 143 088</u>	<u>\$ 1 091 312</u>	<u>\$ 380 935 557</u>	<u>\$ 481 169 957</u>

RICHESSSES NATURELLES

REVENUS

	1977-1978	1976-1977
Droits et permis		
Ressources minières		
Exploitation minière	\$ 41 956 091	\$ 15 380 471
Lots de villages miniers	47 712	71 096
Mise en valeur	1 030 052	962 570
Exploitation par baux miniers	208 799	206 901
Exploitation par concessions minières	50 743	55 427
Prospecteurs	52 071	64 301
Ventes de métaux précieux bruts	10	10
Emmagasinement d'énergie	10 635	45 247
Renseignements généraux	670	961
	<u>43 356 783</u>	<u>16 786 984</u>
 Ressources hydrauliques		
Forces hydrauliques	2 580 143	1 844 353
Énergie électrique produite	1 530 736	1 389 737
Forage pour l'eau	825	1 075
Emmagasinement de l'eau	886 477	598 805
Flottage	113 563	127 902
Aménagement de cours d'eau	4 180	8 130
	<u>5 115 924</u>	<u>3 970 002</u>
 Autres droits et permis		
Exploitation du pétrole et du gaz naturel	1 360	2 340
Recherche du pétrole et du gaz naturel	254 323	297 352
Ventes de gaz naturel		5
Produit, vente ou distribution de l'énergie électrique	1 173 558	897 142
Détaillants	389 930	476 531
Transport de produits pétroliers	34 465	34 023
Huile à chauffage	58 358	66 994
Entreposage de produits pétroliers	3 160	3 210
Grossistes et détaillants	194 235	204 785
Ventes de lubrifiant	114 700	106 225
	<u>2 224 089</u>	<u>2 088 607</u>
	<u>50 696 796</u>	<u>22 845 593</u>

	<u>1977-1978</u>	<u>1976-1977</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	\$ 62 370	\$ 60 088
Matériel et fournitures	14 452	1 024
Terrains et bâtisses	65 130	91 254
Biens de consommation et autres	127 059	164 505
Lots de sable	105 015	73 795
Carburants	1 731 435	1 665 879
Location de machinerie et d'équipement	10 333	14 139
Enregistrement de transfert	11 401	10 267
Location de terrains pour aménagement de forces hydrauliques	139 285	71 364
Location de terrains pour le transport d'énergie électrique	15 553	17 016
Location de lots de grève et à eau profonde	191 979	146 328
Location de parcs à déchets	10 440	43 716
Location d'autres terrains et bâtisses	419 454	255 303
Analyse et traitement du minerai	35 796	61 718
Stimulation et surveillance de la production minière	143 114	144 721
Inventaires et recherches météorologiques	10 450	8 939
Inventaires des eaux	69 150	87 952
Amélioration du régime des eaux	136 542	76 405
Hôtellerie	405 477	302 636
Aide technique	119 855	79 771
Eau, égouts, protection d'incendie, entretien des routes et autres	457 090	(458)
	<u>4 281 380</u>	<u>3 376 362</u>
Intérêts		
Droits sur les profits d'exploitation minière à percevoir	158 099	261 738
Prêts à des coopératives	100 287	34 535
Prêts à des compagnies d'électricité	13	39
	<u>258 399</u>	<u>296 312</u>

RICHESSSES NATURELLES

REVENUS (suite)

	<u>1977-1978</u>	<u>1976-1977</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	\$ 64 188	\$ 33 416
Autres dépenses	14 957	2 366
	<u>79 145</u>	<u>35 782</u>
	4 618 924	3 708 456
Revenus autonomes	<u>55 315 720</u>	<u>26 554 049</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Programmes à frais partagés		
Levés aéromagnétiques	280 000	245 000
Inventaire des eaux de surface	616 278	639 945
Régularisation des eaux de Montréal	1 521 522	665 183
	<u>2 417 800</u>	<u>1 550 128</u>
	<u>\$ 57 733 520</u>	<u>\$ 28 104 177</u>

DÉPENSES PAR SECTEURS ET PROGRAMMES

	Crédits autorisés	Dépenses	
		1977-1978	1976-1977
Secteur: Mines			
1—Inventaires et recherches	\$ 13 088 500 (1)	\$ 12 572 739 (1)	\$ 5 831 683
2—Soutien et surveillance de l'industrie minière	12 056 500	9 698 589	7 592 012
3—Gestion interne et soutien	4 863 044	4 426 599	4 553 144
Secteur: Eau			
4—Inventaires et recherches	4 668 400	4 511 711	4 132 296
5—Contrôle de la ressource eau et de ses usages	15 203 050	14 243 144	12 321 093
Secteur: Statistiques, planification et coordination			
6—Affaires du Nord	66 687 549 (1)	66 395 976 (1)	17 096 466
Secteur: Énergie			
7—Études et recherches concernant les hydrocarbures et l'électricité	2 745 916	2 528 377	1 820 415
8—Régie de l'électricité et du gaz	1 765 100	1 522 451	1 486 666
	<u>\$ 121 078 059 (1)</u>	<u>\$ 115 899 586 (1)</u>	<u>\$ 54 833 775</u>

Crédits votés	\$ 121 078 059	\$ 70 899 586
Crédits statutaires		45 000 000
	<u>121 078 059</u>	<u>115 899 586</u>
Crédits non utilisés		
Votés	(50 178 473) (2)	
Dépassements aux crédits statutaires	45 000 000	
	<u>\$ 115 899 586</u>	<u>\$ 115 899 586</u>

(1) Y compris pour les prêts \$ 1 630 200 aux crédits autorisés et \$ 1 575 058 aux dépenses.

(2) Y compris \$ 55 142 pour les prêts.

RICHESSSES NATURELLES

DÉTAIL DU PROGRAMME 1

INVENTAIRES ET RECHERCHES

Ce programme vise à assurer la couverture géologique du territoire, à repérer, à évaluer et à indiquer à l'industrie les zones favorables éventuellement exploitables.

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Inventaires et études géologiques	Inventaires des ressources minérales	Total
Crédits	\$ 10 050 200	\$ 1 826 300	\$ 11 876 500
Additions et modifications:			
Crédits supplémentaires	830 000		830 000
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	341 300	20 700	362 000
De la provision du programme 4 du ministère du Conseil exécutif	20 000		20 000
Crédits autorisés	11 241 500*	1 847 000	13 088 500*
Dépenses	10 792 987*	1 779 752	12 572 739*
Crédits non utilisés	\$ 448 513	\$ 67 248	\$ 515 761
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 1 363 901	\$ 1 486 152	\$ 2 850 053
2—Autres rémunérations	913 640	27 677	941 317
3—Communications	493 811	180 825	674 636
4—Services	3 507 682	40 934	3 548 616
5—Entretien	17 341	5 666	23 007
6—Loyers	90 723	848	91 571
7—Fournitures	205 227	35 770	240 997
11—Autres dépenses		1 880	1 880
	6 592 325	1 779 752	8 372 077
Capital			
8—Équipement	153 087		153 087
Transfert			
10—Transfert	3 578 575		3 578 575
Prêts			
13—Prêts	469 000		469 000
	\$ 10 792 987	\$ 1 779 752	\$ 12 572 739

* Y compris pour les prêts \$ 319 000 provenant du Fonds de suppléance du ministère des Finances et \$ 15 000 obtenus aux "crédits" modifiés, par un virement de la super-catégorie "Transfert" et \$ 469 000 aux dépenses.

RICHESSSES NATURELLES

DÉTAIL DU PROGRAMME 2

SOUTIEN ET SURVEILLANCE DE L'INDUSTRIE MINIÈRE

Ce programme vise à stimuler l'activité minière en participant avec l'industrie à certains investissements en infrastructures, en recherche appliquée et économique, à fournir un soutien technique et à surveiller l'application des règles de sécurité.

	Élément 1	Élément 2
Crédits et dépenses par éléments	Aide à l'exploration minière	Recherches minérales
Crédits	\$ 3 712 300	\$ 3 546 300
Additions et modifications:		
Crédits supplémentaires	133 000	
Virements		
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	11 400	40 600
Au ministère de la Justice	(3 100)	
Du ministère des Affaires municipales		
Autres	(242 000)	242 000
Crédits autorisés	3 611 600	3 828 900
Dépenses	2 653 528	3 378 610
Crédits non utilisés	\$ 958 072	\$ 450 290
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES		
Fonctionnement		
1—Traitements	\$ 758 861	\$ 2 290 071
2—Autres rémunérations	39 847	54 748
3—Communications	14 305	17 040
4—Services	2 747	501 606
5—Entretien	28 550	25 114
6—Loyers	5 934	6 041
7—Fournitures	14 711	241 208
8—Équipement		
11—Autres dépenses		
	864 955	3 135 828
Capital		
2—Autres rémunérations	255 753	
3—Communications	16 990	
4—Services	42 860	828
6—Loyers	1 333 212	
7—Fournitures	80 283	
8—Équipement	5 545	204 054
9—Immobilisations	53 930	
	1 788 573	204 882
Transfert		
10—Transfert		37 900
	\$ 2 653 528	\$ 3 378 610

Élément 3	Élément 4	Élément 5	
Stimulation et sur- veillance de la production minière	Économie minérale	Gestion interne et soutien du secteur mines	Total
\$ 3 456 500	\$ 446 900	\$ 501 400	\$ 11 663 400
			133 000
15 600	700	193 600	261 900 (3 100)
		1 300	1 300
<u>3 472 100</u>	<u>447 600</u>	<u>696 300</u>	<u>12 056 500</u>
<u>2 920 242</u>	<u>219 283</u>	<u>526 926</u>	<u>9 698 589</u>
<u>\$ 551 858</u>	<u>\$ 228 317</u>	<u>\$ 169 374</u>	<u>\$ 2 357 911</u>
\$ 1 061 981	\$ 163 142	\$ 447 070	\$ 4 721 125
8 134	23 926	17 998	144 653
117 582	9 429	21 555	179 911
11 566	20 765	17 594	554 278
21 710	37		75 411
619	1 560	512	14 666
34 265	424	238	290 846
50			50
<u>1 255 907</u>	<u>219 283</u>	<u>504 967</u>	<u>5 980 940</u>
108 008			363 761
6 638			23 628
63 100			106 788
252 199			1 585 411
44 940			125 223
88 531		1 959	300 089
<u>1 067 485</u>			<u>1 121 415</u>
<u>1 630 901</u>		<u>1 959</u>	<u>3 626 315</u>
33 434		20 000	91 334
<u>\$ 2 920 242</u>	<u>\$ 219 283</u>	<u>\$ 526 926</u>	<u>\$ 9 698 589</u>

RICHESSSES NATURELLES

DÉTAIL DU PROGRAMME 3

GESTION INTERNE ET SOUTIEN

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.

Crédits et dépenses par éléments	Élément 1 Direction du ministère	Élément 2 Soutien ad- ministratif et technique du ministère	Total
Crédits	\$ 1 084 800	\$ 3 696 000	\$ 4 780 800
Additions et modifications:			
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	2 700	71 044	73 744
Aux ministère suivants			
Conseil exécutif	(15 500)		(15 500)
Travaux public et Approvisionnement		(460)	(460)
Du ministère des Affaires sociales		24 460	24 460
Crédits autorisés	1 072 000	3 791 044	4 863 044
Dépenses	862 288	3 564 311	4 426 599
Crédits non utilisés	\$ 209 712	\$ 226 733	\$ 436 445

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 791 659	\$ 2 401 517	\$ 3 193 176
2—Autres rémunérations	38 085	150 413	188 498
3—Communications	23 033	78 024	101 057
4—Services	6 870	149 273	156 143
5—Entretien	113	193 833	193 946
6—Loyers	275	117 949	118 224
7—Fournitures	2 223	353 183	355 406
11—Autres dépenses	30	11 235	11 265
	862 288	3 455 427	4 317 715
Capital			
8—Équipement		68 689	68 689
Transfert			
10—Transfert		40 195	40 195
	\$ 862 288	\$ 3 564 311	\$ 4 426 599

DÉTAIL DU PROGRAMME 4

INVENTAIRES ET RECHERCHES

Ce programme vise à recueillir, analyser, traiter et diffuser les données servant à la connaissance de la quantité et de la qualité de l'eau disponible au Québec.

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Inventaires et recherches météorologiques	Inventaires des eaux	Total
Crédits	\$ 1 118 700	\$ 3 281 300	\$ 4 400 000
Additions et modifications:			
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	7 100	36 500	43 600
De la provision du programme 4 du ministère du Conseil exécutif		224 800	224 800
Crédits autorisés	1 125 800	3 542 600	4 668 400
Dépenses	1 070 019	3 441 692	4 511 711
Crédits non utilisés	\$ 55 781	\$ 100 908	\$ 156 689

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 576 495	\$ 1 868 504	\$ 2 444 999
2—Autres rémunérations	207 134	471 256	678 390
3—Communications	124 297	531 436	655 733
4—Services	66 738	169 632	236 370
5—Entretien	3 839	24 362	28 201
6—Loyers	1 271	29 529	30 800
7—Fournitures	49 074	201 369	250 443
11—Autres dépenses		256	256
	1 028 848	3 296 344	4 325 192
Capital			
7—Fournitures		35	35
8—Équipement	41 171	145 313	186 484
	41 171	145 348	186 519
	\$ 1 070 019	\$ 3 441 692	\$ 4 511 711

RICHESSSES NATURELLES

DÉTAIL DU PROGRAMME 5

CONTRÔLE DE LA RESSOURCE EAU ET DE SES USAGES

Ce programme vise à l'élaboration et à la mise en œuvre de plans de gestion de la ressource eau qui en assureront l'équilibre et en favoriseront l'utilisation.

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	Élément 4	
	Protection contre les dérèglements hydrauliques	Amélioration du régime des eaux	Surveillance et réglementation de l'utilisation des lits et des berges	Gestion interne et soutien du secteur eau	Total
Crédits et dépenses par éléments					
Crédits	\$ 5 098 800	\$ 3 295 700	\$ 1 268 800	\$ 719 500	\$ 10 382 800
Additions et modifications:					
Crédits supplémentaires	1 567 500	2 371 800			3 939 300
Virements					
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	122 200	28 400	14 500	5 500	170 600
De la provision du programme 4 du ministère du Conseil exécutif	230 000	466 250			696 250
Au ministère du Tourisme, Chasse et Pêche				(3 700)	(3 700)
Du ministère des Affaires sociales		17 800			17 800
Autres	214 800	63 400	(173 300)	(104 900)	
Crédits autorisés	7 233 300	6 243 350	1 110 000	616 400	15 203 050
Dépenses	6 900 048	5 650 210	1 086 414	606 472	14 243 144
Crédits non utilisés	\$ 333 252	\$ 593 140	\$ 23 586	\$ 9 928	\$ 959 906
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES					
Fonctionnement					
1—Traitements	\$ 532 676	\$ 1 415 371	\$ 725 101	\$ 505 679	\$ 3 178 827
2—Autres rémunérations	313 543	392 723	71 902	3 521	781 689
3—Communications	317 785	150 241	103 162	28 934	600 122
4—Services	78 973	43 200	139 081	1 076	262 330
5—Entretien	326 920	148 270	14 415		489 605
6—Loyers	600 569	47 905	1 320	9 460	659 254
7—Fournitures	258 571	108 422	22 861	11 254	401 108
11—Autres dépenses	128				128
	2 429 165	2 306 132	1 077 842	559 924	6 373 063
Capital					
2—Autres rémunérations	52 407	267 099			319 506
3—Communications	38 902	28 617			67 519
4—Services	47 067	46 566			93 633
6—Loyers	33 154	157 034			190 188
7—Fournitures	42 843	262 257			305 100
8—Équipement	43 803	185 903	8 572	22 748	261 026
9—Immobilisations	2 766 734	1 192 222		2 200	3 961 156
11—Autres dépenses		12 706			12 706
	3 024 910	2 152 404	8 572	24 948	5 210 834
Transfert					
10—Transfert	1 445 973	1 191 674		21 600	2 659 247
	\$ 6 900 048	\$ 5 650 210	\$ 1 086 414	\$ 606 472	\$ 14 243 144

DÉTAIL DU PROGRAMME 6

AFFAIRES DU NORD

Ce programme vise à fournir tous les services à la population du territoire au nord du 52ème parallèle, à favoriser la mise en valeur des ressources naturelles locales et à mettre en application l'entente intervenue avec les autochtones résidant au nord du 48ème parallèle.

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Nouveau-Québec	Convention avec les autochtones	Total
Crédits	\$ 8 658 600	\$ 11 644 200	\$ 20 302 800
Additions et modifications:			
Crédits supplémentaires		45 000 000	45 000 000
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	35 600	1 299 300	1 334 900
Au ministère du Tourisme, Chasse et Pêche	(3 251)		(3 251)
Des ministères suivants			
Affaires sociales	10 600		10 600
Industrie et Commerce	42 500		42 500
Autres	300 000	(300 000)	
Crédits autorisés	9 044 049**	57 643 500**	66 687 549**
* Dépenses	8 825 696**	57 570 280**	66 395 976**
Crédits non utilisés	\$ 218 353**	\$ 45 073 220**	\$ 45 291 573**
Dépassements aux crédits statutaires		\$ (45 000 000)	
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 1 103 641	\$ 217 273	\$ 1 320 914
2—Autres rémunérations	2 500 035	24 884	2 524 919
3—Communications	688 039	12 762	700 801
4—Services	356 148	76 944	433 092
5—Entretien	94 607		94 607
6—Loyers	70 040	2 175	72 215
7—Fournitures	2 882 165	494	2 882 659
11—Autres dépenses	150		150
	<u>7 694 825</u>	<u>334 532</u>	<u>8 029 357</u>
Capital			
8—Équipement	99 592		99 592
9—Immobilisations	68 000		68 000
	<u>167 592</u>		<u>167 592</u>
Transfert			
10—Transfert Statutaires	78 000	12 014 969	12 092 969
		45 000 000	45 000 000
	<u>78 000</u>	<u>57 014 969</u>	<u>57 092 969</u>
Prêts			
13—Prêts	885 279	220 779	1 106 058
	<u>\$ 8 825 696</u>	<u>\$ 57 570 280</u>	<u>\$ 66 395 976</u>

* Y compris à l'élément 2 une dépense statutaire sans prévision budgétaire de \$ 45 000 000 afférente à la Loi modifiant la Loi approuvant la Convention de la Baie James et du Nord québécois 1976, c. 46 et modifications.

** Y compris pour les prêts \$ 960 000 aux "crédits" modifiés à \$ 1 161 200 par virements de \$ 20 000 à la super-catégorie "Transfert" et de \$ 221 200 de la super-catégorie "Transfert" ainsi que \$ 1 106 058 aux dépenses et \$ 55 142 aux crédits non utilisés.

RICHESSSES NATURELLES

DÉTAIL DU PROGRAMME 7

ÉTUDES ET RECHERCHES CONCERNANT LES HYDROCARBURES ET L'ÉLECTRICITÉ

Ce programme vise à favoriser la recherche de pétrole et de gaz naturel au Québec et à établir les orientations et les politiques gouvernementales concernant les hydrocarbures et l'électricité.

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
	Recherches d'hydro- carbures	Études et gestion interne	Contrôle et surveillance des distribu- teurs de produits pétroliers	Total
Crédits et dépenses par éléments				
Crédits	\$ 330 200	\$ 1 606 600	\$ 761 900	\$ 2 698 700
Additions et modifications:				
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	1 600	13 200	10 100	24 900
Du ministère du Revenu		22 316		22 316
Autres	20 000	(40 000)	20 000	
Crédits autorisés	351 800	1 602 116	792 000	2 745 916
Dépenses	310 962	1 505 166	712 249	2 528 377
Crédits non utilisés	\$ 40 838	\$ 96 950	\$ 79 751	\$ 217 539

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement				
1—Traitements	\$ 118 474	\$ 843 596	\$ 596 931	\$ 1 559 001
2—Autres rémunérations	49 654	51 141	9 365	110 160
3—Communications	32 064	92 269	85 859	210 192
4—Services	90 272	308 634	2 496	401 402
5—Entretien	1 399	942	251	2 592
6—Loyers	15	26 155	215	26 385
7—Fournitures	3 326	55 608	8 043	66 977
11—Autres dépenses		162		162
	295 204	1 378 507	703 160	2 376 871
Capital				
7—Fournitures		65		65
8—Équipement	15 758	25 994	9 089	50 841
	15 758	26 059	9 089	50 906
Transfert				
10—Transfert		100 600		100 600
	\$ 310 962	\$ 1 505 166	\$ 712 249	\$ 2 528 377

DÉTAIL DU PROGRAMME 8

RÉGIE DE L'ÉLECTRICITÉ ET DU GAZ

Ce programme vise à assurer la protection, en matière de prévention d'accidents, d'expropriation, de tarification et d'approvisionnement, aux consommateurs et aux distributeurs de gaz et d'électricité.

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Contrôle et surveillance des distributeurs	Sécurité publique	Total
Crédits	\$ 1 001 800	\$ 743 200	\$ 1 745 000
Additions et modifications:			
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	9 900	10 200	20 100
Crédits autorisés	1 011 700	753 400	1 765 100
Dépenses	872 588	649 863	1 522 451
Crédits non utilisés	\$ 139 112	\$ 103 537	\$ 242 649

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 808 985	\$ 571 081	\$ 1 380 066
2—Autres rémunérations	5 399		5 399
3—Communications	17 787	59 015	76 802
4—Services	6 268		6 268
5—Entretien	301	4 358	4 659
6—Loyers	14 838	2 734	17 572
7—Fournitures	17 025	7 150	24 175
	870 603	644 338	1 514 941
Capital			
8—Équipement	1 985	5 525	7 510
	\$ 872 588	\$ 649 863	\$ 1 522 451

RICHESSSES NATURELLESSOMMAIRE DES DÉPENSES PAR
SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

	Fonctionnement	Capital	Transfert	Total
1—Traitements	\$ 20 648 161			\$ 20 648 161
2—Autres rémunérations	5 375 025	\$ 683 267		6 058 292
3—Communications	3 199 254	91 147		3 290 401
4—Services	5 598 499	200 421		5 798 920
5—Entretien	912 028			912 028
6—Loyers	1 030 687	1 775 599		2 806 286
7—Fournitures	4 512 611	430 423		4 943 034
8—Équipement		1 127 318		1 127 318
9—Immobilisations		5 150 571		5 150 571
10—Transfert			\$ 63 562 920	63 562 920
11—Autres dépenses	13 891	12 706		26 597
	<u>\$ 41 290 156</u>	<u>\$ 9 471 452</u>	<u>\$ 63 562 920</u>	<u>\$ 114 324 528*</u>

* Excluant \$ 1 575 058 pour les prêts.

TERRES ET FORÊTS**REVENUS**

	1977-1978	1976-1977
Droits et permis		
Ressources forestières		
Coupe de bois		
Territoires affermés	\$ 14 702 798	\$ 14 113 230
Forêts domaniales	7 438 632	5 655 884
Terrains vacants	2 140 829	1 768 594
Réserves et autres	96 882	972
Exportation	(3 548)	46 614
Mesureurs de bois	2 274	2 020
	<u>24 377 867</u>	<u>21 587 314</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	254 067	307 173
Matériel et fournitures	56 171	51 665
Terrains et bâtisses	2 000	
Plans et devis	4 925	
Bois	106 760	187 451
Terres de l'État	2 164 173	790 422
Location de chambres et pensions	71 496	52 165
Location d'espaces de stationnement	2 132	
Constitution de titres	43 210	40 502
Location de territoires affermés	1 608 331	1 607 008
Location des biens des Jésuites et de la Seigneurie de Lauzon	(87 521)	42
Location d'érablières	19 175	9 520
Location d'autres terrains et bâtisses	704 008	830 498
Prévention et lutte contre les incendies	1 472 548	748 010
Prévention et lutte contre les insectes nuisibles et les maladies des arbres	1 250 131	2 431 805
Recherche	1 250	8 527
Mesurage et inventaire du bois	304 721	105 489
Développement de chemins forestiers	4 158 468	2 265 699
	<u>12 136 045</u>	<u>9 435 976</u>
Intérêts		
Paiement des droits	1 236 870	1 108 665
Paiement des ventes de lots	9 773	2 381
	<u>1 246 643</u>	<u>1 111 046</u>

	1977-1978	1976-1977
Amendes et confiscations		
Infractions à la Loi des terres et forêts	\$ 41 603	\$ 874 399
Dépôts et cautionnements	300	
	<u>41 903</u>	<u>874 399</u>
Recouvrements		
Dépenses sous forme d'indemnités	14 751	13 712
Autres dépenses	169 790	57 787
	<u>184 541</u>	<u>71 499</u>
	<u>13 609 132</u>	<u>11 492 920</u>
Revenus autonomes	<u>37 986 999</u>	<u>33 080 234</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Programmes à frais partagés		
Régularisation des eaux de Montréal	241 887	
Arpentage Rivière Waswanipi	281 966	
	<u>523 853</u>	
	<u>\$ 38 510 852</u>	<u>\$ 33 080 234</u>

TERRES ET FORÊTS

DÉPENSES PAR SECTEURS ET PROGRAMMES

	Crédits autorisés	Dépenses	
		1977-1978	1976-1977
Secteur: Forêts			
1—Connaissance de la forêt	\$ 6 396 400	\$ 6 174 062	\$ 6 143 901
2—Amélioration de la forêt	15 258 600	14 571 411	6 936 369
3—Protection de la forêt	17 416 500	16 689 023	18 366 479
4—Utilisation de la forêt	40 565 000	35 669 097	25 828 176
5—Gestion interne et soutien	12 493 100	11 926 126	10 356 759
6—Financement forestier	875 500	664 443	490 493
Secteur: Gestion juridique du cadre socio-économique			
7—Gestion des terres publiques	4 608 115	4 364 350	2 886 444
Secteur: Statistiques, planification et coordination			
8—Connaissance géographique du territoire	11 096 900	8 877 077	8 195 916
	<u>\$ 108 710 115</u>	<u>\$ 98 935 589</u>	<u>\$ 79 204 537</u>
Crédits votés	\$ 108 520 515	\$ 98 808 290	
Crédits statutaires	189 600	127 299	
	108 710 115	98 935 589	
Crédits non utilisés			
Votés	(9 712 225)		
Statutaires	(62 301)		
	<u>\$ 98 935 589</u>	<u>\$ 98 935 589</u>	

DÉTAIL DU PROGRAMME 1

CONNAISSANCE DE LA FORÊT

Ce programme vise à acquérir, traiter et mettre à jour les données caractérisant le milieu forestier, expérimenter et mettre au point certaines techniques d'intervention et élaborer les différentes options d'aménagement.

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Recherche	Inventaire de base	Total
Crédits	\$ 1 923 200	\$ 4 403 300	\$ 6 326 500
Additions et modifications:			
Virements			
Du Fonds de suppléance	37 000	32 900	69 900
du ministère des Finances	97 000	(97 000)	
Autres			
Crédits autorisés	2 057 200	4 339 200	6 396 400
Dépenses	2 023 785	4 150 277	6 174 062
Crédits non utilisés	\$ 33 415	\$ 188 923	\$ 222 338

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 1 248 056	\$ 1 404 588	\$ 2 652 644
2—Autres rémunérations	366 140	348 829	714 969
3—Communications	126 828	173 183	300 011
4—Services	99 503	2 129 902	2 229 405
5—Entretien	19 009	13 627	32 636
6—Loyers	29 680	17 619	47 299
7—Fournitures	90 069	36 232	126 301
	1 979 285	4 123 980	6 103 265
Capital			
8—Équipement	44 500	26 297	70 797
	\$ 2 023 785	\$ 4 150 277	\$ 6 174 062

TERRES ET FORÊTS

DÉTAIL DU PROGRAMME 2

AMÉLIORATION DE LA FORÊT

Ce programme vise à améliorer en qualité et en quantité la capacité de production des superficies à vocation forestière de façon à répondre aux demandes en matière ligneuse ou à d'autres usages.

Crédits et dépenses par éléments	Élément 1	Élément 2	Total
	Reboisement	Travaux sylvicoles	
Crédits	\$ 8 355 900	\$ 4 947 800	\$ 13 303 700
Additions et modifications:			
Crédits supplémentaires	572 000	1 028 000	1 600 000
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	92 900	37 000	129 900
De la provision du programme 4 du ministère du Conseil exécutif	150 000	75 000	225 000
Autres	(10 000)	10 000	
Crédits autorisés	9 160 800	6 097 800	15 258 600
Dépenses	8 909 625	5 661 786	14 571 411
Crédits non utilisés	\$ 251 175	\$ 436 014	\$ 687 189

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement

1—Traitements	\$ 1 994 193	\$ 644 899	\$ 2 639 092
2—Autres rémunérations	4 029 664	1 669 570	5 699 234
3—Communications	289 226	175 139	464 365
4—Services	747 219	2 345 639	3 092 858
5—Entretien	92 323	29 651	121 974
6—Loyers	677 585	559 460	1 237 045
7—Fournitures	721 815	193 310	915 125
11—Autres dépenses	321		321
	<u>8 552 346</u>	<u>5 617 668</u>	<u>14 170 014</u>

Capital

4—Services	7 361		7 361
6—Loyers	27		27
7—Fournitures	10 973	1 710	12 683
8—Équipement	317 766	42 408	360 174
9—Immobilisations	19 743		19 743
	<u>355 870</u>	<u>44 118</u>	<u>399 988</u>

Transfert

10—Transfert	1 409		1 409
	<u>1 409</u>		<u>1 409</u>
	<u>\$ 8 909 625</u>	<u>\$ 5 661 786</u>	<u>\$ 14 571 411</u>

DÉTAIL DU PROGRAMME 3

PROTECTION DE LA FORÊT

Ce programme vise à protéger la forêt contre le feu, les insectes, les maladies et la détérioration par l'homme.

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
Crédits et dépenses par éléments	Prévention et lutte contre les incendies	Prévention et lutte contre les insectes nuisibles et les maladies des arbres	Éducation en conservation du milieu forestier	Total
Crédits	\$ 7 286 200	\$ 7 182 300	\$ 744 600	\$ 15 213 100
Additions et modifications:				
Crédits supplémentaires	1 910 000		174 000	2 084 000
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	3 600	10 900	19 900	34 400
De la provision du programme 4 du ministère du Conseil exécutif			85 000	85 000
Autres	90 000	(160 000)	70 000	
Crédits autorisés	9 289 800	7 033 200	1 093 500	17 416 500
Dépenses	9 239 426	6 485 518	964 079	16 689 023
Crédits non utilisés	\$ 50 374	\$ 547 682	\$ 129 421	\$ 727 477

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement				
1—Traitements	\$ 256 721	\$ 723 343	\$ 326 883	\$ 1 306 947
2—Autres rémunérations	7 699	536 929	252 625	797 253
3—Communications	10 475	257 136	13 774	281 385
4—Services	8 901 791	1 227 713	131 489	10 260 993
5—Entretien	1 858	78 957	12 591	93 406
6—Loyers	12 300	23 213	7 318	42 831
7—Fournitures	14 653	3 510 123	74 255	3 599 031
	9 205 497	6 357 414	818 935	16 381 846
Capital				
2—Autres rémunérations			64 646	64 646
3—Communications			618	618
4—Services			16 116	16 116
6—Loyers			9 549	9 549
7—Fournitures			8 551	8 551
8—Équipement	33 929	105 249	36 767	175 945
9—Immobilisations		22 855	8 897	31 752
	33 929	128 104	145 144	307 177
	\$ 9 239 426	\$ 6 485 518	\$ 964 079	\$ 16 689 023

TERRES ET FORÊTS

DÉTAIL DU PROGRAMME 4

UTILISATION DE LA FORÊT

Ce programme vise à assurer l'approvisionnement en bois des usines de transformation et à susciter une meilleure organisation de l'exploitation sur les boisés privés.

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	Élément 4	
	Planification de l'utilisation	Contrôle de l'utilisation	Voirie forestière	Aide à la production forestière privée	Total
Crédits et dépenses par éléments					
Crédits	\$ 6 406 300	\$ 5 474 700	\$ 13 313 400	\$ 8 015 000	\$ 33 209 400
Additions et modifications:					
Crédits supplémentaires			3 864 000	1 926 000	5 790 000
Virements					
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	63 700	67 700	20 900	37 600	189 900
De la provision du programme 4 du ministère du Conseil exécutif			1 028 500	313 500	1 342 000
Des ministères suivants					
Affaires intergouvernementales	26 700				26 700
Conseil exécutif	7 000				7 000
Crédits autorisés	6 503 700	5 542 400	18 226 800	10 292 100	40 565 000
Dépenses	5 073 791	5 349 267	16 701 665	8 544 374	35 669 097
Crédits non utilisés	\$ 1 429 909	\$ 193 133	\$ 1 525 135	\$ 1 747 726	\$ 4 895 903
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATEGORIES					
Fonctionnement					
1—Traitements	\$ 3 365 482	\$ 4 066 451	\$ 1 127 912	\$ 1 152 426	\$ 9 712 271
2—Autres rémunérations	320 027	255 040	84 447	814 207	1 473 721
3—Communications	242 852	404 927	107 910	182 999	938 688
4—Services	474 636	5 535	121 157	5 998 714	6 600 042
5—Entretien	44 842	143 228	49 981	34 050	272 101
6—Loyers	31 957	43 325	24 326	60 829	160 437
7—Fournitures	119 175	294 556	78 452	100 936	593 119
11—Autres dépenses		1	50		51
	4 598 971	5 213 063	1 594 235	8 344 161	19 750 430
Capital					
2—Autres rémunérations			1 483 127		1 483 127
3—Communications	13	12	1 210 251		1 210 276
4—Services	35 072		762 894		797 966
6—Loyers			5 511 881		5 511 881
7—Fournitures	335	75	909 804		910 214
8—Équipement	94 102	136 117	298 075	147 067	675 361
9—Immobilisations	345 298		4 931 398	5 000	5 281 696
	474 820	136 204	15 107 430	152 067	15 870 521
Transfert					
10—Transfert				48 146	48 146
	\$ 5 073 791	\$ 5 349 267	\$ 16 701 665	\$ 8 544 374	\$ 35 669 097

DÉTAIL DU PROGRAMME 5

GESTION INTERNE ET SOUTIEN

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.

	Élément 1	Élément 2	
	Direction du ministère	Soutien admini- stratif et technique du ministère	Total
Crédits et dépenses par éléments			
Crédits	\$ 2 411 300	\$ 9 532 200	\$ 11 943 500
Additions et modifications:			
Crédits supplémentaires		200 000	200 000
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	15 400	192 600	208 000
Des ministères suivants			
Affaires sociales	18 600		18 600
Agriculture	82 800		82 800
Fonction publique		40 200	40 200
Autres	31 100	(31 100)	
Crédits autorisés	2 559 200	9 933 900	12 493 100
Dépenses	2 371 665	9 554 461	11 926 126
Crédits non utilisés	\$ 187 535	\$ 379 439	\$ 566 974
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 1 903 128	\$ 5 728 296	\$ 7 631 424
2—Autres rémunérations	44 129	414 830	458 959
3—Communications	65 505	448 561	514 066
4—Services	69 389	1 194 497	1 263 886
5—Entretien	1 017	100 733	101 750
6—Loyers	1 148	275 315	276 463
7—Fournitures	6 340	815 955	822 295
11—Autres dépenses	35	14 045	14 080
	2 090 691	8 992 232	11 082 923
Capital			
2—Autres rémunérations		19 646	19 646
4—Services		2 123	2 123
6—Loyers		4 254	4 254
7—Fournitures		4 596	4 596
8—Équipement	18 252	394 595	412 847
9—Immobilisations	400	33 921	34 321
	18 652	459 135	477 787
Transfert			
10—Transfert	262 322	103 094	365 416
	\$ 2 371 665	\$ 9 554 461	\$ 11 926 126

TERRES ET FORÊTS

DÉTAIL DU PROGRAMME 6

FINANCEMENT FORESTIER

Ce programme vise à rendre accessible un crédit forestier en vue de faciliter les investissements dans la mise en valeur et la consolidation des forêts privées.

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
	Gestion interne et soutien	Prêts forestiers	Prêts forestiers garantis	Total
Crédits et dépenses par éléments				
Crédits	\$ 621 900	\$ 189 600	\$ 59 100	\$ 870 600
Additions et modifications:				
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	4 900			4 900
* Crédits autorisés	626 800	189 600	59 100	875 500
* Dépenses	518 086	127 299	19 058	664 443
Crédits non utilisés	\$ 108 714	\$ 62 301	\$ 40 042	\$ 211 057
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES				
Fonctionnement				
1—Traitements	\$ 409 920			\$ 409 920
2—Autres rémunérations	11 829			11 829
3—Communications	66 941			66 941
4—Services	3 595			3 595
6—Loyers	3 863			3 863
7—Fournitures	7 302			7 302
	503 450			503 450
Capital				
8—Équipement	14 636			14 636
Transfert				
10—Transfert Statutaires		\$ 127 299	\$ 19 058	19 058 127 299
		127 299	19 058	146 357
	\$ 518 086	\$ 127 299	\$ 19 058	\$ 664 443

* Y compris à l'élément 2, une prévision statutaire de \$ 189 600 alors que la dépense s'est établie à \$ 127 299 pour l'exécution de la Loi sur le crédit forestier, 1975, c. 33.

DÉTAIL DU PROGRAMME 7

GESTION DES TERRES PUBLIQUES

Ce programme vise à effectuer les diverses transactions relatives à l'aliénation ou à la location de certaines parties du domaine public et à contrôler l'utilisation des terres publiques.

Crédits et dépenses	Montant
Crédits	\$ 3 336 200
Additions et modifications:	
Crédits supplémentaires	929 000
Virements	
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	104 215
De la provision du programme 4 du ministère du Conseil exécutif	219 600
Du ministère de l'Agriculture	19 100
Crédits autorisés	4 608 115
Dépenses	4 364 350
Crédits non utilisés	\$ 243 765

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement	
1—Traitements	\$ 2 609 233
2—Autres rémunérations	483 225
3—Communications	163 878
4—Services	57 277
5—Entretien	25 686
6—Loyers	47 415
7—Fournitures	100 423
	3 487 137
Capital	
2—Autres rémunérations	331 709
3—Communications	21 586
4—Services	15 296
6—Loyers	291 356
7—Fournitures	82 142
8—Équipement	129 241
9—Immobilisations	5 883
	877 213
	\$4 364 350

TERRES ET FORÊTS

DÉTAIL DU PROGRAMME 8

CONNAISSANCE GÉOGRAPHIQUE DU TERRITOIRE

Ce programme vise à recueillir toutes les informations relatives aux dimensions, à la configuration, à l'utilisation, à la délimitation et à la description du territoire.

	Élément 1	Élément 2	
	Levés et cartographie intégrés	Intégrité du territoire	Total
Crédits et dépenses par éléments			
Crédits	\$ 10 672 900	\$ 174 700	\$ 10 847 600
Additions et modifications:			
Crédits supplémentaires	200 000		200 000
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	77 500	5 400	82 900
Au ministère du Conseil exécutif	(33 600)		(33 600)
Crédits autorisés	10 916 800	180 100	11 096 900
Dépenses	8 708 267	168 810	8 877 077
Crédits non utilisés	\$ 2 208 533	\$ 11 290	\$ 2 219 823
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 3 115 491	\$ 110 446	\$ 3 225 937
2—Autres rémunérations	563 532	52 556	616 088
3—Communications	185 169	4 469	189 638
4—Services	4 051 574	148	4 051 722
5—Entretien	47 966		47 966
6—Loyers	72 000		72 000
7—Fournitures	406 309	1 191	407 500
11—Autres dépenses	2 322		2 322
	8 444 363	168 810	8 613 173
Capital			
8—Équipement	223 454		223 454
Transfert			
10—Transfert	40 450		40 450
	\$ 8 708 267	\$ 168 810	\$ 8 877 077

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPER-
CATÉGORIES ET CATÉGORIES

	Fonctionnement	Capital	Transfert	Total
1—Traitements	\$ 30 187 468			\$ 30 187 468
2—Autres rémunérations	10 255 278	\$ 1 899 128		12 154 406
3—Communications	2 918 972	1 232 480		4 151 452
4—Services	27 559 778	838 862		28 398 640
5—Entretien	695 519			695 519
6—Loyers	1 887 353	5 817 067		7 704 420
7—Fournitures	6 571 096	1 018 186		7 589 282
8—Équipement		2 062 455		2 062 455
9—Immobilisations		5 373 395		5 373 395
10—Transfert			\$ 601 778	601 778
11—Autres dépenses	16 774			16 774
	<u>\$ 80 092 238</u>	<u>\$ 18 241 573</u>	<u>\$ 601 778</u>	<u>\$ 98 935 589</u>

TOURISME, CHASSE ET PÊCHE

REVENUS

	1977-1978	1976-1977
Droits et permis		
Autres droits et permis		
Droits régaliens sur les fourrures	\$ 159 377	\$ 121 100
Commerce de fourrures	42 825	41 750
Sous-location de territoires	370	280
Chasse sportive	3 240 725	2 997 095
Garde des animaux sauvages en captivité	1 775	629
Pêche sportive	2 543 479	2 363 579
Pourvoyeurs de chasse ou de pêche	31 531	11 975
Hôtels et restaurants	740 700	841 010
Pêche commerciale du saumon	712	2 207
Ligne de trappe	15 931	15 625
Pisciculture	7 880	6 830
Agents de voyage	84 207	43 640
	<u>6 869 512</u>	<u>6 445 720</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	59 531	46 026
Matériel et fournitures	118 697	103 339
Terrains et bâtisses	53	64
Animaux	1 214	
Location de chambres et pensions	503	498
Location d'espaces de stationnement	7 545	
Location de territoires de chasse et pêche	868 955	395 088
Location d'autres terrains et bâtisses	15 613	9 825
Institut du tourisme et d'hôtellerie du Québec	1 376 379	775 681
Établissements, parcs et terrains de camping	6 554 901	5 357 384
Assurance-vie aux détenteurs de permis de chasse et pêche	819 739	763 327
Aquarium	67 966	72 816
Jardin zoologique	143 813	135 297
Mont Ste-Anne	2 118 422	1 871 918
Île d'Anticosti	1 694 673	1 585 674
Étude sur la faune — Société de développement de la Baie James	14 695	
	<u>13 862 699</u>	<u>11 116 937</u>

	<u>1977-1978</u>	<u>1976-1977</u>
Amendes et confiscations		
Infractions aux lois de la chasse et de la pêche	\$ 171 112	\$ 139 813
Dépôts et cautionnements		900
	<u>171 112</u>	<u>140 713</u>
Recouvrements		
Dépenses sous forme d'indemnités	28 606	18 806
Autres dépenses	112 864	111 360
	<u>141 470</u>	<u>130 166</u>
	<u>14 175 281</u>	<u>11 387 816</u>
Revenus autonomes	<u>21 044 793</u>	<u>17 833 536</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Programme à frais partagés		
Indemnités aux pêcheurs commerciaux de saumon	233 071	233 071
	<u>\$ 21 277 864</u>	<u>\$ 18 066 607</u>

TOURISME, CHASSE ET PÊCHE**DÉPENSES PAR SECTEURS ET PROGRAMMES**

	Crédits autorisés	Dépenses	
		1977-1978	1976-1977
Secteur: Faune			
1—Maintenance et amélioration de la faune	\$ 7 164 700	\$ 6 924 007	\$ 5 874 891
2—Protection de la faune	13 619 139	13 301 550	11 888 938
Secteur: Tourisme			
3—Promotion du tourisme	5 698 000	5 381 179	3 531 661
4—Services à la clientèle	4 516 900 (1)	4 243 601	6 375 616
5—Formation professionnelle	7 683 100	7 371 344	5 972 574
Secteur: Loisirs et récréation de plein air			
6—Réseau de parcs et réserves et d'établissements touristiques et récréatifs	72 860 484	69 735 256	50 951 744
7—Gestion interne et soutien	9 799 983	8 665 398	7 221 001
	<u>\$ 121 342 306</u>	<u>\$ 115 622 335</u>	<u>\$ 91 816 425</u>
Crédits votés	\$ 121 342 306	\$ 115 622 335	
Crédits non utilisés			
Votés	(5 719 971)		
	<u>\$ 115 622 335</u>	<u>\$ 115 622 335</u>	

(1) Y compris pour les prêts, \$ 25 000 aux crédits autorisés et non utilisés.

DÉTAIL DU PROGRAMME 1

MAINTIEN ET AMÉLIORATION DE LA FAUNE

Ce programme vise à maintenir sur le territoire québécois une faune en équilibre écologique et à en assurer une exploitation rationnelle.

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Inventaire et recherche	Amélioration de la faune	Total
Crédits	\$ 4 563 300	\$ 1 940 800	\$ 6 504 100
Additions et modifications:			
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	394 877	31 723	426 600
De la provision du programme 4 du ministère du Conseil exécutif	234 000		234 000
Crédits autorisés	5 192 177	1 972 523	7 164 700
Dépenses	4 999 108	1 924 899	6 924 007
Crédits non utilisés	\$ 193 069	\$ 47 624	\$ 240 693

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 2 851 916	\$ 925 817	\$ 3 777 733
2—Autres rémunérations	502 249	353 312	855 561
3—Communications	403 448	87 059	490 507
4—Services	317 487	35 234	352 721
5—Entretien	82 243	62 403	144 646
6—Loyers	51 682	17 609	69 291
7—Fournitures	251 547	331 000	582 547
11—Autres dépenses	6 366		6 366
	4 466 938	1 812 434	6 279 372
Capital			
8—Équipement	300 678	80 365	381 043
Transfert			
10—Transfert	231 492	32 100	263 592
	\$ 4 999 108	\$ 1 924 899	\$ 6 924 007

TOURISME, CHASSE ET PÊCHE**DÉTAIL DU PROGRAMME 2****PROTECTION DE LA FAUNE****Ce programme vise à exercer un contrôle des activités de chasse et de pêche.**

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Réglementa- tion et délivrance de permis	Surveillance des chas- seurs et des pêcheurs	Total
Crédits	\$ 1 594 200	\$ 11 040 300	\$ 12 634 500
Additions et modifications:			
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	7 400	977 239	984 639
Crédits autorisés	1 601 600	12 017 539	13 619 139
Dépenses	1 477 437	11 824 113	13 301 550
Crédits non utilisés	\$ 124 163	\$ 193 426	\$ 317 589

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 474 479	\$ 7 881 027	\$ 8 355 506
2—Autres rémunérations	28 699	684 307	713 006
3—Communications	121 211	569 557	690 768
4—Services	713 762	415 518	1 129 280
5—Entretien	11 770	331 822	343 592
6—Loyers	8 660	21 805	30 465
7—Fournitures	87 746	778 586	866 332
11—Autres dépenses		230	230
	1 446 327	10 682 852	12 129 179
Capital			
8—Équipement	31 110	1 015 761	1 046 871
Transfert			
10—Transfert		125 500	125 500
	\$ 1 477 437	\$ 11 824 113	\$ 13 301 550

DÉTAIL DU PROGRAMME 3

PROMOTION DU TOURISME

Ce programme vise à stimuler l'industrie du tourisme au Québec par les études de marché et la promotion.

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
	Clientèle individuelle	Clientèle de groupe	Autres productions publicitaires et direction	Total
Crédits et dépenses par éléments				
Crédits	\$ 2 839 200	\$ 1 418 400	\$ 1 151 400	\$ 5 409 000
Additions et modifications:				
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	259 600	6 800	1 700	268 100
Des ministères suivants				
Fonction publique			17 200	17 200
Richesses naturelles		3 700		3 700
Autres		108 000	(108 000)	
Crédits autorisés	3 098 800	1 536 900	1 062 300	5 698 000
Dépenses	2 982 643	1 405 598	992 938	5 381 179
Crédits non utilisés	\$ 116 157	\$ 131 302	\$ 69 362	\$ 316 821
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES				
Fonctionnement				
1—Traitements	\$ 100 975	\$ 426 061	\$ 113 943	\$ 640 979
2—Autres rémunérations	11 458	26 969	21 849	60 276
3—Communications	2 838 098	621 244	600 781	4 060 123
4—Services		238 275	230 295	468 570
5—Entretien			61	61
6—Loyers	31 336	7 120	4 899	43 355
7—Fournitures			19 255	19 255
8—Équipement	776	714		1 490
11—Autres dépenses			276	276
	2 982 643	1 320 383	991 359	5 294 385
Capital				
8—Équipement			1 579	1 579
Transfert				
10—Transfert		85 215		85 215
	\$ 2 982 643	\$ 1 405 598	\$ 992 938	\$ 5 381 179

TOURISME, CHASSE ET PÊCHE**DÉTAIL DU PROGRAMME 4****SERVICES À LA CLIENTÈLE****Ce programme vise à faciliter et à prolonger le séjour du touriste au Québec.**

	Élément 1	Élément 2	
	Accueil et renseignements	Surveillance et amélioration de l'hébergement et de la table	Total
Crédits et dépenses par éléments			
Crédits	\$ 1 876 900	\$ 1 675 300	\$ 3 552 200
Additions et modifications:			
Crédits supplémentaires	755 000		755 000
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	132 300	17 400	149 700
De la provision du programme 4 du ministère du Conseil exécutif	60 000		60 000
Crédits autorisés	2 824 200*	1 692 700	4 516 900*
Dépenses	2 711 533	1 532 068	4 243 601
Crédits non utilisés	\$ 112 667*	\$ 160 632	\$ 273 299*
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 777 023	\$ 1 220 449	\$ 1 997 472
2—Autres rémunérations	302 915	61 287	364 202
3—Communications	24 465	188 187	212 652
4—Services	52 793	35 002	87 795
5—Entretien	286	83	369
6—Loyers	6 356	1 618	7 974
7—Fournitures	15 714	22 966	38 680
11—Autres dépenses	841	72	913
	1 180 393	1 529 664	2 710 057
Capital			
8—Équipement	6 529	2 404	8 933
Transfert			
10—Transfert	1 524 611		1 524 611
	\$ 2 711 533	\$ 1 532 068	\$ 4 243 601

* Y compris, par un virement de la super-catégorie "Transfert", \$ 25 000 pour les prêts aux crédits autorisés et non utilisés.

DÉTAIL DU PROGRAMME 5

FORMATION PROFESSIONNELLE

Ce programme vise à former un personnel compétent en tourisme, en hébergement et en restauration et à perfectionner le personnel en place.

Crédits et dépenses	Montant
Crédits	\$ 7 303 100
Additions et modifications:	
Crédits supplémentaires	174 000
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	206 000
Crédits autorisés	7 683 100
Dépenses	7 371 344
Crédits non utilisés	\$ 311 756

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement	
1—Traitements	\$ 3 341 172
2—Autres rémunérations	935 938
3—Communications	56 979
4—Services	401 280
5—Entretien	917 746
6—Loyers	44 168
7—Fournitures	1 569 667
11—Autres dépenses	41 795
	7 308 745
Capital	
8—Équipement	62 599
	\$ 7 371 344

TOURISME, CHASSE ET PÊCHE

DÉTAIL DU PROGRAMME 6

RÉSEAU DE PARCS ET RÉSERVES ET D'ÉTABLISSEMENTS TOURISTIQUES ET RÉCRÉATIFS

Ce programme vise à mettre à la disposition des générations présentes et futures des facilités touristiques et récréatives sur le territoire québécois.

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
Crédits et dépenses par éléments	Implantation du réseau	Exploitation du réseau	Exploitation de l'île d'Anticosti	Total
Crédits	\$ 22 319 500	\$ 34 052 700	\$ 5 214 800	\$ 61 587 000
Additions et modifications:				
Crédits supplémentaires	8 369 000	89 200		8 458 200
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances		284 956	58 700	343 656
De la provision du programme 4 du ministère du Conseil exécutif	2 476 514			2 476 514
Aux ministères suivants				
Conseil exécutif		(1 756)		(1 756)
Justice		(6 381)		(6 381)
Du ministère des Richesses naturelles		3 251		3 251
Autres	(58 000)	135 350	(77 350)	
Crédits autorisés	33 107 014	34 557 320	5 196 150	72 860 484
Dépenses	30 428 643	34 122 446	5 184 167	69 735 256
Crédits non utilisés	\$ 2 678 371	\$ 434 874	\$ 11 983	\$ 3 125 228

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement				
1—Traitements		\$ 9 198 350	\$ 868 410	\$ 10 066 760
2—Autres rémunérations		13 007 936	1 464 503	14 472 439
3—Communications	\$ 1 772	520 450	373 374	895 596
4—Services	1 387 766	1 254 447	139 270	2 781 483
5—Entretien		953 997	112 281	1 066 278
6—Loyers		825 467	88 417	913 884
7—Fournitures	176	5 831 421	1 692 630	7 524 227
11—Autres dépenses		658 883		658 883
	1 389 714	32 250 951	4 738 885	38 379 550
Capital				
2—Autres rémunérations	5 718 671			5 718 671
3—Communications	54 781			54 781
4—Services	1 422 478			1 422 478
6—Loyers	920 091			920 091
7—Fournitures	2 045 784			2 045 784
8—Équipement	694 033	1 741 582	445 282	2 880 897
9—Immobilisations	13 864 866			13 864 866
11—Autres dépenses	205 268			205 268
	24 925 972	1 741 582	445 282	27 112 836
Transfert				
10—Transfert	4 112 957	129 913		4 242 870
	\$ 30 428 643	\$ 34 122 446	\$ 5 184 167	\$ 69 735 256

DÉTAIL DU PROGRAMME 7

GESTION INTERNE ET SOUTIEN

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
		Soutien administratif et technique	Recherche et développe- ment	
Crédits et dépenses par éléments	Direction			Total
Crédits	\$ 1 815 000	\$ 5 601 000	\$ 2 208 800	\$ 9 624 800
Additions et modifications:				
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	6 200	90 200	29 500	125 900
De la provision du programme 4 du ministère du Conseil exécutif			22 000	22 000
Au ministère de la Justice	(3 217)			(3 217)
Des ministères suivants				
Affaires intergouvernementales			21 100	21 100
Agriculture		9 400		9 400
Crédits autorisés	1 817 983	5 700 600	2 281 400	9 799 983
Dépenses	1 163 122	5 373 193	2 129 083	8 665 398
Crédits non utilisés	\$ 654 861	\$ 327 407	\$ 152 317	\$ 1 134 585

**DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES
ET CATÉGORIES**

Fonctionnement				
1—Traitements	\$ 842 067	\$ 4 272 598	\$ 1 667 493	\$ 6 782 158
2—Autres rémunérations	138 461	291 994	182 091	612 546
3—Communications	75 076	283 920	130 711	489 707
4—Services	68 561	64 536	55 734	188 831
5—Entretien	1 339	21 620	11 166	34 125
6—Loyers	444	181 783	16 083	198 310
7—Fournitures	19 962	167 602	43 682	231 246
11—Autres dépenses	340	6 443	3 257	10 040
	<u>1 146 250</u>	<u>5 290 496</u>	<u>2 110 217</u>	<u>8 546 963</u>
Capital				
8—Équipement	6 172	82 697	18 866	107 735
Transfert				
10—Transfert	10 700			10 700
	<u>\$ 1 163 122</u>	<u>\$ 5 373 193</u>	<u>\$ 2 129 083</u>	<u>\$ 8 665 398</u>

TOURISME, CHASSE ET PÊCHESOMMAIRE DES DÉPENSES PAR
SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

	Fonctionnement	Capital	Transfert	Total
1—Traitements	\$ 34 961 780			\$ 34 961 780
2—Autres rémunérations	18 013 968	\$ 5 718 671		23 732 639
3—Communications	6 896 332	54 781		6 951 113
4—Services	5 409 960	1 422 478		6 832 438
5—Entretien	2 506 817			2 506 817
6—Loyers	1 307 447	920 091		2 227 538
7—Fournitures	10 831 954	2 045 784		12 877 738
8—Équipement	1 490	4 489 657		4 491 147
9—Immobilisations		13 864 866		13 864 866
10—Transfert			\$ 6 252 488	6 252 488
11—Autres dépenses	718 503	205 268		923 771
	<u>\$ 80 648 251</u>	<u>\$ 28 721 596</u>	<u>\$ 6 252 488</u>	<u>\$ 115 622 335</u>

TRANSPORTS**REVENUS**

	1977-1978	1976-1977
Droits et permis		
Véhicules automobiles		
Immatriculation des véhicules automobiles	\$ 160 675 330	\$ 162 731 368
Conducteurs et chauffeurs	18 020 526	10 076 851
Transport commercial, public et général	8 277 458	8 121 865
Circulation spéciale	604 870	890 152
Examen pour l'obtention d'un permis	2 508 140	1 091 015
	<u>190 086 324</u>	<u>182 911 251</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	2 198	
Matériel et fournitures	1 140 107	1 819 014
Terrains et bâtisses	494 073	460 824
Plans et devis	319 876	208 177
Photocopies de documents	2 175	52 616
Extraits de dossiers	526 370	388 802
Duplicata de permis de conduire	291 702	54 532
Duplicata d'immatriculation	1 480 908	998 070
Rapports d'accidents	154 123	173 765
Matériaux usagés	422 967	297 711
Gaz et huile	12 395	8 799
Location de terrains et bâtisses	297 358	163 475
Location de machinerie et d'équipement	188 311	217 671
Location de chambres et pensions	11 777	12 698
Location d'espaces de stationnement	25 264	
Expropriations à Montréal	64 943	305 132
Construction du réseau routier	4 657 151	4 187 408
Conservation des chaussées	242 208	328 038
Avions	54 900	212 996
Aide technique à la Régie de l'assurance automobile du Québec	1 297 640	
Divers		<u>2</u>
	<u>11 686 446</u>	<u>9 889 730</u>
Amendes et confiscations		
Dépôts et cautionnements	<u>42 255</u>	<u>-----</u>

	<u>1977-1978</u>	<u>1976-1977</u>
Recouvrements		
Dépenses sous forme d'indemnités	\$ 1 927 396	\$ 1 778 607
Dépenses d'années antérieures	337 277	2 100 821
Autres dépenses	77 956	644 358
	<u>2 342 629</u>	<u>4 523 786</u>
	14 071 330	14 413 516
Revenus autonomes	<u>204 157 654</u>	<u>197 324 767</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Programmes à frais partagés		
Caisse des passages à niveau	4 563 387	7 636 790
Réseau routier de l'Outaouais	4 669 351	4 046 223
Aide à la croissance de l'emploi		198 143
Pont sur Canal Chambly		163 200
Entretien des chemins fédéraux	7 828	2 000
	<u>9 240 566</u>	<u>12 046 356</u>
	<u>\$ 213 398 220</u>	<u>\$ 209 371 123</u>

TRANSPORTS

DÉPENSES PAR SECTEURS ET PROGRAMMES

	Crédits autorisés	Dépenses	
		1977-1978	1976-1977
Secteur: Transports terrestres			
1—Systèmes de transports terrestres	\$ 96 719 700	\$ 93 873 242	\$ 70 387 587
2—Information, contrôle et sécurité	25 685 459	24 585 352	21 091 414
3—Construction du réseau routier	486 811 200	442 348 008	495 515 537
4—Conservation du réseau routier	268 264 600	264 844 598	230 252 085
5—Gestion interne et soutien	38 517 400	37 348 479	35 542 025
6—Commission des transports	7 145 700	5 973 968	5 120 056
Secteur: Transports maritime et aérien			
7—Transports maritime et aérien	21 576 900	19 644 303	14 966 589
Secteur: Service de soutien			
8—Transport aérien gouvernemental	10 067 800	9 404 838	8 754 481
Secteur: Administration et services			
9—Transport scolaire	162 642 900	162 457 885	156 494 210
	<u>\$ 1 117 431 659</u>	<u>\$ 1 060 480 673</u>	<u>\$ 1 038 123 984</u>
<hr/>			
Crédits votés	\$ 1 117 031 659	\$ 1 059 943 051	
Crédits statutaires	<u>400 000</u>	<u>537 622</u>	
	1 117 431 659	1 060 480 673	
Crédits non utilisés			
Votés	(57 088 608)		
Dépassements aux crédits statutaires	<u>137 622</u>		
	<u>\$ 1 060 480 673</u>	<u>\$ 1 060 480 673</u>	

DÉTAIL DU PROGRAMME 1

SYSTÈMES DE TRANSPORTS TERRESTRES

Ce programme vise à connaître, améliorer et coordonner les systèmes de transport et à apporter une aide financière aux services de transport en commun.

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
Crédits et dépenses par éléments	Inventaires et recherches	Transport des personnes	Transport des marchandises	Total
Crédits	\$ 4 727 800	\$ 82 613 200	\$ 742 000	\$ 88 083 000
Additions et modifications:				
Crédits supplémentaires		8 500 000		8 500 000
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	46 000	4 800	5 900	56 700
Du ministère du Conseil exécutif		80 000		80 000
Autres		(250 000)	250 000	
* Crédits autorisés	4 773 800	90 948 000	997 900	96 719 700
* Dépenses	4 476 044	88 709 373	687 825	93 873 242
Crédits non utilisés	\$ 297 756	\$ 2 270 675	\$ 310 075	\$ 2 878 506
Dépassements aux crédits statutaires		\$ (32 048)		\$ (32 048)

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement				
1—Traitements	\$ 2 631 467	\$ 310 143	\$ 434 689	\$ 3 376 299
2—Autres rémunérations	726 510	11 208	98 134	835 852
3—Communications	220 699	19 021	34 093	273 813
4—Services	621 187	1 633 578	95 320	2 350 085
5—Entretien	4 756	1 801	224	6 781
6—Loyers	41 288	10 066	4 281	55 635
7—Fournitures	156 074	12 750	3 678	172 502
8—Équipement		162		162
	4 401 981	1 998 729	670 419	7 071 129
Capital				
8—Équipement	74 063		3 764	77 827
Transfert				
10—Transfert Statutaires		86 278 596	13 642	86 292 238
		432 048		432 048
		86 710 644	13 642	86 724 286
	\$ 4 476 044	\$ 88 709 373	\$ 687 825	\$ 93 873 242

* Y compris à l'élément 2, une prévision statutaire de \$ 400 000 alors que la dépense s'est établie à \$ 432 048 pour l'exécution de la Loi de la Communauté urbaine de Québec, 1969, c. 83 et modifications.

TRANSPORTS

DÉTAIL DU PROGRAMME 2

INFORMATION, CONTRÔLE ET SÉCURITÉ

Ce programme vise à fournir des services d'information et de sécurité routières et à émettre et contrôler les permis de conduire ainsi que les plaques d'immatriculation.

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	Élément 4	
	Information aux usagers	Émission des permis de conduire et immatri- culation des véhicules	Contrôle transport	Sécurité routière	Total
Crédits et dépenses par éléments					
Crédits	\$ 408 100	\$ 16 389 600	\$ 3 591 200	\$ 3 325 400	\$ 23 714 300
Additions et modifications:					
Crédits supplémentaires		1 000 000			1 000 000
Virements					
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	3 300	670 600	260 700	13 700	948 300
Des ministères suivants					
Affaires intergouvernementales		14 700			14 700
Revenu		8 159			8 159
Autres		252 000	(97 000)	(155 000)	
Crédits autorisés	411 400	18 335 059	3 754 900	3 184 100	25 685 459
Dépenses	365 597	17 814 174	3 722 838	2 682 743	24 585 352
Crédits non utilisés	\$ 45 803	\$ 520 885	\$ 32 062	\$ 501 357	\$ 1 100 107
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES					
Fonctionnement					
1—Traitements	\$ 186 670	\$ 11 054 165	\$ 2 881 134	\$ 1 028 243	\$ 15 150 212
2—Autres rémunérations	133 005	1 539 826	51 932	86 712	1 811 475
3—Communications	77	1 981 539	167 153	678 247	2 827 016
4—Services	30 281	584 939	42 148	163 543	820 911
5—Entretien		18 107	158 522	4 564	181 193
6—Loyers	1 992	116 351	11 441	17 577	147 361
7—Fournitures	13 147	2 422 895	251 685	62 139	2 749 866
8—Équipement	425				425
11—Autres dépenses		90			90
	365 597	17 717 912	3 564 015	2 041 025	23 688 549
Capital					
8—Équipement		96 262	158 823	27 148	282 233
Transfert					
10—Transfert				614 570	614 570
	\$ 365 597	\$ 17 814 174	\$ 3 722 838	\$ 2 682 743	\$ 24 585 352

DÉTAIL DU PROGRAMME 3

CONSTRUCTION DU RÉSEAU ROUTIER**Ce programme vise à l'implantation et à l'amélioration du réseau routier.**

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	Élément 4	
Crédits et dépenses par éléments	Construction d'autoroutes	Construction de routes principales	Construction de routes régionales	Construction d'autres routes	Total
Crédits	\$ 155 540 000	\$ 127 155 000	\$ 76 000 000	\$ 107 428 600	\$ 466 123 600
Additions et modifications:					
Crédits supplémentaires	11 000 000	7 000 000		2 000 000	20 000 000
Virements					
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	330 100	143 200	110 900	103 400	687 600
Autres	21 000 000	(8 000 000)	(10 000 000)	(3 000 000)	
Crédits autorisés	187 870 100	126 298 200	66 110 900	106 532 000	486 811 200
Dépenses	170 510 541	119 094 619	52 922 424	99 820 424	442 348 008
Crédits non utilisés	\$ 17 359 559	\$ 7 203 581	\$ 13 188 476	\$ 6 711 576	\$ 44 463 192

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Capital					
1—Traitements	\$ 13 216 918	\$ 9 555 162	\$ 7 375 969	\$ 6 978 993	\$ 37 127 042
2—Autres rémunérations	2 173 344	2 207 682	3 209 264	3 786 407	11 376 697
3—Communications	1 430 796	1 431 403	700 445	569 267	4 131 911
4—Services	16 389 972	6 685 267	2 861 367	3 969 545	29 906 151
6—Loyers	375 254	1 254 276	816 186	7 461 654	9 907 370
7—Fournitures	3 599 818	4 214 113	2 693 891	7 644 947	18 152 769
8—Équipement	210 053	177 785	25 697	76 952	490 487
9—Immobilisations	125 798 515	89 884 784	34 285 000	66 571 684	316 539 983
11—Autres dépenses	7 315 871	3 684 147	954 605	2 760 975	14 715 598
	\$ 170 510 541	\$ 119 094 619	\$ 52 922 424	\$ 99 820 424	\$ 442 348 008

TRANSPORTS**DÉTAIL DU PROGRAMME 4****CONSERVATION DU RÉSEAU ROUTIER****Ce programme vise à maintenir la qualité du réseau routier.**

	Élément 1	Élément 2	Élément 3
Crédits et dépenses par éléments	Conservation des chaussées et des éléments de confort	Conservation des structures	Conservation des équipements de contrôle et de sécurité
Crédits	\$ 107 004 000	\$ 14 185 900	\$ 15 320 000
Additions et modifications:			
Crédits supplémentaires	2 500 000		
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	1 117 400	73 500	88 200
Autres	(8 056 000)	(1 700 000)	1 600 000
Crédits autorisés	102 565 400	12 559 400	17 008 200
Dépenses	100 655 482	12 390 882	16 583 374
Crédits non utilisés	\$ 1 909 918	\$ 168 518	\$ 424 826
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 24 344 504	\$ 1 750 203	\$ 4 618 031
2—Autres rémunérations	18 911 621	2 087 460	1 292 615
3—Communications	1 390 901	32 133	411 252
4—Services	63 870	76 092	10 210
5—Entretien	21 377 699	5 222 521	1 483 615
6—Loyers	12 878 126	898 956	82 527
7—Fournitures	21 330 888	2 274 874	8 645 455
11—Autres dépenses	7 841		147
	100 305 450	12 342 239	16 543 852
Capital			
1—Traitements			
2—Autres rémunérations			
3—Communications			
4—Services			
6—Loyers			
7—Fournitures			
8—Équipement	350 032	23 643	39 522
9—Immobilisations			
	350 032	23 643	39 522
Transfert			
10—Transfert		25 000	
	\$ 100 655 482	\$ 12 390 882	\$ 16 583 374

Élément 4	Élément 5	Élément 6	
Exploitation d'hiver	Activités de soutien	Soutien en matériel	Total
\$ 72 094 700	\$ 19 791 100	\$ 31 611 100	\$ 260 006 800
2 500 000	1 300 000		6 300 000
49 200	485 000	144 500	1 957 800
6 100 000		2 056 000	
80 743 900	21 576 100	33 811 600	268 264 600
80 532 053	21 221 242	33 461 565	264 844 598
<u>\$ 211 847</u>	<u>\$ 354 858</u>	<u>\$ 350 035</u>	<u>\$ 3 420 002</u>
\$ 18 001 293	\$ 9 397 690	\$ 10 230 030	\$ 68 341 751
4 273 424	3 279 942	1 197 455	31 042 517
285 153	81 278	191 512	2 392 229
23 590	2 403 532	493 973	3 071 267
23 048 590	1 026 185	2 436 021	54 594 631
2 486 840	298 590	49 892	16 694 931
15 341 750	2 387 711	11 690 922	61 671 600
	325	9 586	17 899
<u>63 460 640</u>	<u>18 875 253</u>	<u>26 299 391</u>	<u>237 826 825</u>
	10 087		10 087
	824 974		824 974
	1 096		1 096
	33 564		33 564
	253 305		253 305
	838 657		838 657
	224 928	7 162 174	7 800 299
	159 378		159 378
	<u>2 345 989</u>	<u>7 162 174</u>	<u>9 921 360</u>
17 071 413			17 096 413
<u>\$ 80 532 053</u>	<u>\$ 21 221 242</u>	<u>\$ 33 461 565</u>	<u>\$ 264 844 598</u>

TRANSPORTS

DÉTAIL DU PROGRAMME 5

GESTION INTERNE ET SOUTIEN

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financière essentielles à la gestion des programmes du ministère.

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	Élément 4	
	Direction	Soutien administratif	Soutien technique	Aide à l'amélioration du réseau municipal	Total
Crédits et dépenses par éléments					
Crédits	\$ 2 622 200	\$ 8 224 700	\$ 6 767 000	\$ 16 796 400	\$ 34 410 300
Additions et modifications:					
Crédits supplémentaires			900 000	3 000 000	3 900 000
Virements					
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	15 100	78 800	119 100		213 000
Du ministère de la Justice	(5 900)				(5 900)
Autres	(200 000)	200 000			
Crédits autorisés	2 431 400	8 503 500	7 786 100	19 796 400	38 517 400
* Dépenses	2 287 096	8 222 644	7 372 836	19 465 903	37 348 479
Crédits non utilisés	\$ 144 304	\$ 280 856	\$ 413 264	\$ 436 071	\$ 1 274 495
Dépassements aux crédits statutaires				\$ (105 574)	\$ (105 574)
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATEGORIES					
Fonctionnement					
1—Traitements	\$ 2 017 801	\$ 6 224 840	\$ 4 391 012	\$ 55 214	\$ 12 688 867
2—Autres rémunérations	41 501	1 058 017	476 096	585 965	2 161 579
3—Communications	84 176	417 238	65 581	469	567 464
4—Services	71 476	163 909	126 348	107	361 840
5—Entretien	283	3 686	101 855	1 779 406	1 885 230
6—Loyers	40 208	87 286	1 002 408	601 335	1 731 237
7—Fournitures	21 730	245 650	211 688	820 458	1 299 526
11—Autres dépenses	200	2 174	16 685		19 059
	2 277 375	8 202 800	6 391 673	3 842 954	20 714 802
Capital					
8—Équipement	9 721	19 844	981 163		1 010 728
Transfert					
10—Transfert Statutaires				15 517 375	15 517 375
				105 574	105 574
				15 622 949	15 622 949
	\$ 2 287 096	\$ 8 222 644	\$ 7 372 836	\$ 19 465 903	\$ 37 348 479

* Y compris à l'élément 4, une dépense statutaire sans prévision budgétaire de \$ 105 574 afférente à la Loi concernant le Boulevard métropolitain, 1960-61, c. 61 et modifications.

DÉTAIL DU PROGRAMME 6

COMMISSION DES TRANSPORTS

Ce programme vise à délivrer des permis de transport ou de location, à fixer des taux et tarifs de transport ou de location et à statuer sur l'adjudication ou le prix des contrats de transport d'écoliers.

Crédits et dépenses	Montant
Crédits	\$ 7 088 300
Additions et modifications:	
Virements	
Du Fonds de suppléance du	
ministère des Finances	57 400
Crédits autorisés	7 145 700
Dépenses	5 973 968
Crédits non utilisés	\$ 1 171 732

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES**Fonctionnement**

1—Traitements	\$ 4 467 661
2—Autres rémunérations	293 542
3—Communications	608 715
4—Services	83 731
5—Entretien	12 092
6—Loyers	214 013
7—Fournitures	201 825
11—Autres dépenses	1 273
	5 882 852

Capital

8—Équipement	91 116
	\$ 5 973 968

TRANSPORTS

DÉTAIL DU PROGRAMME 7

TRANSPORTS MARITIME ET AÉRIEN

Ce programme vise à assurer le maintien, l'amélioration et le développement des services de transport maritime et aérien.

	Élément 1	Élément 2	
	Aide au fonctionnement	Développement de l'infrastructure	Total
Crédits et dépenses par éléments			
Crédits	\$ 9 043 100	\$ 10 368 300	\$ 19 411 400
Additions et modifications:			
Crédits supplémentaires	505 000	1 656 900	2 161 900
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	3 600		3 600
Crédits autorisés	9 551 700	12 025 200	21 576 900
Dépenses	9 314 139	10 330 164	19 644 303
Crédits non utilisés	\$ 237 561	\$ 1 695 036	\$ 1 932 597

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 363 309	\$ 2 755	\$ 366 064
2—Autres rémunérations	17 749	26 737	44 486
3—Communications	26 053	487	26 540
4—Services	40 719	7	40 726
5—Entretien		12 716	12 716
6—Loyers	750	11 182	11 932
7—Fournitures	7 227	29 121	36 348
	455 807	83 005	538 812
Capital			
4—Services		1 119 178	1 119 178
7—Fournitures		7 660	7 660
8—Équipement	2 335		2 335
9—Immobilisations		6 561 182	6 561 182
11—Autres dépenses		10 190	10 190
	2 335	7 698 210	7 700 545
Transfert			
10—Transfert	8 855 997	2 548 949	11 404 946
	\$ 9 314 139	\$ 10 330 164	\$ 19 644 303

DÉTAIL DU PROGRAMME 8

TRANSPORT AÉRIEN GOUVERNEMENTAL

Ce programme vise à fournir des services spécialisés de transport aérien à des fins gouvernementales.

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Transport des personnes et des marchandises	Protection de la forêt	Total
Crédits	\$ 4 638 600	\$ 5 376 000	\$ 10 014 600
Additions et modifications:			
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	29 500	23 700	53 200
Autres	(163 000)	163 000	
Crédits autorisés	4 505 100	5 562 700	10 067 800
Dépenses	3 910 187	5 494 651	9 404 838
Crédits non utilisés	\$ 594 913	\$ 68 049	\$ 662 962

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 2 045 330	\$ 1 336 750	\$ 3 382 080
2—Autres rémunérations	51 908	90 810	142 718
3—Communications	176 615	174 423	351 038
4—Services	94 366	92 930	187 296
5—Entretien	394 518	1 624 876	2 019 394
6—Loyers	18 023	17 507	35 530
7—Fournitures	1 072 016	955 555	2 027 571
11—Autres dépenses		189 766	189 766
	3 852 776	4 482 617	8 335 393
Capital			
7—Fournitures	707		707
8—Équipement	56 704	147 739	204 443
9—Immobilisations		864 295	864 295
	57 411	1 012 034	1 069 445
	\$ 3 910 187	\$ 5 494 651	\$ 9 404 838

TRANSPORTS

DÉTAIL DU PROGRAMME 9

TRANSPORT SCOLAIRE

Ce programme vise à permettre aux institutions des niveaux élémentaire et secondaire d'assurer les services de transport aux étudiants.

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Aide au transport scolaire	Soutien ad- ministratif	Total
Crédits	\$ 162 109 100	\$ 528 800	\$ 162 637 900
Additions et modifications:			
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances		5 000	5 000
Crédits autorisés	162 109 100	533 800	162 642 900
Dépenses	162 051 653	406 232	162 457 885
Crédits non utilisés	\$ 57 447	\$ 127 568	\$ 185 015

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Fonctionnement			
1—Traitements		\$ 302 210	\$ 302 210
2—Autres rémunérations		6 781	6 781
3—Communications		10 902	10 902
4—Services	\$ 2 449 482	74 514	2 523 996
5—Entretien		74	74
6—Loyers		5 504	5 504
7—Fournitures		4 544	4 544
	2 449 482	404 529	2 854 011
Capital			
8—Équipement		1 703	1 703
Transfert			
10—Transfert	159 602 171		159 602 171
	\$ 162 051 653	\$ 406 232	\$ 162 457 885

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR
SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

	Fonctionnement	Capital	Transfert	Total
1—Traitements	\$ 108 075 144	\$ 37 137 129		\$ 145 212 273
2—Autres rémunérations	36 338 950	12 201 671		48 540 621
3—Communications	7 057 717	4 133 007		11 190 724
4—Services	9 439 852	31 058 893		40 498 745
5—Entretien	58 712 111			58 712 111
6—Loyers	18 896 143	10 160 675		29 056 818
7—Fournitures	68 163 782	18 999 793		87 163 575
8—Équipement	587	9 961 171		9 961 758
9—Immobilisations		324 124 838		324 124 838
10—Transfert			\$ 291 065 335	291 065 335
11—Autres dépenses	228 087	14 725 788		14 953 875
	<u>\$ 306 912 373</u>	<u>\$ 462 502 965</u>	<u>\$ 291 065 335</u>	<u>\$ 1 060 480 673</u>

TRAVAIL ET MAIN-D'OEUVRE

REVENUS

	<u>1977-1978</u>	<u>1976-1977</u>
Droits et permis		
Autres droits et permis		
Installations électriques	\$ 6 606 238	\$ 6 246 846
Installations de machines fixes	381 473	389 067
Électriciens	88 971	110 960
Mécaniciens de machines fixes	76 498	78 063
Mécaniciens en tuyauterie	163 050	181 832
Entrepreneurs en tuyauterie	2 120	2 647
Autres techniciens	177 634	196 047
Entrepreneurs en construction	3 598 360	2 731 930
	<u>11 094 344</u>	<u>9 937 392</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	11 254	13 211
Location d'espaces de stationnement	500	
Protection du droit d'association	1 880 634	1 248 300
Conciliation et arbitrage		1 042 009
Soutien administratif et technique	(3 067 448)	360 567
Contribution d'étudiants pour le service de placement étudiant		291 708
Location de services de personnel		59 792
	<u>-(1 175 060)</u>	<u>3 015 587</u>
Intérêts		
Gain sur fluctuation de change		121
Amendes et confiscations		
Infractions à la loi sur les établissements industriels et commerciaux	339 068	265 730
Infractions à la loi des électriciens	1 056	1 354
Infractions à d'autres lois		5 639
	<u>340 124</u>	<u>272 723</u>

	<u>1977-1978</u>	<u>1976-1977</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	\$ 86 846	\$ 40 352
Dépenses sous forme d'indemnités	862	
	<u>87 708</u>	<u>40 352</u>
	(747 228)	3 328 783
Revenus autonomes	<u>10 347 116</u>	<u>13 266 175</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Programmes à frais partagés		
Formation professionnelle des adultes	99 942 419	92 683 980
Inspection en matière de sécurité	206 034	230 930
	<u>100 148 453</u>	<u>92 914 910</u>
	<u>\$ 110 495 569</u>	<u>\$ 106 181 085</u>

TRAVAIL ET MAIN-D'OEUVRE

DÉPENSES PAR SECTEURS ET PROGRAMMES

	Crédits autorisés	Dépenses	
		1977-1978	1976-1977
Secteur: Relations et conditions de travail			
1—Relations de travail	\$ 3 636 000	\$ 3 299 818	\$ 3 378 821
2—Normes de travail	440 400	359 459	368 064
3—Gestion interne et soutien	8 129 850	7 475 475	6 466 490
Secteur: Main-d'oeuvre et emploi			
4—Services de main-d'oeuvre	30 484 413	28 574 601	26 252 289
5—Placement d'étudiants et initiatives locales	5 027 494	4 607 706	6 952 464
Secteur: Sécurité publique			
6—Sécurité au travail et dans les lieux publics	17 187 200	16 383 409	14 682 432
Secteur: Gestion juridique du cadre socio-économique			
7—Qualification professionnelle des entrepreneurs en construction	1 360 600	970 953	1 055 783
	<u>\$ 66 265 957</u>	<u>\$ 61 671 421</u>	<u>\$ 59 156 343</u>
Crédits votés	\$ 66 004 957	\$ 61 546 328	
Crédits statutaires	261 000	125 093	
	66 265 957	61 671 421	
Crédits non utilisés			
Votés	(4 458 629)		
Statutaires	(136 409)		
Dépassements aux crédits statutaires	502		
	<u>\$ 61 671 421</u>	<u>\$ 61 671 421</u>	

DÉTAIL DU PROGRAMME 1

RELATIONS DE TRAVAIL

Ce programme vise à établir le cadre des relations entre employeurs ou associations d'employeurs et salariés ou associations de salariés et à favoriser ces relations.

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
Crédits et dépenses par éléments	Protection du droit d'association	Conciliation et arbitrage	Soutien administratif et technique	Total
Crédits	\$ 1 941 600	\$ 1 538 400	\$ 123 600	\$ 3 603 600
Additions et modifications:				
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	15 700	15 900	800	32 400
Crédits autorisés	1 957 300	1 554 300	124 400	3 636 000
* Dépenses	1 779 941	1 414 543	105 334	3 299 818
Crédits non utilisés	\$ 177 359	\$ 139 757	\$ 19 568	\$ 336 684
Dépassements aux crédits statutaires			\$ (502)	\$ (502)
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES				
Fonctionnement				
1—Traitements	\$ 1 613 499	\$ 992 658	\$ 87 382	\$ 2 693 539
2—Autres rémunérations	18 388	10 885		29 273
3—Communications	126 019	142 973	9 641	278 633
4—Services	1 636	231 674		233 310
Statutaires			502	502
5—Entretien	1 318	74		1 392
6—Loyers	3 984	26 359		30 343
7—Fournitures	12 889	7 397	7 809	28 095
	1 777 733	1 412 020	105 334	3 295 087
Capital				
8—Équipement	2 208	2 523		4 731
	\$ 1 779 941	\$ 1 414 543	\$ 105 334	\$ 3 299 818

* Y compris à l'élément 3, une dépense statutaire sans prévision budgétaire de \$ 502, afférente à la Loi visant à assurer les services de santé et les services sociaux essentiels en cas de conflit de travail, 1975, c. 52 et modifications.

TRAVAIL ET MAIN-D'OEUVRE

DÉTAIL DU PROGRAMME 2

NORMES DE TRAVAIL

Ce programme vise à étendre des conditions de travail déjà négociées dans des conventions collectives, à des groupes de travailleurs non soumis à ces conventions.

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Application des normes de travail	Soutien administratif et technique	Total
Crédits	\$ 218 700	\$ 217 200	\$ 435 900
Additions et modifications:			
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	2 300	2 200	4 500
Crédits autorisés	221 000	219 400	440 400
Dépenses	183 181	176 278	359 459
Crédits non utilisés	\$ 37 819	\$ 43 122	\$ 80 941

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 169 795	\$ 170 889	\$ 340 684
3—Communications	12 398	5 351	17 749
4—Services	281		281
6—Loyers		38	38
7—Fournitures	707		707
	<u>\$ 183 181</u>	<u>\$ 176 278</u>	<u>\$ 359 459</u>

DÉTAIL DU PROGRAMME 3

GESTION INTERNE ET SOUTIEN

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
Crédits et dépenses par éléments	Direction du ministère	Recherche	Soutien administratif et technique	Total
Crédits	\$ 1 176 400	\$ 1 129 500	\$ 5 750 200	\$ 8 056 100
Additions et modifications:				
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	6 800	16 700	56 100	79 600
À l'Assemblée nationale	(5 850)			(5 850)
Autres	65 000		(65 000)	
* Crédits autorisés	1 242 350	1 146 200	5 741 300	8 129 850
* Dépenses	1 181 542	1 075 520	5 218 413	7 475 475
Crédits non utilisés	\$ 60 808	\$ 70 680	\$ 522 887	\$ 654 375

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement				
1—Traitements	\$ 857 097	\$ 912 565	\$ 3 449 272	\$ 5 218 934
2—Autres rémunérations	86 908	43 703	106 997	237 608
3—Communications	95 327	22 112	440 724	558 163
4—Services	27 245	28 865	761 653	817 763
Statutaires			124 591	124 591
5—Entretien	4 863	353	4 847	10 063
6—Loyers	19 893		159 135	179 028
7—Fournitures	28 045	7 785	130 927	166 757
11—Autres dépenses			10	10
	1 119 378	1 015 383	5 178 156	7 312 917
Capital				
8—Équipement	39 874	2 539	40 257	82 670
Transfert				
10—Transfert	22 290	57 598		79 888
	\$ 1 181 542	\$ 1 075 520	\$ 5 218 413	\$ 7 475 475

* Y compris à l'élément 3, une prévision statutaire de \$ 261 000 alors que la dépense s'est établie à \$ 124 591, afférente à la Loi sur la mise en tutelle de certains syndicats ouvriers, 1975, c. 57 et modifications.

TRAVAIL ET MAIN-D'OEUVRE

DÉTAIL DU PROGRAMME 4

SERVICES DE MAIN-D'OEUVRE

Ce programme vise à favoriser l'adaptation des travailleurs au marché de l'emploi en s'assurant de leur qualification professionnelle en les aidant à poursuivre leur formation professionnelle et en participant à des opérations de placement et de reclassement.

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	Élément 4	
	Contribution à la connaissance du marché du travail	Distribution de services de main-d'oeuvre	Formation professionnelle des adultes	Soutien administratif et technique	Total
Crédits et dépenses par éléments					
Crédits	\$ 2 032 800	\$ 9 919 200	\$ 13 989 100	\$ 1 310 600	\$ 27 251 700
Additions et modifications:					
Virements					
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	14 500	3 171 113	36 200	10 900	3 232 713
Autres	240 000	(240 000)			
Crédits autorisés	2 287 300	12 850 313	14 025 300	1 321 500	30 484 413
Dépenses	1 671 291	11 875 320	13 818 720	1 209 270	28 574 601
Crédits non utilisés	\$ 616 009	\$ 974 993	\$ 206 580	\$ 112 230	\$ 1 909 812
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATEGORIES					
Fonctionnement					
1—Traitements	\$ 963 936	\$ 8 291 967	\$ 1 909 110	\$ 1 124 505	\$ 12 289 518
2—Autres rémunérations	5 730	345 993		4 355	356 078
3—Communications	56 042	379 376	92 008	69 147	596 573
4—Services	354 700	85 416	44 010	3 683	487 809
5—Entretien		660		100	760
6—Loyers	1 100	110 324		890	112 314
7—Fournitures	12 957	115 885	3 419	5 002	137 263
	1 394 465	9 329 621	2 048 547	1 207 682	13 980 315
Capital					
8—Équipement	1 824	14 558	3 172	1 588	21 142
Transfert					
10—Transfert	275 002	2 531 141	11 767 001		14 573 144
	\$ 1 671 291	\$ 11 875 320	\$ 13 818 720	\$ 1 209 270	\$ 28 574 601

DÉTAIL DU PROGRAMME 5

PLACEMENT D'ÉTUDIANTS ET INITIATIVES LOCALES

Ce programme vise à favoriser l'embauche d'étudiants et à fournir à des groupes locaux des moyens de coordination pour la réalisation des projets de création d'emplois.

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Placement étudiant	Initiatives locales	Total
Crédits	\$ 1 206 700	\$ 248 700	\$ 1 455 400
Additions et modifications:			
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	3 592 684	1 400	3 594 084
Au ministère de l'Éducation		(21 990)	(21 990)
Crédits autorisés	4 799 384	228 110	5 027 494
Dépenses	4 471 044	136 662	4 607 706
Crédits non utilisés	\$ 328 340	\$ 91 448	\$ 419 788

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 461 576	\$ 106 474	\$ 568 050
2—Autres rémunérations	362 323	16 964	379 287
3—Communications	92 135	5 685	97 820
4—Services	2 855	177	3 032
5—Entretien	584		584
6—Loyers	2 805	4 465	7 270
7—Fournitures	68 301	1 223	69 524
8—Équipement	287		287
11—Autres dépenses	118 159		118 159
	1 109 025	134 988	1 244 013
Capital			
8—Équipement		1 674	1 674
Transfert			
10—Transfert	3 362 019		3 362 019
	\$ 4 471 044	\$ 136 662	\$ 4 607 706

TRAVAIL ET MAIN-D'OEUVRE

DÉTAIL DU PROGRAMME 6

SÉCURITÉ AU TRAVAIL ET DANS LES LIEUX PUBLICS		Ce programme vise la protection du public et des travailleurs en s'assurant de leur sécurité au travail et dans les lieux publics ainsi que l'inspection des installations techniques.		
	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
Crédits et dépenses par éléments	Application des règles de sécurité	Éducation	Soutien administratif et technique	Total
Crédits	\$ 15 073 100	\$ 373 600	\$ 1 520 900	\$ 16 967 600
Additions et modifications:				
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	180 500	6 500	32 600	219 600
Crédits autorisés	15 253 600	380 100	1 553 500	17 187 200
Dépenses	14 642 307	353 440	1 387 662	16 383 409
Crédits non utilisés	\$ 611 293	\$ 26 660	\$ 165 838	\$ 803 791
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES				
Fonctionnement				
1—Traitements	\$ 12 516 108	\$ 324 411	\$ 1 199 824	\$ 14 040 343
2—Autres rémunérations	56 676		66 388	123 064
3—Communications	1 835 005	26 661	115 989	1 977 655
4—Services	19 472	91	2 399	21 962
5—Entretien	4 115		52	4 167
6—Loyers	13 716			13 716
7—Fournitures	170 978	2 277	2 034	175 289
8—Équipement			976	976
	14 616 070	353 440	1 387 662	16 357 172
Capital				
8—Équipement	26 237			26 237
	\$ 14 642 307	\$ 353 440	\$ 1 387 662	\$ 16 383 409

DÉTAIL DU PROGRAMME 7

**QUALIFICATION PROFESSIONNELLE DES
ENTREPRENEURS EN CONSTRUCTION**

Ce programme vise à permettre à la Régie des entreprises de construction de réglementer la compétence et la solvabilité des entreprises en construction.

Crédits et dépenses	Montant
Crédits	\$ 1 345 800
Additions et modifications:	
Virements	
Du Fonds de suppléance	
du ministère des Finances	14 800
Crédits autorisés	1 360 600
Dépenses	970 953
Crédits non utilisés	\$ 389 647

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement	
1—Traitements	\$ 703 099
2—Autres rémunérations	143 100
3—Communications	62 196
4—Services	26 044
5—Entretien	415
6—Loyers	12 473
7—Fournitures	23 346
8—Équipement	280
	\$ 970 953

TRAVAIL ET MAIN-D'OEUVRESOMMAIRE DES DÉPENSES PAR
SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

	Fonctionnement	Capital	Transfert	Total
1—Traitements	\$ 35 854 167			\$ 35 854 167
2—Autres rémunérations	1 268 410			1 268 410
3—Communications	3 588 789			3 588 789
4—Services	1 715 294			1 715 294
5—Entretien	17 381			17 381
6—Loyers	355 182			355 182
7—Fournitures	600 981			600 981
8—Équipement	1 543	\$ 136 454		137 997
10—Transfert			\$ 18 015 051	18 015 051
11—Autres dépenses	118 169			118 169
	<u>\$ 43 519 916</u>	<u>\$ 136 454</u>	<u>\$ 18 015 051</u>	<u>\$ 61 671 421</u>

TRAVAUX PUBLICS ET APPROVISIONNEMENT

REVENUS

	<u>1977-1978</u>	<u>1976-1977</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Matériel et fournitures	\$ 7 490	\$ 10 842
Terrains et bâtisses	152 200	742 603
Plans et devis	3 790	
Photocopies de documents	6	3
Matériaux usagés	98 461	99 327
Fonds renouvelable du		
Service des achats	156 124	102 517
Vapeur	55 252	78 123
Société parc-auto du Québec		
métropolitain	2 540 697	
Location de terrains et bâtisses	1 917 801	1 992 000
Location d'espaces de stationnement	716 619	705 779
Soutien technique	406 073	574 904
Concessions alimentaires	463 047	449 273
	<u>6 517 560</u>	<u>4 755 371</u>
Intérêts		
Paieement d'un terrain	108	9 388
Amendes et confiscations		
Dépôts	28 600	24 093
Recouvrements		
Dépenses sous forme d'indemnités	31 549	17 536
Autres dépenses	2 542	743 365
	<u>34 091</u>	<u>760 901</u>
Revenus autonomes	<u>\$ 6 580 359</u>	<u>\$ 5 549 753</u>

DÉPENSES PAR SECTEURS ET PROGRAMMES

	Crédits autorisés	Dépenses	
		1977-1978	1976-1977
Secteur: Services de soutien			
1—Allocation de l'espace et de l'équipement	\$ 112 165 800	\$ 102 011 484	\$ 78 190 009
2—Exploitation des immeubles	69 526 360	66 266 021	54 968 386
3—Approvisionnement	3 246 100	2 954 940	2 535 383
4—Gestion interne et soutien	3 412 500	3 269 650	2 759 076
	<u>\$ 188 350 760</u>	<u>\$ 174 502 095</u>	<u>\$ 138 452 854</u>
<hr/>			
Crédits votés	\$ 188 350 760	\$ 174 131 207	
Crédits statutaires		370 888	
	<u>188 350 760</u>	<u>174 502 095</u>	
Crédits non utilisés			
Votés	(14 219 553)		
Dépassements aux crédits statutaires	370 888		
	<u>\$ 174 502 095</u>	<u>\$ 174 502 095</u>	

TRAVAUX PUBLICS ET APPROVISIONNEMENT

DÉTAIL DU PROGRAMME 1

ALLOCATION DE L'ESPACE ET DE L'ÉQUIPEMENT.	Ce programme vise à fournir, aménager et équiper les immeubles construits, achetés ou loués en fonction des besoins des ministères.	
Crédits et dépenses par éléments	Élément 1 Acquisition d'espaces existants	Élément 2 Construction d'immeubles
Crédits	\$ 57 215 600	\$ 26 736 900
Additions et modifications:		
Virements		
Du Fonds de suppléance	11 900	11 600
du ministère des Finances		
Des ministères suivants		
Conseil exécutif	1 700 000	
Fonction publique		
Autres	7 560 950	(8 021 250)
Crédits autorisés	66 488 450	18 727 250
* Dépenses	66 009 147	16 415 924
Crédits non utilisés	\$ 850 026	\$ 2 311 326
Dépassements aux crédits statutaires	\$ (370 723)	
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES		
Fonctionnement		
1—Traitements	\$ 833 919	\$ 842 375
2—Autres rémunérations	20 408	69 159
3—Communications	103 927	57 932
4—Services	695 274	62 883
5—Entretien	1 252 186	
6—Loyers	48 175 303	3 073
Statutaires (1)	124 458	
Statutaires (2)	246 265	
7—Fournitures	3 165	11 016
	51 454 905	1 046 438
Capital		
3—Communications		6 353
4—Services	393 755	2 401 300
7—Fournitures		2 035
8—Équipement	10 092	238 789
Statutaires (1)		
9—Immobilisations	13 668 743	12 718 279
11—Autres dépenses	481 652	2 730
	14 554 242	15 369 486
Transfert		
10—Transfert		
	\$ 66 009 147	\$ 16 415 924

* Y compris à l'élément 1, \$ 370 723 et à l'élément 4, \$ 165 formant un montant total de \$ 370 888 pour des dépenses statutaires sans prévision budgétaire afférentes aux lois suivantes:

1— Loi de la protection civile: S.R., c. 53: \$ 124 623

2— Loi électorale, S.R., c. 7 et modifications: \$ 246 265

Élément 3	Élément 4	Élément 5	
Aménagement fixe de l'espace	Fourniture d'ameublement et d'accessoires	Gestion interne et soutien	Total
\$ 20 819 300	\$ 4 483 300	\$ 1 122 300	\$ 110 377 400
29 900	3 400	14 200	71 000
		17 400	1 700 000
			17 400
74 200	91 400	294 700	
20 923 400	4 578 100	1 448 600	112 165 800
14 248 797	4 109 787	1 227 829	102 011 484
\$ 6 674 603	\$ 468 478	\$ 220 771	\$ 10 525 204
	\$ (165)		\$ (370 888)
\$ 1 214 292	\$ 387 472	\$ 896 942	\$ 4 175 000
105 617	27 559	100 778	323 521
69 908	726 447	27 788	986 002
827 720	169	19 321	1 605 367
10 560 355	204	260	11 813 005
42		6 737	48 185 155
140 764	11 176	25 952	124 458
12 918 698	1 153 027	1 077 778	246 265
			192 073
94 951	2 448		6 353
1 019 192	2 953 805	5 051	2 892 454
215 956	165		2 035
	342		4 226 929
1 330 099	2 956 760	5 051	165
			26 602 978
			484 724
			34 215 638
		145 000	145 000
\$ 14 248 797	\$ 4 109 787	\$ 1 227 829	\$ 102 011 484

TRAVAUX PUBLICS ET APPROVISIONNEMENT

DÉTAIL DU PROGRAMME 2

EXPLOITATION DES IMMEUBLES

Ce programme vise à entretenir, gérer et assurer la sécurité des immeubles gouvernementaux et à fournir à leurs occupants un service des postes et messageries.

	Élément 1	Élément 2
Crédits et dépenses par éléments	Conservation et réparation des immeubles	Gestion des immeubles
Crédits	\$ 12 695 800	\$ 29 135 200
Additions et modifications:		
Crédits supplémentaires	2 300 000	
Virements		
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	34 500	71 700
Aux ministères suivants		
Affaires culturelles		
Affaires intergouvernementales		
Justice		
Des ministères suivants		
Éducation		
Justice		
Richesses naturelles		
Autres	(1 104 800)	587 800
Crédits autorisés	13 925 500	29 794 700
Dépenses	11 457 266	29 587 762
Crédits non utilisés	\$ 2 468 234	\$ 206 938

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES**Fonctionnement**

1—Traitements	\$ 2 552 058	\$ 5 578 874
2—Autres rémunérations	610 063	142 112
3—Communications	29 851	48 073
4—Services	67 710	4 709 192
5—Entretien	4 527 652	9 792 050
6—Loyers	32 621	6 804
7—Fournitures	1 194 050	9 219 345
11—Autres dépenses	20 697	
	9 034 702	29 496 450

Capital

4—Services	104 172	
8—Équipement	219 925	91 312
9—Immobilisations	2 098 467	
	2 422 564	91 312
	\$ 11 457 266	\$ 29 587 762

Élément 3	Élément 4	Élément 5	
Sécurité et stationnement	Postes et messageries et services aux occupants	Gestion interne et soutien	Total
\$ 10 965 200	\$ 10 702 300	\$ 3 506 800	\$ 67 005 300
			2 300 000
26 800	43 100	55 900	232 000
	(11 900)		(11 900)
	(4 000)		(4 000)
	(14 500)		(14 500)
	11 200		11 200
	7 800		7 800
	460		460
(271 800)	43 300	745 500	
10 720 200	10 777 760	4 308 200	69 526 360
10 672 846	10 500 760	4 047 387	66 266 021
\$ 47 354	\$ 277 000	\$ 260 813	\$ 3 260 339
\$ 7 870 166	\$ 2 980 393	\$ 3 754 266	\$ 22 735 757
57 425	106 342	111 333	1 027 275
85 772	6 626 026	96 108	6 885 830
2 478 730	2 846		7 258 478
	132 977		14 452 679
	147 537		186 962
142 530	125 813	79 087	10 760 825
	197		20 894
10 634 623	10 122 131	4 040 794	63 328 700
38 223	378 629	6 593	104 172
			734 682
			2 098 467
38 223	378 629	6 593	2 937 321
\$ 10 672 846	\$ 10 500 760	\$ 4 047 387	\$ 66 266 021

TRAVAUX PUBLICS ET APPROVISIONNEMENT

DÉTAIL DU PROGRAMME 3

APPROVISIONNEMENT

Ce programme vise à effectuer les achats du gouvernement aux meilleures conditions pour l'économie du Québec.

Crédits et dépenses	Montant
Crédits	\$ 2 885 200
Additions et modifications:	
Virements	
Du Fonds de suppléance	
du ministère des Finances	360 900
Crédits autorisés	3 246 100
Dépenses	2 954 940
Crédits non utilisés	\$ 291 160

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement	
1—Traitements	\$ 2 614 282
2—Autres rémunérations	194 595
3—Communications	44 542
4—Services	8 381
5—Entretien	536
6—Loyers	27 312
7—Fournitures	58 285
11—Autres dépenses	425
	2 948 358
Capital	
8—Équipement	6 582
	\$ 2 954 940

DÉTAIL DU PROGRAMME 4

GESTION INTERNE ET SOUTIEN

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Direction	Soutien administratif	Total
Crédits	\$ 810 700	\$ 2 402 900	\$ 3 213 600
Additions et modifications:			
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	105 400	33 200	138 600
Au ministère de l'Industrie et Commerce	(3 300)		(3 300)
Du ministère des Affaires sociales	23 700	39 900	63 600
Autres	15 000	(15 000)	
Crédits autorisés	951 500	2 461 000	3 412 500
Dépenses	909 511	2 360 139	3 269 650
Crédits non utilisés	\$ 41 989	\$ 100 861	\$ 142 850

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 789 597	\$ 1 907 908	\$ 2 697 505
2—Autres rémunérations	42 869	96 410	139 279
3—Communications	38 063	42 215	80 278
4—Services	7 213	75 443	82 656
5—Entretien	54	4 183	4 237
6—Loyers	149	83 228	83 377
7—Fournitures	4 510	105 749	110 259
11—Autres dépenses		28 615	28 615
	882 455	2 343 751	3 226 206
Capital			
8—Équipement	27 056	16 388	43 444
	\$ 909 511	\$ 2 360 139	\$ 3 269 650

TRAVAUX PUBLICS ET APPROVISIONNEMENT

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR
SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

	Fonctionnement	Capital	Transfert	Total
1—Traitements	\$ 32 222 544			\$ 32 222 544
2—Autres rémunérations	1 684 670			1 684 670
3—Communications	7 996 652	\$ 6 353		8 003 005
4—Services	8 954 882	2 996 626		11 951 508
5—Entretien	26 270 457			26 270 457
6—Loyers	48 853 529			48 853 529
7—Fournitures	11 121 442	2 035		11 123 477
8—Équipement		5 011 802		5 011 802
9—Immobilisations		28 701 445		28 701 445
10—Transfert			\$ 145 000	145 000
11—Autres dépenses	49 934	484 724		534 658
	<u>\$ 137 154 110</u>	<u>\$ 37 202 985</u>	<u>\$ 145 000</u>	<u>\$ 174 502 095</u>

SERVICES DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

REVENUS

	<u>1977-1978</u>	<u>1976-1977</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	\$ 719	\$ 654
Équipement usagé	910	1
Location d'espaces de stationnement	4 770	3 530
	<u>6 399</u>	<u>4 185</u>
Intérêts		
Bourses d'étude	5	71
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	56 255	155 857
Dépenses sous forme d'indemnités	7 623	155
	<u>63 878</u>	<u>156 012</u>
Revenus autonomes	<u>70 282</u>	<u>160 268</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Programme à frais partagés		
Inventaire de la qualité de l'eau	423 735	427 827
	<u>\$ 494 017</u>	<u>\$ 588 095</u>

DÉPENSES PAR SECTEURS ET PROGRAMMES

	Crédits autorisés	Dépenses	
		1977-1978	1976-1977
Secteur: Prévention et amélioration			
1—Salubrité du milieu	\$ 5 147 000	\$ 4 805 623	\$ 4 047 524
Secteur: Eau			
2—Aide à la gestion de l'eau	13 478 100	12 044 340	8 170 450
3—Gestion interne et soutien	<u>2 874 900</u>	<u>2 718 023</u>	<u>1 969 087</u>
	<u>\$ 21 500 000</u>	<u>\$ 19 567 986</u>	<u>\$ 14 187 061</u>
<hr/>			
Crédits votés	\$ 21 500 000	\$ 19 567 986	
Crédits non utilisés			
Votés	<u>(1 932 014)</u>	<u></u>	
	<u>\$ 19 567 986</u>	<u>\$ 19 567 986</u>	

SERVICES DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

DÉTAIL DU PROGRAMME 1

SALUBRITÉ DU MILIEU

Ce programme vise à assurer des conditions acceptables de salubrité du milieu en particulier par le contrôle de la pollution de l'air et de la pollution causée par les déchets.

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	Élément 4	
Crédits et dépenses par éléments	Lutte contre la pollution de l'air	Gestion des déchets	Assainissement du milieu de travail	Assainissement du milieu	Total
Crédits	\$ 1 292 400	\$ 815 300	\$ 764 200	\$ 2 210 300	\$ 5 082 200
Additions et modifications:					
Virements					
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	13 300	7 200	8 400	27 400	56 300
Du ministère des Affaires sociales				8 500	8 500
Crédits autorisés	1 305 700	822 500	772 600	2 246 200	5 147 000
Dépenses	1 185 160	670 815	713 652	2 235 996	4 805 623
Crédits non utilisés	\$ 120 540	\$ 151 685	\$ 58 948	\$ 10 204	\$ 341 377

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement					
1—Traitements	\$ 841 069	\$ 421 098	\$ 590 163	\$ 1 778 574	\$ 3 630 904
2—Autres rémunérations	69 188	39 845	12 247	25 866	147 146
3—Communications	80 859	40 516	41 598	379 225	542 198
4—Services	4 980	148 328	479	79	153 866
5—Entretien	12 904	985	4 764	1 520	20 173
6—Loyers	1 547	5 375	339	5 242	12 503
7—Fournitures	115 689	11 368	20 327	36 586	183 970
11—Autres dépenses	619		53		672
	1 126 855	667 515	669 970	2 227 092	4 691 432
Capital					
8—Équipement	58 305	3 300	43 682	8 904	114 191
	\$ 1 185 160	\$ 670 815	\$ 713 652	\$ 2 235 996	\$ 4 805 623

DÉTAIL DU PROGRAMME 2

AIDE À LA GESTION DE L'EAU

Ce programme vise à surveiller la qualité de l'eau et à contribuer à son traitement en fonction de l'usage auquel on la destine.

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
	Inventaire de la qua- lité des cours d'eau	Alimentation en eau	Disposition des eaux usées	Total
Crédits et dépenses par éléments				
Crédits	\$ 4 499 000	\$ 2 223 200	\$ 6 452 400	\$ 13 174 600
Additions et modifications:				
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	51 900	43 900	60 200	156 000
De la provision du programme 4 du ministère du Conseil exécutif	133 500		14 000	147 500
Autres		(115 000)	115 000	
Crédits autorisés	4 684 400	2 152 100	6 641 600	13 478 100
Dépenses	4 334 388	1 458 695	6 251 257	12 044 340
Crédits non utilisés	\$ 350 012	\$ 693 405	\$ 390 343	\$ 1 433 760
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATEGORIES				
Fonctionnement				
1—Traitements	\$ 1 544 721	\$ 714 590	\$ 1 361 383	\$ 3 620 694
2—Autres rémunérations	690 451	78 411	53 728	822 590
3—Communications	144 914	70 524	69 932	285 370
4—Services	1 308 591	564 662	43 096	1 916 349
5—Entretien	24 743	4 882	283 039	312 664
6—Loyers	61 967		6 100	68 067
7—Fournitures	342 796	11 044	224 771	578 611
11—Autres dépenses	2 055	332	478	2 865
	4 120 238	1 444 445	2 042 527	7 607 210
Capital				
8—Équipement	214 150	14 250	39 801	268 201
Transfert				
10—Transfert			4 168 929	4 168 929
	\$ 4 334 388	\$ 1 458 695	\$ 6 251 257	\$ 12 044 340

SERVICES DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

DÉTAIL DU PROGRAMME 3

GESTION INTERNE ET SOUTIEN

Ce programme vise à assurer l'orientation, la coordination et le soutien des programmes de l'environnement.

	Élément 1	Élément 2	
	Direction et soutien administratif	Conseil con- sultatif de l'environne- ment	Total
Crédits et dépenses par éléments			
Crédits	\$ 2 078 100	\$ 218 700	\$ 2 296 800
Additions et modifications:			
Crédits supplémentaires	417 000		417 000
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	122 400	1 400	123 800
Au ministère des Affaires municipales	(20 800)		(20 800)
Des ministères suivants			
Affaires intergouvernementales	27 100		27 100
Affaires sociales	30 100		30 100
Industrie et Commerce	900		900
Crédits autorisés	<u>2 654 800</u>	<u>220 100</u>	<u>2 874 900</u>
Dépenses	<u>2 523 829</u>	<u>194 194</u>	<u>2 718 023</u>
Crédits non utilisés	<u>\$ 130 971</u>	<u>\$ 25 906</u>	<u>\$ 156 877</u>
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 1 702 434	\$ 140 251	\$ 1 842 685
2—Autres rémunérations	85 790	85	85 875
3—Communications	158 402	18 611	177 013
4—Services	60 808	19 254	80 062
5—Entretien	12 880	31	12 911
6—Loyers	83 021	11 138	94 159
7—Fournitures	109 080	2 913	111 993
8—Équipement		734	734
11—Autres dépenses	729	1 177	1 906
	<u>2 213 144</u>	<u>194 194</u>	<u>2 407 338</u>
Capital			
8—Équipement	<u>21 585</u>		<u>21 585</u>
Transfert			
10—Transfert	<u>289 100</u>		<u>289 100</u>
	<u>\$ 2 523 829</u>	<u>\$ 194 194</u>	<u>\$ 2 718 023</u>

SERVICES DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

	Fonctionnement	Capital	Transfert	Total
1—Traitements	\$ 9 094 283			\$ 9 094 283
2—Autres rémunérations	1 055 611			1 055 611
3—Communications	1 004 581			1 004 581
4—Services	2 150 277			2 150 277
5—Entretien	345 748			345 748
6—Loyers	174 729			174 729
7—Fournitures	874 574			874 574
8—Équipement	734	\$ 403 977		404 711
10—Transfert			\$ 4 458 029	4 458 029
11—Autres dépenses	5 443			5 443
	<u>\$ 14 705 980</u>	<u>\$ 403 977</u>	<u>\$ 4 458 029</u>	<u>\$ 19 567 986</u>

SECTION 2

OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES

Les opérations non budgétaires sont celles qui regroupent les activités de placements du Gouvernement. Généralement, elles n'influencent pas le résultat des opérations budgétaires ni la dette nette.

SECTION 2

TABLE DES MATIÈRES

OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES	PAGE
Sommaire	2-4
Détail	2-4

OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES
de l'année financière terminée le 31 mars 1978

(\$ milliers)

SOMMAIRE	Actions	Obligations et billets	Prêts et avances	Total
Placements				
Entreprises du gouvernement du Québec	119 374	(790)	146 476	265 060
Municipalités et organismes municipaux		17 767	(16 647)	1 120
Particuliers, sociétés et autres			2 028	2 028
	<u>119 374</u>	<u>16 977</u>	<u>131 857</u>	<u>268 208</u>
DÉTAIL	Déboursés (1)	Recettes	Redresse- ments (2)	Total
Entreprises du gouvernement du Québec				
Actions				
Sidbec	84 800			84 800
Société de cartographie du Québec	600			600
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec	2 000		5 400 (3)	7 400
Société générale de financement du Québec	9 741			9 741
Société québécoise d'exploration minière	3 400			3 400
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires	7 000			7 000
Société québécoise d'initiatives pétrolières	9 000			9 000
Traverse Matane-Godbout Limitée			(2 567)(4)	(2 567)
	<u>116 541</u>		<u>2 833</u>	<u>119 374</u>
Obligations				
Société d'habitation du Québec		1 359	569 (5)	(790)
Prêts et avances				
Commission administrative des régimes d'assurance- stabilisation des revenus agricoles	2 000	586		1 414
Office de l'électrification rurale		688	(108)	(796)
Office des autoroutes du Québec	51 217	31 806		19 411
Office du crédit agricole du Québec	87 850	32 225		55 625
Régie de l'assurance automobile du Québec	1 138	1 138		
Sidbec	27 100			27 100
Société de développement coopératif	700			700
Société de développement industriel du Québec	6 500			6 500
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec	12 530	979	(5 400)(3)	6 151
Société d'habitation du Québec	18 845	435	(569)(5)	17 841
Société du parc industriel du centre du Québec	3 550			3 550
Société générale de financement du Québec	9 000			9 000
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires	230	250		(20)
	<u>220 660</u>	<u>68 107</u>	<u>(6 077)</u>	<u>146 476</u>
	<u>337 201</u>	<u>69 466</u>	<u>(2 675)</u>	<u>265 060</u>
Municipalités et organismes municipaux				
Obligations et billets		1 153	18 920 (6)	17 767
Prêts et avances	1 115	482	(17 280)(6)	(16 647)
	<u>1 115</u>	<u>1 635</u>	<u>1 640</u>	<u>1 120</u>

DÉTAIL (Suite)	Déboursés (1)	Recettes	Redresse- ments (2)	Total
Particuliers, sociétés et autres				
Prêts et avances				
Particuliers				
Étudiants		3 605	1 279 (8)	(2 326)
Pêcheurs	1 161	899	358 (7)	620
	<u>1 161</u>	<u>4 504</u>	<u>1 637</u>	<u>(1 706)</u>
Sociétés et autres				
Coopératives	1 582	820	828	1 590
Hôpitaux (fonds de roulement)		205		(205)
Pêcheurs	4 297	766	(358) (7)	3 173
Propriétaires forestiers		704		(704)
Université de Sherbrooke		427	307	(120)
	<u>5 879</u>	<u>2 922</u>	<u>777</u>	<u>3 734</u>
	<u>7 040</u>	<u>7 426</u>	<u>2 414</u>	<u>2 028</u>

(1) Y compris les montants à payer.

(2) En ce qui concerne les prêts et avances, les montants radiés au cours de l'année financière et les redressements à la provision pour créances irrécouvrables ne sont pas pris en considération.

(3) Montant viré de "Prêts et avances" à "Actions".

(4) Cession par le ministre des Finances à la Société des traversiers du Québec pour la considération d'un dollar (\$1,00) de toutes les actions émises et en cours de Traverse Matane-Godbout Limitée.

(5) Montant viré de "Prêts et avances" à "Obligations".

(6) Montant porté à "Obligations et billets"
Prêts et avances
Intérêts à recevoir capitalisés

\$ 17 279 059

1 640 967

\$ 18 920 026

(7) Montant viré à "Particuliers".

(8) Réclamations aux étudiants des paiements de garantie effectués aux institutions financières dans le cadre de la Loi des prêts et bourses aux étudiants, 1966-67, c. 70 et modifications.

SECTION 3

OPÉRATIONS DE LA DETTE

Les opérations de la dette sont celles qui regroupent les emprunts effectués, les emprunts remboursés et les contributions aux fonds d'amortissement. Elles affectent uniquement les emprunts à long terme et n'influencent pas le résultat des opérations budgétaires ni la dette nette.

SECTION 3

TABLE DES MATIÈRES

OPÉRATIONS DE LA DETTE	PAGE
Sommaire	3-5
Détail	
Emprunts effectués	3-6
Emprunts remboursés	3-8
Contributions aux fonds d'amortissement	3-9

OPÉRATIONS DE LA DETTE
de l'année financière terminée le 31 mars 1978
(\$ milliers)

SOMMAIRE

	Emprunts effectués	Emprunts remboursés
Obligations	721 045	150 568
Autres emprunts	321 319	34 912
Dettes assumées		7 290
	1 042 364	192 770
Contributions aux fonds d'amortissement		46 917
	<u>1 042 364</u>	<u>239 687</u>

DÉTAIL

EMPRUNTS EFFECTUÉS
(\$ milliers)

Date d'émission	Date d'échéance	Taux %	Prix de vente	Valeur nominale	Emprunts effectués
Obligations					
Négociables					
En monnaie du Canada					
1977-07-15	1997-07-15	9 ¾	\$ 99,25		100 000
1977-09-29	1997-07-15	9 ¾	99,625		100 000
1975-11-01	1995-11-01	10,55	100		15 000
1976-11-01	1996-11-01	10,15	100		15 000
1977-11-01	1997-11-01	9,8	100		15 000
1977-12-07	1980-12-07	8 ¼	99,60		18 000
1977-12-07	1983-12-07	8 ½	98,40		32 000
1977-12-16	1996-12-16	9 ¾	100		125 000
1978-03-01	1996-12-16	9 ¾	97,375		110 000
1978-03-01	1981-09-01	8 ½	98,90		33 000
1978-03-01	1980-12-03	8 ¼	98,825		17 000
					580 000
En monnaie des États-Unis					
1977-11-01	1995-11-01	9	98,125	É.U. \$ 60 000	66 732*
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne					
1977-06-01	1987-06-01	7 ¼	97	DM 150 000	66 804*
					713 536
Non négociables					
En monnaie du Canada					
Gouvernement du Canada					
Régime de pensions du Canada					
1977-1978	1997-1998	8,77 — 9,37	100		7 509
					721 045

Date d'émission	Date d'échéance	Taux %	Prix de vente	Valeur nominale	Emprunts effectués
Autres emprunts					
		<u>Recettes</u>	<u>Virements</u>	<u>Net</u>	
En monnaie du Canada					
Gouvernement du Canada					
Zones spéciales					
Avances progressives sur projets en cours		<u>4 354</u>	<u>(12 286)</u>	(7 932)	
Projets terminés			<u>14 611</u>	14 611**	
1977-04-01	1978 — 2007-04-01	8,301 — 10,0706			6 679
En monnaie des États-Unis					
Billets en Euro-dollars					
1977-11-25	1979-11-24 1984-05-24	8 7/16***		<u>É.U. \$ 300 000</u>	<u>314 640*</u>
					<u>321 319</u>
Total					<u>1 042 364</u>

* Équivalent canadien de la valeur nominale aux dates de réalisation des emprunts.

** Incluant \$ 2 324 793 d'intérêts capitalisés.

*** Billet renouvelable tous les 3 ou 6 mois dont le taux est établi selon le LIBOR (London Interbank Offered Rate) plus 1 7/16% pour les 2 première années et 1 1/4% pour les années subséquentes.

EMPRUNTS REMBOURSÉS

(\$ milliers)

			Valeur nominale		
	Date d'échéance	Date d'émission	En monnaie étrangère	En équivalent canadien	Emprunts remboursés
Obligations					
Négociables					
En monnaie du Canada					
	1977-04-01	1970-04-01		200	
	1977-04-15	1971-04-15		2 905	
	1977-06-01	1970-06-01		1 350	
	1977-06-01	1970-06-01		35 223	
	1977-08-01	1967-08-01		1 250	
	1977-08-01	1970-08-01		850	
	1977-08-01	1970-08-01		16 507	
	1977-09-15	1968-09-15		1 500	
	1977-11-01	1973-01-01		830	
	1977-12-01	1967-12-01		900	
	1977-12-15	1971-12-15		2 500	
	1978-01-15	1968-01-15		1 000	
	1978-01-15	1968-01-15		15 000	
				<u>80 015</u>	
En monnaie des États-Unis					
	1977-12-01	1975-07-15	É.U. \$ 1 000	1 021	
	1977-12-01	1975-07-30	1 000	985	
			<u>É.U. \$ 2 000</u>	<u>2 006* (1)</u>	
Obligations échéant 1995-07-15 et 1993-11-15 rachetées 1977-12-01					
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne					
	1977-08-01	1969-08-01	<u>DM 80 000</u>	<u>21 580* (1)</u>	103 601
Remboursables à demande					
Obligations d'épargne du Québec					
	1979-05-01	1974-05-01		3 048	
	1980-06-01	1975-06-01		16 077	
	1981-06-01	1971-06-01		3 156	
	1981-06-01	1976-06-01		20 327	
	1982-06-01	1972-06-01		2 026	
	1983-04-01	1973-04-01		2 333	46 967
					<u>150 568</u>

Date d'échéance	Date d'émission	Valeur nominale		Emprunts remboursés
		En monnaie étrangère	En équivalent canadien	
Autres emprunts				
En monnaie du Canada				
Gouvernement du Canada				
Expo '67				
1977-04-01	1969-04-01		144	
Zones spéciales				
1977-04-01	1972 — 1976-04-01		949	
Autoroute 13				
1977-07-01	1974-10-17		13 156	
			14 249	
En monnaie des États-Unis				
(Euro-dollars)				
1977-06-30	1970-06-30	É.U. \$ 20 000	20 663* (1)	34 912
Dettes assumées				
En monnaie du Canada				
Construction du boulevard				
Métropolitain de Montréal				
Commission municipale				
de Québec pour le règlement				
des dettes scolaires en 1947				
Institutions universitaires				
Institut Armand-Frappier				
Hôpital St-Luc				
Association athlétique				
nationale de la jeunesse				
			707	
			1 612	
			1 279 (2)	
			258	
			492	
			40	
			4 388	
En monnaie des États-Unis				
Construction du boulevard				
Métropolitain de Montréal				
Commission municipale				
de Québec pour le règlement				
des dettes scolaires de 1947				
		É.U. \$ 2 860	2 896	
		6	6	
		É.U. \$ 2 866	2 902** (1)	7 290
				192 770
Contributions aux fonds d'amortissement				
Pour détail, voir page 6-41				46 917
Total				239 687

* Équivalent canadien aux dates de réalisation des emprunts.

** Équivalent canadien aux dates d'acceptation des dettes.

(1) Le coût du remboursement des emprunts en monnaie étrangère apparaît à la page suivante.

(2) Y compris \$ 915 186 portés aux revenus pour l'annulation de la dette du Scolasticat — École normale St-Viateur de Rigaud.

(1) Coût du remboursement des emprunts en monnaie étrangère

(\$ milliers)

	Valeur nominale		Coût du remboursement	Perte
	En monnaie étrangère	En équivalent canadien		
En monnaie des États-Unis				
Obligations négociables	É.U. \$ 2 000	2 006	2 216	210
Autres emprunts				
Billets (Euro-dollars)	20 000	20 663	21 000	337
Dettes assumées				
Construction du boulevard Métropolitain de Montréal	2 860	2 896	3 077	181
Commission municipale de Québec pour le règlement des dettes scolaires en 1947	6	6	7	1
	<u>É.U. \$ 24 866</u>	<u>25 571</u>	<u>26 300</u>	<u>729</u>
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne				
Obligations négociables	<u>DM 80 000</u>	<u>21 580</u>	<u>37 759</u>	<u>16 179</u>
		<u>47 151</u>	<u>64 059</u>	<u>16 908*</u>

* Montant inscrit aux opérations de l'année.

SECTION**4**

FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

Le Fonds consolidé du revenu représente l'encaisse, les placements temporaires, les comptes à recevoir et les intérêts courus et à recevoir, déduction faite des chèques en circulation, avances des fonds en fidéicomis, emprunts temporaires, comptes à payer et intérêts courus.

Les variations au Fonds consolidé du revenu au cours d'une année financière proviennent des opérations budgétaires, non budgétaires et de la dette sans tenir compte des redressements de la dette nette.

SECTION 4

TABLE DES MATIÈRES

FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU	PAGE
Provenance et utilisation des fonds	4-4
Situation du Fonds consolidé du revenu	4-4

FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

(\$ milliers)

**Provenance et utilisation des fonds
de l'année financière terminée le 31 mars 1978**

SOMMAIRE	Provenance	Utilisation
Opérations budgétaires — déficit (voir page 1-4)		760 399
Moins		
Opérations budgétaires ne requérant pas d'utilisation de fonds		
Montant porté à la provision pour le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics		245 491
Augmentation de la provision pour créances irrécouvrables sur les prêts et avances		2 039
		247 530
		512 869
Opérations non budgétaires (voir page 2-4)		268 208
Opérations de la dette (voir page 3-5)	1 042 364	239 687
Diminution du solde déficitaire		21 600
	1 042 364	1 042 364

**Situation du Fonds consolidé du revenu
au 31 mars 1978**

	1978	1977
Encaisse	330 300	153 873
Placements temporaires	101 094	389 657
Comptes à recevoir	1 033 082	883 458
Intérêts courus et à recevoir	25 649	19 930
	1 490 125	1 446 918
Moins		
Chèques en circulation	213 226	227 903
Avances des fonds en fidéicommis	35 220	34 526
Emprunts temporaires	95 000	
Comptes à payer	1 016 141	1 101 000
Intérêts courus	224 797	199 348
	1 584 384	1 562 777
Solde déficitaire au 31 mars	94 259	115 859
Diminution du solde déficitaire		21 600

Les notes à la page 5-7 font partie intégrante des états financiers.

SECTION 5

ACTIF ET PASSIF

CONTINUITÉ DE LA DETTE NETTE

SECTION 5

TABLE DES MATIÈRES

ACTIF ET PASSIF	PAGE
Actif et passif	5-4
Continuité de la dette nette	5-6
Notes complémentaires	5-7

ACTIF ET PASSIF**au 31 mars 1978**

(\$ milliers)

ACTIF

	1978	1977
Page		
6-4 Encaisse	330 300	153 873
6-5 Placements temporaires	101 094	389 657
6-6 Comptes à recevoir	1 033 082	883 458
6-8 Intérêts courus et à recevoir	25 649	19 930
	<u>1 490 125</u>	<u>1 446 918</u>
	- - - - -	- - - - -
6-10 Placements — actions, obligations billets, prêts et avances		
6-10 Entreprises du gouvernement du Québec	1 560 032	1 296 603
6-10 Municipalités et organismes municipaux	78 905	77 785
6-12 Particuliers, sociétés et autres	42 099	40 479
	<u>1 681 036</u>	<u>1 414 867</u>
	- - - - -	- - - - -
6-27 Autres actifs	2 251	2 251
	- - - - -	- - - - -
TOTAL DE L'ACTIF	3 173 412	2 864 036
5-6 DETTE NETTE	<u>5 775 318</u>	<u>5 014 919</u>
	<u>8 948 730</u>	<u>7 878 955</u>

Le contrôleur des finances,
MARCEL LEFAIVRELe sous-ministre des Finances,
MICHEL CARON

PASSIF

	<u>1978</u>	<u>1977</u>
Page		
Chèques en circulation	213 226	227 903
Avances des fonds en fidéicomis	35 220	34 526
6-29 Emprunts temporaires	95 000	
6-30 Comptes à payer	1 016 141	1 101 000
6-31 Intérêts courus	<u>224 797</u>	<u>199 348</u>
	1 584 384	1 562 777
6-31 Provision pour le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (note 2)	599 705	354 214
6-32 Obligations moins fonds d'amortissement	6 199 711	5 676 151
6-47 Autres emprunts	488 068	201 661
6-48 Dettes assumées	<u>76 862</u>	<u>84 152</u>
TOTAL DU PASSIF (notes 2, 3, 4 et 5)	<u><u>8 948 730</u></u>	<u><u>7 878 955</u></u>

Les notes à la page 5-7 font partie intégrante des états financiers.

CONTINUITÉ DE LA DETTE NETTE
de l'année financière terminée le 31 mars 1978
(\$ milliers)

	1978	1977
Solde au début	5 014 919	4 023 754
Déficit des opérations budgétaires (voir page 1-4)	760 399	991 165
Solde à la fin	5 775 318	5 014 919

Les notes à la page 5-7 font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

1. Conventions comptables

Les états financiers ont été dressés selon les conventions comptables apparaissant à la page 11.

2. Provision pour le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics

Cette provision représente le montant non versé à la Commission administrative du régime de retraite des obligations du Gouvernement à l'égard de ce Régime comptabilisées au 31 mars 1978; elle ne tient pas compte de l'insuffisance de la participation gouvernementale de l'ordre de \$ 100 millions au 31 décembre 1975 établie à la suite d'une évaluation actuarielle de ce Régime.

Cette provision ne couvre pas non plus les obligations du Gouvernement établies à environ \$ 230 millions au 31 décembre 1975, selon les actuaires, pour les participants aux régimes de retraite des fonctionnaires et des enseignants qui ont opté pour ce Régime de retraite.

De plus, elle ne tient pas compte de la différence entre l'augmentation des obligations du Gouvernement envers ce Régime pour la période du 31 décembre 1975 au 31 mars 1978 et les montants portés à la provision au cours de la même période; en particulier, les intérêts n'ont pas été considérés dans le calcul de la provision.

3. Autres régimes de retraite

Au 31 mars 1978, aucun passif n'est inscrit relativement aux obligations du Gouvernement à l'égard des régimes de retraite des fonctionnaires, des enseignants, des membres de la Sûreté du Québec et autres envers leurs participants. Ces obligations sont assumées annuellement par le Gouvernement à même le Fonds consolidé du revenu. Le passif envers ces régimes au 31 décembre 1975 s'élevait à environ \$4,5 milliards selon les évaluations actuarielles.

L'augmentation des obligations du Gouvernement à l'égard de ces mêmes régimes de retraite pour la période du 31 décembre 1975 au 31 mars 1978 n'est pas encore connue.

4. Emprunts en monnaie étrangère

Les obligations, autres emprunts et dettes assumées en monnaie étrangère sont inscrits en équivalent canadien de la valeur nominale aux dates de réalisation des emprunts et d'acceptation des dettes assumées. Si les taux de change en vigueur au 31 mars 1978 avaient été appliqués au montant total des emprunts en monnaie étrangère, ces emprunts auraient été augmentés de \$ 267 788 729 dont \$ 8 554 882 pour le montant venant à échéance au cours de l'année financière 1978-1979.

5. Passifs éventuels et engagements

Le passif ne comprend pas les emprunts garantis de \$ 9 906 350 681, ni les autres passifs éventuels, ni les engagements de \$ 2 517 196 594 qui apparaissent respectivement aux pages 6-52, et 6-64 et 6-65.

6. Contributions au financement des programmes d'hospitalisation et Fonds des services hospitaliers

La Loi pourvoyant au financement des programmes de santé (Lois de 1976, chapitre 27) prévoit des contributions additionnelles des particuliers et des employeurs et la création d'un fonds spécial.

Son article 8 stipule ce qui suit:

"Afin de pourvoir au financement des programmes d'hospitalisation, un fonds spécial, désigné sous l'appellation de "fonds des services hospitaliers" est créé par la présente loi au ministère des Finances.

Ce fonds, affecté exclusivement au financement des services hospitaliers, est constitué et alimenté par les sommes qu'y verse le ministre du Revenu, conformément au premier alinéa de l'article 7.

Le ministre des Finances dispose de ce fonds conformément aux directives que lui donne le ministre des Affaires sociales."

En pratique, les opérations du Fonds des services hospitaliers ont été incorporées à celles du Fonds consolidé du revenu.

Les contributions de \$ 376 814 242 pour la période du 1er avril 1977 au 31 mars 1978 (\$ 278 807 930 pour la période du 30 juin 1976 au 31 mars 1977) sont montrées aux revenus du Gouvernement à titre de "Contributions au financement des programmes d'hospitalisation".

Une somme équivalente à ces contributions est montrée au ministère des Affaires sociales comme dépenses effectuées à même un crédit permanent.

7. Chiffres comparatifs

Pour fins de comparaison, les chiffres de 1977 de l'état des revenus et dépenses ont été redressés pour tenir compte des transferts de juridiction et de certaines reclassifications budgétaires de 1978.

Les emprunts temporaires sont considérés comme un élément du Fonds consolidé du revenu et les transactions qui les affectent ne sont plus reflétées aux opérations de la dette.

SECTION

6

ANNEXES DE L'ACTIF ET DU PASSIF

SECTION 6

TABLE DES MATIÈRES

ANNEXES DE L'ACTIF ET DU PASSIF**PAGE**

Encaisse	6-4
Placements temporaires	6-5
Comptes à recevoir	6-6
Intérêts courus et à recevoir	6-8
Placements	6-10
Autres actifs	6-27
Emprunts temporaires	6-29
Comptes à payer	6-30
Intérêts courus	6-31
Continuité de la provision pour le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	6-31
Obligations moins fonds d'amortissement	6-32
Autres emprunts	6-47
Dettes assumées	6-48
Échéancier sommaire des emprunts à long terme	6-51
Emprunts garantis et autres passifs éventuels	6-52
Engagements	6-65
Échéancier sommaire des engagements pour le remboursement d'emprunts relatifs à des dépenses en capital	6-97

6-4

ENCAISSE

(\$ milliers)

	1978	1977
Argent en main	25 360	15 963
Avoir en banque	285 264	137 857
Dépôts en circulation	19 676	53
	<u>330 300</u>	<u>153 873</u>

PLACEMENTS TEMPORAIRES

(\$ milliers)

	Date d'émission	Date d'échéance	Taux %	Montant	
				1978	1977
Dépôts à terme — Institutions financières					
En monnaie du Canada					
Banque Canadienne Nationale	1978-03-28	1978-04-12	7,75	10 000	
	1978-03-28	1978-04-13	7,75	15 000	
	1978-03-29	1978-04-10	7,71	11 000	
	1978-03-29	1978-04-12	7,75	10 000	
				<u>46 000</u>	144 783
Banque de Montréal	1978-03-21	1978-04-13	7,63	25 000	
	1978-03-22	1978-04-12	7,48	25 000	
				<u>50 000</u>	54 976
Banque de Nouvelle-Écosse					30 000
Banque Mercantile du Canada	1978-03-29	1978-04-11	7,22	4 000	29 898
Banque Provinciale du Canada					40 000
Banque Royale du Canada					60 000
Banque Toronto-Dominion					30 000
				<u>100 000</u>	389 657
Titres émis par le gouvernement du Québec					
En monnaie du Canada					
Obligations négociables	1977-12-07	1983-12-07	8,50	1 094	
				<u>101 094</u>	<u>389 657</u>

COMPTES À RECEVOIR

(\$ milliers)

	Affaires sociales	Conseil exécutif	Finances	Industrie et Commerce
Revenus				
Impôts sur le revenu et sur les biens				
Revenu des particuliers				
Contributions au financement des programmes d'hospitalisation				
Impôts des sociétés				
Droits de successions				
Taxes à la consommation				
Ventes au détail				
Carburants				
Tabacs				
Repas et hôtellerie				
Autres (1)				
Droits et permis				
Ressources forestières				
Autres				2 464
Revenus divers				
Ventes de biens et services	36 609		65	80
Autres	30 251		2 061	5
Transferts des sociétés d'État				
Société des alcools du Québec			48 000	
Société d'exploitation des loteries et courses du Québec			1 940	
Transferts du gouvernement du Canada				
Accès aux ressources forestières		3 737		
Adaptation au travail	5 818			
Axes routiers prioritaires		6 718		
Bilinguisme en éducation				
Caisse d'aide à la santé	2 255			
Caisse des passages à niveau				
Coopération internationale				
Déficits d'exploitation de logements municipaux				
Développement de l'agriculture		6 858		
Développement minéral		994		
Formation dans les pénitenciers fédéraux				
Formation professionnelle des adultes				
Formation professionnelle	635			
Infrastructures industrielles		1 762		
Inondations		4 111		
Rénovation urbaine				
Réseau routier de l'Outaouais		1 500		
Usine de pâte kraft, St-Félicien		1 344		
Autres	110			32
	75 678	27 024	52 066	2 581
Dépenses et autres	23 964	8	7	4 043
Avances et petites caisses	545	98	41	108
	100 187	27 130	52 114	6 732
Moins provision pour créances irrécouvrables	29 178			3
	71 009	27 130	52 114	6 729

(1) Comprend la taxe sur les télécommunications et la publicité électronique.

Justice	Revenu	Terres et Forêts	Transports	Travail et Main-d'oeuvre	Autres ministères	1978	1977
	544 644					544 644	458 340
	34 481					34 481	29 126
	60 370					60 370	73 132
	6 156					6 156	5 031
	177 994					177 994	157 967
	38 413					38 413	36 957
	5 301					5 301	7 719
	34 934					34 934	27 265
	4 098					4 098	2 871
3 038	2 345	14 476				16 821	23 539
	292		635	2 854	1 335	10 618	6 924
1 520	1 784	182	7 376	5 520	10 399	63 535	50 745
1 906			2 321	222	496	37 262	25 613
						48 000	21 000
						1 940	2 871
						3 737	585
						5 818	1 310
					850	7 568	
					3 425	3 425	1 864
						2 255	1 909
			3 145			3 145	2 936
					946	946	116
					2 097	2 097	1 897
						6 858	4 863
						994	205
					521	521	
				13 893		13 893	7 966
						635	627
						1 762	2 825
						4 111	13 442
					3 347	3 347	369
			4 701			4 701	3 315
						1 500	
		289		48	1 701	3 524	3 916
6 464	910 812	14 947	18 178	22 537	25 117	1 155 404	977 245
86	6		168	2	240	28 524	21 944
1 972	280	265	1 942	185	4 762	10 198	8 779
8 522	911 098	15 212	20 288	22 724	30 119	1 194 126	1 007 968
5	129 978	160	921	215	584	161 044	124 510
8 517	781 120	15 052	19 367	22 509	29 535	1 033 082	883 458

6-8

INTÉRÊTS COURUS ET À RECEVOIR

(\$ milliers)

	1978	1977
Entreprises du gouvernement du Québec		
Office des autoroutes du Québec	4 846	4 402
Office du crédit agricole du Québec	1 552	970
Raffinerie de sucre de Québec	167	197
Sidbec	1 122	
Société d'aménagement de l'Outaouais	6 923	4 550
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec	883	
Société d'habitation du Québec	5 137	3 532
Autres	127	1
	<u>20 757</u>	<u>13 652</u>
Municipalités et organismes municipaux	4 125	5 127
Coopératives et caisses populaires	67	41
Gouvernement du Canada	47	47
Placements temporaires et comptes de banques	<u>653</u>	<u>1 063</u>
	<u><u>25 649</u></u>	<u><u>19 930</u></u>

PLACEMENTS

(\$ milliers)

		Actions	
		1978	1977
Sommaire			
1	Entreprises du gouvernement du Québec	559 735	440 361
2	Municipalités et organismes municipaux		
3	Particuliers, sociétés et autres		
		<u>559 735</u>	<u>440 361</u>
		Actions	
		1978	1977
Détail			
Entreprises du gouvernement du Québec			
4	Office des autoroutes du Québec		
5	Office du crédit agricole du Québec		
6	Sidbec	261 800	177 000
7	Société d'aménagement de l'Outaouais		
8	Société de développement de la Baie James	60 000	60 000
9	Société de développement immobilier du Québec		
10	Société de développement industriel du Québec		
11	Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec	31 050	23 650
12	Société des alcools du Québec	30 000	30 000
13	Société d'habitation du Québec		
14	Société du parc industriel du centre du Québec		
15	Société générale de financement du Québec	83 934	74 193
16	Société québécoise d'exploration minière	35 650	32 250
17	Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires	10 000	3 000
18	Société québécoise d'initiatives pétrolières	44 000	35 000
19	Autres entreprises (voir page 6-12)	3 301	5 268
		<u>559 735</u>	<u>440 361</u>
20	Moins provision pour créances irrécouvrables		
		<u>559 735</u>	<u>440 361</u>
Municipalités et organismes municipaux			
Municipalités			
21	Projets d'investissement dans le développement		
22	Programme des zones spéciales		
23	Autres projets		
24	Organismes municipaux		

Obligations et billets		Prêts et avances		Total	
1978	1977	1978	1977	1978	1977
52 707	53 498	947 590	802 744	1 560 032	1 296 603
63 890	46 123	15 015	31 662	78 905	77 785
505	505	41 594	39 974	42 099	40 479
117 102	100 126	1 004 199	874 380	1 681 036	1 414 867

Obligations et billets		Prêts et avances		Total	
Taux %	Échéance	1978	1977	1978	1977
6 7/8—8 5/8 1977-07-01—2026				285 026	265 614
				328 825	273 200
				27 100	288 900
				23 800	23 800
					60 000
				74 866	74 866
				84 444	77 944
				45 457	39 306
					76 507
					30 000
				28 463	10 622
				31 261	27 712
				9 000	
					92 934
					35 650
				230	250
					10 230
					44 000
				11 646	10 328
					14 947
	52 707	53 498	950 118	803 642	
			2 528	898	
	52 707	53 498	947 590	802 744	

PLACEMENTS (Suite)**Détail**

		Actions	
		1978	1977
Particuliers, sociétés et autres			
Particuliers			
25	Étudiants		
26	Pêcheurs		
27	Moins provision pour créances irrécouvrables		
28	Sociétés et autres		
29	Moins provision pour créances irrécouvrables		
		<u>559 735</u>	<u>440 361</u>
Autres entreprises du gouvernement du Québec			
1	Commission administrative des régimes d'assurance-stabilisation des revenus agricoles		
2	Hydro-Québec: Eaux		
3	Traverse Matane-Godbout Limitée		\$ 2 567 000
4	Office de l'électrification rurale		
5	Raffinerie de sucre de Québec		
6	Société de cartographie du Québec	\$ 1 800 000	1 200 000
7	Société de développement coopératif		
8	Société des traversiers du Québec	1 500 000	1 500 000
9	Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel	600	600
10	Société Inter-Port de Québec	<u>600</u>	<u>600</u>
		<u>\$ 3 301 200</u>	<u>\$ 5 268 200</u>

Obligations et billets				Prêts et avances		Total		
Taux %	Échéance	1978	1977	1978	1977	1978	1977	
				14 135 4 795	16 725 4 260	14 135 4 795	16 725 4 260	25 26
				18 930 4 760	20 985 5 548	18 930 4 760	20 985 5 548	27
				14 170	15 437	14 170	15 437	
	505	505		28 370 946	24 635 98	28 875 946	25 140 98	28 29
	505	505		27 424	24 537	27 929	25 042	
	505	505		41 594	39 974	42 099	40 479	
	117 102	100 126		1 004 199	874 380	1 681 036	1 414 867	
				\$ 4 113 803	\$ 2 700 000 475	\$ 4 113 803	\$ 2 700 000 475	1 2
				4 832 313	5 627 903	4 832 313	5 627 903	3 4
				2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	5
				700 000		1 800 000 700 000	1 200 000	6 7
						1 500 000	1 500 000	8
						600 600	600 600	9 10
				\$ 11 646 116	\$ 10 328 378	\$ 14 947 316	\$ 15 596 578	

PLACEMENTS (Suite)**Détail**

		Actions	
		1978	1977
Municipalités et organismes municipaux			
Municipalités			
Projets d'investissement dans le développement			
1	Alma		
2	Bagotville		
3	Beauceville		
4	Bécancour		
5	Bedford		
6	Berthierville		
7	Berthier-sur-Mer		
8	Berthierville		
9	Boisbriand		
10	Bonaventure		
11	Boucherville		
12	Cap-aux-Meules		
13	Carleton		
14	Chambly		
15	Charny		
16	Châteauguay		
17	Chénier		
18	Chicoutimi-Nord		
19	Cloridorme		
20	Deux-Montagnes		
21	Dorion		
22	Dorion		
23	East-Broughton		
24	Escoumins		
25	Gaspé		
26	Gatineau		
27	Grande-Île		
28	Grande-Rivière		
29	Hébertville		
30	Howick		
31	Iberville		
32	Kingsbury		
33	Lac Mégantic		
34	La Pocatière		
35	La Providence		
36	La Tuque		
37	Lebel-sur-Quévillon		
38	Lévis		
39	Longue-Pointe		
40	Lorraine		
41	Louiseville		
42	Macamic		
43	Maniwaki		
44	Maple Grove		
45	Matane		
46	McMasterville		
47	Métabetchouan		
48	Mistassini		
49	Murdochville		
50	Normandin		
51	Notre-Dame-de-Laterrière		
52	Notre-Dame-du-Lac		
53	Orsainville		
54	Pont-Rouge		
55	Princeville		

Obligations et billets				Prêts et avances		Total		
Taux %	Échéance	1978	1977	1978	1977	1978	1977	
8 1/8	1994-12-15	\$ 901 389	\$ 925 410			\$ 901 389	\$ 925 410	1
8 27/64	1995-10-01	707 015	723 411			707 015	723 411	2
8 27/64	1995-11-01	16 708	17 095			16 708	17 095	3
8 27/64	1995-03-01	144 457	148 189			144 457	148 189	4
8 27/64	1995-12-01	194 794	199 312			194 794	199 312	5
8 1/8	1994-12-01	52 771	54 178			52 771	54 178	6
8 27/64	1995-03-01	54 606	54 606			54 606	54 606	7
8 27/64	1996-02-01	137 522	140 712			137 522	140 712	8
8 1/8	1994-12-15	36 021	36 980			36 021	36 980	9
8 27/64	1996-03-01	42 853	43 847			42 853	43 847	10
8 27/64	1995-06-01	67 031	68 586			67 031	68 586	11
8 27/64	1995-05-01	198 540	203 144			198 540	203 144	12
8 27/64	1995-11-01	35 969	36 804			35 969	36 804	13
8 27/64	1995-05-01	153 437	156 996			153 437	156 996	14
8 27/64	1995-03-01	73 999	75 911			73 999	75 911	15
8 27/64	1995-04-01	51 123	52 309			51 123	52 309	16
8 27/64	1995-06-01	39 912	40 837			39 912	40 837	17
8 27/64	1995-10-01	464 244	475 010			464 244	475 010	18
8 1/8	1994-12-01	18 226	18 712			18 226	18 712	19
8 1/8	1994-12-01	23 943	24 581			23 943	24 581	20
8 27/64	1995-03-01	122 872	126 046			122 872	126 046	21
8 27/64	1995-11-01	309 251	316 423			309 251	316 423	22
8 27/64	1995-12-01	76 178	77 944			76 178	77 944	23
8 1/8	1994-12-01	21 859	22 442			21 859	22 442	24
8 27/64	1996-02-01	94 986	97 189			94 986	97 189	25
8 1/8	1994-12-15	109 474	112 392			109 474	112 392	26
8 27/64	1995-06-01	140 616	143 877			140 616	143 877	27
8 27/64	1996-03-31	437 242	437 242			437 242	437 242	28
8 27/64	1995-03-01	52 673	54 033			52 673	54 033	29
8 1/8	1979-09-01	4 892	7 061			4 892	7 061	30
8 27/64	1996-03-31	92 844	94 997			92 844	94 997	31
8 1/8	1994-12-15	156 754	160 932			156 754	160 932	32
8 27/64	1995-03-01	67 505	69 249			67 505	69 249	33
8 1/8	1994-09-01	231 427	237 595			231 427	237 595	34
8 27/64	1995-08-01	596 999	610 843			596 999	610 843	35
8 1/8	1979-09-01	67 637	97 624			67 637	97 624	36
8 1/8	1994-12-01	250 073	256 738			250 073	256 738	37
8 27/64	1995-12-01	367 144	375 658			367 144	375 658	38
8 27/64	1995-10-01	155 795	159 408			155 795	159 408	39
8 27/64	1995-05-01	68 716	70 309			68 716	70 309	40
8 27/64	1996-03-31	123 352	126 213			123 352	126 213	41
8 27/64	1995-12-01	72 742	74 429			72 742	74 429	42
8 27/64	1996-03-01	1 139 833	1 166 266			1 139 833	1 166 266	43
8 27/64	1995-05-01	46 304	47 378			46 304	47 378	44
8 27/64	1995-04-01	498 159	509 711			498 159	509 711	45
8 1/8	1994-09-01	43 622	44 785			43 622	44 785	46
8 27/64	1995-11-01	290 249	296 980			290 249	296 980	47
8 27/64	1995-10-01	16 762	17 150			16 762	17 150	48
8 27/64	1996-02-01	520 132	532 195			520 132	532 195	49
8 1/8	1994-09-01	55 331	56 805			55 331	56 805	50
8 27/64	1985-03-01	48 770	53 712			48 770	53 712	51
8 27/64	1995-07-01	56 610	57 922			56 610	57 922	52
8 27/64	1995-08-01	967 325	989 757			967 325	989 757	53
8 27/64	1995-07-01	334 852	342 617			334 852	342 617	54
8 27/64	1995-06-01	45 479	46 533			45 479	46 533	55

PLACEMENTS (Suite)**Détail**

		Actions	
		1978	1977
Projets d'investissement dans le développement (suite)			
56	Rivière-du-Loup		
57	Rouyn		
58	Sacré-Coeur		
59	Ste-Agathe-des-Monts		
60	Ste-Anne-de-Bellevue		
61	Ste-Anne-de-Yamachiche		
62	St-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup		
63	St-Basile-le-Grand		
64	St-Bernard		
65	St-Bruno		
66	St-Bruno-de-Montarville		
67	St-Bruno-de-Montarville		
68	Ste-Catherine		
69	St-Césaire		
70	St-Coeur-de-Marie		
71	St-Eugène		
72	St-Eustache		
73	St-Eustache		
74	St-Fabien-de-Panet		
75	St-Félicien		
76	St-Georges		
77	St-Hippolyte		
78	St-Hyacinthe		
79	St-Jovite		
80	Ste-Marie-de-Blandford		
81	St-Narcisse		
82	St-Narcisse-de-Beaurivage		
83	St-Pascal		
84	St-Philémon		
85	St-Philippe		
86	St-Raymond		
87	Ste-Thècle		
88	St-Timothée		
89	St-Tite		
90	St-Zénon		
91	Sayabec		
92	Shefferville		
93	Shawinigan-Sud		
94	Shipshaw		
95	Terrebonne		
96	Trois-Rivières-Ouest		
97	Vaudreuil		
98	Vaudreuil		
99	Warwick		
100	Waterloo		

Obligations et billets				Prêts et avances		Total		
Taux %	Échéance	1978	1977	1978	1977	1978	1977	
8 27/64	1995-05-01	\$ 169 887	\$ 173 826			\$ 169 887	\$ 173 826	56
8 27/64	1995-06-01	157 223	160 869			157 223	160 869	57
8 27/64	1995-05-01	260 253	266 288			260 253	266 288	58
8 27/64	1995-05-01	40 783	41 729			40 783	41 729	59
8 1/8	1994-12-01	31 619	32 462			31 619	32 462	60
8 27/64	1995-03-01	23 024	23 618			23 024	23 618	61
8 27/64	1996-03-31	123 352	126 213			123 352	126 213	62
8 27/64	1995-07-01	353 539	361 738			353 539	361 738	63
8 27/64	1996-03-31	51 219	52 406			51 219	52 406	64
8 1/8	1984-12-01	15 212	16 772			15 212	16 772	65
8 27/64	1995-07-01	202 217	206 906			202 217	206 906	66
8 27/64	1996-03-31	239 361	244 912			239 361	244 912	67
8 27/64	1995-12-01	170 231	174 179			170 231	174 179	68
8 27/64	1996-02-01	238 861	244 401			238 861	244 401	69
8 27/64	1995-12-01	172 998	177 010			172 998	177 010	70
8 27/64	1995-03-01	90 337	92 671			90 337	92 671	71
8 27/64	1995-05-01	98 588	100 874			98 588	100 874	72
8 27/64	1996-02-01	397 225	406 437			397 225	406 437	73
8 27/64	1996-03-31	25 433	26 023			25 433	26 023	74
8 27/64	1996-03-01	248 857	254 628			248 857	254 628	75
8 27/64	1995-06-01	563 589	576 659			563 589	576 659	76
8 27/64	1995-11-01	87 280	89 304			87 280	89 304	77
8 27/64	1996-03-31	65 610	67 131			65 610	67 131	78
8 27/64	1996-02-01	201 773	206 452			201 773	206 452	79
8 27/64	1996-02-01	25 359	25 947			25 359	25 947	80
8 27/64	1995-03-01	43 638	44 766			43 638	44 766	81
8 27/64	1985-05-01	14 144	15 342			14 144	15 342	82
8 27/64	1995-12-01	146 518	149 916			146 518	149 916	83
8 27/64	1995-11-01	50 972	52 155			50 972	52 155	84
8 1/8	1979-12-01	233	336			233	336	85
8 27/64	1995-05-01	88 838	90 898			88 838	90 898	86
8 27/64	1996-02-01	49 028	50 165			49 028	50 165	87
8 1/8	1994-09-01	36 265	37 231			36 265	37 231	88
8 27/64	1995-03-01	88 722	91 015			88 722	91 015	89
8 1/8	1994-09-01	22 059	22 646			22 059	22 646	90
8 1/8	1994-12-01	45 692	46 910			45 692	46 910	91
8 27/64	1995-11-01	141 054	144 325			141 054	144 325	92
8 27/64	1985-03-01	87 671	96 554			87 671	96 554	93
8 1/8	1994-12-01	89 690	92 080			89 690	92 080	94
8 27/64	1995-03-01	227 669	233 551			227 669	233 551	95
8 27/64	1995-03-01	321 707	330 018			321 707	330 018	96
8 27/64	1995-12-01	476 505	487 555			476 505	487 555	97
8 27/64	1996-02-01	103 393	105 790			103 393	105 790	98
8 27/64	1996-02-01	403 528	412 886			403 528	412 886	99
8 27/64	1996-03-31	457 238	467 842			457 238	467 842	100
		\$ 18 047 413	\$ 18 508 521			\$ 18 047 413	\$ 18 508 521	

PLACEMENTS (Suite)**Détail**

		Actions	
		1978	1977
Programme des zones spéciales			
101	Alma		
102	Bécancour		
103	Cap-de-la-Madeleine		
104	Charlesbourg		
105	Deux-Montagnes		
106	Giffard		
107	Grand-Mère		
108	Lachute		
109	Lauzon		
110	Lévis		
111	Mirabel		
112	Oka		
113	Port-Cartier		
114	Port-Cartier		
115	Port-Cartier		
116	Port-Cartier		
117	Port-Cartier		
118	Port-Cartier		
119	Québec		
120	Québec		
121	Québec		
122	St-David-de-l'Auberivière		
123	St-Eustache		
124	St-Férol-les-Neiges		
125	St-Henri-de-Lévis		
126	St-Jérôme		
127	Ste-Foy		
128	Ste-Foy		
129	St-Romuald		
130	Ste-Thérèse		
131	Ste-Thérèse		
132	Sept-Iles		
133	Sept-Iles		
134	Sept-Iles		
135	Sept-Iles		
136	Sept-Iles		
137	Terrebonne		
138	Trois-Rivières		
139	Trois-Rivières		
140	Trois-Rivières		
141	Trois-Rivières		
142	Trois-Rivières		
143	Trois-Rivières		

Obligations et billets				Prêts et avances		Total		
Taux %	Échéance	1978	1977	1978	1977	1978	1977	
6,7057	1978-2002-03-31	\$ 366 746	\$ 378 659			\$ 366 746	\$ 378 659	101
8,5437	1978-2006-04-01	221 253		\$ 262 287		221 253	262 287	102
7,2954	1978-2005-04-01	187 375		228 127		187 375	228 127	103
7,8293	1978-2005-04-01	1 246 789	1 273 011			1 246 789	1 273 011	104
				\$ 196 148	160 000	196 148	160 000	105
6,948	1978-2002-03-31	174 425	179 889			174 425	179 889	106
7,5053	1978-1994-04-01	59 186	61 079			59 186	61 079	107
				1 176 307	1 071 485	1 176 307	1 071 485	108
7,9396	1978-2006-04-01	874 311	890 845			874 311	890 845	109
7,4869	1978-2004-04-01	2 463 873	2 523 726			2 463 873	2 523 726	110
10,0095	1978-1997-04-01	367 005			340 000	367 005	340 000	111
8,2812	1978-2005-04-01	503 382	508 032			503 382	508 032	112
7,3603	1978-2003-04-01	448 052	453 807	2 796 885	6 342 008	3 244 937	6 795 815	113
8,2048	1978-2006-04-01	2 866 389				2 866 389		114
7,7314	1978-2005-04-01	245 256				245 256		115
8,1621	1978-2005-04-01	326 677				326 677		116
8,3477	1978-2007-04-01	270 662				270 662		117
9,3933	1978-2007-04-01	470 889				470 889		118
7,5744	1978-2004-04-01	566 497				566 497		119
7,5846	1978-2004-04-01	3 830 638	4 443 628	1 670 021	8 784 176	5 500 659	13 227 804	120
9,9091	1978-2007-04-01	7 765 801				7 765 801		121
				488 017	517 509	488 017	517 509	122
				1 275 723	1 144 073	1 275 723	1 144 073	123
				642 379	642 379	642 379	642 379	124
7,1832	1978-2002-03-31	16 916	17 181			16 916	17 181	125
8,5155	1978-2006-04-01	750 307		68 840	777 494	819 147	777 494	126
8,2850	1978-2006-04-01	594 974				594 974		127
9,3614	1978-2006-04-01	2 635 896			3 369 108	2 635 896	3 369 108	128
				120 543	122 114	120 543	122 114	129
9,4146	1978-2006-04-01	178 680				178 680		130
8,2758	1978-2005-04-01	122 446	306 086	459 939	467 450	582 385	773 536	131
7,0181	1978-2002-03-31	484 215	491 973			484 215	491 973	132
7,2127	1978-2003-04-01	115 598	117 251			115 598	117 251	133
7,3766	1978-2004-04-01	1 458 123	1 476 802	2 504 545	2 532 257	3 962 668	4 009 059	134
7,5324	1978-2004-04-01	3 777 644	3 824 835			3 777 644	3 824 835	135
8,6548	1978-2006-04-01	230 590				230 590		136
8,2094	1978-2006-04-01	404 250	407 713			404 250	407 713	137
6,9939	1978-2002-03-31	1 020 782	1 052 535		1 830 000	1 020 782	2 882 535	138
7,6297	1978-2005-04-01	298 538	305 037			298 538	305 037	139
7,2551	1978-2003-04-01	503 790	517 623			503 790	517 623	140
7,4796	1978-2004-04-01	231 489	237 120			231 489	237 120	141
6,3008	1978-2005-04-01	78 987	81 147			78 987	81 147	142
9,5147	1997-2007-04-01	1 976 495				1 976 495		143
		38 134 926	19 547 979	11 399 347	28 590 467	49 534 273	48 138 446	

PLACEMENTS (Suite)**Détail**

		Actions	
		1978	1977
Autres			
144	Chibougamau		
145	Jacques-Cartier		
146	Matagami		
147	Montréal (Expo '67)		
148	Ste-Lucie-de-Beauregard		
Organismes municipaux (zones spéciales)			
149	Bureau d'assainissement des eaux du Québec métropolitain		
150	Bureau d'assainissement des eaux du Québec métropolitain		
151	Communauté urbaine de Québec		

Obligations et billets				Prêts et avances		Total		
Taux %	Échéance	1978	1977	1978	1977	1978	1977	
5,0	1978-1991-11-01	175 000	183 000			175 000	183 000	144
	1977-1979-06-01	600 000	600 000			600 000	600 000	145
5,5	1978-1990-12-01	849 822	893 871			849 822	893 871	146
			144 000				144 000	147
	1978-2000-11-01	2 300	2 400			2 300	2 400	148
		<u>1 627 122</u>	<u>1 823 271</u>			<u>1 627 122</u>	<u>1 823 271</u>	
7,445	1978-2002-03-31	5 257 314				5 257 314		149
7,4754	1978-2004-04-01	823 569	6 243 201			823 569	6 243 201	150
				<u>3 615 506</u>	<u>3 071 014</u>	<u>3 615 506</u>	<u>3 071 014</u>	151
		<u>6 080 883</u>	<u>6 243 201</u>	<u>3 615 506</u>	<u>3 071 014</u>	<u>9 696 389</u>	<u>9 314 215</u>	
		<u>\$ 63 890 344</u>	<u>\$ 46 122 972</u>	<u>\$ 15 014 853</u>	<u>\$ 31 661 481</u>	<u>\$ 78 905 197</u>	<u>\$ 77 784 453</u>	

PLACEMENTS (Suite)**Détail**

		Actions	
		1978	1977
Particuliers, sociétés et autres			
Particuliers			
1	Étudiants		
2	Pêcheurs		
3	Moins provision pour créances irrécouvrables		
Sociétés et autres			
4	Caisse populaire de Povungnituk		
5	Compagnie minière Campbell-Chibougamau Ltée		
6	Coopératives		
7	Corporations industrielles		
8	Fonds renouvelable du Service des achats du Gouvernement		
9	Gouvernement du Canada		
	Obligations remises par les commissions scolaires qui se sont prévaluées de la loi créant un fonds d'éducation, 1946, c. 21 et modifications		
10	Grand Council of the Crees (of Québec)		
11	Hôpitaux (Fonds de roulement)		
12	Les Abattoirs de cailles du Québec Inc.		
13	Naskapis de Shefferville Band		
14	Northern Québec Inuit Association		
15	Pêcheurs		
16	Propriétaires forestiers		
17	Université de Sherbrooke		
18	Moins provision pour créances irrécouvrables		

Obligations et billets				Prêts et avances		Total		
Taux %	Échéance	1978	1977	1978	1977	1978	1977	
				\$ 14 135 663 4 794 743	\$ 16 724 792 4 259 541	\$ 14 135 663 4 794 743	\$ 16 724 792 4 259 541	1 2
				18 930 406 4 760 282	20 984 333 5 547 704	18 930 406 4 760 282	20 984 333 5 547 704	3
				14 170 124	15 436 629	14 170 124	15 436 629	
				10 000 469 000	10 000	10 000 469 000	10 000	4 5
				3 235 861	2 342 528	3 235 861	2 342 528	6
				2 645 075		2 645 075		7
				1 943 379	1 943 379	1 943 379	1 943 379	8
4 1/2	1983-09-01	\$ 505 000	\$ 505 000	3 300 000 35 000 313 968 220 779 2 200 000 7 298 436 6 698 124	3 300 000 240 000 35 000 313 968 220 779 2 200 000 6 769 833 704 000 7 125 569	505 000 3 300 000 35 000 313 968 220 779 2 200 000 7 298 436 6 698 124	505 000 3 300 000 240 000 313 968 220 779 2 200 000 6 769 833 704 000 7 125 569	9 10 11 12 13 14 15 16 17
		505 000	505 000	28 369 622 946 000	24 635 309 97 567	28 874 622 946 000	25 140 309 97 567	18
		505 000	505 000	27 423 622	24 537 742	27 928 622	25 042 742	
		\$ 505 000	\$ 505 000	\$ 41 593 746	\$ 39 974 371	\$ 42 098 746	\$ 40 479 371	

PLACEMENTS (Suite)**Entreprises du gouvernement du Québec****ACTIONS**

	1978	1977
Traverse Matane-Godbout Limitée		
A.C. 2322-77		\$ 2 567 000
<p>Au cours de l'exercice financier 1975-1976, le ministre des Transports se portait acquéreur de la totalité des 25 670 actions de la compagnie Traverse Matane-Godbout Limitée pour \$ 2 567 000 en vertu de l'arrêté en conseil 739-76.</p> <p>Durant l'exercice financier 1977-1978, le ministre des Finances a cédé à la Société des traversiers du Québec pour la considération de \$ 1 toutes les actions émises et en cours de Traverse Matane-Godbout Limitée en vertu de l'arrêté en conseil 2322-77.</p>		
Sidbec		
1968, c. 77, a. 4 et modifications	\$ 261 800 000	177 000 000
<p>Le ministre des Finances est autorisé à payer à la Compagnie, sur le Fonds consolidé du revenu, une somme de \$ 432 000 000 incluant une prime de \$ 17 666 000 pour l'achat de 41 433 400 actions à \$ 10 chacune.</p> <p>Les actions sont payables de la façon suivante: douze millions de dollars pendant les six premières années, vingt-six millions pendant les exercices 1974-1975 et 1975-1976, cinquante-trois millions en 1976-1977, quatre-vingt-quatre millions huit cent mille en 1977-1978, quatre-vingt-un millions huit cent mille en 1978-1979, cinquante-sept millions huit cent mille en 1979-1980 et trente millions six cent mille en 1980-1981.</p> <p>Au 31 mars 1978, le ministre détient quatre certificats totalisant 30 733 400 actions; à cette date, une somme de \$ 261 800 000 a été versée. Un solde de \$ 170 200 000 demeure comme engagement non budgétaire et apparaît à la page 6-100.</p>		
Société de cartographie du Québec		
1969, c. 39, a. 6	1 800 000	1 200 000
<p>Le ministre des Finances est autorisé à payer à la Société, sur le Fonds consolidé du revenu, chaque année pendant cinq ans, une somme de \$ 600 000 pour 60 000 actions entièrement acquittées de son capital social pour lesquelles des certificats lui sont délivrés. Le fonds social autorisé de la Société est de \$ 3 000 000 divisé en 300 000 actions d'une valeur nominale de \$10 chacune.</p> <p>Au 31 mars 1978, le ministre détient quatre certificats d'actions totalisant 180 000 actions pour \$ 1 800 000. Le solde de \$ 1 200 000 apparaît comme engagement non budgétaire à la page 6-100.</p>		
Société de développement de la Bale-James		
1971, c. 34, a. 25	60 000 000	60 000 000
<p>Le ministre des Finances est autorisé à payer à la Société, sur le Fonds consolidé du revenu, chaque année pendant dix ans, une somme n'excédant pas \$ 10 000 000 pour 1 000 000 d'actions entièrement acquittées de son capital-actions pour lesquelles des certificats lui sont délivrés.</p> <p>Au 31 mars 1978, le ministre détient cinquante-cinq certificats d'actions totalisant 6 000 000 d'actions et un solde de \$ 40 000 000 apparaît comme engagement non budgétaire à la page 6-100.</p>		
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec		
1973, c. 21, a. 6 et 7 et modifications	31 050 100	23 650 100
<p>Le fonds social autorisé de la Société est de \$ 58 750 000 divisé en 587 500 actions d'une valeur nominale de \$ 100 chacune. Le ministre des Finances est autorisé à payer à la Société, sur le Fonds consolidé du revenu, une somme de \$ 13 750 000 pour 137 500 actions entièrement acquittées de son capital social et, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, une somme de \$ 45 000 000 pour 450 000 actions.</p> <p>Au 31 mars 1978, le ministre détient dix-sept certificats pour 303 001 actions. Un solde de \$ 3 750 000 apparaît comme engagement non budgétaire à la page 6-100.</p>		

PLACEMENTS (Suite)**Entreprises du gouvernement du Québec (suite)****ACTIONS (suite)**

	1978	1977
Société des alcools du Québec, 1971, c. 20, a. 5 et 6 Le fonds social autorisé de la Société est de \$ 30 000 000 divisé en 300 000 actions d'une valeur nominale de \$ 100 chacune qui ont été attribuées au ministre des Finances sous la forme d'un certificat qu'il détient au 31 mars 1978.	\$ 30 000 000	\$ 30 000 000
Société des traversiers du Québec, 1971, c. 65, a. 6 et modifications Le ministre des Finances a payé à la Société, sur le Fonds consolidé du revenu, une somme de \$ 1 500 000 pour 15 000 actions entièrement acquittées de son fonds social pour lesquelles des certificats lui ont été délivrés. Au 31 mars 1978, le ministre détient deux certificats pour 15 000 actions d'une valeur nominale de \$ 100 chacune.	1 500 000	1 500 000
Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel, 1976, c. 32, a. 22 et 23 Le fonds social autorisé de la Société est de \$ 1 000 divisé en 1 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$ 1 chacune. Ces actions sont réservées à raison de 60 pour cent en faveur du gouvernement du Québec et 40 pour cent en faveur du gouvernement du Canada. Le ministre des Finances du Québec est autorisé à souscrire au nom du gouvernement du Québec six cents dollars payables à même le Fonds consolidé du revenu pour six cents actions ordinaires de la Société. Le ministre des Finances est également autorisé à acheter, à leur valeur nominale, les actions de la Société détenues par le gouvernement du Canada, sur réception d'un avis du ministre canadien indiquant l'intention du gouvernement du Canada de retirer sa participation dans la Société. Au 31 mars 1978, le ministre des Finances a versé \$ 600 pour un nombre proportionnel d'actions mais aucun certificat d'actions n'a été émis.	600	600
Société générale de financement du Québec, 1962, c. 54, a. 7 et 9 et modifications Le fonds social autorisé de la Société est de cent quarante millions neuf cent mille dollars. Il est divisé en dix millions trois cent quatre-vingt-dix mille actions ordinaires d'une valeur nominale de dix dollars chacune et en trois millions sept cent mille actions à dividende différé d'une valeur nominale de dix dollars chacune. Au 31 mars 1978, le ministre des Finances est autorisé à souscrire une somme additionnelle de trente sept millions de dollars avant le 31 décembre 1978, payable sur le Fonds consolidé du revenu, pour trois millions sept cent mille actions à dividende différé. Il est aussi autorisé à verser à même le Fonds consolidé du revenu un montant global de quatre millions six cent vingt-cinq mille dollars représentant une prime de un dollar et vingt-cinq cents par action sur chacune des actions souscrites en vertu de l'alinéa précédent. Au 31 mars 1976, un montant de \$ 45 000 000 a été versé pour 4 500 000 actions. Au cours de l'exercice 1972-1973 en vertu du c. 78 des lois de 1971 et de l'arrêté en conseil 3317-72, le capital-actions a été réduit de \$ 9 100 000 suite à l'annulation de 910 000 actions. Enfin, au cours de l'exercice financier terminé le 31 mars 1974, en vertu du c. 52 des lois de 1972 et des arrêtés en conseil 643-73, 1296-73 et 1533-73, le Gouvernement a acquis les actions en cours pour un montant de \$ 13 810 051 dont 1 476 497 actions ordinaires à \$ 6,38 et 500 000 actions privilégiées à \$ 8,78, et en vertu de ces mêmes lois, a converti les actions à dividende différé en actions ordinaires. Au 31 mars 1978, le ministre des Finances détient trente-deux certificats enregistrés au nom du ministre de l'Industrie et du Commerce pour 8 766 497 actions.	83 933 501	74 192 351

PLACEMENTS (Suite)**Entreprises du gouvernement du Québec (suite)****ACTIONS (suite)**

	1978	1977
Société Inter-Port de Québec 1974, c. 57, a. 11 et 12	\$ 600	\$ 600
Le fonds social autorisé de la Société est de \$ 1 000. Il est divisé en 1 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$ 1 chacune. Ces actions sont réservées à raison de 40 pour cent en faveur du gouvernement du Canada et 60 pour cent en faveur du gouvernement du Québec.		
Le ministre des Finances est autorisé à souscrire au nom du gouvernement du Québec six cents dollars payables sur le Fonds consolidé du revenu pour six cents actions ordinaires de la Société. Il est, de plus, autorisé à acheter à leur valeur nominale, les actions de la Société détenues par le gouvernement du Canada, sur réception d'un avis du ministre canadien indiquant l'intention du gouvernement du Canada de retirer sa participation dans la Société.		
Au 31 mars 1978, le ministre des Finances a versé \$ 600 pour un nombre proportionnel d'actions. A cette date, aucun certificat n'a été émis.		
Société québécoise d'exploration minière 1965, c. 36, a. 6 et modifications	35 650 000	32 250 000
Le ministre des Finances est autorisé à payer, sur le Fonds consolidé du revenu, une somme de \$ 57 500 000 pour 5 750 000 actions entièrement acquittées de son capital social et, avec l'approbation préalable du lieutenant-gouverneur en conseil, une somme de \$ 31 500 000 pour 3 150 000 actions.		
Au 31 mars 1978, le ministre détient quatorze certificats totalisant 3 225 000 actions d'une valeur nominale de \$ 10 chacune. Un solde de \$ 26 850 000 apparaît comme engagement non budgétaire à la page 6-100.		
Société québécoise d'Initiatives agro-alimentaires 1975, c. 42, a. 5 et 7	10 000 000	3 000 000
Le fonds social autorisé de la Société est de \$ 10 000 000. Il est divisé en 100 000 actions d'une valeur nominale de \$ 100 chacune.		
Au 31 mars 1978, le ministre des Finances a versé \$ 10 000 000 et détient quatre certificats pour 100 000 actions d'une valeur nominale de \$ 100 chacune.		
Société québécoise d'Initiatives pétrolières 1969, c. 36, a. 6 et modifications	44 000 000	35 000 000
Le ministre des Finances est autorisé à payer à la Société, sur le Fonds consolidé du revenu, une somme de \$ 75 000 000 pour 1 500 000 actions entièrement acquittées de son capital social; \$ 1 500 000 par année pendant les cinq premières années et \$ 7 500 000 par année pendant les neuf dernières années, et avec l'approbation préalable du lieutenant-gouverneur en conseil une somme de \$ 25 000 000 pour 500 000 actions.		
Au 31 mars 1978, le ministre des Finances détient treize certificats totalisant 880 000 actions d'une valeur nominale de \$ 50 chacune. Un solde de \$ 45 900 000 apparaît comme engagement non budgétaire à la page 6-100.		
	<u>\$ 559 734 801</u>	<u>\$ 440 360 651</u>

AUTRES ACTIFS

(\$ milliers)

	1978	1977
Gouvernement du Canada		
Dû au gouvernement du Québec	2 549	2 549
Montant capitalisé pour la période de 1867 à 1873 après révision de la dette assumée par le gouvernement du Canada, en vertu de l'article 112 de l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique (Canada, 36 Vict., c. 30 et 47 Vict., c. 41). L'intérêt est payé semestriellement au taux annuel de 5%.		
Dû par le gouvernement du Québec	1 473	1 473
Ce montant représente le solde du compte général entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec pour la période de 1867 à 1903. Le Québec paie semestriellement un intérêt au taux annuel de 4% sur ce solde.		
	1 076	1 076
Fonds des écoles communes	1 175	1 175
Ce montant représente la part du gouvernement du Québec dans un fonds permanent de \$ 2 677 771 gardé en fidéicomis par le gouvernement du Canada pour les gouvernements du Québec et de l'Ontario. Le fonds provient de la vente des terres de la Couronne réservées pour le bénéfice des écoles communes, en vertu des lois antérieures à la Confédération et il n'a pas varié depuis 1942. Le montant attribué aux provinces est révisé après chaque recensement décennal en proportion de leur population et le gouvernement du Canada paie semestriellement un intérêt aux taux annuel de 5% sur les parts ainsi établies. La dernière répartition du fonds a été faite après le recensement de 1971.		
	2 251	2 251

EMPRUNTS TEMPORAIRES

(\$ milliers)

	Date d'émission	Date d'échéance	Taux %	1978	1977
<i>Entreprises du gouvernement du Québec</i>					
Caisse de dépôt et placement du Québec	1978-03-02	1978-04-11	7,50	25 000	
<i>Institutions financières</i>					
Union régionale de Montréal des Caisses populaires Desjardins	1978-03-03	1978-04-12	7,50	10 000	
	1978-03-03	1978-04-19	7,50	10 000	
	1978-03-10	1978-06-14	7,75	10 000	
	1978-03-10	1978-06-21	7,75	10 000	
	1978-03-10	1978-07-17	7,80	10 000	
Union régionale de Québec des Caisses populaires Desjardins	1978-03-06	1978-05-04	7,55	10 000	
	1978-03-06	1978-04-20	7,50	10 000	
				<u>95 000</u>	
<hr/>					
	Émissions		Rembourse- ments	Solde	
Détail					
<i>En monnaie du Canada</i>					
Banque Canadienne Impériale de Commerce	196 500		196 500		
Banque Canadienne Nationale	196 500		196 500		
Banque de Montréal	353 700		353 700		
Banque de Nouvelle-Écosse	65 500		65 500		
Banque Provinciale du Canada	86 600		86 600		
Banque Royale du Canada	353 700		353 700		
Banque Toronto-Dominion	65 500		65 500		
Caisse de dépôt et placement du Québec	350 000		325 000	25 000	
Union régionale de Montréal des Caisses populaires Desjardins	50 000			50 000	
Union régionale de Québec des Caisses populaires Desjardins	20 000			20 000	
	<u>1 738 000</u>		<u>1 643 000</u>	95 000	
<i>En monnaie des États-Unis</i>					
Banque Mercantile du Canada	36 912*		36 912*		
	<u>1 774 912</u>		<u>1 679 912</u>	<u>95 000</u>	

* Équivalent canadien à la date d'émission.

COMPTES À PAYER

(\$ milliers)

	1978	1977
Affaires culturelles	7 969	4 445
Affaires intergouvernementales	2 022	1 451
Affaires municipales	10 097	17 305
Affaires sociales	167 366	284 016
Agriculture	15 012	9 965
Assemblée nationale	1 050	1 042
Communications	7 686	4 217
Conseil exécutif	3 949	4 030
Conseil du trésor	127	91
Consommateurs, Coopératives et Institutions financières	1 331	618
Éducation	294 488	380 890
Finances	17 366	19 483
Fonction publique	27 452	21 396
Immigration	913	831
Industrie et Commerce	9 540	14 663
Justice	21 988	18 068
Revenu	146 606	185 147
Richesses naturelles	13 110	4 327
Terres et Forêts	8 664	4 125
Tourisme, Chasse et Pêche	15 958	10 735
Transports	214 749	97 519
Travail et Main-d'oeuvre	4 333	4 855
Travaux publics et Approvisionnement	20 971	9 939
Services de protection de l'environnement	3 394	1 842
	<u>1 016 141</u>	<u>1 101 000</u>

INTÉRÊTS COURUS

(\$ milliers)

	1978	1977
Emprunts temporaires	501	
Obligations	198 425	183 191
Autres emprunts	24 976	15 187
Dettes assumées	895	970
	<u>224 797</u>	<u>199 348</u>

**CONTINUITÉ DE LA PROVISION POUR LE RÉGIME DE RETRAITE DES EMPLOYÉS
DU GOUVERNEMENT ET DES ORGANISMES PUBLICS**

(\$ milliers)

	1978	1977
Solde au 1er avril	354 214	179 133
Plus		
Montant porté aux dépenses au cours de l'exercice	<u>262 790</u>	<u>202 570</u>
	<u>617 004</u>	<u>381 703</u>
Moins		
Montant payé		9 237
Montant inscrit aux comptes à payer	<u>17 299</u>	<u>18 252</u>
	<u>17 299</u>	<u>27 489</u>
Solde au 31 mars	<u>599 705</u>	<u>354 214</u>

OBLIGATIONS

(\$ milliers)

Sommaire

Obligations	6 271 141
Moins	
Fonds d'amortissement	71 430
	<u>6 199 711</u>

Continuité

Solde au 1er avril 1977	5 729 780
Plus	
Emprunts effectués	721 045
	<u>6 450 825</u>
Moins	
Emprunts remboursés	150 568
Obligations annulées détenues dans les fonds d'amortissement	29 116*
	<u>179 684</u>
Solde au 31 mars 1978	<u>6 271 141</u>

Détail

Négociables		
En monnaie du Canada	3 851 595	
En monnaie des États-Unis	1 255 633**	
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne	161 242**	
En monnaie de la France	25 155**	
En monnaie du Japon	32 682**	5 326 307
Non négociables		
En monnaie du Canada		
Gouvernement du Canada		
Aide à la croissance de l'emploi	222 916	
Régime de pensions du Canada	66 664	289 580
Remboursables à demande		
En monnaie du Canada		
Obligations d'épargne du Québec		655 254
		<u>6 271 141</u>

* Voir liste détaillée à la page 6-33.

** Equivalent canadien aux dates de réalisation des emprunts.

OBLIGATIONS (Suite)**Obligations annulées**

(\$ milliers)

Date d'échéance	Année d'émission	Valeur nominale	
		En monnaie étrangère	En équivalent canadien
Négociables			
En monnaie du Canada			
1978-10-01	1966		88
1978-10-15	1963		136
1979-12-15	1965		522
1980-03-15	1966		434
1980-06-01	1961		301
1980-06-01	1967		301
1981-08-15	1960		335
1981-09-01	1969		97
1982-08-01	1962		328
1983-06-01	1966		89
1983-07-15	1962		283
1984-04-02	1962		363
1985-08-01	1961		333
1986-02-01	1961		295
1986-06-15	1964		425
1986-12-01	1966		1 758
1987-12-15	1962		326
1988-10-15	1963		487
1989-01-15	1965		418
1989-12-01	1967		47
1990-04-01	1965		423
1990-10-15	1965		798
1991-06-01	1966		1 035
1991-10-01	1966		791
1992-04-01	1967		1 111
1992-06-01	1967		222
1992-08-01	1970		128
1992-10-01	1971		250
1993-08-01	1972		479
1994-02-08	1971		392
1994-02-08	1973		480
1994-10-01	1968		109
1995-12-02	1970		261
1996-12-15	1971		320
1998-12-15	1973		485
2000-09-09	1975		415
2001-05-04	1976		625
			<u>15 690</u>
En monnaie des États-Unis			
1979-10-01	1959	206	206
1985-03-01	1970	900	963
1988-01-15	1973	1 000	999
1989-04-15	1968	449	483
1997-03-01	1967	409	442
1997-06-01	1971	912	929
1999-05-01	1969	335	360
2000-05-15	1975	200	206
2001-06-15	1976	1 089	1 056
2003-04-01	1973	5 258	5 257
2004-04-15	1974	2 599	2 525
		<u>13 357</u>	<u>13 426</u>
			<u>29 116</u>

OBLIGATIONS (Suite)

(\$ milliers)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Valeur nominale						Fonds d'amortisse- ment	Solde	
			Notes								
			a	b	c	d	e	f			
NÉGOCIABLES											
En monnaie du Canada											
Sérialées											
1978/80-04-01	1970	5 1/2					1		600		600
1978/80-06-01	1970	9 1/4					2		4 050		4 050
1978/80-08-01	1970	9 1/4					3		2 550		2 550
1978/83-04-15	1971	7 1/2					4		17 430		17 430
1978/83-12-15	1971	7 1/4					5		15 000		15 000
1978/84-11-01	1973	7 1/4					6		5 850		5 850
									45 480		45 480
Conventionnelles											
En monnaie du Canada											
1978-09-05	1973	8 3/8							5 500		5 500
1978-09-15	1968	7 1/2							1 500		1 500
1978-09-15	1968	7 1/2							5 000		5 000
1978-10-01	1966	6 1/2	1						8 772	1	8 771
1978-10-01	1970	9 1/4				1			24 700		24 700
1978-10-15	1963	6	1						13 474	1	13 473
1979-12-15	1965	6	1			2			51 664	1	51 663
1980-03-01	1974	8 1/4							10 000		10 000
1980-03-15	1966	6	1			3			42 994	1	42 993
1980-03-15	1972	7 1/4							25 000		25 000
1980-06-01	1961	5 1/2	1	1					29 774	1	29 773
1980-06-01	1967	6 1/2	1						13 580	647	12 933
1980-12-07	1977	8 1/4							18 000		18 000
1980-12-07	1978	8 1/4							17 000		17 000
1981-02-08	1971	8							18 000		18 000
1981-04-15	1971	7 1/2							15 140		15 140
1981-08-15	1960	5 1/2	1	2					33 187		33 187
1981-09-01	1969	8 1/2	1						26 945	526	26 419
1981-09-01	1978	8 1/2	1						33 000		33 000
1981-11-15	1969	8 3/4				4			9 619		9 619
1981-11-19	1974	9 1/4							20 000		20 000
1982-03-22	1977	9 1/4				5			175 000		175 000
1982-03-01	1962	6	1	2					32 549	1	32 548
1982-11-07	1974(A)	10 1/4					1		50 000		50 000
1983-06-01	1966	6	1						8 724		8 724
1983-07-15	1962	5 1/4	1	2					27 929		27 929
1983-12-07	1977	8 1/2							32 000*		32 000
1983-12-15	1971	7 1/2							5 000		5 000
1984-03-15	1972	7 1/2							10 000		10 000
1984-04-02	1962	5 1/4	1	2					35 964	1	35 963
1985-08-01	1961	5 1/4	1	4					32 922	1	32 921
1986-02-01	1961	5 3/4	1	3					29 151		29 151
1986-03-31	1976	10							50 000		50 000
1986-06-15	1964	5 1/2	1	2					42 072		42 072
1986-12-01	1966	6 3/4	1				1		43 791	499	43 292
1987-12-15	1962	5 1/4	1	3					32 214	1	32 213
1988-01-15	1968	7 1/2	1	3					40 000		40 000
1988-05-01	1973	6		22					363		363
1988-05-01	1973	7		22					4 940		4 940
1988-05-01	1973	8		22					7 023		7 023
1988-10-15	1963	6	1	2					48 219	1	48 218
1989-01-15	1965	5 1/2	1	3					41 411	1	41 410
1989-12-01	1967	7 1/2	1	3					4 612	1	4 611

* Dont \$ 1 094 000 détenus en placements temporaires (A.C. 3936-77).

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Notes						Valeur nominale		Fonds d'amortisse- ment	Solde
									En monnaie étrangère	En équivalent canadien (1)		
			a	b	c	d	e	f				
NÉGOCIABLES (suite)												
Conventionnelles (suite)												
En monnaie du Canada												
1990-04-01	1965	5 1/2	1	3						41 860		41 860
1990-10-15	1965	5 3/4	1	3						41 690	1	41 689
1991-06-01	1966	6	1							35 144	1 590	33 554
1991-06-01	1970	9 1/4	1	1						1 277		1 277
1991-03-01	1970	9 1/4	1	1						493		493
1991-03-01	1967	6 3/4	1	3						37 500		37 500
1991-10-01	1966	6 1/2	1	3						38 667	1	38 666
1992-04-01	1967	6 1/4	1	3						44 535	1 312	43 223
1992-06-01	1967	6 1/2	1	3						26 947	892	26 055
1992-08-01	1970	9 3/4	1	3						23 710	1 632	22 078
1992-08-01	1974	9 3/4	1	3						25 000	1 011	23 989
1992-08-01	1976	9 3/4	1	3						75 000	821	74 179
1992-10-01	1971	8 3/8	1	3						49 750	4 567	45 183
1993-08-01	1972	8 3/8	1	3						47 410		47 410
1993-09-15	1968	7 1/2	79	3						30 000		30 000
1994-02-08	1971	8	1	4						39 923		39 923
1994-02-08	1973	8	1	4						46 487	1	46 486
1994-05-27	1976	10 1/4		3						50 000		50 000
1994-05-27	1976	10 1/4		3						50 000		50 000
1994-10-01	1968	7 1/2	1	3						29 200	3 575	25 625
1994-10-01	1968	7	1	3						27 575	761	26 814
1995-01-01	1973	8	85	3						45 000		45 000
1995-09-05	1973	8 3/4	79	4						49 500		49 500
1995-10-01	1970	9 1/2	79	3						35 300		35 300
1995-11-01	1975	10,55			2					15 000		15 000
1995-11-19	1976	10 1/4	82	4						100 000		100 000
1995-11-19	1974	10 1/4	82	4						60 000		60 000
1995-11-19	1975	10 1/4	82	4						75 000		75 000
1995-12-02	1970	9 1/2	1	3						25 778		25 778
1995-12-02	1975	9 1/2	1	3						42 000	1 623	40 377
1996-03-15	1972	8	81	3						45 000		45 000
1996-11-01	1976	10,15			3					15 000		15 000
1996-11-06	1976	10 1/4		3						50 000		50 000
1996-12-15	1971	7 3/4	84	3						38 302	32 079	6 223
1996-12-16	1977	9 3/4		3						125 000		125 000
1996-12-16	1978	9 3/4		3						110 000		110 000
1997-07-15	1977	9 3/4		3						100 000		100 000
1997-07-15	1977	9 3/4		3						100 000		100 000
1997-11-01	1977	9,80			4					15 000		15 000
1998-12-15	1973	8 1/2	1	3						47 974	1	47 973
1999-03-01	1974	8 5/8	81	3						45 000		45 000
1999-09-04	1974	10 3/8	80	4	5					30 000		30 000
1999-09-04	1974	10 3/4	80	4						35 000		35 000
1999-09-04	1974	10 3/4	80	4						35 000		35 000
1999-09-04	1975	10 3/4	80	4						72 000		72 000
1999-09-04	1976	10 3/4	80	4						84 000		84 000
2000-09-09	1975	9 1/2	84	4	6					30 000		30 000
2000-09-09	1975	10 1/2	1	4						58 985	193	58 792
2000-11-10	1975	9 7/8	84	4	7					8 000		8 000
2000-11-10	1976	9 7/8	84	4	7					16 000		16 000
2001-03-01	1976	9 3/8	85	4	8					10 000		10 000
2001-03-15	1977	9 3/4	92	4	6	9				125 000		125 000
2001-05-04	1976	10 1/4	1	4						99 375	427	98 948
2001-05-04	1976	10 1/4	1	4						125 000	1 424	123 576
									3 806 115	53 595	3 752 520	
									3 851 595	53 595	3 798 000	

OBLIGATIONS (Suite)

(\$ milliers)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Notes						Valeur nominale		Fonds d'amortisse- ment	Solde
			Notes						En monnaie étrangère	En équivalent canadien (1)		
			a	b	c	d	e	f				
NÉGOCIABLES (suite)												
En monnaie des États-Unis								É.U. \$				
Aux États-Unis												
1978-06-01	1971	8						30 000	30 546		30 546	
1979-10-01	1959	5 3/8	1	5				18 996	18 996		18 996	
1989-04-15	1968	7	1	6				45 496	48 943	1	48 942	
1993-11-15	1973	note 1	1		10			18 000	17 713	1 085	16 628	
1993-11-15	1975	note 2	1		10			3 000*	2 952	120	2 832	
1993-11-15	1973	note 3	1		11			15 000	14 778	1 276	13 502	
1993-11-15	1975	note 4	1		11			23 000**	22 660	962	21 698	
1994-11-15	1974	note 5		5	12			30 000	30 738		30 738	
1995-01-03	1974	note 6		5	13			5 000	4 959		4 959	
1995-07-15	1975	note 7	81		14			13 000	13 390		13 390	
1995-07-15	1975	note 8	81		15			26 000	26 546		26 546	
1997-03-01	1967	5 7/8	1	8				39 236	42 378		42 378	
1997-06-01	1971	9	1	9				65 330	66 519		66 519	
1997-06-01	1972	8 1/8	2	10				150 000	147 548		147 548	
1999-05-01	1969	7 7/8	1	11				33 986	36 526	1	36 525	
2000-05-15	1975	9 7/8	1	12				99 800	102 707	6 022	96 685	
2001-06-15	1976	9 1/2	1	13				98 911	95 924	2 516	93 408	
2003-04-01	1973	7 9/10	1	14				115 833	115 818	825	114 993	
2004-04-15	1974	9,2	1	15				144 246	140 168	4 543	135 625	
								974 834	979 809	17 351	962 458	
En Europe												
1981-04-01	1976 (A)	8 1/2						50 000	49 305		49 305	
1983-01-15	1976 (A)	9		16				75 000	75 161		75 161	
1984-04-01	1976 (A)	9		17				50 000	49 305		49 305	
1985-03-01	1970 (A)	9	5	18				7 800	8 350	41	8 309	
1988-01-15	1973 (A)	7 1/2	3	19				27 000	26 971	443	26 528	
1995-11-01	1977 (A)	9	4	20				60 000	66 732		66 732	
								269 800	275 824	484	275 340	
								1 244 634	1 255 633	17 835	1 237 798	

* \$ 2 000 000 rachat le 13-10-1979 (A.C. 1171-77)

** \$ 3 000 000 rachat le 30-05-1979 (A.C. 4075-76)

\$10 000 000 rachat le 10-02-1979 (A.C. 4165-76)

\$10 000 000 rachat le 13-10-1979 (A.C. 1171-77)

Notes

1— 8% le 15-11-1973 et 8 1/4% le 15-11-1980

2— 7 3/4% le 30-07-1975 et 8% le 15-11-1980

3— 8 1/8% le 15-11-1973 et 8 1/4% le 15-11-1985

4— 7 3/4% le 30-07-1975 et 8% le 15-11-1985

5— 9 3/4% le 15-11-1974, 9 7/8% le 15-11-1979 et 10% le 15-11-1984

6— 9 3/4% le 15-11-1974, 9 7/8% le 03-01-1980 et 10% le 03-01-1985

7— 8 1/4% le 15-07-1975 et 9 3/8% le 15-07-1980

8— 8 3/4% le 15-07-1975 et 9 3/8% le 15-07-1985

OBLIGATIONS (Suite)

(\$ milliers)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Notes						Valeur nominale		Fonds d'amortisse- ment	Solde
									En monnaie étrangère	En équivalent canadien (1)		
			a	b	c	d	e	f				
NÉGOCIABLES (suite)												
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne												
									DM			
1978/87-07-01	1972	6 1/2	23			7	1		100 000	31 227		31 227
1987-02-01	1977	7 1/2	24				1		150 000	63 211		63 211
1987-06-01	1977	7 1/4	24				1		150 000	66 804		66 804
									400 000	161 242		161 242
En monnaie de la France												
									FF			
1978/87-06-15	1972	7 1/2	25			8	1		125 000	25 155		25 155
En monnaie du Japon												
									YEN			
1978/84-09-28	1972	6,9	26			9	1		10 000 000	32 682		32 682
										5 326 307	71 430	5 254 877

Notes

A) Intérêt annuel

a) Avec fonds d'amortissement

- 1— 1% du solde en cours
- 2— \$6 000 000 annuellement à compter du 1er juin 1978
- 3— \$1 000 000 annuellement de 1977 à 1983
\$2 000 000 annuellement de 1984 à 1985
\$6 000 000 annuellement de 1986 à 1988
- 4— \$2 400 000 annuellement de 1978 à 1983
\$1 800 000 annuellement de 1984 à 1989
- 5— \$ 900 000 annuellement et annulation du même
montant d'obligations annuellement
- 79-92— 1% du solde en cours commençant l'année
indiquée

b) Rachetables par anticipation																
Années avant échéance																
17	15	14	13	12	11	10	9	8	7	6	5	4	3	2	1	Préavis
1															100	30 jours
2														100		30 jours
3													100			30 jours
4											100					30 jours
5										100						30 jours
6										100						30 jours
7								102 1/2	102	101 1/2	101	100 1/2	100			
8						100										30 jours
9							103	102 2/3	102 1/3	102	101 2/3	101 1/3	101	100 3/4	100	30 à 60 jours
10							103	102 2/3	102 1/3	102	101 2/3	101 1/3	101	100 2/3	100 1/3	30 jours
11		102 1/2			101 3/4									100	100	30 à 60 jours
12						102 1/2		101 1/2		100 3/4		100				30 jours
13						102 1/2		101 1/2		100 3/4		100				30 jours
14							101				100					30 jours
15		103 3/8		103	102		101 1/8				100					30 jours
16				102 1/4						100 5/8	100 1/2	100 3/8	100 1/4	100 1/8	100	30 à 45 jours
17													100 3/4	100 1/2	100 1/4	30 à 45 jours
18											102	100 1/2	101	101 1/2	101	30 à 60 jours
19									101 1/2	101 1/4	101	101 3/4	101 1/2	101 1/4	100	30 à 60 jours
20								101	100 3/4	100 1/2	100 1/4	100				30 à 45 jours
21	100															30 jours
22	À toute date de paiement d'intérêt															
23							104	103 1/2	103	102 1/2	102	101 1/2	101	100 1/2	100	3 mois
24										102 1/2	102	101 1/2	101	100 1/2	100 1/2	3 mois
25							102	101 3/4	101 1/2	101 1/4	101	100 3/4	100 1/2	100 1/4	100	60 jours
26										103	102 1/2	102	101 1/2	101	100 1/2	30 jours

c) Échangeables

	Le ou avant	Pour des obligations venant à échéance	Taux %	Rachetables
1—	1978-04-01	1985-10-01	9	1990-03-01
2—	1978-12-15	1993-12-15*	6	1990-12-15
3—	1979-03-15	1994-03-15*	6	1991-03-15
4—	1981-05-15	1989-11-15*	8½	1988-11-15
5—	1981-12-22	1987-03-22	9¼ ou plus	
		1997-03-22*	9¾ ou plus	1993-03-22
6—	1990-12-15	2001-03-15*	9¾ ou plus	1997-03-15

* Avec fonds d'amortissement.

d) Rétractables à 100 au gré du détenteur

- 1 — Le 1er décembre 1978 sur préavis de 90 jours
- 2 — Le 1er novembre 1985 ou 1er novembre 1990, sur préavis de 6 à 12 mois
- 3 — Le 1er novembre 1986 ou 1er novembre 1991, sur préavis de 6 à 12 mois
- 4 — Le 1er novembre 1987 ou 1er décembre 1992, sur préavis de 6 à 12 mois
- 5 — Le 4 septembre 1979 sur préavis de 6 à 12 mois
- 6 — Le 9 septembre 1983 sur préavis de 6 à 12 mois
- 7 — Le 10 novembre 1983 sur préavis de 6 à 12 mois
- 8 — Le 1er mars 1984 sur préavis de 6 à 12 mois
- 9 — Le 15 mars 1991 sur préavis entre le 15 juillet 1990 et le 15 octobre 1990
- 10 — Le 15 novembre 1980 sur préavis de 6 à 12 mois
- 11 — Le 15 novembre 1985 sur préavis de 6 à 12 mois
- 12 — Le 15 novembre 1979 sur préavis de 6 à 12 mois
- 13 — Le 3 janvier 1980 sur préavis de 6 à 12 mois
- 14 — Le 15 juillet 1980 si coupon boni attaché
- 15 — Le 15 juillet 1985 si coupon boni attaché.

e) Échéant en séries à raison de

- 1—\$ 200 000 par année
- 2— 1 350 000 par année
- 3— 850 000 par année
- 4— 2 905 000 par année
- 5— 2 500 000 par année
- 6— 830 000 par année et 870 000 en 1984
- 7—DM 10 000 000 par année de 1978 à 1987
- 8—FF 9 000 000 par année de 1978 à 1980
- FF 12 000 000 par année de 1981 à 1983
- FF 15 000 000 par année de 1984 à 1986
- FF 17 000 000 en 1987
- 9—YEN 1 000 000 000 par année de 1978 à 1983
- YEN 4 000 000 000 le 28 septembre 1984.

f 1) L'intérêt est net des taxes ou droits imposés présentement ou qui pourront l'être par le Canada ou aucune de ses provinces, et auxquels pourrait donner lieu la détention des obligations et des coupons par des personnes ne résidant pas au Canada. Au cas d'imposition de taxes ou droits, la Province pourra rembourser par anticipation la somme empruntée en totalité ou en partie à des pourcentages variant de 100 à 104½. D'autre part, le prêteur pourra exiger le remboursement immédiat du prêt si la Province est en défaut de payer le principal ou l'intérêt pour plus de 14 jours.

OBLIGATIONS (suite)

(\$ milliers)

Date d'échéance	Date d'émission	Taux %	Notes	Montant
NON NÉGOCIABLES				
En monnaie du Canada				
Gouvernement du Canada				
Aide à la croissance de l'emploi				
Diverses dates				
1991—1996	1971—1976	6,75—8,3919	a	222 916
Régime de pensions du Canada				
Diverses dates				
1987—1998	1967—1978	5,36—9,48	b	66 664
				<u>289 580</u>
REMBOURSABLES À DEMANDE				
En monnaie du Canada				
Obligations d'épargne du Québec				
1979-05-01	1974	8½	c1	48 211
1980-06-01	1975	8½	c2	214 385
1981-06-01	1971	7, 7¼, 7½	c1	60 010
1981-06-01	1976	10, 9	c3	238 527
1982-06-01	1972	7, 7½, 7¾	c1	42 214
1983-04-01	1973	7	c1	51 907
				<u>655 254</u>

a) Obligations émises en vertu des A.C. 715-71, 3620-73, 3811-73 et 1102-77 pour des prêts du gouvernement du Canada au gouvernement du Québec dans le cadre du programme spécial fédéral-provincial destiné à stimuler la croissance de l'emploi. Le taux d'intérêt est fixé au moment de l'émission de chaque obligation. Ces obligations échoient vingt ans après leur émission mais elles sont rachetables par anticipation en tout temps, en totalité ou en partie, sur préavis de 30 jours.

b) Obligations émises au fonds de placement du Régime de pensions du Canada en compensation de la cotisation de certains fonctionnaires fédéraux qui travaillent au Québec et qui contribuent au Régime de pensions du Canada plutôt qu'au Régime de rentes du Québec. Ces obligations, détenues par le ministre des Finances du Canada, peuvent être rachetées à leur valeur nominale à six mois d'avis à la demande du fonds de placement du Régime de pensions du Canada.

c) Rachetables au pair et sur demande, à toute banque.

1—Le taux d'intérêt a été augmenté à 10% l'an à partir du coupon payable en 1975 (A.C. 1049-75).

2—Le taux d'intérêt a été augmenté à 10% à partir du 1er novembre 1975.

3—Ces obligations portent intérêt de 10% l'an pour les deux premières années et 9% l'an pour les trois années subséquentes.

FONDS D'AMORTISSEMENT

(\$ milliers)

Continuité

Solde au 1er avril 1977	53 629
Plus	
Versements du Fonds consolidé du revenu et revenu de placements	<u>46 917</u>
	100 546
Moins	
Obligations annulées au cours de l'année financière	<u>29 116</u>
Solde au 31 mars 1978	<u><u>71 430</u></u>

Détail

Obligations	
Gouvernement du Québec	63 268
Hydro-Québec	1 537
Gouvernement du Canada	2 603
Garanties par le gouvernement du Québec	1 832
Autres valeurs	
Cité de St-Lambert	246
Encaisse	110
Intérêts courus	<u>1 834</u>
	<u><u>71 430</u></u>

FONDS D'AMORTISSEMENT (suite)

(\$ milliers)

OBLIGATIONS	Taux %	Échéance	Valeur nominale	
			En monnaie étrangère	En monnaie du Canada
Gouvernement du Québec	5 1/4	1983-07-15		309
	5 1/4	1984-04-02		1 390
	5 1/4	1985-08-01		1 064
	5 1/4	1987-12-15		1 205
	5 3/8	1979-10-01	247*	247
	5 1/2	1980-06-01		783
	5 1/2	1981-08-15		899
	5 1/2	1986-06-15		658
	5 1/2	1989-01-15		1 195
	5 1/2	1990-04-01		1 437
	5 3/4	1986-02-01		564
	5 3/4	1990-10-15		1 389
	5 7/8	1997-03-01	2 171*	2 345
	6	1978-10-15		151
	6	1979-12-15		783
	6	1982-08-01		954
	6	1983-06-01		808
	6	1988-10-15		672
	6	1991-06-01		919
	6	1980-03-15		344
	6 1/4	1992-04-01		1 753
	6 1/2	1980-06-01		824
	6 1/2	1991-10-01		1 088
	6 1/2	1992-06-01		701
	6 3/4	1991-08-01		1 441
	7	1989-04-15	1 388*	1 493
	7 1/2	1981-04-15		59
	7 1/2	1983-12-15		126
	7 1/2	1988-01-15		1 148
	7 1/2	1989-12-01		2 992
	7 1/2	1993-09-15		509
	7 1/2	1978-09-15		101
	7 1/2	1978-09-15		43
	7 1/2	1984-03-15		114
	7 1/2	1978-87-06-15	14 000**	2 817
	7 1/2	1988-01-15	38*	38
	7 7/8	1999-05-01	2 528*	2 717
	7,9	2003-04-01	3 656*	3 656
	8	1996-03-15		453
	8	1995-01-01		515
	8	1994-02-08		622
	8 3/8	1993-08-01		601
	8 3/8	1978-09-05		15
	8 1/2	1998-12-15		1 000
	8 1/2	1981-09-01		651
	8 5/8	1999-03-01		1 120
	8 3/4	1981-11-15		1
	8 3/4	1995-09-15		1 088
	9	1985-03-01	200*	214
	9	1997-06-01	2 645*	2 693

FONDS D'AMORTISSEMENT (suite)

(\$ milliers)

OBLIGATIONS	Taux %	Échéance	Valeur nominale	
			En monnaie étrangère	En monnaie du Canada
Gouvernement du Québec	9,2	2004-04-15	5 618*	5 459
	9 1/4	1978-10-01		5
	9 1/2	1995-12-02		971
	9 1/2	1995-10-01		1 156
	9 1/2	2001-06-15	3 327*	3 227
	9 7/8	2000-05-15	1 800*	1 852
	10 1/4	1995-11-19		200
	10 1/4	1995-11-19		150
	10 3/4	1999-09-04		839
	10 3/4	1999-09-04		700
				<u>63 268</u>
Hydro-Québec	5	1984-07-15	50*	50
	5	1979-11-15		2
	8,6	2006-09-15	1 000*	1 102
	9	1985-02-06		25
	9 3/4	2000-02-06		125
	10	1997-06-01		233
				<u>1 537</u>
Gouvernement du Canada	4 1/2	1983-09-01		<u>2 603</u>
Garanties par le gouvernement du Québec				
Association athlétique nationale	6	1980-05-01		1 000
de la jeunesse	5 1/4	1979-07-02		57
Office des autoroutes du Québec	5 3/4	1989-07-15		775
				<u>1 832</u>
AUTRES VALEURS				
Cité de St-Lambert	3 1/2	1995-03-01		246
Encaisse				110
Intérêts courus				1 834
				<u>2 190</u>
				<u>71 430</u>

* En monnaie des États-Unis

** En francs français (F.F.)

PROVENANCE ET UTILISATION DES FONDS D'AMORTISSEMENT

(\$ milliers)

Provenance des fonds

Du Fonds consolidé du revenu et revenu de placements		46 917 (1)
--	--	------------

Moins

Escompte sur achats et ventes d'obligations	4 412	
Augmentation des intérêts courus	569	

4 981

Valeurs échues ou vendues

41 936

17 727

59 663

Utilisation des fonds

Achats d'obligations et de billets

64 780

Moins

Escompte sur achats d'obligations

5 176

59 604 (2)

Augmentation du solde en banque

59

59 663

(1) Détail par fonds

(\$ milliers)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Revenu de placements	Versements	Total
En monnaie du Canada					
1978-10-01	1966	6,50		89	89
1978-10-15	1963	6,00		136	136
1979-12-15	1965	6,00		522	522
1980-03-15	1966	6,00	1	434	435
1980-06-01	1961	5,50		301	301
1980-06-01	1967	6,50	94	139	233
1981-08-15	1960	5,50		335	335
1981-09-01	1969	8,50	60	270	330
1982-08-01	1962	6,00		329	329
1983-06-01	1966	6,00		88	88
1983-07-15	1962	5,25		282	282
1984-04-02	1962	5,25		363	363
1985-08-01	1961	5,25		333	333
1986-02-01	1961	5,75		294	294
1986-06-15	1964	5,50		425	425
1986-12-01	1966	6,75	198	456	654
1987-12-15	1962	5,25		325	325
1988-10-15	1963	6,00	1	487	488
1989-01-15	1965	5,50	1	418	419
1989-12-01	1967	7,50		47	47
1990-04-01	1965	5,50	1	423	424
1990-10-15	1965	5,75	28	425	453
1991-06-01	1966	6,00	242	362	604
1991-08-01	1967	6,75		—	—
1991-10-01	1966	6,50	30	395	425
1992-04-01	1967	6,25	178	457	635
1992-06-01	1967	6,50	119	272	391
1992-08-01	1970	9,75	217	238	455
1992-08-01	1974	9,75	125	250	375
1992-08-01	1976	9,75	71	750	821
1992-10-01	1971	8,375	605	500	1 105
1993-08-01	1972	8,375		479	479
1994-02-08	1971	8,00		403	403
1994-02-08	1973	8,00		470	470
1994-10-01	1968	7,00	93	275	368
1994-10-01	1968	7,50	466	292	758
1995-01-01	1973	8,00		—	—
1995-09-05	1973	8,75		—	—
1995-10-01	1970	9,50		—	—
1995-11-19	1974	10,25		—	—
1995-11-19	1976	10,25		—	—
1995-12-02	1970	9,50		260	260
1995-12-02	1975	9,50	180	420	600
1996-03-15	1972	8,00		—	—
1996-12-15	1971	7,75	4 412		4 412
1998-12-15	1973	8,50		485	485
2000-09-09	1975	10,50	14	594	608
2001-05-04	1976	10,25	52	1 000	1 052
2001-05-04	1976	10,25	174	1 250	1 424
			<u>7 362</u>	<u>16 073</u>	<u>23 435</u>

(1) Détail par fonds (suite)

(\$ milliers)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Revenu de placements	Versements	Total
En monnaie des États-Unis					
1979-10-01	1959	5,375		206	206
1985-03-01	1970	9,00		1 004	1 004
1988-01-15	1973	7,50	50	1 094	1 144
1989-04-15	1968	7,00		483	483
1993-11-15	1973	8, 8,25	130	200	330
1993-11-15	1973	8,125, 8,25	160	166	326
1993-11-15	1975	7,75, 8,00	14	33	47
1993-11-15	1975	7,75, 8,00	109	266	375
1997-03-01	1967	5,875		442	442
1997-06-01	1971	9,00	9	695	704
1999-05-01	1969	7,875		360	360
2000-05-15	1975	9,875	519	4 573	5 092
2001-06-15	1976	9,50	104	3 468	3 572
2003-04-01	1973	7,90	113	2 223	2 336
2004-04-15	1974	9,20	575	6 486	7 061
			1 783	21 699	23 482
			9 145	37 772	46 917

(2) Achats d'obligations et de billets

A.E. Ames & Cie Limitée, 1 432 — A.E. Ames & Co. Inc. New York, 4 393 — Bache, Halsey, Stuart Shield Inc., 1 126 — Bank of Montreal Trust Company, New York 1 004 — Banque Canadienne Nationale, 2 300 — Banque de Montréal, Montréal, 220 — Banque de Montréal, Québec, 2 150 — Bell, Gouinlock & Co. Ltée, 1 209 — Bell, Gouinlock & Company Inc., 515 — Blyth, Eastman Dillon & Company Inc., 3 194 — Bontrad Investment Securities Ltd., 358 — Brault, Guy, O'Brien Inc., 2 193 — Burns, Fry Limitée, 1 703 — Burns, Fry & Timmins Inc., New York, 5 042 — La Caisse de Retraite de l'Hydro-Québec, 594 — Crang & Ostiguy Inc., 610 — Crédit Lyonnais, Paris, France, 763 — Dominion Securities Ltd., 1 500 — Dominion Securities Inc. New York, 1 237 — First Boston Corporation, 2 684 — Freeman Securities

Company Inc., 52 — Geoffrion, Robert & Gélinas Ltée, 141 — Grenier, Ruel & Cie Inc., 373 — Greenshields Inc., 1 088 — Kuhn Loeb & Co. Inc., 361 — René T. Leclerc Inc., 213 — Lévesque & Beaubien Inc. 2 403 — McDonald & Company, 359 — McLeod, Young, Weir & Cie Ltée, 3 037 — McLeod, Young, Weir Inc., 20 — McNeil, Mantha Inc., 2 651 — Mead & Co. Ltd., 274 — Merrill Lynch Royal Securities Ltd., 1 613 — Midland Doherty Ltd., 768 — Molson, Rousseau & Co. Ltd. 227 — Nesbitt, Thomson Securities Limited, 774 — Paine, Webber, Jackson & Curtis Inc., 1 068 — Pitfield, Mackay, Ross & Cie Ltée, 150 — Salomon Brothers, 4 815 — Tassé & Associés Ltée, 1 019 — Waiwyn, Stodgell, Cochran, Murray Limited, 25 — White Weld & Co. of Canada Ltd. 2 902 — Wood Gundy Ltée, 1 044.

RÉPARTITION DES FONDS D'AMORTISSEMENT PAR FIDUCIAIRES AU 31 MARS 1978

(\$ milliers)

	Montant
Trust Général du Canada, Québec	40 188
Bank of Montréal Trust Company, New York	24 618
Montréal Trust, Québec	304
Fiducie Prêt et Revenu, Québec	888
Crédit Lyonnais, Luxembourg	2 817
Ministère des Finances	246
	69 061*

* Excluant \$1 943 569 représentant l'encaisse et les intérêts courus et \$424 744 de prime sur obligations en monnaie étrangère.

AUTRES EMPRUNTS

(\$ milliers)

Continuité

Solde au 1er avril 1977	201 661
Plus	
Emprunts effectués	321 319
	522 980
Moins	
Emprunts remboursés	34 912
Solde au 31 mars 1978	488 068

Détail

En monnaie du Canada			
Gouvernement du Canada			
Zones spéciales			
Avances progressives	20 309		
Projets terminés	107 116		
Autoroute 13	46 003	173 428	
En monnaie des États-Unis (Euro-dollars)			
Équivalent canadien aux dates de réalisation des emprunts		314 640	
		488 068	

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Notes	Montant	Total
En monnaie du Canada					
Gouvernement du Canada					
Zones spéciales					
Avances progressives en vertu de l'entente Canada-Québec. La période d'amortissement du capital et des intérêts débutera dans cha- que cas le 1er avril de l'année financière qui suit immédiatement celle pendant laquelle le dernier versement a été effectué par le minis- tère sur le projet. (A.C. 2091-70, 3452-70, 3802-71, 835-72)					
				20 309	
Projets terminés					
1978—2007-04-01	1972 — 1977	(divers taux)	(a)	107 116	
Autoroute 13					
1978—1980-07-01	1976	7,8571		46 003	173 428
En monnaie des États-Unis (Euro-dollars)					
1979-11-24					
1984-05-24	1977	8 7/16	(b)		314 640
(valeur nominale \$300 000 000)					
					488 068

(a) Ce montant comprend le principal et l'intérêt couru sur les avances progressives pour les projets terminés au 1er avril 1972, 1973, 1974, 1975, 1976 et 1977, en vertu de l'entente Canada-Québec sur les zones spéciales.

(b) Emprunt contracté de banques européennes au moyen de billets émis pour une durée de trois ou six mois, rachetables par tranches de \$ 25 000 000 à toute échéance d'intérêt. L'emprunt portera intérêt au taux annuel de 1 1/4% plus le "London Interbank Offered Rate" pour les deux premières années et par la suite 1 1/4% au lieu de 1 1/4%. Le remboursement se fera en 10 versements semestriels, les 5 premiers de \$ 15 000 000 commençant le 24 novembre 1979 et les 5 derniers de \$ 45 000 000.

DETTES ASSUMÉES

(\$ milliers)

Continuité

Solde au 1er avril 1977		84 152
Moins		
Paiements	6 352	
Escompte gagné sur obligations rachetées avant échéance pour la construction du boulevard Métropolitain de Montréal	23	
Dette annulée		
Le Scolasticat École Normale St-Viateur de Rigaud a été vendu au Gouvernement du Canada et l'hypothèque a été acquittée	915	7 290
Solde au 31 mars 1978		<u>76 862</u>

Détail

Emprunts d'institutions universitaires	44 309
Emprunts pour la construction du boulevard Métropolitain de Montréal	26 118*
Institut Armand-Frappier	3 419
Hôpital St-Luc, Montréal	2 936
Association athlétique nationale de la jeunesse	80
	<u>76 862</u>

* Y compris \$ 25 063 609 payables en monnaie des États-Unis et convertis en équivalent canadien pour \$ 25 380 869 au taux de change en vigueur à la date d'acceptation de cette dette.

DETTES ASSUMÉES (suite)**Emprunts d'institutions universitaires**

1960-61, c. 34 et modifications

(\$ milliers)

	Taux %	Date d'échéance	Montant
Société centrale d'hypothèques et de logement (article 9)			
Universités			
Bishop's, Lennoxville	5 1/8	2014-09-01	412
Bishop's, Lennoxville	5 3/8	2015-09-01	418
Bishop's, Lennoxville	5 3/4	2016-09-01	424
Concordia, Montréal	5 1/8	2014-03-01	1 721
Laval, Ste-Foy	5 3/8	2013-03-01	2 828
Laval, Ste-Foy	5 3/8	2015-09-01	5 938
Laval, Ste-Foy	5 3/8	2017-03-01	484
McGill, Montréal	5 3/8	2013-03-01	726
McGill, Montréal	5 1/4	2015-09-01	435
Montréal	5 1/8	2016-09-01	1 141
Montréal	5 1/8	2014-03-01	359
Montréal	5 3/8	2015-09-01	1 068
Sherbrooke	5 3/8	2013-03-01	1 621
Autres institutions			
Cégep de Ste-Foy	5 3/8	2013-01-01	735
Collège Bourget, Rigaud	5 1/8	2014-03-01	135
Collège de Jonquière	5 1/8	2015-09-01	732
Collège de Matane	5 1/8	2013-03-01	567
Collège de Matane	5 1/8	2014-09-01	184
Collège de Rouyn	5 1/8	2014-03-01	636
Collège de Victoriaville	5 1/8	2013-09-01	735
Collège du Bon Pasteur, Chicoutimi	5 1/8	2014-09-01	552
Collège Jean-de-Bréboeuf, Montréal	5 1/8	2016-03-01	630
Collège La Pocatière	5 1/8	2016-03-01	1 577
Collège Marguerite-d'Youville, Hull	5 1/8	2014-03-01	439
Collège Notre-Dame-du-Sacré-Coeur, Montréal	5 1/8	2015-03-01	473
École Normale Notre-Dame-du-Sacré-Coeur, Sherbrooke	5 1/8	2015-09-01	1 023
École Normale Ignace-Bourget, Montréal	5 3/8	2015-09-01	619
École Normale Marguerite-de-Lajemmerais, Montréal	5 1/8	2014-03-01	627
École Normale Notre-Dame-de-Foy, Cap-Rouge	5 1/8	2015-09-01	3 250
Institut de l'Assomption, Amos	5 1/8	2015-09-01	563
Québec St-Lawrence College, Ste-Foy	5 3/8	2015-03-01	358
Scolasticat central de Montréal	5 1/4	2015-09-01	2 964
Scolasticat St-Charles, Joliette	5 1/8	2014-03-01	178
Séminaire de Chicoutimi	5 1/8	2015-09-01	890
Séminaire Marie-Reine-du-Clergé, Métabetchouan	5 1/8	2014-03-01	351
Séminaire Montfort, Papineauville	5 1/8	2015-03-01	273
Séminaire St-Augustin, Cap-Rouge	5 3/8	2015-09-01	3 003
Séminaire St-Augustin, Cap-Rouge	5 3/8	2016-09-01	1 888
Séminaire Saint-Pie X, Hauterive	5 1/8	2014-03-01	197
Séminaire St-Georges, Beauce	5 3/8	2015-09-01	355
			41 509
Emprunts assumés en vertu de l'article 8, tel que modifié en 1964			
Université Concordia	8	1994-03-01	2 800*
			44 309

* Payables par versements annuels de \$ 560 000 du
1er mars 1990 au 1er mars 1994.

DETTES ASSUMÉES (suite)**Emprunts pour la construction du boulevard Métropolitain de Montréal**

1960-61, c. 61

(\$ milliers)

Échéance	En monnaie des États-Unis		En monnaie du Canada	Total
	Valeur nominale	Équivalent canadien (1)		
1978-1979	2 969	3 006	725	3 731
1979-1980	2 776	2 811	12	2 823
1980-1981	2 799	2 834		2 834
1981-1982	2 519	2 551		2 551
1982-1983	2 651	2 684		2 684
1983-1984	2 789	2 825		2 825
1984-1985	2 938	2 975		2 975
1985-1986	1 777	1 800		1 800
1986-1987	1 864	1 888		1 888
1987-1988	1 982	2 007		2 007
	<u>25 064</u>	<u>25 381</u>	<u>737</u>	<u>26 118</u>

(1) Selon le taux de change en vigueur à la date d'acceptation de cette dette.

Institut Armand-Frapplier

1959-60, c. 91

(\$ milliers)

Échéance	Arrêtés en conseil		Montant
	483-65 5 1/4%, 5 1/2%	1270-67 6 1/4%	
1978-1979	136		136
1979-1980	143		143
1980-1981	151		151
1981-1982	159		159
1982-1983	168		168
1983-1984	177		177
1984-1985	187		187
1985-1986	198		198
1987-04-01		2 100*	2 100
	<u>1 319</u>	<u>2 100</u>	<u>3 419</u>

* Avec fonds d'amortissement de 1% à compter du 1er avril 1978.

Hôpital St-Luc, Montréal

1962, c. 9, A.C. 1472-62 (6%)

(\$ milliers)

Échéance	Montant
1978-1979	521
1979-1980	552
1980-1981	585
1981-1982	620
1982-1983	658
	<u>2 936</u>

Association athlétique nationale de la jeunesse

1959-60, c. 19, A.C. 395-60

(\$ milliers)

Échéance	Montant
1978-1979	40
1979-1980	40
	<u>80</u>

ÉCHÉANCIER SOMMAIRE DES EMPRUNTS À LONG TERME*
MOINS LES FONDS D'AMORTISSEMENT

au 31 mars 1978

(\$ milliers)

Échéance	En monnaie du Canada	En monnaie des États-Unis(1)	En monnaie de la République fédérale d'Allemagne(1)	En monnaie de la France(1)	En monnaie du Japon(1)	Total net
1978-1979	202 028	51 345	3 123	1 810	3 268	261 574
1979-1980	299 464	113 957	3 123	1 811	3 268	421 623
1980-1981	347 668	81 000	3 122	1 811	3 268	436 869
1981-1982	570 067	100 291	3 123	2 415	3 268	679 164
1982-1983	140 491	189 145	3 123	2 415	3 268	338 442
1978 — 1983	1 559 718	535 738	15 614	10 262	16 340	2 137 672
1983 — 1988	585 527	337 804	145 628	14 893	16 342	1 100 194
1988 — 1993	849 168	104 389				953 557
1993 — 1998	1 380 296	212 122				1 592 418
1998 — 2003	535 999	194 036				730 035
2003 et après	57 035	193 730				250 765
	<u>4 967 743</u>	<u>1 577 819</u>	<u>161 242</u>	<u>25 155</u>	<u>32 682</u>	<u>6 764 641*</u>

NOTE--Cet échéancier est établi en tenant compte des dates d'options de rachat au gré du détenteur et non au gré du Gouvernement. Il ne tient pas compte des options d'échange.

De plus, les contributions futures aux fonds d'amortissement ont été considérées, diminuant ainsi le solde à verser lors de l'échéance.

(1) En équivalent canadien de la valeur nominale aux dates de réalisation des emprunts et d'acceptation des dettes assumées.

* Les emprunts à long terme comprennent:

Obligations moins fonds d'amortissement	\$ 6 199 711 206
Autres emprunts	488 067 692
Dettes assumées	76 861 718

\$ 6 764 640 616

EMPRUNTS GARANTIS ET AUTRES PASSIFS ÉVENTUELS

EMPRUNTS GARANTIS

(\$ milliers)

Sommaire

	<u>Montant</u>
Hydro-Québec et filiales	8 642 394* (1)
Office des autoroutes du Québec	39 501* (1)
Régie des installations olympiques	753 802*
Sidbec	119 400
Prêts aux éditeurs et libraires	419
Prêts aux étudiants	206 011**
Prêts aux municipalités	68 190
Prêts pour l'amélioration des fermes	53 116
Prêts pour favoriser l'aménagement et la modernisation d'usines laitières régionales	9 146
Prêts aux producteurs agricoles et aux propriétaires forestiers	6 825
Prêts aux sociétés coopératives agricoles et aux corporations exerçant des activités similaires	3 273
Crédit aux pêcheries maritimes	100
Association athlétique nationale de la jeunesse	1 762 (1)
Ville de Longueuil (Cité de Jacques-Cartier)	2 412
Régie de la Place des Arts (voir page 6-63)	
	<hr/>
	9 906 351
	<hr/>

* Les emprunts en monnaie étrangère apparaissent en équivalent canadien de la valeur nominale au 31 mars 1978 et les taux de conversion sont les suivants:

1 E.-U. (Dollar)	= \$ Can. 1,1322
1 DM (Deutsche Mark)	= \$ Can. 0,5638
1 FS (Franc suisse)	= \$ Can. 0,6170
1 YEN	= \$ Can. 0,005106

** Les intérêts sur ces prêts sont payés par le gouvernement du Québec tant que l'emprunteur est étudiant.

(1) Y compris les obligations détenues par le gouvernement du Québec aux fonds d'amortissement:

Hydro-Québec	\$ 1 537 000
Office des autoroutes du Québec	832 000
Association athlétique nationale de la jeunesse	1 000 000
	<hr/>
	\$ 3 369 000
	<hr/>

Hydro-Québec et filiales

S.R., c. 86, aa. 27 et 28 et modifications

Obligations négociables

(\$ milliers)

En monnaie du Canada

Date d'échéance	Date d'émission	A.C.	Taux %	Série	Montant
Hydro-Québec					
1982-11-15	1957-11-15	1012-57	5	S	13 436
1979-11-15	1958-11-15	1095-58	5	V	13 970
1980-11-01	1959-05-01	345-59	5	W	19 076
1979-11-15	1959-11-15	1201-59	6	Y	16 975
1982-06-15	1960-06-15	816-60	5 1/2	Z	23 172
1983-12-15	1960-12-15	2071-60	5 1/2	AA	17 568
1985-03-15	1961-03-15	447-61	5 1/2	AB	27 679
1985-11-01	1961-11-01	1974-61	5 1/2	AC	25 439
1982-03-01	1962-03-01	128-62	5 1/2	AD	29 346
1984-10-01	1962-10-01	1439-62	5 3/4	AF	38 266
1986-06-01	1963-06-01	746-63	5 1/4	AM	35 480
1984-03-01	1964-03-01	271-64	5 1/2	AN	28 538
1994-03-01	1964-03-01	271-64	5 1/2	AN	1 548
1988-06-01	1964-12-01	2122-64	5 1/2	AQ	44 948
1987-02-15	1965-02-15	177-65	5 1/2	AR	8 736
1995-02-15	1965-02-15	177-65	5	AR	45 664
1991-02-01	1966-02-01	40-66	6	AU	40 487
1980-07-15	1966-07-15	1060-66	6	AW	5 877
1990-07-15	1966-07-15	1060-66	6	AW	34 358
1990-02-01	1967-02-01	42-67	6 1/2	AZ	31 220
1980-10-01	1967-10-01	2374-67	7	BC	7 966
1994-10-01	1967-10-01	2374-67	6	BC	24 993
1994-10-01	1967-10-01	2374-67	7	BC	11 978
1978-05-15	1968-05-15	1323-68	7 1/2	BE	1 200
1980-05-15	1968-05-15	1323-68	7 1/2	BE	13 000
1994-10-01	1968-05-15	1323-68	7	BE	25 000
1990-03-15	1969-03-14	582-69	7 3/4	BH	206
1992-10-01	1969-10-01	3430-69	8 1/2	BK	24 477
1990-02-01	1970-02-01	293-70	9 1/2	BM	5 635
1990-12-15	1970-06-15	2452-70	9 1/2	BO	27 535
1996-04-15	1971-04-15	1448-71	7 3/4	BT	46 250
1996-07-29	1971-07-29	2385-71	8 3/4	BU	47 094
1997-05-01	1972-05-01	1105-72	8 1/4	BY	47 369
1993-12-15	1972-06-15	1765-72	8 1/4	BZ	56 875
1980-09-15	1972-09-15	2439-72	8	CA	10 000
1997-09-15	1972-09-15	2439-72	8 3/8	CA	52 112
1996-11-08	1972-11-08	3087-72	8 1/4	CB	50 000
1998-02-21	1973-02-21	332-73	8	CD	50 000
1998-07-10	1973-07-10	2263-73	8 1/4	CE	55 000
1998-10-15	1973-10-15	3465-73	8 3/4	CG	50 000
1998-12-03	1973-12-03	4019-73	8 1/2	CH	50 000
1999-04-01	1974-04-01	1211-74	9	CK	60 000
1996-07-03	1974-07-03	4481-74	9 7/8	CL	80 000
1980-09-25	1974-09-25	3312-74	10	CN	50 000
1982-09-25	1974-09-25	3312-74	10	CO	100 000
1985-02-06	1975-02-06	150-75	9	CR	20 000
2000-02-06	1975-02-06	150-75	9 3/4	CR	100 000
2000-02-06	1977-08-06	2405-77	9 3/4	CR	125 000
2000-06-16	1975-06-16	2103-75	10	CS	80 000
1997-09-01	1975-09-01	3840-75	10 1/4	CU	65 000
1981-10-15	1975-10-15	4484-75	9 1/2	CV	50 000
1996-05-01	1976-05-01	458-76	10 3/4	CY	35 000
2001-10-21	1976-10-21	3495-76	10	DA	120 000
1997-06-01	1977-06-01	1571-77	10	DD	100 000
Filiales (1964, c. 32, A.C. 1304-64)					
Compagnie Québec Power					
1982-09-01	1962-09-01		6 1/4	G	10 654
Compagnie Électrique du Saguenay					
1982-05-01	1962-05-01		5 1/2	A	3 400
Compagnie d'Électricité Shawinigan					
1981-03-01	1961-03-01		5 3/4	S	12 401
Southern Canada Power Company Limited					
1981-01-02	1951-01-02		3 3/8	D	2 450
					<u>2 172 378</u>

En monnaie des États-Unis

Date d'échéance	Date d'émission	A.C.	Taux %	Série	Valeur nominale	Montant
Hydro-Québec						
1978-12-01	1953-12-01	1319-53	3 1/2	K	32 253	36 517
1981-01-01	1956-01-01	1247-55	3 1/2	N	17 600	19 927
1981-12-01	1956-12-01	1095-56	4 1/4	P	14 332	16 227
1983-02-01	1958-02-01	88-58	3 3/4	T	25 328	28 676
1984-07-15	1959-07-15	671-59	5	X	31 882	36 097
1988-02-15	1963-02-15	{205-63} {334-63}	5	AG	211 430	239 381
1994-04-01	1964-04-01	661-64	4 1/2	AO	50 000	56 610
1989-11-16	1964-11-16	1926-64	4 3/4	AP	36 475	41 297
1985-06-15	1965-06-15	1167-65	4 5/8	AS	41 774	47 296
1987-01-01	1966-01-01	2226-65	5 1/4	AT	41 516	47 004
1992-04-15	1966-04-26	653-66	5 3/8	AV	50 655	57 352
1991-09-15	1966-09-23	1490-66	6 1/4	AX	31 767	35 967
1993-01-01	1967-01-01	2397-66	6 1/4	AY	48 978	55 453
1993-06-01	1967-06-01	1466-67	6 1/4	BA	42 780	48 435
1992-09-15	1967-09-15	2479-67	6 1/2	BB	41 571	47 067
1989-01-15	1968-01-15	1-68	6 3/8	BD	53 117	60 139
1986-08-01	1968-08-01	2206-68	7 3/4	BF	22 708	25 710
1991-11-01	1968-11-01	3466-68	7 1/4	BG	42 719	48 366
1999-07-15	1969-07-15	2080-69	8 3/4	BI	46 512	52 661
1979-10-15	1969-10-15	3118-69	8	BJ	5 861	6 636
1995-12-15	1969-12-15	3820-69	9 3/4	BL	46 513	52 662
1995-03-15	1970-03-15	772-70	9 1/4	BN	56 815	64 326
1997-08-15	1970-08-15	2990-70	9 1/2	BP	70 847	80 213
1985-10-01	1970-10-01	3632-70	9 1/4	BQ	10 200	11 548
1999-01-01	1971-01-01	4598-70	8 3/4	BR	70 596	79 929
1986-03-15	1971-03-15	780-71	8 1/4	BS	14 400	16 304
2001-10-01	1971-10-01	3217-71	8 1/2	BV	73 367	83 066
1986-11-15	1971-11-15	3729-71	8 1/2	BW	21 869	24 760
2002-02-01	1972-02-01	271-72	7 7/8	BX	99 073	112 170
2003-01-01	1973-01-01	3635-72	7 1/2	CC	124 750	141 242
2003-08-01	1973-08-01	2783-73	8 1/2	CF	100 000	113 220
2004-01-01	1974-01-01	4411-73	8 1/4	CI	124 838	141 342
1989-02-01	1974-02-01	383-74	8 1/2	CJ	28 000	31 702
1999-08-01	1974-08-01	2523-74	10 7/10	CM	150 000	169 830
1982-11-20	1974-11-20	4030-74	10	CP	100 000	113 220
2005-01-15	1975-01-15	28-75	10 1/4	CQ	200 000	226 440
2005-08-01	1975-08-01	3435-75	9 3/4	CT	198 750	225 025
2005-11-15	1975-11-15	5038-75	10	CW	250 000	283 050
1996-02-15	1976-02-15	371-76	10 1/4	CX	1 000 000	1 132 200
2006-09-15	1976-09-15	3188-76	8 5/10	CZ	250 000	283 050
1986-11-01	1976-11-01	3695-76	8 1/2	DB	125 000	141 525
1996-12-15	1976-11-18	3901-76	8 3/4	DC	50 000	56 610
1992-08-01	1977-08-01	2333-77	9	DE	121 750	137 845
1997-09-01	1977-09-01	2955-77	9 1/4	DF	225 000	254 745

Filiale (1964, c. 32, A.C. 1304-64)

Compagnie de Pouvoir du Bas St-Laurent						
1984-12-01	1959-12-01		5 7/8	F	805	911
					4 401 831	4 983 753*

En monnaie de la République fédérale d'Allemagne

Hydro-Québec

					DM	
1984-02-01	1969-02-01	86-69	6 3/4		90 000	50 742
1984-09-01	1969-09-01	2331-69	7 1/4		70 000	39 466
1986-09-01	1971-09-01	2874-71	8		90 000	50 742
1987-04-01	1972-04-01	907-72	6 1/2		100 000	56 380
1988-03-01	1973-03-01	685-73	6 1/2		100 000	56 380
1987-08-16	1977-08-16	2553-77	6 1/2		199 500	112 478
1987-12-01	1977-12-01	4129-77	6 1/4		149 500	84 288
					799 000	450 476*

En monnaie de la République fédérale de Suisse

Date d'échéance	Date d'émission	A.C.	Taux %	Valeur nominale	Montant
Hydro-Québec					
				FS	
1987-12-22	1972-12-22	3731-72	6 1/4	80 000	49 360
1979-09-20	1974-09-20	3300-74	9	40 000	24 680
1980-09-05	1975-09-05	3929-75	8	100 000	61 700
1980-12-22	1975-12-22	5335-75	7 3/4	100 000	61 700
1991-08-20	1976-08-20	2635-76	6	80 000	49 360
1981-12-23	1976-12-23	{ 4223-76 4224-76 4225-76 2554-77 2555-77 2556-77 }	5 3/8	300 000	185 100
1982-08-24	1977-08-24	{ 2554-77 2555-77 2556-77 }	5 1/4	300 000	185 100
1992-09-21	1977-09-21	2852-77	5	100 000	61 700
1993-03-23	1978-03-23	637-78	3 3/4	130 000	80 210
				<u>1 230 000</u>	<u>758 910*</u>

En monnaie du Japon

Hydro-Québec

				YEN	
1992-09-20	1977-07-28	2294-77	8 % ₁₀ (max.)	<u>20 000 000</u>	<u>102 120*</u>

* Équivalent canadien de la valeur nominale au 31 mars 1978.

Autres emprunts

La Commission, avec l'autorisation et la garantie du lieutenant-gouverneur en conseil a effectué les emprunts suivants:

- En vertu de l'arrêté en conseil 2020-74 autorisant l'émission de billets à un taux ne dépassant pas 13% par année pour des termes ne dépassant pas trois ans, à condition que le total en cours de ces billets n'excède en aucun temps la somme de \$ 250 000 000. 19 213(1)
- En vertu des arrêtés en conseil 128-77 et 1606-77 autorisant une marge de crédit bancaire en devises du Canada ou des États-Unis, portant intérêt au taux de base courant au moment de l'emprunt pour un montant de \$ 25 000 000 avec chacune des banques suivantes, soit la Banque Canadienne Nationale, la Banque de Montréal, la Banque Provinciale du Canada et la Banque Royale du Canada. 17 200
- En vertu des arrêtés en conseil 2281-70, 420-71, 920-71, 3268-71, 3671-72 et 834-74 autorisant l'émission de billets au gouvernement du Canada portant intérêt à des taux variant de 7 3/16% à 7 15/16%. Ces billets sont payables en 25 versements annuels égaux, de principal et d'intérêt, à compter du 25 mars 1975. 19 235

- d) En vertu de l'arrêté en conseil 3463-73 autorisant l'émission de billets à Énergie Atomique du Canada Limitée, portant intérêt à des taux variant de 7 15/16% à 10%. Ces billets sont payables en 25 versements annuels égaux après le parachèvement du projet impliqué.

151 000

206 648

Moins fonds d'amortissement

8 674 285

31 891(2)

8 642 394

(1) Y compris \$ 15 850 800 représentant l'équivalent canadien d'un montant de \$ 14 000 000 en monnaie des États-Unis.

(2) Y compris \$ 25 824 350 représentant l'équivalent canadien d'un montant de \$ 22 809 000 en monnaie des États-Unis et \$ 625 254 représentant l'équivalent canadien d'un montant de DM 1 109 000 en monnaie de la République fédérale d'Allemagne.

La Commission annule les obligations d'une émission achetée pour le fonds d'amortissement de la même émission.

D'autres garanties d'emprunts ont été autorisées par le lieutenant-gouverneur en conseil dont particulièrement \$ 1 250 000 000 en monnaie des États-Unis d'Amérique selon l'arrêté en conseil 155-78, mais dont les emprunts n'ont pas été effectués au 31 mars 1978.

Office des autoroutes du Québec

S.R., c. 134

(\$ milliers)

Date d'échéance	Date d'émission	A.C.	Taux %	Série	Montant
1979-07-02	1959-07-02	584-59	5 1/4	E	5 390
1979-11-01	1959-11-01	1134-59	6	F	4 500
1984-12-01	1959-12-01	1325-59	5 1/2	G	15 534*
1989-07-15	1964-07-15	1295-64	5 3/4	H	38 750
					64 174
Moins fonds d'amortissement					24 673
					39 501

* Équivalent canadien d'une valeur nominale de \$ 13 720 000 payable en monnaie des États-Unis.

Régie des installations olympiques

1975, c. 72

(\$ milliers)

Conformément à l'article 19a du chapitre 72 des lois de 1975, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, aux conditions qu'il fixe, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de la Régie ainsi que l'exécution de toute obligation de cette dernière.

Au 31 mars 1978, les emprunts de la Régie sont formés comme suit:

	A.C.	Montant
Emprunts sur billets		
Auprès de banques américaines, à un taux d'intérêt variable indexé sur le LIBOR (London Interbank Offered Rate) remboursables en 11 versements semestriels égaux sur chaque prêt et échéant à diverses dates, le premier versement étant dû le 22 juillet 1978 — É.-U. \$ 360 000 000.	2484-76	407 592
Auprès de banques canadiennes, à un taux d'intérêt variable indexé sur le taux préférentiel des banques canadiennes remboursables en 11 versements semestriels égaux sur chaque prêt et échéant à diverses dates, le premier versement étant dû le 1er août 1978.	2646-76	250 000
Auprès d'institutions financières canadiennes, à un taux d'intérêt variable indexé sur le taux préférentiel des banques canadiennes, remboursables en 11 versements semestriels égaux sur chaque prêt et échéant à diverses dates, le premier versement étant dû le 22 juillet 1978.	2485-76	90 000
Marge de crédit bancaire		
Banque de Montréal, en circulation le 31 mars 1978, maximum autorisé étant de \$ 5 000 000	3940-77	3 105
Banque Royale du Canada, en circulation le 31 mars 1978, maximum autorisé étant de \$ 5 000 000	3941-77	3 105
		753 802

Sidbec

1968, c. 77 et modifications

(\$ milliers)

Conformément à l'article 9a de la Loi concernant l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique (1968, c. 77, telle que modifiée), le lieutenant-gouverneur en conseil peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de Sidbec.

Au 31 mars 1976, Sidbec a émis et vendu à la Caisse de dépôt et placement du Québec six séries de débentures à fonds d'amortissement d'une valeur nominale totale de \$ 120 000 000.

Au 31 mars 1978, le solde du principal de ces débentures garanties par le gouvernement du Québec est formé comme suit:

Date d'échéance	Date d'émission	A.C.	Taux %	Série	Montant
1990-12-15	1970-12-15	4602-70	9 1/4	A	9 700
1991-06-15	1971-06-15	2222-71	8 3/4	B	9 850
1991-09-01	1971-09-01	2996-71	9	C	9 850
1989-10-01	1974-10-01	3432-74	10 3/4	D	30 000
1995-05-15	1975-05-15	1710-75	10 1/4	E	30 000
1996-02-16	1976-02-16	384-76	10 3/4	F	30 000
					<u>119 400</u>

Prêts aux éditeurs et libraires

1975, c. 15

(\$ milliers)

En vertu du c. 15 des lois de 1975, la Société de développement industriel du Québec, sur décision du ministre des Affaires culturelles et, le cas échéant, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, peut accorder des garanties de prêts consentis à des éditeurs et libraires.

Une garantie accordée par la Société n'est valide que si le ministre des Finances déclare, sous sa signature, sur le document constatant la garantie, qu'il en a pris connaissance.

Le montant total des garanties accordées en vertu de la présente loi ne peut excéder la somme de \$ 5 000 000.

Au 31 mars 1978, ces garanties de prêts formaient un montant total de

419**Prêts aux étudiants**

1966-67, c. 70 et modifications

(\$ milliers)

Conformément à la Loi des prêts et bourses aux étudiants, 1966-67, c. 70 de modifications, le gouvernement du Québec garantit à toute institution de crédit le remboursement des pertes de principal et d'intérêt résultant de prêts approuvés, ainsi que des dépenses admises par règlement et encourues pour en obtenir le paiement.

Au 31 mars 1978, le solde de ces prêts garantis par le gouvernement du Québec s'élevait à

206 011

Prêts aux municipalités

1963, Session 2, c. 1

(\$ milliers)

Loi pour faciliter le financement de certains travaux municipaux.

Obligations émises par la Commission municipale de Québec à l'Office du développement municipal et des prêts aux municipalités, Ottawa, en vue de consentir des prêts aux municipalités.

Solde au 31 mars 1978

68 190*

Les sommes dues par la Commission municipale de Québec à l'Office de développement municipal et des prêts aux municipalités, Ottawa, de même que les obligations des municipalités détenues par la Commission en contrepartie ne font pas partie de l'actif et du passif du Gouvernement. En effet, il s'agit plutôt là d'une dette de la Commission garantie par le Gouvernement sur autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil. (A.C. 2206-64)

* Détail

Montréal métropolitain: \$ 34 168

Anjou, 141; Beaconsfield, 73; Blainville, 658; Boisbriand, 751; Boucherville, 669; Brossard, 22; Chambly, 86; Châteauguay, 278; Côte-St-Luc, 689; Dollard-des-Ormeaux, 53; Dorion, 87; Dorval, 599; Greenfield Park, 116; Île-Perrot, 72; Lachenaie, 29; Lachine, 170; L'Assomption, 260; Laval, 1 132; L'Épiphanie, 33; Longueuil, 1 775; Mascouche, 177; McMasterville, 59; Mercier, 93; Montréal, 19 598; Montréal-Est, 347; Montréal-Ouest, 21; Mont-Royal, 92; Mont-St-Hilaire, 59; Notre-Dame-de-l'Île-Perrot, 89; Ottenburn Park, 59; Outremont, 142; Pierre-fonds, 378; Pincourt, 192; Pointe-Claire, 466; Repentigny, 105; Rosemère, 370; St-Basile-Le-Grand, 231; St-Bruno-de-Montarville, 220; Ste-Catherine, 71; St-Constant, 4; St-Eustache, 110; St-Hubert, 391; St-Lambert, 100; St-Laurent, 569; St-Léonard, 72; Ste-Thérèse, 762; Terrasse-Vaudreuil, 179; Terrebonne, 393; Varennes, 5; Verdun, 818; Westmount, 303.

Québec métropolitain: \$ 8 240

Ancienne-Lorette, 193; Beauport, 1 346; Charlesbourg, 1 413; Charny, 852; Lévis, 327; Loretteville, 127; Québec, 2 324; St-Félix-du-Cap-Rouge, 252; Ste-Foy, 238; St-Romuald-d'Etchemin, 25; Sillery, 432; Val-Bélair, 711.

Autres: \$ 25 782

Abitibi-Est, 307; Abitibi-Ouest, 144; Argenteuil, 325; Arthabaska, 232; Beauce-Nord, 702; Beauce-Sud, 97; Beauharnois, 155; Bellechasse, 1 281; Berthier, 40; Bonaventure, 1 086; Brome-Missisquoi, 519; Champlain, 533; Charlevoix, 1 432; Chauveau, 229; Chicoutimi, 244; Deux-Montagnes, 14; Drummond, 293; Dubuc, 485; Duplessis, 403; Frontenac, 60; Gaspé, 819; Gatineau, 214; Hull, 405; Huntingdon, 132; Iberville, 89; Îles-de-la-Madeleine, 334; Johnson, 297; Joliette-Montcalm, 169; Jonquière, 310; Kamouraska-Témiscouata, 234; Laurentides-Labelle, 592; Lac-St-Jean, 122; Laprairie, 11; Laviolette, 401; Lotbinière, 705; Maskinongé, 140; Matane, 149; Matapédia, 45; Mégantic-Compton, 85; Montmagny-L'Islet, 207; Montmorency, 202; Nicolet-Yamaska, 99; Orford, 446; Papineau, 676; Pontiac-Témiscamingue, 53; Portneuf, 171; Prévost, 645; Richelieu, 705; Richmond, 251; Rimouski, 486; Rivière-du-Loup, 248; Roberval, 455; Rouyn-Noranda, 783; Saguenay, 1 124; St-Hyacinthe, 206; St-Jean, 608; St-Maurice, 810; Shefford, 441; Sherbrooke, 2 301; Trois-Rivières, 422; Vaudreuil-Soulanges, 192; Verchères, 417.

Prêts pour l'amélioration des fermes

S.R., c. 109, a. 17 et modifications

(\$ milliers)

Conformément aux Statuts refondus, c. 109, a. 17 et modifications, le gouvernement du Québec garantit à toute caisse populaire ou banque qui consent des prêts aux agriculteurs en vertu de la présente loi le remboursement des pertes de principal et d'intérêt qui peuvent lui en résulter jusqu'à concurrence de 10% du montant total de ces prêts.

Au 31 mars 1978, les prêts consentis s'élevaient à \$ 531 161 864 et les remboursements à \$ 373 427 648 laissant un solde de \$ 157 734 216.

10 % x \$ 531 161 864

53 116

Prêts pour favoriser l'aménagement et la modernisation d'usines laitières régionales

1966-67, c. 46 et modifications

(\$ milliers)

En vertu du c. 46 des lois de 1966-67 et modifications, le ministre de l'Agriculture peut, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil et après avoir obtenu l'avis de la Régie des marchés agricoles du Québec:

- garantir au nom du gouvernement du Québec et aux conditions qu'il détermine le remboursement total ou partiel du montant en principal et en intérêts de tout prêt consenti pour les fins prévues par la loi;
- s'engager à verser, à titre de contribution à l'amortissement de la dette, au cours de chacune des cinq années qui suivent la date où la garantie est accordée, une somme égale à quatre pour cent du montant dont le remboursement est garanti.

Le montant total des garanties accordées ne peut excéder la somme de \$ 32 000 000.

Nom et adresse de l'entreprise	Date de l'acte de fiducie	Date d'échéance	A. C.	Taux %	Montant
Association coopérative laitière du Saguenay-Lac St-Jean, Chambord, Roberval	1969-12-15	1984-12-15	{ 2609-69 3643-69 }	8 1/2	1 239
	1976-06-01	1991-06-01	2896-76	9 3/4, 10, 10 1/2	2 800
Coopérative agricole de la Côte Sud, St-Jean-Port-Joli, L'Islet	1977-09-15	1992-09-15	480-77	10	1 325
Coopérative agricole régionale de Papineau, Plaisance, Papineau	1971-05-01	1986-05-01	1455-71	8 1/2	540
Coopérative laitière du Sud de Québec, Ste-Claire, Dorchester	1969-12-15	1984-12-15	3644-69	9	637
Laiterie Chez Nous Ltée, St-Raymond, Portneuf	1971-09-15	1981-09-15	1456-71	8 1/4	91
Laiterie Cité Ltée, Québec	1975-05-15	1990-05-15	512-75	10	1 634
Laiterie Dallaire Ltée, Rouyn, Rouyn-Noranda	1976-02-01	1986-02-01	87-76	10 1/2	880
					9 146

Prêts aux producteurs agricoles et aux propriétaires forestiers

1972, c. 38 et modifications, c. 39. 1975, c. 33 et modifications

(\$ milliers)

En vertu du c. 38 des lois de 1972 et modifications, le gouvernement du Québec, aux conditions qu'il détermine, garantit à toute banque ou caisse d'épargne ou de crédit le remboursement des pertes de principal et d'intérêt résultant d'un prêt n'excédant pas \$ 50 000 à un agriculteur, une corporation d'exploitation agricole, une coopérative ou une société d'exploitation agricole.

Au 31 mars 1978, les prêts consentis et non remboursés s'élevaient à

3920

Prêts aux producteurs agricoles et aux propriétaires forestiers
1972, c. 38 et modifications, c. 39, 1975, c. 33 et modifications
(suite)

(\$ milliers)

En vertu du c. 39 des lois de 1972, le gouvernement du Québec, aux conditions qu'il détermine, garantit à toute banque ou caisse d'épargne ou de crédit qui consent des prêts aux producteurs agricoles durant les périodes critiques le remboursement des pertes de principal et d'intérêt résultant d'un emprunt ainsi que les dépenses admises par règlement et encourues pour obtenir le paiement du principal et de l'intérêt de ces prêts.

Au 31 mars 1978, les prêts consentis et non remboursés s'élevaient à

964

En vertu du c. 33 des lois de 1975 et modifications, le gouvernement du Québec, aux conditions qu'il détermine, garantit à toute banque ou caisse d'épargne ou de crédit le remboursement des pertes de principal et d'intérêt résultant d'un prêt consenti en vertu de l'article 13 de cette Loi du crédit forestier ainsi que des dépenses admises par règlement et encourues pour obtenir le paiement du principal et de l'intérêt de ce prêt.

Au 31 mars 1978, les prêts consentis et non remboursés s'élevaient à

1 941

6 825

Prêts aux sociétés coopératives agricoles et aux corporations exerçant des activités similaires
S.R., c. 101 et modifications

(\$ milliers)

Conformément aux Statuts refondus, c. 101, art. 19, 20, 21 et modifications, le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre de l'Agriculture, peut affecter un fonds annuel de \$ 4 000 000, créé depuis le 1^{er} avril 1973 à garantir le remboursement de prêts consentis aux sociétés coopératives agricoles ou aux corporations exerçant des activités similaires.

Les modalités, conditions et délais de remboursement de ces prêts garantis sont déterminés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Nom et adresse de l'entreprise	Échéance	Date du cautionnement	A.C.	Taux %	Montant
Sociétés coopératives agricoles					
Association coopérative de Normandin, Normandin, Roberval	1990	1975-03-11	2485-74	10 1/2	290
	1991	1976-01-05	3951-75	10 1/2	130
Chaîne coopérative du Saguenay-Lac St-Jean, St-Bruno, Lac St-Jean	1983	1963-04-30	143-63	6	21
	1984	1969-09-05	1264-69	9	77
Coopérative agricole du Lac St-Pierre, Nicolet	1982	1962-11-05	873-62	5 3/4	54
	1981	1966-08-08	688-65	6	24
	1983	1972-09-27	798-72	8 3/4	54
Coopérative de Dorchester, St-Anselme	1983	1963-05-17	304-63	6 1/2	60
Coopérative des Pomiculteurs du Québec, Farnham, Missisquoi	1985	1970-03-19	3189-69	9 3/4	105

Sociétés coopératives agricoles

(suite)

Nom et adresse de l'entreprise	Échéance	Date du cautionnement	A.C.	Taux %	Montant
Couvoir coopératif St-Augustin, Portneuf	1981	1969-11-06	2523-69	9 1/4	20
	1984	1974-03-15	188-74	9 1/2	30
Meunerie coopérative agricole St-Charles, Bellechasse	1984	1969-09-18	187-69	8 1/2	47
Société coopérative agricole de Charlevoix, La Malbaie	1981	1972-03-30	464-72	9 1/2	12
Société coopérative agricole de l'Île d'Orléans, St-Pierre, I.O	1985	1970-04-08	836-70	10	90
Société coopérative agricole de St-Félix-de-Kingsey, Drummond	1988	1977-02-21	3118-76	11 1/4	115
Société coopérative agricole de St-Jérôme, Lac St-Jean	1984	1964-07-02	792-64	6	30
Société coopérative agricole de Sherbrooke	1981	1966-11-15	1119-65	6	43
Société coopérative agricole de la Vallée-de-la-Lièvre, Mont-Laurier	1985	1973-05-02	1129-73	8 1/2	89
Société coopérative agricole des Bois-Francis, Victoriaville	1985	1965-04-14	392-65	6 1/2	48
Société coopérative agricole Etchemin, St-Anselme, Dorchester	1982	1967-10-31	2565-67	7 1/4	42
	1986	1971-10-21	3200-71	8 1/2	102
Société coopérative agricole Légubec, St-Jean-Baptiste, Rouville	1984	1972-10-03	2651-72	9 3/4	86
	1987	1974-07-05	1881-74	9 3/4	148
Société coopérative agricole régionale de Rivière-du-Loup, Trois-Pistoles	1985	1965-06-07	1716-64	6 1/2	16
Société coopérative agricole régionale de Ste-Rosalie, Bagot	1982	1968-02-26	2373-67	7 1/2	100
					1 833
Corporations exerçant des activités similaires					
Les Aliments Beattie Inc., Hemmingford	1979	1974-06-20	1880-74	10 1/2	195
Fédération des producteurs d'oeufs de consommation du Québec, Boucherville	1985	1975-06-20	{ 1833-75 2217-75	*	1 245
					1 440
					3 273

* Taux n'excédant pas 1% de plus que le taux de base bancaire.

Crédit aux pêcheries maritimes

S.R., c. 210 et modifications

(\$ milliers)

Conformément aux Statuts refondus, c. 210 et modifications, le Gouvernement peut garantir, jusqu'à concurrence d'une somme totale de \$ 500 000, le remboursement d'avances ou de prêts consentis, ou d'emprunts effectués pour des fins de pêche maritime, par des associations coopératives, des fédérations d'associations coopératives, des caisses d'épargne et de crédit et des unions ou fédérations de caisses d'épargne et de crédit.

Au 31 mars 1978, le solde des prêts garantis en vertu de cette loi était le suivant:

	Date d'échéance	A.C.		Taux %	Montant
		No	Date		
Pêcheurs Unis de Québec Caisse centrale Desjardins de Lévis	1981-06-01	682	1969-03-12	9 1/2	100

Association athlétique nationale de la jeunesse

1959-60, c. 19; 1960-61, c. 9

(\$ milliers)

Date d'échéance	Date d'émission	A.C.	Taux %	Montant
1980-05-01	1960-05-01	395-60	6	962*
1981-09-15	1961-09-15	1652-61	5 1/2	800
				1 762

* Après avoir déduit un fonds d'amortissement de \$ 1 357 931 et un montant de \$ 80 000 apparaissant dans les dettes assumées sur un emprunt de \$ 2 400 000.

Ville de Longueuil (Cité de Jacques-Cartier)

1950-51, c. 19; 1966, c. 22

(\$ Milliers)

Date d'échéance	Date d'émission	A.C.	Taux %	Montant
1991-02-01	1966-02-01	485-66	6	2 412

Régie de la Place des Arts, Montréal

1964, c. 19 et modifications

Conformément au chapitre 19 des lois de 1964, au chapitre 20 des lois de 1965, aux arrêtés en conseil 679-65 et 904-66, à une convention de fiducie du 15 avril 1965 et à une convention supplémentaire de fiducie du 1er juin 1966, le gouvernement du Québec et la ville de Montréal se sont engagés à payer en parts égales les déficits de la Régie, y compris toutes dépenses d'opération et de nature "capital", l'intérêt et l'amortissement de deux (2) emprunts dont l'un de \$ 20 000 000 émis le 15 avril 1965 et l'autre de \$ 13 000 000 émis le 1er juin 1966.

AUTRES PASSIFS ÉVENTUELS

Sidbec

Conformément à l'arrêté en conseil 4226-76 et selon les dispositions de l'article 9a du chapitre 77 des lois de 1968 et modifications, le gouvernement du Québec a garanti, en vertu d'un contrat de cautionnement, le paiement des montants à être versés par Sidbec aux termes d'un contrat de parachèvement de son complexe intégré d'exploitation minière. Ce contrat prévoit principalement des contributions additionnelles en capital à Sidbec-Normines Inc. et le versement de certaines sommes en cas de manque de fonds de Sidbec-Normines Inc. ou de défaut en regard du paiement de primes et d'intérêts et du remboursement du capital des obligations émises par Sidbec-Normines Inc., lesquelles s'élevaient au 31 mars 1978 à \$ 400 699 230, dont \$ 338 831 230 représentant l'équivalent canadien d'un montant de \$ 299 268 000 en monnaie des États-Unis au taux de change en vigueur le 31 mars 1978. Les obligations de Sidbec dans n'importe laquelle de ces situations ne pourraient être inférieures à sa quote-part de 50,1 % de participation dans l'équité de Sidbec-Normines Inc.

Société générale de financement du Québec

Conformément aux arrêtés en conseil 84-77 et 1067-77 et selon les dispositions de l'article 11a du chapitre 54 des lois de 1962 et modifications, le gouvernement du Québec a garanti, en vertu d'un contrat de parachèvement du complexe forestier intégré de pâte kraft blanchie, le paiement des montants à être versés par la Société générale de financement du Québec aux termes du contrat de parachèvement et d'un contrat de cautionnement. Ces contrats prévoient principalement des contributions additionnelles de capital à Donohue St-Félicien Inc. et le versement de sommes d'argent en cas de manque de fonds de Donohue St-Félicien Inc. ou de défaut en regard du paiement de primes et d'intérêts et du remboursement du capital des obligations émises par Donohue St-Félicien Inc., lesquelles s'élevaient au 31 mars 1978 à \$ 109 762 800 dont \$ 83 782 800 représentant l'équivalent canadien d'un montant de \$ 74 000 000 en monnaie des États-Unis au taux de change en vigueur le 31 mars 1978.

Société de développement industriel du Québec

Conformément aux arrêtés en conseil 3425-77, 3426-77 et 3427-77 et selon les dispositions de l'article 45 du chapitre 64 des lois de 1971 et modifications, le gouvernement du Québec a garanti, en vertu de deux (2) contrats de cautionnement relatifs à la construction de six (6) navires par Marine Industrie Limitée, le paiement des montants qui pourraient être versés en cas de défaut par la Société de développement industriel du Québec, jusqu'à concurrence de \$ 110 000 000 en monnaie des États-Unis, en capital et intérêts. Cette garantie porte sur des prêts et avances consentis par la Société pour l'Expansion des Exportations à Marine Industrie Limitée, une filiale de la Société générale de financement du Québec. Au 31 mars 1978, les prêts et avances consentis par la Société pour l'Expansion des Exportations à Marine Industrie Limitée se chiffraient à \$ 92 375 039 en monnaie des États-Unis équivalant à \$ 104 587 019 en monnaie du Canada, selon le taux de change en vigueur le 31 mars 1978.

ENGAGEMENTS

(\$ milliers)

	<u>Budgétaires</u>	<u>Non budgétaires</u>
Sommaire		
Autorisés par certaines lois	102 814	293 900
Autorisés par le Conseil des ministres et le Conseil du trésor		
Subventions pour le remboursement d'emprunts relatifs à des dépenses en capital		
Institutions de santé et de bien-être	455 257*	
Commissions scolaires, collèges d'enseignement général et professionnel et universités	1 209 826	
Subvention à la Communauté urbaine de Montréal pour 60% du service de la dette afférente à des dépenses en capital		
Métro de Montréal	403 396*	
Traitement des eaux usées	48 666*	
Acquisitions de biens en capital payables par versements	3 337	
	<u>2 223 296**</u>	<u>293 900</u>
		<u>2 517 196</u>

* Les emprunts en monnaie étrangère apparaissent en équivalent canadien de la valeur nominale aux taux de change en vigueur le 31 mars 1978 comme suit:

1 É.-U. (Dollar) = \$ Can. 1,1322
 1 DM (Deutsche Mark) = \$ Can. 0,5638

** Pour établir le montant de ces engagements au 31 mars 1978, les intérêts jusqu'à échéance ont été ignorés.

NOTE: D'autres engagements n'apparaissent pas à cet état, tel que mentionné à la page 14 des conventions comptables.

ENGAGEMENTS
 (suite)

OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES
 (\$ milliers)

Autorisés par certaines lois

Loi de l'habitation familiale, S.R., c. 110 et modifications	
Engagements au 31 mars 1978	278 475
Moins:	
Annulation d'engagements par suite de ventes et remboursements par anticipation	68 578
	<hr/>
Engagements réels au 31 mars 1978	209 897*
Moins:	
Montant payé	161 156**
	<hr/>
	48 741
Loi modifiant la Loi approuvant la Convention de la Baie James et du Nord québécois, 1976, c. 46 et modifications	30 000***
Loi modifiant la Charte du Centre de recherche industrielle du Québec, 1969, c. 62 et modifications	19 500
Loi de la Communauté régionale de l'Outaouais, 1969, c. 85 et modifications: subvention payable à la Société d'aménagement de l'Outaouais en vertu de l'article 335	1 000
Loi de la Communauté urbaine de Québec, 1969, c. 83 et modifications: subvention à la Commission de transport de la Communauté urbaine de Québec, en vertu de l'article 325	3 497
Loi facilitant davantage les progrès scolaires 1955-56, c. 39: emprunts des commissions scolaires de 1946 à 1956.	76
	<hr/>
	102 814
	<hr/>

* Les engagements autorisés par la loi ne doivent pas excéder \$ 225 000 000.

** Le montant payé tient compte des recouvrements de dépenses des années antérieures.

*** Ne comprend pas les subventions futures dont les crédits doivent être votés par des lois de subsides.

ENGAGEMENTS

(suite)

OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES

(suite)

(\$ milliers)

Autorisés par le Conseil des ministres et le Conseil du trésor

Subventions pour le remboursement d'emprunts relatifs à des dépenses en capital

	A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
Institutions de santé et de bien-être					
Alma: Hôtel-Dieu	2403	1964-12-16	1980-01-02	610	
	1634	1976-05-05	1996-05-15	1 270	1 880
Amos: Hôtel-Dieu	1347 } 1377 }	1963-08-14	1978-09-15	39	
	1649 } 3141 }	1963-09-25 } 1972-10-25 }	1982-11-01	2 070	2 109
Arthabaska: Hôtel-Dieu	1993	1964-10-21	1979-09-15	716	
	1974	1965-10-06	{ 1979-11-01 1980-11-01	196 1 500	
	1241	1977-04-20	1987-05-02	2 475	4 887
Asbestos: Centre hospitalier d'Asbestos	3772	1973-10-22	{ 1983-11-01 1993-11-01	1 062 1 000	2 062
Bagotville: Hôpital de la Baie- des-Ha! Ha! Inc.	147	1971-01-13	{ 1981-01-15 1982-01-15	84 1 900	1 984
Baie-Comeau: Hôpital Général	3330	1977-10-12	1980-10-17		1 050
Beauport:					
Centre hospitalier Robert Giffard	170 } 345 }	1967-02-22	1987-02-01	3 054	
	170	1977-01-19	{ 1982-02-01 1987-02-01	400 3 700	7 154
Hôpital St-Augustin (Courville)	3352	1970-09-02	{ 1980-09-01 1990-09-01	75 1 900	1 975
Cap-aux-Meules (I.M.): Centre hospitalier Notre-Dame-de-la- Garde	2405	1970-06-17	1978-06-01		19
Cap-de-la-Madeleine: Hôpital Cloutier	2096	1963-11-27	1978-12-01		112
Chandler: Centre hospitalier de Chandler	1187 4147	1974-03-27 1974-11-13	1979-04-15 1994-11-15	2 350 3 500	5 850
Chicoutimi: Hôpital de Chicoutimi Inc.	2036 3587 3202	1964-10-28 1970-09-23 1977-09-28	1979-11-15 1978-10-01 { 1982-10-03 1987-10-03	536 2 555 500 2 500	6 091
Chicoutimi-Nord: Institut Roland Saucier	4046 716	1971-12-01 1973-03-07	{ 1980-12-01 1981-12-01 1983-03-15	60 1 820 1 685	3 565

ENGAGEMENTS

(suite)

OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES

(suite)

(\$ milliers)

	A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
Cowansville: Hôpital Brome- Missisquoi-Perkins	3967	1969-12-10	{ 1981-11-15 1989-11-15	815 (a) 700	
	908	1977-03-23	1980-04-01	1 300	2 815
(a) si racheté avant échéance: \$ 807 000					
Dolbeau: Hôtel-Dieu du Sacré-Coeur-de- Jésus	1127	1972-04-26	1982-05-01		1 760
Drummondville: Hôpital Ste-Croix	1345	1963-08-08 }	1978-09-15	93	
	1375	1963-08-14 }			
	883	1968-03-29	1981-09-01	2 916	3 009
Farnham: Les Foyers Farnham Inc.	1271	1970-03-25	1980-04-15		109
Gaspé: Hôtel-Dieu	1379	1963-08-14	1978-09-15	38	
	1177	1966-07-20	1981-08-01	1 367	
	2267	1971-06-29	{ 1978-07-01 1979-07-01	25 2 325	
	1399	1973-04-17	1983-05-01	2 496	
	1489	1975-04-11	1985-04-14	2 300	8 551
Granby: Centre hospitalier de Granby	4289	1974-11-20	1994-11-01	2 500	
	5112	1975-11-19	1980-12-01	1 800	
	2524	1976-07-21	1986-08-02	3 000	7 300
Greenfield Park: Hôpital Charles LeMoine	13	1978-01-05	1988-01-16		2 000
Hull: Centre hospitalier du Sacré-Coeur	4921	1975-11-05	1985-11-17	2 300	
	114	1978-01-18	{ 1983-01-16 1988-01-16	1 000 3 000	
	2506	1977-08-03	1987-08-08	3 000	9 300
Centre hospitalier Pierre-Janet	4287	1974-11-20	1994-11-15		2 400
Joliette: Centre hospitalier régional DeLanaudière	2545	1975-06-18	1980-07-03	720	
	955	1976-03-17	1982-04-01	2 600	
	1582	1977-05-18	1983-06-01	3 000	6 320
Jonquière: Centre hospitalier Jonquière	22	1965-01-05	1980-01-15	640	
	2740	1972-09-20	{ 1982-10-01 1992-10-01	1 240 400	2 280
La Malbaie:					
Accueil Bellerive Inc.	4536	1970-12-09 }	1981-12-01		207
	550	1971-02-10 }			
Centre hospitalier St-Joseph-de-la-Malbaie	1636	1976-05-05	1981-05-15		940
Lasalle: Hôpital Général Lasalle	803	1971-03-03	1981-03-15		1 580

	A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
LaSarre: Centre hospitalier St-François-d'Assise	1426	1965-07-27	1980-09-01		155
La Tuque: Hôpital St-Joseph	1346	1963-08-08 }	1978-09-15		164
	1376	1963-08-14 }			
Laval:					
CAPEQ, Inc.	1392	1972-05-24	1987-01-15		306
Cité de la Santé de Laval	925	1975-03-05	{ 1981-03-15	600	
	5207	1975-11-26	{ 1985-03-15	3 800	
	1742	1977-06-01	{ 1985-12-15	6 000	
	12	1978-01-05	{ 1983-06-16	2 100	
			{ 1988-01-16	2 065	14 565
Jewish General Hospital	388	1967-02-22	1992-03-01		5 958
Lebel-sur-Quévillon: Hôpital Lebel	4149	1974-11-13	1994-11-15		1 000
Lévis: Hôtel-Dieu de Lévis	1632	1964-08-26	1979-06-01	842	
	2023	1966-11-02	1986-11-01	1 100	
	3817	1971-11-10	{ 1980-11-01	78	
	3885	1976-11-03	{ 1981-11-01	2 366	
	174	1978-01-25	{ 1986-11-15	2 200	
			{ 1983-02-01	500	
			{ 1988-02-01	1 635	8 721
Louiseville: Hôpital Comtois Inc.	48	1965-01-13 }	1980-02-01		203
	100	1965-01-20 }			
Lourdes-du-Blanc-Sablon: Corporation de l'Hôpital Notre-Dame	4246	1969-12-31	1990-01-15		450
Magog: Hôpital de la Providance	2053	1973-06-06	1983-08-01		840
Matagami: Centre hospitalier Isle-Dieu Inc.	1486	1969-05-14	1979-06-01		958
Montmagny: Hôtel-Dieu	1380	1963-08-14	1978-09-15	57	
	2554	1970-06-30	1978-07-15	2 325	
	148	1971-01-13	{ 1981-01-15	75	
			{ 1983-01-15	1 100	3 557
Montréal:					
Centre d'accueil Berthelet Inc.	3024	1977-09-15	1987-10-03		2 000
Centre hospitalier thoracique de Montréal	246	1964-02-05	1979-03-15		244
Centre de santé St-Henri Inc.	923	1975-03-05	{ 1979-03-15	150	
			{ 1980-03-15	150	
			{ 1982-03-15	300	
			{ 1985-03-15	450	
	440	1976-02-11	{ 1982-02-23	2 000	
	174	1977-01-19	{ 1987-02-02	2 500	5 550
Conseil de la santé et des services sociaux de la région de Montréal métropolitain	3760	1977-11-10	1982-11-22		1 000
Corporation Domrémy	162	1968-01-24	1988-02-01		657

ENGAGEMENTS

(suite)

OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES

(suite)

(\$ milliers)

	A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
Hôpital Jean-Talon	785	1968-03-29	1978-04-15	4 271	
	3229	1972-10-31	1982-11-15	2 375	
	2306	1974-06-19	1984-07-03	2 500	9 146
Hôpital Maisonneuve-Rosemont	2082	1974-06-04	1984-06-15	1 500	
	3708	1974-10-16	1984-11-01	1 900	
	14	1978-01-05	{ 1983-01-16	1 500	
			{ 1988-01-16	2 535	7 435
Hôpital Marie-Clarac	4404	1973-11-28	1983-12-01		1 845
Hôpital Marie-Enfant	3007	1976-09-01	1981-09-15		2 260
Hôpital Notre-Dame	47	1965-01-13	1980-02-01	556	
	3090	1968-09-24	{ 1978-10-15	100	
			{ 1998-10-15	1 100	
	3119	1969-10-22	1979-10-31	5 638 (1)	
	3964	1969-12-10			
	149	1971-01-13	1981-02-01	10 200	
	407	1977-02-09	{ 1982-03-01	750	
			{ 1987-03-01	4 700	23 044
Hôpital Notre-Dame-de-la-Merci Inc.	1456	1965-07-27	1980-08-01		1 326
Hôpital Rivière-des-Prairies	3019	1969-10-08	1987-08-15		490
Hôpital du Sacré-Coeur	3487	1970-09-17	{ 1980-09-01	60	
			{ 1990-09-01	1 300	
	34	1971-01-06	{ 1981-01-02	75	
	185	1973-01-23	{ 1983-01-02	2 250	
			1983-02-01	2 020	5 705
Hôpital Ste-Jeanne-d'Arc	135	1969-01-15	1979-02-01		4 093
Hôpital Ste-Justine	976	1965-05-11	1983-07-02	5 335	
	2336	1966-11-30	1987-01-02	1 376	
	3691	1968-11-14	1978-12-01	6 169	
	2362	1969-08-13	{ 1979-09-01	170	
			{ 1989-09-01	594	
	3191	1973-09-05	1983-09-15	960	
	4030	1975-09-03	{ 1978-09-15	230	
			{ 1979-09-15	230	
			{ 1980-09-15	230	
			{ 1980-01-17	870	
	179	1977-01-17	{ 1982-01-17	1 695	
			{ 1987-01-17	5 100	22 959
Hôpital St-Luc	971	1972-03-29	{ 1982-04-15	2 940	
			{ 1992-04-15	1 000	
	3496	1976-10-12	1981-10-15	1 240	
	3572	1977-10-26	{ 1978-11-01	500	
			{ 1983-11-01	1 780	7 460
Hôpital Santa-Cabrini	3353	1970-09-02	1987-12-31		2 855
Hôtel-Dieu	4329	1971-12-22	1982-01-15	3 760	
	924	1975-03-15	{ 1981-03-15	375	
			{ 1985-03-15	1 200	5 335
Institut de cardiologie	4150	1974-11-13	1984-11-15	1 050	
	2544	1975-06-18	1981-07-07	1 700	2 750

	A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
Institut de diagnostic et de recherches cliniques de Montréal	2360	1977-07-20	1980-08-01		1 164
Institut Philippe-Pinel	1662	1968-06-05	1978-07-02	7 967	
	3388	1969-11-05	1979-12-01	5 638 (2)	13 605
Institut des Sourds	2803	1968-08-27	1978-08-01		701
Mont St-Antoine Inc.	775	1970-03-02	1979-03-01		40
Montréal Children's Hospital	1363	1968-05-08	1978-06-01	1 991	
	552	1975-02-05	1985-02-15	805	2 796
Montréal General Hospital	1487	1969-05-14	1979-06-02		1 339
	1934	1969-06-26			
Reddy Memorial Hospital	1685	1967-06-22	1992-07-01	2 318	
	2010	1977-06-22	1982-07-04	1 620	3 938
St-Mary's Hospital	1376	1968-05-13	1978-06-01	3 322	
	1478	1976-04-21	1986-05-01	2 600	5 922
Villa Notre-Dame-de-Grâce	3715	1970-10-07	1990-12-01		394
Noranda: Centre hospitalier Rouyn-Noranda	2220	1964-11-18	1979-12-15	182	
	2461	1971-07-14	1979-07-15	2 820	
	4121	1971-12-08	1980-12-15	75	
			1981-12-15	775	
			1991-12-15	1 500	
	4024	1973-11-08	1983-12-01	1 920	
	2355	1977-07-20	1981-08-01	300	
			1983-08-01	3 425	
			1978-06-20	300	
	1938	1977-06-15	1979-06-20	300	
			1980-06-20	300	
			1982-06-20	700	
			1984-06-20	500	
			1987-06-20	400	13 497
Notre-Dame-du-Lac: Hôpital Notre-Dame-du-Lac	3397	1972-11-15	1982-12-01		950
Pointe-Claire: Lakeshore General Hospital	2201	1964-11-18	1979-12-15		2 561
Québec:					
Centre d'accueil St-Antoine	546	1965-03-23	1980-03-01		1 448
Hôpital Christ-Roi (Vanier)	2094	1963-11-27	1978-12-01	97	
	2969	1977-09-07	1987-09-15	1 250	1 347
Hôpital de l'Enfant-Jésus	1188	1966-07-27	1980-08-01	183	
			1981-08-01	4 373	
	1547	1967-06-09	1987-06-01	409	
	440	1972-02-16	1982-03-01	1 128	
	488	1974-02-06	1984-02-15	1 800	
	1856	1977-06-08	1987-06-15	2 750	10 643

ENGAGEMENTS

(suite)

OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES

(suite)

(\$ milliers)

	A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
Hôpital St-François-d'Assise	2671	1967-09-27	1987-10-01	174	
	737	1969-03-19	1979-04-01	3 834	
	4738	1970-12-22	{ 1981-01-02	150	
			{ 1983-01-02	3 500	
	3964	1972-12-20	1983-01-03	3 750	
	1571	1976-04-28	1986-05-01	4 500	
	3203	1977-09-28	1982-10-04	1 150	17 058
Hôpital du St-Sacrement	4020	1974-11-06	{ 1980-11-15	390	
			{ 1984-11-15	520	
	926	1975-03-05	{ 1981-03-15	600	
	1011	1975-03-12	{ 1984-03-15	600	
			{ 1985-03-15	2 100	4 210
Hôtel-Dieu	4326	1976-12-22	1987-01-04		7 400
Repentigny: Hôpital Le Gardeur Inc.	3585	1970-09-23	1980-10-01		195
Rimouski: Hôpital St-Joseph	710	1977-03-09	1987-03-15		3 200
Roberval: Hôtel-Dieu	1814	1966-10-19	1986-11-01	919	
	178	1977-01-19	1987-02-01	2 840	3 759
Ste-Agathe-des-Monts: Laurentian Chest Hospital	247	1964-02-05	1979-03-15		130
Ste-Anne-des-Monts: Hôpital des Monts	1963	1971-06-01	1989-06-15	2 000	
			{ 1982-09-15	90	
	3129	1973-08-29	{ 1983-09-15	1 088	
			{ 1993-09-15	500	
			{ 1978-04-15	440	
	1490	1975-04-11	{ 1980-01-15	880	4 998
Centre d'accueil Pavillon de la Montagne	3541	1975-07-31			
	3373	1976-09-29	1984-09-01		350
St-Eustache: Centre hospitalier St-Eustache	4756	1975-10-29	1985-11-05		1 950
Ste-Foy: Centre Cardinal Villeneuve Inc.	3637	1969-11-26	1989-12-01	500	
	173	1977-01-19	1987-02-01	1 170	1 670
Centre hospitalier de l'Université Laval	3036	1973-08-02	{ 1983-09-01	3 200	
			{ 1993-09-01	800	
	3941	1973-10-31	{ 1983-11-15	1 100	
			{ 1993-11-15	500	
	4959	1975-11-12	{ 1979-12-01	1 500	
			{ 1985-12-01	5 000	
	4111	1976-11-24	1986-12-01	1 800	13 900
Hôpital Laval (1975)	1060	1965-05-26			
	1249	1965-06-22	1980-07-02		838
St-Georges Ouest: Hôtel-Dieu Notre-Dame-de-Beauce	810	1965-04-23	1980-05-01	209	
	2311	1972-08-09	1982-08-15	2 640	2 849

	A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
St-Hyacinthe:					
Hôpital Honoré-Mercier	2404	1970-06-17	1980-07-02	4 650	
	1768	1971-05-18	1978-06-01	3 290	
	692	1972-03-08	1982-03-15	1 410	
	736	1975-02-19	1985-03-01	4 500	13 850
St-Jean: Hôpital du Haut-Richelieu	957	1971-03-16	1981-04-01	4 700	
	451	1973-02-14	1983-03-01	1 385	
	1635	1976-05-05	1986-05-15	4 875	10 960
St-Jean-Port-Joli: Centre local de services communautaires de Trois-Saumons	116	1978-11-18	1988-01-19		1 600
St-Jérôme (Terrebonne): Hôtel-Dieu	1381	1963-08-14	1980-01-15	154	
	23	1965-01-05			
	2825	1971-08-11		2 350	
	3965	1972-12-20		2 755	
	1242	1977-04-20		1 500	
	671	1978-03-08		1 300	8 059
St-Michel: Hôpital St-Michel	1029	1965-05-18	1980-06-15		2 083
	1030				
Shawinigan:					
Centre hospitalier Ste-Thérèse-de-Shawinigan	737	1975-02-19	1985-03-01		1 470
Hôpital régional de la Mauricie	977	1969-03-28	1979-04-15	1 919	
	377	1972-02-09	1982-02-15	2 350	
	859	1976-03-10	1982-04-01	3 500	7 769
Sherbrooke:					
Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke	2237	1968-07-24	1978-08-15	9 488	
	106	1974-01-09	1984-01-15	1 900	11 388
Corporation de l'Hôpital d'Youville	3162	1969-10-22	1980-06-01	128	
	3990	1976-11-10	1986-11-17	1 565	1 693
Hôpital général St-Vincent-de-Paul	367	1969-02-14	1979-03-01		1 454
Hôtel-Dieu	1701	1966-09-28	1986-11-01	917	
	1815	1966-10-19			
	2820	1972-09-27	{ 1982-10-01	1 340	
			{ 1992-10-01	400	
	3991	1976-11-10	1986-11-15	1 910	4 567
Sorel:					
Hôpital général	1636	1966-09-20	{ 1981-10-15	276	
			{ 1986-10-15	458	734
Hôtel-Dieu	2268	1971-06-29	{ 1980-07-01	75	
			{ 1981-07-01	2 275	
	1542	1976-04-28	1986-05-01	4 475	6 825

ENGAGEMENTS

(suite)

OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES

(suite)

(\$ milliers)

	A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
Thetford Mines: Hôpital général de la région de l'Amiante Inc.	3428	1969-11-12	{ 1981-11-01 1989-11-01	923 (b) 700	
	2531	1970-06-30	1990-07-02	2 650	
	4208	1971-12-15	1991-12-15	3 400	
	4196	1976-12-08	1986-12-15	1 125	8 798
(b) si racheté avant échéance: \$ 914 000					
Trois-Rivières: Centre hospitalier Ste-Marie	1548	1972-06-06	1982-06-01		1 070
Val-d'Or:					
Centre d'Orientation l'Étape Inc.	5304	1975-12-03	1981-12-15		668
Hôpital St-Sauveur	3860	1969-12-03	1989-12-15	1 172	
	2052	1973-06-06	1983-06-15	2 400	
	3293	1974-09-11	1994-09-15	3 150	6 722
Verdun:					
Centre hospitalier de Verdun	3525	1974-10-02	1984-10-15	2 000	
	1583	1977-05-18	1983-06-01	2 500	4 500
Hôpital Champlain	3026	1970-08-12	{ 1978-08-15 1990-08-15	25 755	
	2437	1974-07-03	1984-07-15	1 500	
	1134	1977-04-13	{ 1980-04-15 1985-04-15 1987-04-15	555 300 345	3 480
Victoriaville: Centre hospitalier des Bois-Francs	405	1977-02-09	1987-02-15	2 225	
	2007	1977-06-22	1987-07-04	2 150	4 375
Total (voir l'échéancier sommaire présenté à la page 6-97)					455 257*

(1) DM 10 000 000 (Deutsche Marks)

(2) DM 10 000 000 (Deutsche Marks)

* Excluant la compensation financière accordée aux Communautés religieuses pour leur désintéressement de l'oeuvre concernée; cette compensation est payable sur une période d'années déterminée et porte intérêts à raison de 5% par année (voir page 6-75)

* Compensation financière accordée aux Communautés religieuses pour leur désintéressement de l'oeuvre concernée.

		A.C. ou C.T.	Date du dernier versement	Solde du principal
	No	Date		
Amos: Hôtel-Dieu	74350	1973-09-19	1983-08-01	60
Buckingham: Centre hospitalier de Buckingham	74351	1973-09-19	1983-08-01	240
Drummondville: Hôpital Ste-Croix	74348	1973-09-19	1983-08-01	60
Grand-Mère: Centre hospitalier Laflèche	3510	1973-09-25	1983-02-01	450
La Tuque: Hôpital St-Joseph	74349	1973-09-19	1983-08-01	180
Maria: Centre hospitalier Baie-des-Chaleurs	855	1976-03-10	1979-03-10	100
Montréal:				
Centre hospitalier St-Benoît	81047	1974-06-05	1978-12-01	100
Hôpital Louis-H. Lafontaine	96	1975-01-08	1985-01-01	1 383
Nicolet: Hôpital Christ-Roi	74744	1973-10-01	1983-08-01	348
Noranda: Centre hospitalier Rouyn-Noranda	74352	1973-09-19	1978-08-01	40
Pointes-aux-Trembles: Centre d'accueil Le Mainbourg	3539	1975-07-31	1978-04-01	200
Rimouski: Hôpital St-Joseph	1551	1975-04-16	1980-04-01	840
St-Jean: Hôpital du Haut-Richelieu	83461	1974-08-28	1983-01-01	250
Trois-Rivières: Centre hospitalier Ste-Marie	103335	1976-08-01	1981-08-01	240
Valleyfield: Centre hospitalier de Valleyfield	1883	1973-05-24	1983-01-01	175
Ville-Marie (Témiscamingue) Centre hospitalier Ste-Famille	81048	1974-06-05	1983-10-01	120
				<u>4 786</u>

ENGAGEMENTS

(suite)

OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES

(suite)

(\$ milliers)

	A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
Commissions scolaires régionales					
Amiante			{ 1978-11-01	51	
			{ 1981-11-01	175	
	1419	1969-05-07	{ 1988-11-01	592	
	55955	1971-04-14	{ 1982-07-01	200	
	1960	1972-07-04	{ 1982-02-15	341	
		{ 1992-02-15	1 489	2 848	
Baie-des-Chaleurs			{ 1979-03-01	37	
			{ 1986-03-01	352	
	2806	1969-09-17	{ 1989-03-01	214	
			{ 1979-09-01	92	
	883	1970-03-04	{ 1989-09-01	273	
	3598	1970-09-23	{ 1980-07-01	69	
	1516	1972-05-31	{ 1981-10-01	81	
			{ 1991-10-01	368	
			{ 1982-07-15	348	
	844	1973-03-13	{ 1989-07-15	776	
			{ 1992-07-15	484	
	88898	1975-03-12	{ 1986-10-15	464	
	2645	1975-07-02	{ 1984-03-01	278	
		{ 1985-03-01	65		
		{ 1995-03-01	1 168	5 069	
Bas St-Laurent			{ 1979-04-01	128	
			{ 1989-04-01	264	
	2248	1969-07-30	{ 1979-10-01	171	
	882	1970-03-04	{ 1989-10-01	511	
			{ 1982-08-15	189	
	845	1973-03-13	{ 1992-08-15	682	
			{ 1983-12-01	564	
	1435	1975-04-11	{ 1984-12-01	159	
		{ 1994-12-01	822	3 490	
Blainville-Deux-Montagnes			{ 1979-11-01	83	
			{ 1989-11-01	187	
	886	1970-03-04	{ 1990-03-01	657	
	3697	1970-10-07	{ 1990-10-01	263	
	66	1971-01-06	{ 1981-06-01	186	
	3171	1971-09-15	{ 1991-06-01	555	
			{ 1982-05-01	328	
	3288	1972-10-31	{ 1992-05-01	1 051	
			{ 1983-04-01	873	
	3085	1973-08-22	{ 1993-04-01	2 734	
			{ 1984-02-01	572	
	3316	1974-09-19	{ 1989-02-01	725	
			{ 1992-02-01	590	
		{ 1994-02-01	475	9 279	
Bois-Francs	1667	1969-05-28	{ 1978-08-01	95	
			{ 1978-12-01	60	
	1667	1969-05-28	{ 1985-12-01	564	
	48445	1969-11-26	{ 1988-12-01	345	
			{ 1981-06-01	120	
	3169	1971-09-15	{ 1991-06-01	522	
			{ 1981-11-15	41	
	64564	1972-06-29	{ 1989-11-15	133	
			{ 1991-11-15	48	
			{ 1983-01-01	929	
	2673	1973-07-18	{ 1993-01-01	3 370	
			{ 1983-09-01	81	
	76068	1973-11-21	{ 1993-09-01	255	6 563

	A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
Carignan	1660	1969-05-28	{ 1978-10-01 1988-10-01	58 876	
	3521	1970-09-17	{ 1989-12-01 1981-12-01	119 406	
	1962	1972-07-04	{ 1991-12-01 1983-04-01	1 778 68	
	73083	1973-07-25	{ 1993-04-01	211	3 516
Chambly	52033	1970-08-06	{ 1980-03-01 1990-03-01	50 111	
	55200	1971-03-03	{ 1983-04-01 1984-07-01	134 130	
	820	1971-03-03	{ 1980-12-01 1988-12-01	930 3 735	
	2748	1971-08-04	{ 1981-04-01 1991-04-01	375 1 817	
	3287	1972-10-31	{ 1982-06-15 1992-06-15	1 139 395	
	1835	1973-05-16	{ 1982-11-15 1992-11-15	1 178 714	
	3649	1973-10-03	{ 1983-06-15 1991-06-15 1993-06-15	354 816 295	
	3643	1974-10-16	{ 1984-05-01 1991-05-01 1994-05-01	1 119 2 043 1 331	
	1436	1975-04-11	{ 1983-12-15 1984-12-15 1994-12-15	1 043 239 4 180	22 128
Charlevoix	821	1971-03-03	{ 1980-11-01 1988-11-01 1990-11-01	152 678 262	
	1869	1974-05-22	{ 1984-03-01 1991-03-01 1994-03-01	569 1 167 759	
	87518	1975-01-22	{ 1984-09-01	372	3 959
Châteauguay-Valley	1661	1969-05-28	{ 1988-10-01	771	
	3170	1971-09-15	{ 1990-06-01 1991-06-01	496 212	1 479
Chaudière	2809	1969-09-17	{ 1979-01-01 1989-01-01 1990-07-01	61 546 324	
	4240	1971-12-15	{ 1991-07-01 1980-07-01	138 30	
	62652	1972-03-22	{ 1981-10-01 1991-10-01	496 2 169	
	1210	1972-05-03	{ 1982-03-15 1992-03-15	101 195	
	64572	1972-06-29	{ 1983-06-15 1993-06-15	376 1 183	
	3650	1973-10-03	{ 1983-10-01 1993-10-01	424 1 388	
	1131	1974-03-27	{ 1984-04-01 1991-04-01 1994-04-01	977 997 637	10 042
	3035	1974-08-21			

ENGAGEMENTS

(suite)

OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES

(suite)

(\$ milliers)

	A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal
	No	Date		
Chauveau	2694	1969-09-10	1989-06-01	216
	3333	1969-10-29	{ 1979-06-01	124
			{ 1989-06-01	255
			{ 1978-11-01	4
	48442	1969-11-26	{ 1983-11-01	28
			{ 1988-11-01	39
			{ 1980-03-01	48
	52032	1970-08-06	{ 1990-03-01	139
	3519	1970-09-17	1989-11-01	389
	3520	1970-09-17	{ 1979-11-01	120
			{ 1989-11-01	271
	1209	1972-05-03	{ 1981-09-15	222
			{ 1991-09-15	975
	1836	1973-05-16	{ 1982-12-15	260
			{ 1992-12-15	768
			{ 1983-09-15	578
District of Bedford	4709	1973-12-19	{ 1991-09-15	1 329
			{ 1993-09-15	481
			{ 1984-06-01	434
	3317	1974-09-19	{ 1992-06-01	889
			{ 1994-06-01	321
				7 890
Du Rivage	1541	1970-04-01	1989-10-01	233
	3315	1974-09-19	{ 1984-06-15	135
			{ 1994-05-15	419
	84753	1974-10-09	{ 1984-06-15	28
			{ 1994-06-15	90
			{ 1980-03-15	118
			{ 1981-03-15	65
	2646	1975-07-02	{ 1982-03-15	71
			{ 1985-03-15	249
			{ 1995-03-15	376
				1 784
Du Rivage	2327	1970-06-10	{ 1980-02-01	56
			{ 1990-02-01	176
	56215	1971-05-05	1979-01-01	50
	2376	1972-08-09	{ 1982-03-15	362
			{ 1992-03-15	1 581
Eastern Townships	3651	1973-10-03	{ 1983-05-15	1 654
			{ 1993-05-15	3 349
				7 228
Eastern Townships	1418	1969-05-09	{ 1978-11-01	73
	3329	1969-10-29	{ 1986-11-01	820
			{ 1988-11-01	290
	1943	1970-04-23	1989-12-01	416
	2837	1971-08-11	{ 1981-03-15	63
			{ 1991-03-15	392
	74189	1973-09-12	1983-07-15	324
	93580	1975-08-20	{ 1976-05-01	121
			{ 1981-05-01	290
				2 789
Estrie	1415	1970-03-25	1990-04-01	85
	50628	1970-03-31	{ 1979-11-01	32
			{ 1989-11-01	145
	102	1972-01-12	{ 1990-09-01	534
			{ 1991-09-01	394
	64574	1972-06-29	1981-12-01	21
	1961	1972-07-04	{ 1981-12-01	373
			{ 1991-12-01	1 637
Estrie			{ 1982-04-15	864
	2383	1972-08-09	{ 1992-04-15	1 232

	A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
	3645	1974-10-16	1980-03-15	3 810	
	3646	1974-10-16	{ 1984-05-15	1 125	
			{ 1991-05-15	2 059	
	3872	1974-10-30	{ 1994-05-15	1 341	
	1241	1975-03-26	1980-05-23	5 139	
			1984-12-15	713	19 504
Golfe	51753	1970-07-15	1980-04-01	217	
	3968	1970-10-28	{ 1980-08-01	69	
			{ 1990-08-01	428	
	2377	1972-08-09	{ 1982-03-15	119	
			{ 1992-03-15	547	
	2674	1973-07-18	{ 1983-01-01	853	
			{ 1993-01-01	3 096	
	1557	1974-05-01	{ 1983-11-01	1 358	
			{ 1993-11-01	2 813	
	4409	1974-12-04	{ 1984-08-01	1 187	
			{ 1992-08-01	2 603	
			{ 1994-08-01	983	
	2649	1975-07-02	{ 1981-04-01	119	
			{ 1983-04-01	78	
			{ 1985-04-01	93	
			{ 1995-04-01	829	15 392
Grand-Portage	1655	1969-05-28	{ 1978-11-01	101	
	1662		{ 1986-11-01	1 134	
	1664		{ 1988-11-01	402	
	876	1970-03-04	{ 1979-08-01	104	
			{ 1989-08-01	207	
	3698	1970-10-07	1994-09-01	986	
	55201	1971-03-03	1985-07-01	309	
	58603	1971-09-01	{ 1981-03-15	28	
			{ 1991-03-15	171	
	2378	1972-08-09	{ 1982-03-15	391	
			{ 1992-03-15	1 708	
	3652	1973-10-03	{ 1983-07-01	624	
			{ 1989-07-01	404	
			{ 1993-07-01	393	
	91869	1975-06-25	{ 1979-09-15	25	
			{ 1986-09-15	428	7 415
Harricana	878	1970-03-04	{ 1979-09-01	50	
			{ 1989-09-01	162	
	1620	1971-05-05	{ 1989-12-01	305	
	957	1972-03-28	{ 1990-12-01	109	
			1991-09-01	762	
	2379	1972-08-09	{ 1982-02-15	383	
			{ 1992-02-15	1 675	
	76067	1973-11-21	1983-08-01	368	
	3318	1974-09-19	{ 1984-05-15	396	
			{ 1994-05-15	1 196	
	229	1975-01-22	{ 1984-08-01	1 322	
			{ 1992-08-01	3 108	
			{ 1994-08-01	1 223	
	1952	1975-05-14	{ 1984-11-15	637	
			{ 1994-11-15	862	12 558
Henri-Bourassa			{ 1979-05-01	124	
	3103	1969-10-15	{ 1987-05-01	220	
			{ 1989-05-01	255	
	2380	1972-08-09	{ 1982-01-05	144	
			{ 1992-01-05	632	

ENGAGEMENTS

(suite)

OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES

(suite)

(\$ milliers)

	A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
	3429	1973-09-19	{ 1982-06-15 1983-06-15 1993-06-15	522 131 2 051	
	84752	1974-10-09	{ 1984-07-01 1994-07-01	93 281	4 453
Honoré-Mercier	1415	1969-05-07	{ 1978-12-01 1985-12-01 1988-12-01	28 265 162	
	1641	1970-04-08	{ 1979-11-01 1989-11-01	75 244	
	67	1971-01-06	{ 1980-10-15 1990-09-01	172 527	
	103	1972-01-12	{ 1991-09-01 1986-07-02	216 290	
	64571	1972-06-29	{ 1982-09-01 1992-09-01	88 319	
	69356	1973-02-21	{ 1983-02-01 1993-02-01	674 2 448	
	3086	1973-08-22	{ 1986-11-01	1 082	6 590
	1434	1975-04-11			
Jean-Talon	2807	1969-09-17	{ 1979-03-01 1989-03-01	83 615	
	3600	1970-09-23	{ 1980-07-01 1981-11-01	120 333	
	1517	1972-05-31	{ 1991-11-01 1983-02-01	1 458 456	
	2675	1973-07-18	{ 1993-02-01 1983-12-15	1 196 145	
	1558	1974-05-01	{ 1991-12-15 1993-12-15	357 135	
	506	1975-02-05	{ 1985-09-01	665	5 563
Jérôme-Le-Royer	3805	1969-11-26	{ 1979-08-01 1980-08-01 1989-08-01	177 99 681	
	50626	1970-03-31	{ 1979-11-01 1989-11-01	33 207	
	1213	1972-05-03	{ 1990-09-01 1991-09-01	807 343	
	2384	1972-08-09	{ 1988-07-02 1982-03-15	572 588	
	2385	1972-08-09	{ 1992-03-15 1982-12-01	2 573 289	6 369
	72547	1973-07-04			
Lac-St-Jean	3270	1970-09-02	{ 1980-05-01 1990-05-01	138 226	
	1788	1972-06-21	{ 1981-12-01 1991-12-01	347 1 514	
	1448	1973-04-17	{ 1982-12-15 1992-12-15	129 464	
	72545	1973-07-04	{ 1982-07-01 1985-01-15	170 788	3 776
	1242	1975-03-26			
Lakeshore	879	1970-03-04	{ 1989-09-01	1 490	
	1941	1970-04-23			
	1205	1972-05-03	{ 1981-09-15 1991-09-15	167 735	2 392

	A.C. ou C.T.		Date du dernier versement		Solde du principal
	No	Date			
Lanaudière	1653 } 1663 }	1969-05-28	{ 1978-08-01 { 1985-08-01 { 1988-08-01	100 941 573	
	3332	1969-10-29	1989-06-01	246	
	4374	1970-11-25	1980-07-01	80	
	1211	1972-05-03	{ 1981-10-01 { 1991-10-01	199 902	
	2382	1972-08-09	{ 1982-03-01 { 1992-03-01	301 1 320	
	2914	1974-08-14	1984-04-01	894	
	87519	1975-01-22	1984-09-01	358	5 914
Lapointe	2328	1970-06-10	1990-02-01	277	
	60569	1971-12-08	1981-07-01	240	
	1212	1972-05-03	{ 1981-10-15 { 1991-10-15	297 1 299	
	1144	1973-03-28	{ 1982-07-01 { 1992-07-01	705 2 355	
	1258	1974-04-02	{ 1983-10-01 { 1990-10-01 { 1993-10-01	877 922 576	
	4410	1974-12-04	{ 1984-06-01 { 1992-06-01 { 1994-06-01	327 684 251	
	3941	1975-08-27	{ 1980-05-01 { 1985-05-01 { 1995-05-01	116 273 265	9 464
La Vérendrye	887	1970-03-04	{ 1979-03-01 { 1986-03-01 { 1989-03-01	34 321 198	
	1622	1971-05-05	{ 1981-01-01 { 1988-01-01 { 1991-01-01	167 621 412	
	70749	1973-04-11	1983-01-01	103	
	1469	1974-04-24	{ 1983-12-01 { 1993-12-01	331 1 078	
	400	1975-01-29	{ 1984-08-01 { 1992-08-01 { 1994-08-01	238 508 187	4 198
Lignery	1652 } 268 }	1969-05-28 } 1970-01-21 }	{ 1978-08-01 { 1986-08-01 { 1988-08-01	80 894 317	
	50227	1970-03-11	{ 1979-03-01 { 1986-03-01 { 1989-03-01	18 171 101	
	1944	1970-04-23	{ 1980-01-01 { 1990-01-01	43 145	
	53925	1970-11-25	{ 1980-08-01 { 1990-08-01	42 72	
	1557	1973-04-27	{ 1982-10-15 { 1992-10-15	815 2 905	
	1259	1974-04-03	{ 1983-10-15 { 1993-10-15	118 373	6 094
Louis-Fréchette	3806	1969-11-26	{ 1979-08-01 { 1989-08-01	123 259	
	3273	1970-09-02	1980-06-01	318	
	1518	1972-05-31	{ 1981-11-01 { 1991-11-01	517 1 368	

ENGAGEMENTS

(suite)

OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES

(suite)

(\$ milliers)

	A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal
	No	Date		
	64573	1972-06-29	1981-09-01	140
			1984-04-15	1 284
	2915	1974-08-14	1986-04-15	247
			1994-04-15	1 546
			1979-11-15	150
	885	1975-03-05	1984-11-15	546
			1992-11-15	1 750
			1994-11-15	716
				8 964
Louis-Hémon			1979-05-01	15
	50224	1970-03-11	1983-05-01	39
			1989-05-01	87
	2326	1970-06-10	1990-02-01	458
			1981-04-15	222
	2674	1971-07-28	1988-04-15	615
			1991-04-15	391
	959	1972-03-28	1991-07-01	644
			1982-11-15	323
	1837	1973-05-16	1992-11-15	1 173
			1983-09-01	357
	4213	1973-11-21	1993-09-01	1 165
			1984-04-15	513
	2916	1974-08-04	1988-04-15	466
			1994-04-15	1 080
			1989-09-01	1 865
	393	1975-01-29	1994-09-01	5
				9 418
Mauricie			1978-12-01	98
	1417	1969-05-07	1986-12-01	1 094
	1656	1969-05-28	1988-12-01	386
			1979-09-01	46
	880	1970-03-04	1989-09-01	142
			1990-07-01	492
	104	1972-01-12	1991-07-01	209
			1981-11-15	301
	1789	1972-06-21	1991-11-15	1 320
			1982-06-01	93
	1614	1973-05-02	1992-06-01	347
			1983-06-15	855
	3430	1973-09-19	1990-06-15	1 651
			1993-06-15	1 029
			1984-04-15	284
	2917	1974-08-14	1990-04-15	404
			1994-04-15	400
			1980-04-01	193
			1981-04-01	90
	2652	1975-07-02	1982-04-01	99
			1985-04-01	357
			1995-04-01	1 663
				11 553
Meilleur			1979-03-01	47
			1986-03-01	280
	2805	1969-09-17	1989-03-01	171
			1981-12-15	341
	1790	1972-06-21	1991-12-15	1 488
			1985-01-02	230
			1993-01-02	560
	1427	1975-01-02	1995-01-02	225
				3 342

	A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal
	No	Date		
Monts	2950	1969-10-01	{ 1979-03-01 1989-03-01	59 344
	2325	1970-06-10	{ 1980-02-01 1990-02-01	52 301
	1619	1971-05-05	{ 1980-12-01 1986-12-01 1990-12-01	153 464 484
	62650	1972-03-22	1981-07-02	100
	4312	1973-11-28	{ 1983-07-15 1993-07-15	111 352
	2350	1974-06-26	1986-03-01	1 181
				<hr/> 3 601
North Island	47608	1969-10-03	{ 1989-06-01	259
	889	1970-03-04		
	50228	1970-03-11	{ 1978-09-01 1985-09-01 1988-09-01	17 157 96
	2386	1972-08-09	{ 1982-04-01 1992-04-01	341 1 236
	505	1975-02-05	1987-07-15	882
				<hr/> 2 988
Orléans	48443	1969-11-26	{ 1979-01-01 1984-01-01	28 178
	1623	1971-05-05	{ 1980-12-15 1989-12-15 1990-12-15	159 840 143
	60168	1971-11-17	{ 1981-07-01 1986-07-01	82 155
	2387	1972-08-09	{ 1982-04-01 1992-04-01	806 2 925
	1731	1973-05-10	{ 1982-10-15 1992-10-15	141 526
	74190	1973-09-12	{ 1983-07-01 1993-07-01	22 69
				<hr/> 6 074
Outaouais	884	1970-03-04	1989-05-01	3 484
	51080	1970-05-05	1979-12-01	54
	4375	1970-11-25	1980-09-01	115
	958	1972-03-28	{ 1981-08-15 1990-08-15 1991-08-15	364 1 515 259
	1732	1973-05-10	{ 1982-10-15 1987-10-15 1992-10-15	469 381 559
	2851	1973-08-01	{ 1983-04-15 1993-04-15	873 2 734
	2351	1974-06-26	{ 1984-03-01 1994-03-01	1 892 4 280
	504	1975-02-05	{ 1984-09-15 1990-09-15 1994-09-15	1 214 1 810 1 845
				<hr/> 21 848
Papineau	2693	1969-09-10	{ 1979-05-01 1989-05-01	171 369
	3319	1974-09-19	{ 1979-05-01 1990-05-01 1994-05-01	238 1 612 817
	4412	1974-12-04	1987-07-15	1 056
	1243	1975-03-26	{ 1985-01-02 1995-01-02	657 2 099
				<hr/> 7 019

ENGAGEMENTS

(suite)

OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES

(suite)

(\$ milliers)

	A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal
	No	Date		
Pascal-Taché	1642	1970-04-08	{ 1979-12-01 1989-12-01	60 248
	2388	1972-08-09	{ 1981-11-15 1991-11-15	323 1 414
	1145	1973-03-28	{ 1982-08-01 1992-08-01	107 402
	72546	1973-07-04	1985-07-02	240
	3433	1973-09-19	{ 1983-06-01 1993-06-01	366 1 140
	1432	1975-04-11	{ 1985-02-01 1995-02-01	264 246
				4 810
Péninsule	270	1970-01-21	{ 1978-11-01 1984-11-01	33 244
	52711	1970-09-17	{ 1988-11-01 1980-07-01	233 104
	1624	1971-05-05	{ 1981-01-01 1988-01-01	159 592
	106	1972-01-12	{ 1991-01-01 1990-08-15	386 999
	3979	1973-10-31	{ 1991-08-15 1983-04-01	424 214
	4314	1973-11-28	{ 1993-04-01 1983-08-15	335 569
	4413	1974-12-04	{ 1991-08-15 1993-08-15	1 354 501
			{ 1984-06-15 1992-06-15	434 965
			1994-06-15	368
				7 914
Provencher	1659	1969-05-28	{ 1978-09-01 1980-09-01	62 137
	269	1970-01-21	{ 1988-09-01 1980-08-01	799 40
	52712	1970-09-17	{ 1990-08-01 1990-11-01	69 333
	1611	1972-06-06	{ 1991-11-01 1983-12-15	780 638
	1470	1974-04-24	{ 1990-12-15 1993-12-15	1 271 810
	3881	1974-10-30	{ 1984-05-01 1994-05-01	328 950
				6 217
Saguenay	1428	1970-03-25	{ 1979-03-01 1987-03-01	49 554
	1643	1970-04-08	{ 1989-03-01 1989-12-15	196 416
	2469	1971-07-14	{ 1981-03-15 1991-03-15	121 751
	1791	1972-06-21	{ 1979-11-01 1981-11-01	145 170
	2852	1973-08-01	{ 1991-11-01 1983-03-01	588 225
	3320	1974-09-19	{ 1993-03-01 1984-05-15	816 931
	1433	1975-04-11	{ 1991-05-15 1994-05-15	1 704 1 109
			{ 1984-12-15 1994-12-15	588 1 776
				10 139

	A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
St-François	1421	1969-05-07	{ 1978-11-01 1981-11-01 1988-11-01	42 146 494	
	51742	1970-07-15	1980-02-01	10	
	2751	1971-08-04	1989-12-01	786	
	2752	1971-08-04	{ 1981-04-15 1991-04-15	275 1 247	3 000
Salaberry	2811	1969-09-17	{ 1979-02-01 1989-02-01	47 268	
	4377	1970-11-25	{ 1980-09-01 1990-09-01	80 139	
	2750	1971-08-04	{ 1981-04-15 1988-04-15 1991-04-15	235 646 412	
	38	1974-01-09	1983-07-15	472	
	83875	1974-09-11	{ 1979-04-15 1986-04-15	1 455	2 755
South Shore	48441	1969-11-26	{ 1979-06-01	42	
	888	1970-03-04	{ 1994-06-01 1981-06-15	69 32	
	60568	1971-12-08	{ 1989-06-15 1991-06-15 1996-06-15	101 37 121	
	1206	1972-05-03	{ 1981-10-01 1996-10-01	193 1 580	
	70748	1973-04-11	{ 1982-10-01 1992-10-01	85 307	
	1430	1975-04-11	{ 1984-11-01 1992-11-01 1994-11-01	253 644 171	3 635
Tardivel	1658	1969-05-28	{ 1978-10-01 1984-10-01 1988-10-01	51 392 375	
	50226	1970-03-11	{ 1979-08-01 1989-08-01	31 200	
	2391	1972-08-09	{ 1982-01-01 1992-01-01	208 901	
	2853	1973-08-01	{ 1983-02-15 1993-02-15	470 1 771	4 399
Tilly	3330	1969-10-29	{ 1978-06-01	90	
	3331		{ 1989-06-01	715	
	1626	1971-05-05	{ 1981-01-15 1991-01-15	250 1 530	
	2392	1972-08-09	{ 1982-02-15 1992-02-15	649 2 836	6 070
Vaudreuil-Soulanges	877	1970-03-04	{ 1979-06-01 1981-06-01 1989-06-01	46 56 314	
	2393	1972-08-09	{ 1982-04-15 1992-04-15	111 403	
	73538	1973-08-15	1983-02-15	298	
	82877	1974-08-07	{ 1979-04-15 1994-04-15	28 359	
	87517	1975-01-22	1984-09-01	313	1 928

ENGAGEMENTS

(suite)

OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES

(suite)

(\$ milliers)

	A.C. ou C.T.		Date du dernier versement		Solde du principal
	No	Date			
Vieilles-Forges	2810	1969-09-17	{ 1979-02-01 1989-02-01	66 382	
	885	1969-08-01	{ 1979-08-01 1989-08-01	140 663	
	51611	1970-06-30	{ 1980-02-01 1990-02-01	27 116	
	3699	1970-10-07	{ 1980-08-01 1990-08-01	126 783	
	3292	1972-10-31	{ 1982-06-15 1992-06-15	499 1 810	
	2854	1973-08-01	{ 1983-02-15 1993-02-15	287 1 033	
	3659	1974-10-16	{ 1984-07-01 1994-07-01	453 1 425	
	1431	1975-04-11	{ 1984-12-15 1994-12-15	787 998	9 595
Western Québec	52034	1970-09-17	1990-04-01		137
Yamaska	2808	1969-09-17	{ 1979-02-01 1986-02-01 1989-02-01	57 533 325	
	881	1970-03-04	{ 1979-10-01 1989-10-01	85 262	
	3601	1970-09-23	1980-07-01	68	
	1519	1972-05-31	{ 1981-11-01 1991-11-01	526 2 302	
	3321	1974-09-19	{ 1984-05-01 1990-05-01 1994-05-01	285 425 432	5 300
Youville	2249	1969-07-30	{ 1979-05-01 1989-05-01	166 349	
	4245	1971-12-15	{ 1990-06-15 1991-06-15	491 207	
	1792	1972-06-21	{ 1981-11-15 1991-11-15	372 1 232	
	81675	1974-06-26	{ 1984-03-15 1994-03-15	67 225	3 109
					341 561
Commissions scolaires locales					
Amos	91087	1975-05-28	1985-02-15		261
Argile Bleue	91088	1975-05-28	1985-02-15		267
Des Cascades l'Achigan	1437	1975-04-11	1985-02-01		524
Des Cèdres	88900	1975-03-12	1984-12-01		135
Charlesbourg	92436	1975-07-16	{ 1980-04-15 1995-04-15	299 30	329
Chaudière-Etchemin	91874	1975-06-25	{ 1980-03-15 1984-03-15 1985-03-15	58 156 49	263
Chicoutimi	91875	1975-06-25	{ 1981-03-01 1985-03-01	130 243	373

	A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
Chûtes Montmorency	88902	1975-03-12	1984-10-01		109
Côte de Beaupré	91086	1975-05-28	1985-02-15		161
Les Deux-Rives	91877	1975-06-25	{ 1985-04-01	268	
			{ 1990-04-01	53	321
Granby	92435	1975-07-16	{ 1980-04-15	134	
			{ 1985-04-15	326	460
Grande-Hermine	88899	1975-03-12	1984-12-01		92
Grand'Mère	88713	1975-03-05	1984-10-15	79	
	1247	1975-03-26	1985-01-02	423	502
Haute-Gatineau Industrie	88712	1975-03-05	1984-11-01		121
	91878	1975-06-25	{ 1985-04-15	362	
			{ 1990-04-15	44	406
Jacques-Cartier	1248	1975-03-26	{ 1983-11-15	340	
			{ 1984-11-15	80	
			{ 1990-11-15	705	
			{ 1994-11-15	785	1 910
Lac St-Pierre	93950	1975-09-03	{ 1980-05-01	64	
			{ 1985-05-01	123	187
La Jeune Lorette	2650	1975-07-02	{ 1984-03-15	527	
			{ 1985-03-15	99	
			{ 1995-03-15	938	1 564
Langevin	88903	1975-03-12	{ 1984-11-15	35	
			{ 1994-11-15	123	158
	3081	1975-07-23	{ 1980-04-15	138	
			{ 1985-04-15	332	
			{ 1995-04-15	213	683
La Tourelle	93581	1975-08-20	{ 1980-05-01	75	
			{ 1985-05-01	159	234
Laure-Conan	91876	1975-06-25	{ 1984-03-01	114	
			{ 1985-03-01	25	
			{ 1989-03-01	34	173
Malartic	91872	1975-06-26	{ 1980-03-01	20	
			{ 1982-03-01	25	
			{ 1985-03-01	46	91
Manicouagan	93767	1975-08-27	{ 1980-05-01	50	
			{ 1985-05-01	121	171
Normandie	88716	1975-03-05	1984-11-01		100
Normandin	91868	1975-06-25	1985-01-02		88
Pontiac	88901	1975-03-12	1984-12-01		136
Rocher Percé	88715	1975-03-05	1984-10-15		40
St-Eustache	89227	1975-03-19	1985-01-02		104
Seigneurie	93579	1975-08-20	1985-04-15		208
Sept-Îles	92437	1975-07-06	{ 1980-04-15	125	
			{ 1985-04-15	299	424

ENGAGEMENTS
(suite)
OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES
(suite)
(\$ milliers)

	A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
Taillon	91873	1975-06-25	{ 1979-10-15 1984-10-15	62 211	273
Tracadie	91867	1975-06-25	{ 1980-02-15 1985-02-15	19 72	91
Varennnes	1249	1975-03-26	{ 1984-12-15 1994-02-15	251 772	1 023
Warwick	91871	1975-06-25	1985-02-01		73
					12 055
Commissions scolaires intégrées					
Abitibi	3522	1970-09-17	{ 1982-11-01 1989-11-01	41 263	
	4212	1973-11-21	{ 1978-07-15 1983-07-15	307 193	
	1870	1974-05-22	{ 1984-02-01 1992-02-01	208 510	
			{ 1994-02-01 1985-02-01	193 202	
	2213	1975-05-28	{ 1985-02-01 1995-02-01	202 500	2 417
Chomedey-de-Laval	3108	1969-10-15	1988-03-01	865	
	895	1970-03-04	1989-08-01	204	
	3121	1970-08-19	1990-04-01	391	
	2040	1971-06-09	{ 1981-01-01 1987-01-01	115 349	
			{ 1991-01-01 1984-10-15	364 688	
	1244	1975-03-26	{ 1991-10-15 1994-10-15	1 087 502	
	3942	1975-08-22	1985-04-15	1 251	5 816
Davignon	1651	1969-05-28	{ 1978-10-01 1986-10-01	75 846	
			1988-10-01	299	1 220
Des Îles (Îles-de-la-Madeleine)	47055	1969-09-11	{ 1978-04-01 1988-04-01	8 114	
	50225	1970-03-11	{ 1979-05-01 1989-05-01	42 166	330
Lac Témiscamingue	88714	1975-03-05	1984-10-01		291
Les Écores	2695	1969-09-10	{ 1979-04-01 1989-04-01	106 411	
	4348	1971-12-22	{ 1990-06-15 1991-06-15	188 442	
	1787	1972-06-21	{ 1981-11-01 1990-11-01	94 354	
			{ 1991-11-01 1982-11-15	57 677	
	1447	1973-04-17	{ 1992-11-15 1984-12-15	2 549 240	
	89232	1975-03-19	1985-10-01	794	5 912
	1246	1975-03-26			

	A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
Laurentian	1654	1969-05-28	{ 1978-09-01 1983-09-01 1988-09-01	42 266 381	
	53290	1970-10-14	{ 1980-07-01 1981-12-15	140 29	
	62651	1972-03-22	{ 1991-12-15	126	984
Laurentides	1416	1969-05-07	{ 1978-10-01 1985-10-01 1988-10-01	80 752 459	
	1422		{ 1981-12-15 1991-12-15	238 1 033	
	2237	1972-07-26	{ 1981-03-15 1982-03-15 1985-03-15	365 137 500	
	2651	1975-07-02			3 564
Le Gardeur	873	1970-03-04	{ 1976-03-01 1989-03-01	50 323	
	874		{ 1981-01-01 1986-01-01 1991-01-01	50 121 192	
	56216	1971-05-05			736
Milles-Îles	51741	1970-07-15	1980-03-01	46	
	52714	1970-09-17	1989-11-01	107	
	53926	1970-11-25	1980-09-15	10	
	105	1972-01-12	{ 1981-07-01 1988-07-01 1991-07-01	206 553 345	
	66498	1972-09-20	{ 1982-05-01 1979-11-01	137 165	
	1245	1975-03-26	{ 1983-11-01 1984-11-01 1994-11-01	206 55 814	
					2 644
Rouyn-Noranda	2692	1969-09-10	{ 1979-03-01 1989-03-01	49 280	
	4373	1970-11-25	{ 1980-09-01 1990-09-01	169 713	
	52707	1970-09-17	1984-09-01	188	
	52713	1970-09-17	1979-11-01	18	
	1446	1973-04-17	{ 1982-11-01 1992-11-01	185 670	
	84480	1974-10-02	1986-06-01	475	
	89233	1975-03-19	1985-01-02	253	3 000
St-Jérôme	1420	1969-05-07	{ 1987-11-01 1988-05-01	1 804 421	
	1423		{ 1979-07-01 1989-07-01	26 105	
	48444	1969-11-26	{ 1983-06-01 1993-06-01	523 1 641	
	3311	1973-09-12			4 520
Vallée de la Matapédia	2949	1969-10-01	{ 1979-04-01 1989-04-01	97 200	
	50527	1970-03-31	{ 1989-12-01 1984-02-15	81 945	
	1953	1975-05-14	{ 1989-02-15	374	1 697

ENGAGEMENTS
(suite)
OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES
(suite)
(\$ milliers)

	A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
Verdun	1227	1975-03-26	{ 1981-09-01 1991-09-01	240 1 054	1 294
					34 425
					388 041
Collèges d'enseignement général et professionnel					
Ahuntsic, Montréal	4416	1970-12-02	1982-12-15	1 600	
	4152	1971-12-08	1991-12-15	3 000	
	2371	1973-06-27	1983-07-01	1 500	
	484	1975-02-05	1985-02-15	2 500	
	5244	1975-12-03	1985-12-15	4 000	
	2599	1976-07-28	1986-08-10	4 000	
	3957	1976-11-10	1986-11-15	4 000	
	1746	1977-06-01	1987-06-15	2 500	23 100
André-Laurendeau, Lasalle	156	1971-01-13	{ 1981-02-01 1983-02-01	1 500 1 000	
	2002	1973-05-30	1983-06-01	1 500	
	169	1974-01-16	1984-02-01	1 500	
	3638	1974-10-16	1984-11-01	3 000	
	585	1975-02-12	1981-02-15	3 000	
	4960	1975-11-12	1985-11-17	4 000	
	2600	1976-07-28	1986-08-02	8 000	
	1865	1977-06-08	1987-06-16	2 500	26 000
Bois-de-Boulogne, Montréal	2505	1970-06-24	1978-07-15	1 150	
	3765	1970-10-14	1982-10-15	1 600	
	500	1976-02-25	1986-03-01	2 500	5 250
Bourgchemin (Régional), St-Hyacinthe	3096	1971-09-08	{ 1981-09-15 1991-09-15	800 200	
	1907	1972-06-28	1982-07-01	1 500	
	847	1973-03-13	1984-03-15	3 000	
	3859	1974-10-30	1984-11-15	3 000	
	227	1975-01-22	1985-02-01	3 000	
	878	1975-03-05	1985-03-01	2 500	
	5245	1975-12-03	1985-12-15	3 000	
	3450	1976-10-06	{ 1978-10-15 1981-10-15	300 900	
	1747	1977-06-01	1987-06-20	1 000	
	3451	1977-10-19	1979-07-15	1 000	20 200
Champlain (Régional), Sherbrooke	562	1973-02-21	1983-03-15	2 000	
	2848	1973-08-01	{ 1983-08-15 1993-08-15	2 400 600	
	879	1975-03-05	1985-03-01	3 000	
	2653	1976-08-04	1986-08-23	6 000	
	566	1977-02-23	1987-03-01	2 000	16 000
Côte-Nord (Régional), Baie-Comeau	2768	1973-07-25	1993-08-01	1 500	
	152	1975-01-15	1985-01-15	2 000	
	3343	1977-10-12	1983-10-17	1 000	4 500

	A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
Dawson, Montréal	2120	1969-07-16	1989-07-02	1 500	
	241	1970-01-21	1989-07-02	495	
	3405	1970-09-10	{ 1978-10-01 1995-10-01	50 1 600	
	3565	1971-10-20	1981-11-01	2 000	
	485	1975-02-05	1981-02-15	2 500	
	1668	1977-05-26	1983-06-06	1 500	9 645
Édouard-Montpetit, Longueuil	791	1969-03-19	{ 1979-04-01 1994-04-01	2 876 1 250	
	3827	1971-11-10	{ 1981-12-01 1991-12-01	1 300 700	
	1963	1972-07-04	1982-07-15	3 000	
	141	1973-01-17	1983-02-01	3 000	
	848	1973-03-13	1985-03-15	4 500	
	841	1974-03-06	1984-03-15	2 000	
	2654	1976-08-04	{ 1981-08-16 1986-08-16	1 000 1 000	20 626
François-Xavier-Garneau, Québec	3766	1970-10-14	1995-10-15	1 500	
	15	1974-01-03	1984-01-15	1 000	
	3696	1977-11-02	{ 1978-11-22 1983-11-22	500 500	3 500
Gaspésie, Gaspé	4016	1969-12-10	{ 1979-12-01 1989-12-01	110 465	
	142	1973-01-17	1983-01-15	1 500	
	880	1975-03-05	1985-03-15	2 000	
	3453	1977-10-19	{ 1983-11-01 1987-11-01	500 500	5 075
John-Abbott, Ste-Anne-de-Bellevue	2233	1972-07-26	{ 1982-08-01 1992-08-01	400 2 000	
	3844	1973-10-22	1983-10-15	1 500	
	982	1974-03-13	1984-04-01	2 000	
	3958	1976-11-10	1986-11-15	2 000	7 900
Joliette	1407	1974-04-17	2009-05-01	3 600	
	3959	1976-11-10	1986-11-16	1 500	5 100
La Pocatière	1163	1975-03-19	1985-03-01		2 000
Lévis-Lauzon, Lauzon	2378	1971-07-07	1981-08-01	1 000	
	1905	1972-06-28	1982-07-01	2 000	
	1450	1973-04-17	1983-04-15	2 000	
	608	1974-02-20	1984-03-01	3 000	
	3104	1974-08-28	1984-09-01	2 000	
	482	1975-02-05	1985-02-15	2 000	
	3960	1976-11-10	1986-11-16	1 500	13 500
Limoilou, Québec	2157	1968-07-10	{ 1978-08-01 1988-08-01	2 392 220	
	2298	1971-06-29	1981-07-01	2 000	
	968	1973-03-21	1983-04-01	1 500	
	170	1974-01-16	1984-02-01	1 500	
	2256	1974-06-19	1984-07-03	3 000	
	3549	1974-10-09	1984-10-15	3 000	
	480	1975-02-05	1985-02-15	3 000	
	386	1976-02-11	1986-02-16	3 000	
	1748	1977-06-01	1987-06-15	2 000	21 612

ENGAGEMENTS

(suite)

OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES

(suite)

(\$ milliers)

	A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
Lionel-Groulx, Ste-Thérèse-de-Blainville	2116	1969-07-16	{ 1978-07-02 1989-07-02 1994-07-02	1 502 1 500 1 204	
	3293	1972-10-31	1982-11-01	1 000	
	972	1975-03-12	1985-03-15	1 500	
	3580	1977-10-26	1983-11-15	1 000	7 706
Maisonnette, Montréal	269	1969-01-29	{ 1979-02-01 1999-02-01	3 332 1 107	
	3038	1970-08-12	1978-09-01	825	
	3751	1971-11-03	1981-11-15	2 000	
	1612	1972-06-06	1982-06-15	3 000	
	3370	1972-11-08	1984-11-15	3 000	
	4706	1973-12-19	1984-01-15	1 500	
	481	1975-02-05	1995-02-15	2 500	17 264
Matane	2829	1971-08-11	{ 1978-11-01 1981-09-01	792 1 000	
	2572	1973-07-11	1981-07-15	1 000	
	3846	1976-11-03	1981-11-01	800	3 592
Montmorency, Laval	2830	1971-08-11	1981-09-01	2 000	
	3421	1973-09-19	{ 1983-10-01 1993-10-01	1 500 500	
	3860	1974-10-30	1984-11-15	3 000	
	153	1975-01-15	1995-01-15	3 000	
	671	1975-02-19	1985-03-01	4 500	
	575	1977-02-23	1987-03-01	4 000	
	3910	1977-11-16	{ 1978-12-01 1979-12-01 1980-12-01	333 333 334	19 500
Nord-Ouest	2901	1969-09-24	{ 1978-10-01 1989-10-01	83 1 140	
	3360	1971-10-01	1981-10-15	2 000	
	2808	1972-09-20	1992-10-01	2 000	
	849	1973-03-13	1984-03-15	3 500	8 723
Outaouais	2926	1968-09-11	{ 1978-09-15 1993-09-15	999 512	
	3406	1970-09-10	1978-09-15	825	
	2769	1973-07-25	{ 1980-08-01 1993-08-01	1 000 500	
	572	1974-02-13	1984-03-01	2 000	
	2126	1974-06-12	1984-07-03	3 000	
	4212	1974-11-20	1984-12-01	3 000	
	5229	1975-12-03	1985-12-03	3 000	
	1669	1977-05-26	1987-06-01	2 000	16 836
Région de l'Amiante, Thetford Mines	3124	1970-08-19	{ 1978-09-01 1990-09-01	325 600	
	3113	1972-10-18	1982-11-01	1 000	
	420	1974-02-06	1984-02-15	1 000	
	3451	1976-10-06	1981-10-15	3 000	
	1333	1977-04-27	1987-05-02	2 000	
	2159	1977-06-29	1987-06-28	3 500	
	3917	1977-11-16	1983-11-22	2 000	13 425

	A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
Rimouski	2825	1968-08-27	{ 1978-09-01	2 214	
	270	1969-01-29	{ 1991-09-01	3 044	
	3037	1970-08-12	1979-02-01	1 906	
	1252	1973-04-04	1978-08-15	825	
	771	1975-02-26	1983-04-15	1 500	
	3699	1977-11-02	1981-03-01	2 000	
			1983-11-15	2 000	13 489
Rivière-du-Loup	3413	1969-11-05	{ 1979-11-01	69	
	706	1971-02-24	{ 1989-11-01	335	
	3713	1972-12-06	1981-03-15	1 000	
	483	1975-02-05	1982-12-15	1 000	
	3345	1977-10-12	1985-02-15	3 000	
			{ 1982-10-17	400	
			{ 1987-10-17	600	6 404
Rosemont, Montréal	3229	1969-10-22	{ 1989-11-01	971	
	2578	1971-07-21	{ 1999-11-01	1 552	
	3371	1972-11-08	1981-08-01	2 000	
	195	1976-01-28	1982-11-15	2 000	
	3131	1976-09-15	1996-02-02	4 000	
	1331	1977-04-27	1996-09-30	4 000	
			1987-05-16	4 000	18 523
Saguenay-Lac St-Jean (Régional), Arvida	2761	1968-08-21	{ 1978-09-01	3 179	
	2504	1970-06-24	{ 1998-09-01	598	
	3523	1970-09-17	2000-07-15	2 300	
	3769	1970-10-14	1980-10-01	2 000	
	822	1971-03-03	1984-11-01	2 000	
	2038	1971-06-09	1981-03-15	2 000	
	3845	1973-10-22	1983-06-15	2 000	
	4213	1974-11-20	1983-11-01	2 000	
	973	1975-03-12	1984-12-01	2 000	
	1870	1977-06-08	1985-03-15	2 500	
	3915	1977-11-16	1987-06-20	1 500	
			1987-11-22	2 000	24 077
Ste-Foy	562	1971-02-10	{ 2013-09-01	365	
	1558	1973-04-27	{ 1983-02-15	3 000	
	1670	1977-05-26	1983-05-01	3 500	
	3703	1977-11-02	1987-06-01	1 000	
			1987-11-15	1 000	8 865
St-Jean-sur-Richelieu, St-Jean	1634	1970-04-08	1995-05-01	1 188	
	663	1972-03-01	1992-03-05	1 500	
	3349	1976-09-29	1986-10-15	1 000	
	3916	1977-11-16	1983-11-22	1 000	4 688
St-Jérôme	673	1970-02-18	2000-03-15	1 496	
	871	1972-03-22			
	850	1973-03-13		3 000	
	573	1974-02-13		2 000	
	3745	1974-10-23		3 000	
	772	1975-02-26		3 000	
	1058	1977-03-30		200	12 696

ENGAGEMENTS

(suite)

OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES

(suite)

(\$ milliers)

	A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal
	No	Date		
St-Laurent, Montréal	672	1970-02-18	{ 1987-08-01 1987-08-01 1990-02-01	1 338 1 348 647
	826	1971-03-03	1981-03-15	2 000
	2200	1973-06-13	1983-07-01	2 000
				7 333
Shawinigan	2832	1971-08-11	1981-09-01	1 500
	3714	1972-12-06	1982-12-15	2 500
	2089	1973-06-06	1983-06-15	3 000
	2908	1974-08-14	1984-08-15	3 000
	4050	1976-11-17	1986-11-15	1 000
	1871	1977-06-08	1987-06-06	1 000
				12 000
Sherbrooke	3602	1970-09-23	{ 1980-03-01 1982-10-15 1995-10-15	566 1 100 1 206
	3889	1971-11-17	{ 1981-12-01 1991-12-01	700 800
	3220	1973-09-05	1980-09-15	1 500
	4225	1973-11-21	1983-12-01	1 000
	2083	1974-06-04	1984-06-15	2 000
	154	1975-01-15	1985-01-15	3 000
	4755	1975-10-29	1985-11-03	4 000
	196	1976-01-28	1996-02-02	3 000
	3852	1976-11-03	1986-11-01	2 000
	2158	1977-06-29	1987-07-04	1 000
				21 872
Trois-Rivières	480	1972-02-16	1992-03-01	1 500
	1559	1973-04-27	1983-05-01	2 000
	4052	1976-11-17	1986-12-01	2 000
	1060	1977-03-30	1990-03-01	225
				5 725
Valleyfield	3228	1969-10-22	{ 1989-10-15 1994-10-15 2016-09-01	400 1 040 893
	1839	1973-05-16	1983-06-15	2 000
	387	1976-02-11	1986-02-16	1 500
	341	1977-02-02	1987-02-02	2 000
	3704	1977-11-02	1983-11-15	1 000
				8 833
Vanier, Montréal	1635	1970-04-08	{ 1990-04-01 2000-04-01	256 2 530
	633	1971-02-17	1981-03-15	2 000
	3294	1972-10-31	1992-11-01	2 000
	3422	1973-09-19	1993-09-30	1 500
	983	1974-03-13	1984-04-01	2 000
	3961	1976-11-10	1986-11-17	1 000
	3581	1977-10-26	1987-11-15	2 000
				13 286
Victoriaville	3973	1970-10-28	{ 1981-04-01 1984-11-01 1990-11-01	345 1 000 767
	32	1975-01-08	2013-09-01	208
	3745	1976-10-25	1985-01-15	1 500
			1986-11-01	2 000
				5 820
Vieux-Montréal	1636	1970-04-08	{ 1990-04-15 2000-04-15	450 2 829
	3621	1972-11-29	1984-12-01	3 000
	851	1973-03-13	1985-03-15	3 000

	A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
	2911	1974-08-14	1984-08-15	3 000	
	4510	1974-12-11	1985-01-03	3 000	
	881	1975-03-05	1985-03-01	4 500	
	4876	1975-11-05	1985-11-10	3 000	
	197	1976-01-28	1996-02-02	3 000	
	2655	1976-08-04	{ 1981-08-16	4 440	
			{ 1986-08-16	1 560	
	1671	1977-05-26	1987-06-15	4 000	35 779
					470 444
Universités					
Bishop's, Lennoxville	1342	1969-04-30	1989-05-15		1 660
Concordia, Montréal	3160	1968-10-03	1978-10-15	110	
	2567	1970-06-30	1978-07-15	825	
	3005	1974-08-14	1982-12-15	1 500	
	4273	1970-11-18			
	845	1974-03-06	1979-03-15	500	
	3752	1975-08-13	1979-08-15	1 500	
	1504	1976-04-28	1986-05-03	5 000	9 435
École des Hautes Études Commerciales, Montréal	4415	1970-12-02	1982-12-15	4 000	
	2497	1973-07-04	1993-07-15	4 500	8 500
École polytechnique, Montréal	2566	1970-06-30	1990-07-02	2 350	
	842	1974-03-06	1979-03-15	600	
	501	1976-02-25	1986-03-15	5 000	
	1942	1976-06-02	1986-06-15	5 000	
	2581	1977-08-10	1997-08-15	4 000	16 950
Laval, Ste-Foy	3093	1968-09-24	1978-10-15	9 965	
	3767	1970-10-14	1984-11-01	4 700	
	1627	1971-05-05	2021-01-01	1 076	
	1430	1972-05-24	1992-06-01	5 200	
	2849	1973-08-01	1983-08-15	3 000	
	844	1974-03-06	1984-03-15	5 000	
	4479	1974-12-05	1984-12-15	5 000	
	2499	1975-06-18	1981-07-03	5 000	
	2740	1976-08-10	1981-08-16	4 000	
	2582	1977-08-10	1997-08-15	5 000	47 941
McGill, Montréal	3317	1968-10-09	1978-11-01	4 935	
	2090	1970-05-27	1990-06-01	693	
	3603	1970-09-23	1982-10-15	9 200	
	3295	1972-10-31	1992-11-01	2 700	
	4215	1974-11-20	1984-12-01	5 000	
	4754	1975-10-29	1985-11-01	5 000	
	1943	1976-06-02	1986-06-15	5 000	
	3130	1976-09-15	1986-10-01	5 000	
	4097	1977-11-30	1997-12-05	5 000	42 528
Montréal	3604	1968-11-07	1978-12-01	9 965	
	3764	1970-10-14	1984-11-01	4 100	
	3825	1971-11-10	2021-02-01	4 158	
	1204	1972-05-03	1992-05-01	5 000	
	3457	1972-11-15	1992-11-15	3 000	
	3622	1972-11-29	1982-12-01	3 300	

ENGAGEMENTS

(suite)

OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES

(suite)

(\$ milliers)

	A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
	2571	1973-07-11	{ 1980-08-01	4 000	
			{ 1993-08-01	1 000	
	3846	1973-10-22	1983-11-01	6 000	
	3658	1974-10-16	1984-11-01	5 000	
	2104	1975-05-22	1981-06-01	5 000	
	4220	1975-09-24	1985-10-01	5 000	
	870	1976-03-17	1996-02-16	10 000	
	2419	1976-07-07	1986-07-15	7 500	
	3449	1977-10-19	1997-11-01	5 000	78 023
Sherbrooke	643	1969-03-05	2020-03-01	2 924	
	3770	1970-10-14	1984-11-01	3 700	
	397	1971-01-27	2020-09-01	977	
	1628	1971-05-05	2021-02-01	795	
	479	1972-02-16	1992-03-15	6 100	
	4501	1975-10-08	1995-10-15	4 000	
	1944	1976-06-02	1986-06-15	6 000	24 496
Université du Québec Montréal					
Collège Ste-Marie	3604	1970-09-23 }	1980-08-01		746
	3696	1970-10-07 }			
Rimouski	2913	1974-08-14	1984-03-01		563
Trois-Rivières	1414	1970-03-25	2000-04-15		2 137
Siège social, universités constituantes, écoles su- périeures et institutions de recherche	3524	1970-09-17	1980-10-01	5 300	
	4443	1970-12-02	1982-12-15	7 600	
	99	1972-01-12	1982-01-01	5 000	
	100	1972-01-12	1992-01-15	5 000	
	224	1972-01-26	1982-02-01	5 000	
	416	1973-02-08	1983-02-15	5 000	
	756	1973-03-07	1985-03-01	5 000	
	4315	1973-11-28	1983-12-15	5 000	
	2357	1974-06-26	1994-07-15	5 000	
	478	1975-02-05	1985-02-15	5 000	
	971	1975-03-12	1985-04-01	7 000	
	3753	1975-08-13	1995-08-15	6 000	
	4049	1975-09-10	1985-10-01	10 000	
	502	1976-02-25	1986-03-01	10 000	
	1272	1976-04-07	1986-04-15	5 000	
	261	1977-01-26	1987-02-02	4 000	
	3216	1977-09-28	1997-10-03	7 000	
	3217	1977-09-28	1997-10-04	10 000	
	676	1978-03-08	1988-03-15	5 000	116 900
Association coopérative d'habitation Durocher, Résidence d'étudiants, Montréal	1436	1970-03-25	2019-07-01	292	
	1629	1971-05-05	2020-04-01	1 170	1 462
					351 341
Total (voir l'échéancier qui suit)					<u>1 209 826</u>

**Échéancier sommaire des engagements pour le remboursement
d'emprunts relatifs à des dépenses en capital au 31 mars 1978**

(\$ milliers)

Échéance	Institutions de santé et de bien-être	Commissions scolaires	Collèges d'ensei- gnement général et pro- fessionnel	Universités	Total
1978-1979	72 082	33 072	23 568	31 107	159 829
1979-1980	40 993	25 295	7 003	4 233	77 524
1980-1981	33 467	34 888	23 017	17 883	109 255
1981-1982	46 412	73 648	32 560	40 349	192 969
1982-1983	44 112	52 901	38 780	42 535	178 328
1978 — 1983	237 066	219 804	124 928	136 107	717 905
1983 — 1988	161 646	124 051	289 687	129 421	704 805
1988 — 1993	39 625	30 599	26 274	20 333	116 831
1993 — 1998	16 920	13 587	25 758	55 707	111 972
1998 — 2003			2 181	1 397	3 578
2003 — 2008			833	1 488	2 321
2008 — 2013			582	2 085	2 667
2013 — 2018			201	2 923	3 124
2018 — 2021				1 880	1 880
		388 041	470 444	351 341	
	<u>455 257</u>		<u>1 209 826</u>		<u>1 665 083</u>

Subvention à la Communauté urbaine de Montréal

(\$ milliers)

Au 31 mars 1978, le solde des emprunts effectués pour la construction du métro et le traitement des eaux usées est formé comme suit:

Construction du métro

	Date d'échéance	Taux %	Solde du principal	
			En monnaie des États-Unis	En monnaie du Canada
	1980-11-01	5 ³ / ₄ ,6		1 200
	1989-03-01	5 ³ / ₄		3 860
	1992-01-01	7		9 674
	2004-03-01	5 ³ / ₄		26 168
	2004-11-01	5	40 500	45 854
	2005-11-01	6		16 300
	2006-03-01	5 ³ / ₈		19 144
	2006-11-01	6	21 750	24 625
	2007-01-01	7		10 365
	1981	8 ³ / ₄	49 000	55 478
	1978 — 1982	10		5 600
	1978 — 1982	9 ¹ / ₂		5 000
	1978 — 1982	9		5 000
	1978 — 1983	7 ¹ / ₂		1 500
	1979 — 1984	variable	150 000	169 830
	1987	10 ¹ / ₂		4 000
	1987	10		18 500
	1984 — 1993	8		17 500
	1983 — 1997	10 ³ / ₄		16 000
	1983 — 1997	10 ¹ / ₂		12 500
	1983 — 1997	10 ¹ / ₄		19 000
	1978 — 2000	10	56 400	63 856
	1978 — 2000	10 ⁷ / ₈	61 200	69 291
	1978 — 2003	8 ³ / ₈	46 000	52 081
				672 326
En vertu de l'arrêté en conseil 3162-76, le gouvernement du Québec s'est engagé à subventionner le service de la dette à raison de 60% du montant précédent, soit				403 396

Traitement des eaux usées

	Date d'échéance	Taux %	Solde du principal	
			En monnaie des États-Unis	En monnaie du Canada
	1979-1984	variable	50 000	56 610
	1986-1996	10 ³ / ₄		24 500
				81 110
En vertu de l'arrêté en conseil 3354-77, le gouvernement du Québec s'est engagé à subventionner le service de la dette à raison de 60% du montant précédent, soit				48 666

Acquisitions de biens en capital payables par versements
(\$ milliers)

	A.C.	Année du dernier versement	Solde du principal
Industrie et Commerce			
Acquisition d'actifs de General Mills Canada Ltd, Îles-de-la-Madeleine	583-77	1981-1982	637
Tourisme, Chasse et Pêche			
Acquisition de certaines îles de l'archipel de Boucherville			
Succession Léonard Lafleur	2829-76	1983-1984	300
Boucherville Entreprises Inc.	2829-76	1983-1984	2 400
			<u>3 337</u>

ENGAGEMENTS

(suite)

OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES

(\$ milliers)

Autorisés par certaines lois	Montant
Sidbec, 1968, c. 77 et modifications	170 200
Société de cartographie du Québec, 1969, c. 39	1 200
Société de développement de la Baie James, 1971, c. 34 (partie 1)	40 000
<i>Société de récupération, d'exploitation et de développement</i> forestiers du Québec, 1973, c. 21 et modifications	3 750
Société générale de financement du Québec, 1962, c. 54 et modifications	6 000*
Société québécoise d'exploration minière, 1965, c. 36 et modifications	26 850
Société québécoise d'initiatives pétrolières, 1969, c. 36 et modifications	45 900
	<u>293 900**</u>

* Engagement de prêts à effectuer avant le 31 décembre 1978, en vertu de l'arrêté en conseil 2576 du 28 juillet 1976.

** Ces engagements, lorsqu'ils seront liquidés, n'auront aucune incidence, tant sur les dépenses que sur la dette nette, parce que le déboursé sera contrebalancé par une augmentation dans le compte "Placements".

SECTION 7

FONDS SPÉCIAUX

Cette section des Comptes publics couvre les fonds spéciaux créés pour des fins spécifiques et administrés par le Gouvernement. Ils sont identifiés comme fonds spéciaux parce qu'ils ne font pas partie du Fonds consolidé du revenu.

SECTION 7

TABLE DES MATIÈRES

FONDS SPÉCIAUX	PAGE
Fonds en fidéicomis	
Actif et passif	7-4
Notes complémentaires	7-4
Détail	7-5
Fonds renouvelable du Service des achats du Gouvernement	
Actif et passif	7-8
Opérations	7-9
Notes complémentaires	7-9
Fonds spécial olympique	
Actif et passif	7-10
Opérations	7-11
Notes complémentaires	7-11
Fonds des agents de voyages	
Actif et passif	7-12
Notes complémentaires	7-13

FONDS EN FIDÉICOMMIS

ACTIF ET PASSIF

au 31 mars 1978 (note 1)

	1978	1977
ACTIF		
Encaisse	\$ 3 093 212	\$ 2 236 281
Avances au Fonds consolidé du revenu	35 220 076	34 526 111
Valeurs détenues		
Chèques visés	62 617	71 599
Dépôts à terme	22 664 371	14 779 880
Obligations (note 1)	80 542 200	16 975 250
	<u>\$ 141 582 476</u>	<u>\$ 68 589 121</u>
PASSIF		
Dépôts		
Officiers de justice	\$ 16 710 329	\$ 16 984 885
Municipalités et commissions scolaires	7 328 830	7 384 679
Associations d'autochtones	67 664 371	14 779 880
Sociétés, organismes et particuliers (note 2)	49 878 946	29 439 677
	<u>\$ 141 582 476</u>	<u>\$ 68 589 121</u>

Les notes afférentes à cet état financier en font intégralement partie.

Le sous-ministre des Finances,
MICHEL CARON

NOTES COMPLÉMENTAIRES

1. Conventions

Cet état comprend les comptes des fonds en fidéicommis inscrits aux ministères des Finances (Bureau général de dépôts) et de la Justice.

Les obligations détenues sont montrées à leur valeur nominale.

L'article 55 de la Loi des dépôts et consignations se lit comme suit:

"Le ministre des Finances doit voir à ce que les dépenses du Bureau général de dépôts n'excèdent pas les intérêts ou les profits qui reviennent au trésor sur les sommes d'argent déposées; il déduit ces dépenses des intérêts ou profits, et, s'il reste un surplus, il est transporté au Fonds consolidé du revenu et en forme partie".

En pratique:

- Les revenus des dépôts à terme et des obligations sont remis aux déposants de ces valeurs;
- Les avances au Fonds consolidé du revenu ne produisent pas d'intérêts;
- Les frais de fonctionnement relatifs à l'administration des fonds en fidéicommis sont assumés par le Fonds consolidé du revenu.

2. Dépôts de sociétés, organismes et particuliers

Ces dépôts sont effectués par l'entremise de ministères en vertu de lois, de règlements, de directives et de conventions, principalement pour des cautionnements et des garanties.

FONDS EN FIDÉICOMMIS
 (suite)

Détail	Fonds		Dépôts
	Encaisse et avances au Fonds consolidé du revenu	En valeurs (au pair)	
Dépôts judiciaires	\$ 24 291 093		\$ 24 291 093
Autres dépôts			
Affaires culturelles			
Divers	3 039		3 039
Affaires intergouvernementales			
Subventions de recherche	4 000		4 000
Affaires municipales			
Commission municipale du Québec, S.R., c. 170	8 921		8 921
Affaires sociales			
Conseil de la recherche médicale	172 277		172 277
Agriculture			
Droits de coupe	12 635		12 635
Loi des produits laitiers, S.R., c. 121		\$ 173 500	173 500
Loi des sociétés coopératives agricoles, S.R., c. 124	44 317		44 317
Loi des sociétés d'agriculture, S.R., c. 112	21 348		21 348
Système comptable Canfarm	21 869		21 869
Dépôts de garantie	474 570	203 900	678 470
Consommateurs, Coopératives et Institutions financières			
Commission des valeurs mobilières du Québec	11 303	17 000	28 303
Office de protection du consommateur	63 000	101 000	164 000
Loi des assurances, S.R., c. 295	380	24 849 600	24 849 980
Courtier spécial, S.R., s. 8	25 000	325 000	350 000
Sociétés mutuelles d'assurance-incendie, 1974, c. 70, a. 224	85 000	1 167 000	1 252 000
Dépôts de garantie	6 000		6 000
Éducation			
Écoles professionnelles privées	85 105	156 200	241 305
Frais d'inscription au baccalauréat en pédagogie (écoles normales)	3 364		3 364
Dépôts de garantie	15		15
Industrie et Commerce			
Bateaux de pêche	21 863	125 000	146 863
Divers	550		550
Justice			
Consignations de divers greffes	2 144 132		2 144 132
Loi des agences d'investigation ou de sécurité, S.R., c. 42	5 000	15 000	20 000
Dépôts volontaires, saisies-arrêts et autres dépôts	3 093 212 (1)		3 093 212

FONDS EN FIDÉICOMMIS
 (suite)

Détail	Fonds		Dépôts
	Encaisse et avances au Fonds consolidé du revenu	En valeurs (au pair)	
Revenu			
Fonds de secours aux sinistrés de St-Jean-Vianney	\$ 393 460		\$ 393 460
Richesses naturelles			
Villages miniers, S.R., c. 89, a. 38	812 187		812 187
Loi des mines, S.R., c. 89, a. 50	15 128		15 128
Dépôts de garantie	71 132	\$ 500	71 632
Terres et Forêts			
Société des Pâtes et Papiers Kruger Ltée	500		500
Coupe de bois pour fins domestiques, S.R., c. 92	199		199
Dépôts de garantie		100 000	100 000
Transports			
Commission des Transports du Québec, 1973, c. 55, a. 11	624 553		624 553
Écoles de conduite	6 000	17 500	23 500
Loi de l'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles, S.R., c. 232	549 200		549 200
Dépôts de garantie sur contrats d'excavation et autres	2 748 558		2 748 558
Dépôts de garantie		1 056 500	1 056 500
Travail et Main-d'oeuvre			
Comités paritaires	302 236		302 236
Divers	588		588
Travaux publics et Approvisionnement			
Dépôts de garantie	210	113 617 (3)	113 827
Services de protection de l'environnement, S.R., c. 49	9 000	97 000	106 000
Fonds d'amortissement, S.R., c. 171			
Commissions scolaires	4 545	1 110 000	1 114 545
Municipalités	237 785	5 976 500	6 214 285
Commission administrative du régime de retraite	1 469 089		1 469 089
Ristournes aux cadres et assimilés	442 629		442 629
Cautionnement des employés publics, S.R., c. 12	3 053		3 053
Divers dépôts de garantie	3 916		3 916
Les Cris de la Baie James et Les Inuit du Québec		22 664 371 (4)	22 664 371

FONDS EN FIDÉICOMMIS
 (suite)

Détail	Fonds		Dépôts
	Encaisse et avances au Fonds consolidé du revenu	En valeurs (au pair)	
Les Cris de la Baie James et les Inuit du Québec		\$ 45 000 000	\$ 45 000 000
Association d'hospitalisation du Québec	\$ 20		20
Divers	21 307		21 307
	14 022 195	103 269 188 (5)	117 291 383
	<u>\$ 38 313 288 (2)</u>	<u>\$ 103 269 188</u>	<u>\$ 141 582 476</u>

(1) Encaisse

(2) Représenté par:

Encaisse

\$ 3 093 212

Avances au Fonds consolidé
du revenu

35 220 076

\$ 38 313 288

(3) Y compris des chèques visés totalisant \$ 62 617

(4) Dépôts à terme

(5) À l'exception des items mentionnés aux notes 3 et 4,
soit \$ 62 617 et 22 664 371, le solde des valeurs, soit
\$ 80 542 200, représente des obligations.

FONDS RENOUEVABLE DU SERVICE DES ACHATS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

ACTIF ET PASSIF

au 31 mars 1978

	1978	1977
ACTIF		
Encaisse	\$ 249 984	\$ 995 406
Intérêts courus sur dépôts bancaires	2 182	5 234
Dépôt au Fonds consolidé du revenu encaissable à demande	700 000	
Clients		
Ministères et organismes du gouvernement du Québec	861 862	598 564
Stocks — au dernier coût d'acquisition	718 663	811 184
	<u>\$ 2 532 691</u>	<u>\$ 2 410 388</u>
PASSIF		
Fournisseurs	\$ 433 188	\$ 364 492
Bénéfice net de l'année financière à verser au Fonds consolidé du revenu (note 2)	156 124	102 517
	589 312	467 009
Avance permanente du Fonds consolidé du revenu autorisée par la directive 2-75 du Conseil du trésor	1 943 379	1 943 379
	<u>\$ 2 532 691</u>	<u>\$ 2 410 388</u>

Les notes afférentes aux états financiers en font intégralement partie.

APPROUVÉ PAR:

GASTON OUIMET, Directeur général des achats

ÉTIENNE GENEST, Directeur du service de la comptabilité

OPÉRATIONS

de l'année financière terminée le 31 mars 1978

	1978	1977
VENTES	\$ 4 950 112	\$ 4 117 540
COÛT DES MARCHANDISES VENDUES		
Stocks au début	811 184	886 943
Achats	4 776 724	4 028 797
	5 587 908	4 915 740
Stocks à la fin	718 663	811 184
	4 869 245	4 104 556
BÉNÉFICE BRUT	80 867	12 984
AUTRES REVENUS		
Escomptes au comptant sur achats	28 373	19 923
Intérêts sur dépôts bancaires	46 884	69 610
	75 257	89 533
BÉNÉFICE NET (notes 1 et 2)	\$ 156 124	\$ 102 517

Les notes afférentes aux états financiers
en font intégralement partie.

NOTES COMPLÉMENTAIRES**1. Frais d'opération**

Les frais d'opération du Fonds renouvelable du Service des achats du Gouvernement, à l'exception du coût des marchandises vendues, sont assumés par le ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement.

2. Bénéfice net de l'année financière

Selon la directive du Conseil du trésor, tous les surplus découlant de l'opération du Fonds renouvelable doivent être versés annuellement au Fonds consolidé du revenu du gouvernement du Québec.

FONDS SPÉCIAL OLYMPIQUE **(Lois de 1976, chapitre 14)**

ACTIF ET PASSIF

au 31 mars 1978

	<u>1978</u>	<u>1977</u>
ACTIF		
Encaisse	\$ 20 459 942	\$ 8 848 605
Placements temporaires — au coût	115 841 052	80 703 896
Comptes à recevoir	6 342 759	5 199 471
Intérêts courus et à recevoir	1 307 054	517 420
	<u>\$ 143 950 807</u>	<u>\$ 95 269 392</u>
 PASSIF		
Intérêts courus sur la dette à long terme de la Régie des installations olympiques	\$ 8 501 805	\$ 7 180 282
Fonds administrés pour le compte de la Régie des installations olympiques (note 2)		33 618 709
Solde du fonds (note 1)	135 449 002	54 470 401
	<u>\$ 143 950 807</u>	<u>\$ 95 269 392</u>

Les notes afférentes aux états financiers
en font intégralement partie.

Le sous-ministre des Finances,
MICHEL CARON

OPÉRATIONS

de l'année financière terminée le 31 mars 1978

	1978	Exercice du 30 juin 1976 au 31 mars 1977
PROVENANCE DES FONDS		
Taxe spéciale sur le tabac	\$ 73 197 094	\$ 65 080 047
Loto Canada		
Part destinée à la Régie des installations olympiques	58 662 335	22 343 425
Part destinée au gouvernement du Québec	4 790 233	1 623 460
Intérêts sur dépôts bancaires et placements temporaires	7 288 172	2 959 736
Produit de l'aliénation d'actifs immobiliers de la Régie des installations olympiques	396 662	664 217
	<u>144 334 496</u>	<u>92 670 885</u>
UTILISATION DES FONDS		
Intérêts sur la dette à long terme de la Régie des installations olympiques	60 796 771	38 200 484
Parachèvement des installations olympiques	2 559 124	
	<u>63 355 895</u>	<u>38 200 484</u>
AUGMENTATION DU FONDS	80 978 601	54 470 401
SOLDE DU FONDS AU DÉBUT	<u>54 470 401</u>	
SOLDE DU FONDS À LA FIN	<u>\$ 135 449 002</u>	<u>\$ 54 470 401</u>

Les notes afférentes aux états financiers
en font intégralement partie.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

1. Affectation du Fonds spécial olympique

Selon la Loi constituant un Fonds spécial olympique, ce fonds et les revenus qu'il produit sont affectés exclusivement au remboursement du capital et des intérêts des emprunts de la Régie des installations olympiques et au parachèvement des installations olympiques.

En ce qui concerne le remboursement du capital, compte tenu d'un refinancement en date du 6 octobre 1978 de la partie de la dette à long terme en monnaie des États-Unis de la Régie des installations olympiques, la portion de la dette à long terme de la Régie qui devient exigible au cours de la prochaine année financière s'élève à \$ 61 818 182.

2. Fonds administrés pour le compte de la Régie des installations olympiques

Au 31 mars 1977, il demeurait un solde de \$ 33 618 709 provenant d'un surplus d'encaisse de \$ 56 770 709 que la Régie avait confié au Fonds spécial olympique, sujet à rappel pour ses déboursés relatifs aux travaux de construction; en 1977-1978, un montant de \$ 10 067 166 s'est ajouté à ce solde et des sommes totalisant \$ 43 685 875 ont été remises à la Régie à cet égard.

FONDS DES AGENTS DE VOYAGES
administrés par le ministre
du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche
(Lois de 1974, Chapitre 53 et modifications)

ACTIF ET PASSIF

au 31 mars 1978

	1978	1977
FONDS EN FIDÉICOMMIS — CAUTIONNEMENTS INDIVIDUELS		
ACTIF		
Encaisse et certificat de dépôt garanti	\$ 98 831	\$ 155 000
Obligations reçues en dépôt (note 2)	526 000	732 000
	<u>\$ 624 831</u>	<u>\$ 887 000</u>
PASSIF		
Cautionnements individuels des agents de voyages (note 3)	\$ 616 500	\$ 887 000
Revenus d'intérêts de l'année financière (note 4)	8 331	
	<u>\$ 624 831</u>	<u>\$ 887 000</u>
FONDS DES CAUTIONNEMENTS COLLECTIFS		
ACTIF		
Encaisse et certificats de dépôts garantis	\$ 1 161 424	\$ 713 750
Intérêts courus	32 693	5 019
	<u>\$ 1 194 117</u>	<u>\$ 718 769</u>
PASSIF		
Avoir des fonds des cautionnements collectifs des agents de voyages		
Contributions de base (note 5)	\$ 1 115 750	\$ 713 750
Revenus d'intérêts accumulés		
Solde au début	5 019	
Revenus de l'année financière	73 348	5 019
Solde à la fin	78 367	5 019
	<u>\$ 1 194 117</u>	<u>\$ 718 769</u>

Les notes afférentes à cet état financier
en font intégralement partie.

Le sous-ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche,
MICHEL DUCHESNEAU

NOTES COMPLÉMENTAIRES

1. Conventions comptables

Les cautionnements individuels et les contributions aux fonds des cautionnements collectifs sont comptabilisés selon la méthode de caisse.

Les obligations reçues en dépôt à titre de cautionnements sont montrées à leur valeur nominale.

Les intérêts provenant des dépôts bancaires et des certificats de dépôts garantis sont comptabilisés selon la méthode d'exercice.

2. Obligations reçues en dépôt

Les revenus d'intérêts des obligations reçues en dépôt à titre de cautionnements individuels demeurent la propriété des déposants.

3. Cautionnements individuels des agents de voyages

Évolution au cours de l'année financière

	1978	1977
Solde au début	\$ 887 000	
Dépôts de cautionnements	381 500	\$1 317 000
	<u>1 268 500</u>	<u>1 317 000</u>
Remises de cautionnements	527 000	425 000
Cautionnements remplacés par des polices individuelles de garantie	125 000	5 000
	<u>652 000</u>	<u>430 000</u>
Solde à la fin	<u>\$ 616 500</u>	<u>\$ 887 000</u>

Les cautionnements fournis par les agents de voyages sous forme de polices individuelles de garantie, inscrits à un registre spécial, totalisent \$ 7 870 000 au 31 mars 1978 comparativement à \$ 3 925 000 au 31 mars 1977.

4. Revenus d'intérêts de l'année financière

Le règlement relatif aux agents de voyages adopté par le lieutenant-gouverneur en conseil ne prévoit aucune disposition quant à l'attribution des revenus d'intérêts provenant des dépôts bancaires et du certificat de dépôt garanti détenus à titre de cautionnements individuels.

5. Contributions de base aux fonds des cautionnements collectifs

Évolution au cours de l'année financière

	1978	1977
Solde au début	\$ 713 750	
Contributions reçues	412 750	\$ 713 750
	<u>1 126 500</u>	<u>713 750</u>
Contributions remboursées	10 750	
Solde à la fin	<u>\$1 115 750</u>	<u>\$ 713 750</u>

INDEX

	PAGE		PAGE
A		Coordination de développement économique et régional	1-138
Actif et passif	18; 5-4	Crédits annuels et permanents, Sommaire	1-10
Administration fiscale	1-253	Crédits, dépenses et variations, Sommaire	1-8
Adultes		Crédits dont le droit d'engager a été suspendu	1-12
Formation générale et socio-culturelle	1-176	Curatelle publique	1-199
Formation professionnelle	1-182		
Affaires culturelles, Ministère	1-34	D	
Affaires fédérales-provinciales et interprovinciales	1-44	Dépenses, Sommaire	17; 1-5, 1-8
Affaires intergouvernementales, Ministère	1-42	Dépenses par ministères et par missions, Sommaire	1-14
Affaires internationales	1-45	Dépenses par missions, domaines et secteurs, Sommaire	1-16
Affaires municipales, Ministère	1-50	Dépenses par super-catégories et catégories	1-30
Affaires du Nord	1-271	Dette nette, Continuité	20; 5-6
Affaires sociales, Ministère	1-66	Dettes assumées	3-9; 6-48
Agriculture, Ministère	1-94	Développement des entreprises et institutions financières	
Aide à la planification et à la restructuration municipale	1-53	Contrôle et surveillance	1-159, 1-160
Aide juridique et financière	1-238	Développement de moyens d'intervention	1-84
Aide sociale	1-71	Droits et libertés de la personne, Commission	1-233
Allocations familiales du Québec, Régime	1-70		
Aménagement des conditions de travail dans le secteur public	1-204	E	
Approvisionnement	1-332	Eau, Aide à la gestion	1-339
Aqueducs et égouts, Réseaux	1-64	Eau, Contrôle de la ressource et de ses usages	1-270
Arts d'interprétation	1-40	Échéancier sommaire	
Arts plastiques	1-39	de certains engagements pour subventions	6-97
Assemblée nationale	1-110	des emprunts à long terme	6-51
Assistance-maladie	1-72	Édition gouvernementale	1-124
Assurance-stabilisation des revenus agricoles	1-105	Éducation, Ministère	1-164
Autres actifs	6-27	Élections, Administration	1-136
Autres emprunts	3-7, 3-9; 6-47	Emprunts	
Autres passifs éventuels	6-64	à long terme	6-51
		effectués	3-6
		garantis	6-52
		remboursés	3-8
		temporaires	6-29
		Encaisse	6-4
		Engagements	6-65
		Opérations budgétaires	6-66
		Opérations non budgétaires	6-100
		Enquêtes et expertises scientifiques	1-248
		Enregistrement officiel	1-239
		Enseignement collégial	
		Privé	1-178
		Public	1-173
		Enseignement élémentaire	
		Privé	1-178
		Public	1-172
		Enseignement secondaire	
		Privé	1-178
		Public	1-172
		Enseignement universitaire	1-174
		Environnement	1-340
		Espace et équipement, Allocation	1-328
		Établissement commerciaux, Services aux	1-223
		Établissement touristiques et récréatifs	1-296
		Études politiques économiques et fiscales	1-192
		Exploitation des immeubles	1-330
		F	
		Faune	
		Maintien et amélioration	1-291
		Protection	1-292
		Financement agricole	1-98
		Financement forestier	1-284
B			
Biens en capital	6-99		
Biens culturels, Sauvegarde et mise en valeur	1-37		
Bureau central de l'informatique	1-130		
Bureau du lieutenant-gouverneur	1-135		
C			
Catégories et super-catégories de dépenses			
Listes et définitions	1-28		
Sommaire	1-30		
Centre de recherche industrielle du Québec	1-220		
Chèques en circulation	19; 5-5		
Cinéma et audio-visuel	1-129		
Commercialisation agricole	1-102		
Commission de la fonction publique	1-208		
Commission des transports	1-309		
Communications, Ministère	1-120		
Comptabilité gouvernementale	1-194		
Comptes à payer	6-30		
Comptes à recevoir	6-6		
Conciliation entre locataires et propriétaires	1-63		
Connaissance géographique du territoire	1-286		
Conseil exécutif, Ministère	1-132		
Conseil du trésor	1-150		
Consommateurs, Coopératives et Institutions financières, Ministère	1-156		
Consultation des agents socio-économiques	1-141		
Consultation psycho-sociale	1-76		
Contentieux du Gouvernement	1-241		
Contentieux pénal et criminel	1-242, 1-243		
Contributions à titre d'employeur	1-204		
Contrôle et surveillance			
Développement des entreprises	1-159		
Institutions financières	1-160		
Conventions comptables	11		

INDEX

	PAGE		PAGE
Finances, Ministère	1-186	N	
Fonction publique, Ministère	1-202	Normes de travail	1-318
Fonds consolidé du revenu	20; 4-4	Notes complémentaires	21; 5-7
Fonds d'amortissement	6-41	Nouveau-Québec	1-271
Fonds de suppléance	1-196		
Fonds des agents de voyages	32; 7-12	O	
Fonds en fidéicomis	24; 7-4	Obligations	6-32
Fonds renouvelable du Service des achats du Gouvernement	26; 7-8	Office franco-québécois pour la jeunesse	1-46
Fonds spécial olympique	29; 7-10	Office des professions	1-184
Forêts		Office de radio-télédiffusion du Québec	1-128
Amélioration	1-280	O.P.D.Q.	1-140
Connaissance	1-279	Opérations budgétaires	1-4
Protection	1-281	Opérations de la dette	3-5
Utilisation	1-282	Opérations non budgétaires	2-4
Formation professionnelle	1-182	Organismes-conseils auprès du Premier ministre	1-137
G		P	
Garde des prévenus et des détenus	1-236	Parcs et réserves et établissements touristiques et récréatifs	1-296
Gel de crédits	1-12	Passifs éventuels	6-64
Gestion budgétaire et politique administrative	1-152	Pêches maritimes, Développement	1-224
Gestion de la caisse et de la dette publique	1-193	Permis d'alcool, Contrôle	1-240
Gestion du personnel	1-204	Placement d'étudiants	1-321
		Placements	6-10
H		Placements temporaires	6-5
Habitation	1-59, 1-62	Pan comptable (voir Conventions comptables)	11
Hébergement	1-78	Planification économique et régionale	1-140
Hydrocarbures et électricité, Études et recherches	1-272	Policiers	
		Formation et perfectionnement	1-244
I		Normalisation et surveillance	1-245
Immigration, Ministère	1-210	Prêts et avances	6-11
Impôt foncier scolaire, Contribution	1-90	Production agricole, Aide	1-100
Industrie des courses de chevaux, Aide financière	1-257	Professions, Organisation et réglementation	1-184
Industrie et Commerce, Ministère	1-214	Protecteur du citoyen	1-116
Industrie minière, Soutien et surveillance	1-266	Protection civile	1-246
Industrie secondaire, Orientation et développement	1-219	Protection de la société	1-247
Intérêts courus et à recevoir	6-8	Protection du consommateur	1-158
Intérêts courus	6-31	Provenance et utilisation des fonds	20, 4-4
Introduction	9	Provision pour créances irrécouvrables	1-11
		Provision pour le régime de retraite	6-31
J		R	
Jeux de hasard et courses, Contrôle	1-255	Réadaptation de l'enfance et des adultes	1-77
Justice, Ministère	1-228	Recherche économique	1-218
		Recherche: santé et services sociaux	1-83
L		Régie de la langue française	1-143
Législation	1-112	Régie de l'assurance-récolte du Québec	1-101
Livres et autres imprimés	1-36	Régie de l'électricité et du gaz	1-273
Logements, Aide à la réalisation et à l'acquisition	1-60	Régie des marchés agricoles du Québec	1-104
Logements municipaux, Aide à l'exploitation	1-61	Régie des services publics	1-127
Loisirs, Développement	1-180	Régime de retraite	1-206
		Réinsertion sociale des délinquants	1-237
M		Relations de travail	1-317
Municipalités		Renseignements, Communications gouvernementales	1-123
Aide et surveillance administratives et financières	1-54	Réseaux et équipements de communication	1-122
Redistribution d'une partie du produit de certaines taxes à la consommation	1-254	Réseaux routiers	
		Conservation	1-306
		Construction	1-305
		Information, contrôle et sécurité	1-304
		Revenu, Ministère	1-250
		Revenus, Sommaire	16; 1-4, 1-6
		Richesses naturelles, Ministère	1-260

INDEX

	PAGE
S	
Salubrité du milieu	1-338
Sécurité au travail et dans les lieux publics	1-322
Sécurité — incendie	1-58
Services communautaires	1-73
Services de main-d'œuvre	1-320
Services de protection de l'environnement	1-336
Services en milieu scolaire	1-74
Société d'aménagement de l'Outaouais	1-57
Société de développement industriel du Québec, Administration	1-221
Société du parc industriel du centre du Québec, Administration	1-222
Soins spécialisés, ultra-spécialisés et prolongés	1-80, 1-81
Soutien aux organismes volontaires	1-75
Soutien du revenu familial	1-70
Sport, Promotion du Sport	1-179
Statistiques, Services centraux	1-225
Statut de la femme, Promotion du droit	1-142
Sûreté du Québec	1-247
Système judiciaire, Fonctionnement	1-232
T	
Télécommunications, Développement	1-126
Terres et Forêts, Ministère	1-276
Terres publiques; Gestion	1-285
Tourisme	
Formation professionnelle	1-295
Promotion	1-293
Tourisme, Chasse et Pêche, Ministère	1-288
Transport aérien gouvernemental	1-311
Transports maritime et aérien	1-310
Transports, Ministère	1-300
Transport scolaire	1-312
Transports terrestres	1-303
Travail et Main-d'œuvre, Ministère	1-314
Travailleurs autonomes, Remboursements de leurs contributions	1-256
Travaux publics et Approvisionnement, Ministère	1-326
V	
Vérificateur général	1-117

Veillez rapporter ou re-
nouveler ce volume avant
ou à la dernière date ci-
dessous indiqués.
